michigan

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

41e Année. N° 9.

MAY 6 1934

LA REVUE DE PARIS

1er MAI 1934

		Pages.
erdinand Goetel. .	*Au Jour le Jour. — I*	5
aul Reynaud . . .	*Une nouvelle Loi électorale*	49
lph. de Lamartine.	*Lettres inédites*	58
obert Debré . . .	*La Mortalité infantile en France*	84
ierre Frédérix . .	*L'Action directe et ses Troupes en France.*	112
Marcel Griaule. . .	*Les Monts Bachibbal*	133
.-L. Vaudoyer . .	*Album italien*	152
oseph Chapiro. . .	*L'Évolution de la République espagnole* .	161
ules Bertaux . . .	*Presse 1836*	181
. Bouglé.	*Spiritualisme et Kantisme en France* . .	198
Henry Bidou. . . .	*Le Mouvement littéraire*	216
François Porché . .	*Le Théâtre*	226

Jean Poirier : *Parmi les Livres.*

Copyright 1934 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **7** FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS *publiera prochainement* :

Les Lettres d'amour de Catherine II à Potemkin

(publiées par GEORGES OUDARD)

Laurence

par MARCEL ARLAND

Le Gazetier de Chanteloup

par le VICOMTE DE MONTBAS

La Révolution des Cinq

par ALBERT THIBAUDET

Stefan Zweig

par MAURICE MURET

Le Noir d'Afrique et la Civilisation européenne

par GEORGES HARDY

LA REVUE DE PARIS

LA
REVUE DE PARIS

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE

TOME TROISIÈME

Mai-Juin 1934

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

1934

General
Gaulon

AU JOUR LE JOUR

10 septembre.

Eh bien... me voilà devant un nouveau départ. Ce qu'il y a de plus agréable dans ce dur labeur d'écrivain, qu'on a appelé, Dieu sait pourquoi, « création », c'est le moment où il commence. On se sent alors aussi féroce qu'un lion qui rugit, secoue sa crinière et fait peur aux naïfs qui l'entourent. On rêve d'inaccessibles solitudes, on évalue le résultat de cette moisson sanglante et on finit par entrer dans la cage où, moyennant quelques grimaces destinées au public, on trouve un morceau de charogne jeté par le dompteur-commanditaire, autrement dit : par votre éditeur.

N'exagérons pas! Ce plongeon dans un inquiétant abîme d'aventures et de sensations, que l'on est obligé d'exécuter avant de se mettre au travail, n'est pas si facile à faire. Les « grimaces », pour faire leur effet, doivent être convaincantes, et ce qui est plus difficile encore, « vraies ». Et après tout, il est indifférent de les exécuter dans la cage du seigneur éditeur ou dans la cage bleue du Tout-Puissant. Le principal, c'est que le lion ne soit pas un âne dans une peau de lion.

Pourquoi est-ce que j'écris tout cela? Pourquoi gâcher inutilement ce « passage »? Il ferait meilleure figure dans un roman que dans ce journal. S'il s'est faufilé jusqu'ici, c'est certainement pour témoigner de l'incertitude qui me saisit chaque fois que je commence un nouvel ouvrage. Aujourd'hui surtout. Car je sens que je m'attaque à une chose, à

1er Mai 1934.

laquelle je ne devrais peut-être pas toucher. Mais je ne puis faire autrement. Cela me tourmente trop. Il faut que ce soit écrit!... Assez de raisonnements.

Comment est-ce que je me représente l'ensemble?... Construisons d'abord le « squelette ». Au fond, qu'y a-t-il comme squelette? Elle... voyons... il n'y a pourtant pas moyen de l'appeler comme elle s'appelait vraiment, bien que je puisse difficilement me l'imaginer sous un autre nom que le sien. Il faudrait inventer quelque chose « qui lui aille ». Oh! j'ai bien le temps! En attendant je me servirai des noms qu'elle avait en réalité, et ensuite nous changerons. Marysia. Un peu idyllique, mais n'importe! D'autant plus qu'elle avait vraiment un type « idyllique ». Sa petite âme transparente comme un morceau d'ambre, dont le centre lumineux réfracte tous les rayons... Oui... « dont le centre lumineux réfracte tous les rayons... ». Il y a longtemps que je n'avais rencontré une phrase plus bête. Quelles idioties on arrive à dire! Allons, laissons les « squelettes » en paix! Cette histoire je l'ai vécue, je l'ai dirigée, je l'ai dans le sang. Écrire... et ensuite... on verra bien...

Marysia ne connaissait pas sa patrie. Née et élevée au milieu des steppes asiatiques...

Allons, que diable! C'est un état civil, que je fabrique là! Non, décidément, je suis mal disposé pour écrire aujourd'hui. Je vais aller construire des « pyramides » avec ma petite fille.

Ces « pyramides », ça finit toujours mal. Pour commencer la petite s'amuse et, moi, je ris. Ensuite je me mets à construire et elle me regarde faire. Ensuite elle veut construire aussi et moi je l'en empêche, parce qu'elle gâche mon travail. Enfin elle s'offense et pleure. Vite, il faut lui raconter une histoire sur son nigaud de papa ou sur Kounda la cuisinière. Il n'y a pas à dire, cette Kounda, c'est un drôle de corps — une individualité très marquée, que nous avons baptisée sans y réfléchir « le fracas ». Elle me fait penser à un vieux meuble de famille auquel on a parfois envie de demander ce qu'il pense, mais qu'on n'interroge

tout de même pas, parce que, en répondant, il craquerait à vous donner la chair de poule.

11 septembre.

— Alors, Marysia, tu ne quittes pas le khoutor[1]*?*

— Non! monsieur le curé.

— Tu ne retournes pas à la maison?

— Non!

— Tu ne veux pas renvoyer les enfants?...

— Non!

— C'est ton dernier mot?

— Oui!

— Et tu veux que j'écrive ça à ton père?

La jeune fille baissa la tête, désemparée :

— Écrivez-lui... Ou bien, c'est moi plutôt qui lui écrirai.

— Écris-lui toi-même! — dit le prêtre vivement — et je te conseille de ne pas le faire aujourd'hui... demain peut-être! Mais réfléchis bien, ma fille. Ne sois pas trop dure. Rappelle-toi que tu as détruit le bonheur de ton père.

Marysia devint pâle.

— Pas moi, — s'écria-t-elle avec emportement, — ce n'est pas moi qui l'ai détruit. Je... — sa voix se brisa soudain, — je... vous savez bien, monsieur le curé, que ce n'est pas moi!

Elle se débattait avec des larmes dans les yeux.

Le prêtre vit cette petite figure désolée et regretta d'avoir parlé amèrement. Voulant réparer la peine qu'il lui avait faite, il s'avança et lui caressa paternellement les cheveux.

— Allons, calme-toi, mon enfant! Allons, ne pleure donc pas. C'est elle qui est fautive, je sais! Tout le monde le sait! Et tout le monde te soutient.

— Je ne sais pas si on me comprend, — murmura la jeune fille avec une sourde colère, — mais en attendant on me pousse de nouveau vers elle. On me persécute, on me montre au doigt. Même ici je n'ai pas la paix. Vous n'êtes pas fâché?

Elle le regarda avec des yeux suppliants.

— Non, mon enfant, — reprit le prêtre gravement, — per-

1. Khoutor, en Russie d'Asie, sorte de ferme dans la steppe équivalant à peu près au ranch américain.

sonne ne veut te renvoyer de force chez ta belle-mère. Mais on peut attendre un sacrifice de toi, car quant à elle...

Il fit un geste découragé.

— Des sacrifices, et ça ce n'en est pas un?

Elle montra le pauvre ameublement de la pièce.

— Je lui ai abandonné toute la maison, tout! Même les choses qui avaient appartenu à notre mère.

— Allons, assez, Marysia, assez!... C'est entendu, tu écriras toi-même. Je te le demande encore une fois : ne sois pas trop dure. N'oublie pas que ton père ne traverse pas des heures bien gaies sur le front. Avec cela il ne se sent pas trop bien, à ce qu'il paraît...

Elle fit un geste d'inquiétude :

— Il vous a écrit?

— Non! C'est la colonelle qui me l'a dit, ta mère... je voulais dire ta belle-mère... cette... enfin madame Radziejowska.

— Ah oui!

La figure de Marysia reprit l'air fermé, qu'elle avait d'habitude.

— Petite fille, petite fille! — fit en soupirant le prêtre et en se levant lourdement. — Il est temps de partir.

— Vous ne restez pas pour le thé?

— Je ne peux pas! Tu sais bien quel bout de chemin il y a jusqu'à la gare.

Marysia tourna rapidement vers le prêtre des yeux redevenus gais. Elle lui baisa la main.

— Je savais bien, que vous ne m'abandonneriez pas, monsieur le curé. Et si c'est possible, voulez-vous penser aussi aux livres pour les enfants?

— Oui, oui, mais il faudra patienter, car les livres de classe sont difficiles à trouver actuellement. Dieu vous bénisse, — fit-il en se retournant sur le seuil, — puisqu'on ne peut rien changer pour le moment... Ne me reconduirais-tu pas jusqu'à la rivière? Tu aimais tellement monter à cheval autrefois?

— Mais si, volontiers! Je monte tous les jours.

Sur la terrasse, le prêtre s'arrêta encore pour examiner les bâtiments du khoutor. Son regard fit le tour de la steppe. Il se posa un instant sur le bouquet d'arbres qui cachait le village indigène et chercha au loin la tache à peine visible du khoutor

voisin. La steppe entourait le pauvre héritage de Marysia d'un cercle d'espaces incultes, que coupait du côté de la rivière une épaisse muraille de roseaux.

Il soupira.

— La vie ne sera pas facile dans ce désert, mon enfant. —

— Je m'en tirerai! — répondit la jeune fille en riant gaîment. Barat a demeuré ici tout seul et ça marchait tant bien que mal. Maintenant il y a trois paires de bras en plus. Dans quelques jours j'aurai deux Autrichiens, de ceux qu'on envoie pour les travaux...

— Tu les a demandés?

— Non! le volostnoï m'a mise sur la liste.

— Tu n'as pas peur de ces étrangers?

— Pourquoi? Tout le monde dit que ce sont de bonnes gens, tranquilles.

— Tu fais des folies, mon enfant!... des folies! — s'écria le prêtre en secouant les épaules et en s'avançant vers le tarantass[1].

Marysia courut à l'écurie d'où elle sortit un moment après avec un cheval sellé à la cosaque.

Ils prirent immédiatement une allure assez vive, bien que le soleil n'eût guère dépassé le zénith et que le ruban blanc de la route, déroulé dans l'uniformité de la steppe, soufflât une chaleur ardente et brûlât les yeux de son éclat. Le prêtre essaya d'échanger encore quelques mots avec sa compagne, mais ayant aspiré la poussière que soulevaient les chevaux, il s'enroula dans son manteau de voyage et s'abandonna au rythme de la voiture. A l'endroit où la route, qui, jusque-là, suivait les méandres de la rivière, dessinait un grand arc pour s'élancer toute droite dans les lointaines étendues, le prêtre sourit à Marysia et lui fit un signe d'adieu. Elle lui répondit affectueusement, arrêta son cheval et demeura longtemps à suivre des yeux le véhicule qui roulait à travers la steppe dans un nuage de poussière.

Puis, après avoir jeté un regard autour d'elle, elle retourna lentement vers la rivière. Suivant un étroit sentier à travers les roseaux, elle atteignit le premier bras et l'ayant traversé, elle

1. Tarantass : sorte de voiture.

se trouva sur une petite île couverte d'épais buissons. Elle attacha son cheval à l'unique saule de la berge, s'enfonça dans le fourré et parvint jusqu'à une chambre naturelle, à quelques pas du ravin dans lequel coulait la rivière. C'était le but préféré de ses promenades solitaires. Les volets que formait l'épais feuillage ne s'ouvraient ici que sur le calme miroir de l'eau ou l'azur profond du ciel. Fatiguée par la chaleur et l'exercice, elle se laissa tomber, la figure contre terre. Les pulsations de ses tempes se calmèrent peu à peu, sous l'influence du silence environnant. Le vent léger qui parcourait le ravin, l'entourait par moments d'une caresse molle et qui berçait. Elle ferma les yeux... Il lui sembla qu'elle était sur le sein de sa mère... Qu'il y faisait bon, calme... Pas de questions; on savait tout, tout...

Assez pour aujourd'hui! C'est beaucoup de travail pour un paresseux comme moi. Je ne pensais pas que le sujet m'entraînerait tout de suite à ce point. Comme ces souvenirs des années de captivité sont encore vivants en moi! C'est qu'aussi jamais je n'ai eu les yeux si bien ouverts sur la vie! En m'ordonnant de ne plus être rien et en m'expédiant comme un paquet hors des frontières de « mon » monde à moi, on me fit cadeau d'une indépendance de l'âme, que je n'ai jamais ressentie, ni avant, ni depuis. Et moins que jamais aujourd'hui, où mon talent d'écrivain « vigoureux », « plein de promesses », « indiscutable », « lyrico-épique », et « brutalement subtil », fait de moi un singe qu'on montre en foire. Je m'en défends, mais sans toujours réussir : « Vous n'avez rien d'un homme de lettres », — m'a dit un des directeurs de la maison Gebethner, — et il ajouta immédiatement : « Oui, mais le jour où tes succès te monteront à la tête, nous verrons de quoi tu auras l'air! » Et il a raison. J'aurais beau me défendre des pieds et des mains, personne ne me pardonnera d'écrire. Même dans ma femme, je remarque de profonds changements à mon égard. Elle semble étonnée, effrayée même, de voir que c'est bien moi qui écris des livres et qu'il y a des gens qui les impriment, les lisent et surtout les paient... les paient même de mieux en mieux et de plus en plus ponctuellement.

C'est qu'il y eut une époque où je me promenais en bras

de chemise, à tu et à toi avec toutes sortes de rustres, et il n'y a pas si longtemps que « par vocation » j'ai voulu me faire instituteur. Elle ne sait plus si c'est moi, qui suis devenu fou subitement, ou si c'est elle qui a été malade mentalement pendant tant d'années. Troublée, elle bat en retraite de plus en plus souvent, tandis que je m'étale orgueilleusement sur chacune des positions qu'elle abandonne.

12 septembre.

Il y a longtemps que rien ne m'a occupé autant que cette histoire de Marysia. Qu'est-ce que cela veut dire? Seraient-ce de vieux comptes à régler avec le passé? Dans ce cas, j'aurais mieux fait de ne pas toucher à cela. Quelle bêtise... Ce n'est pas avec les autres, mais avec moi que je compte. Ça m'est permis. Le pire, c'est que je suis obligé de cacher ce manuscrit, de peur que Zosia, ou plus exactement son instinct de femme, ne le découvre. Pourvu que je réussisse, car je ne suis pas fort en complots. Et pourtant il faut que ça réussisse. Après... après que j'aurai terminé et que le livre paraîtra, ça fera deux catastrophes d'un seul coup, mais déjà à demi traversées.

La visite du prêtre fut la dernière entreprise tentée pour conseiller à Marysia de quitter le khoutor. Le prêtre, d'ailleurs, ne s'y était résolu que par acquit de conscience, car, dans son for intérieur, il approuvait la jeune fille dans sa lutte contre sa belle-mère. Comme tous les membres âgés de la colonie polonaise établie au Turkestan, il n'aimait pas cette dame de Varsovie, venue passer l'été chez des parents. Elle avait si bien fait la conquête du colonel Radziejowski, veuf depuis peu, que, moins d'un an après la mort de sa femme, celui-ci la conduisait à l'autel. Le colonel ayant été un mari modèle pour la femme qu'il venait de perdre et ayant fait montre, après sa mort, d'un désespoir sans bornes, la stupéfaction avait été de ce fait à son comble. De plus, comme il passait pour un homme irréprochable et de caractère ferme, on se demandait comment il s'était laissé enjôler par cette intruse, qu'il ne connaissait pas et dont on ne disait guère de bien. Le curé, suivant en cela l'opinion publi-

que, laissa entendre plusieurs fois au colonel qu'on parlait beaucoup de ses relations avec cette dame, et lorsqu'on publia les bans, il manifesta énergiquement sa désapprobation. Le colonel lui déclara alors, en peu de mots, qu'il avait pris ce parti pour le bien de ses enfants auxquels la direction d'une femme civilisée et intelligente était nécessaire. Ils n'allaient pas demeurer éternellement dans ces steppes sauvages; il avait d'ailleurs l'intention de vendre les propriétés qu'il possédait au Turkestan et de retourner en Pologne où étaient nés son père et son grand-père.

Pris au dépourvu, le curé n'insista pas. Il regrettait même les paroles qui avaient été dites à ce sujet. Ce n'est que le jour du mariage, lorsqu'il vit la jeune, élégante et belle colonelle, qu'il s'inquiéta et s'attrista à nouveau.

En effet, les événements qui survinrent dans la famille Radziejowski, après le second mariage du colonel, devaient dépasser les pires prévisions du curé. Le jour même du mariage, on découvrit que l'aînée des enfants du colonel, Marysia, alors âgée de seize ans, avait quitté la maison paternelle pour se rendre au khoutor de sa mère et éviter ainsi de recevoir le nouveau couple à son retour de l'église. Le colonel quitta le repas de noce et, laissant sa femme fort mécontente, partit sur les traces de sa fille, qu'il ramena, dit-on, de force chez lui. En réalité, Marysia avait cédé à la volonté de son père et était revenue de son plein gré, après avoir versé des torrents de larmes sur la poitrine paternelle. Le colonel apprécia ces larmes, pardonna à la jeune fille son équipée, mais fut pris d'inquiétude en voyant l'abîme menaçant qui séparait ses enfants de leur nouvelle mère.

Cet événement fut suivi d'une période de calme apparent. Marysia promit d'être correcte envers « madame mère » et tint sa promesse. Madame Radziejowska promit d'être bonne pour les enfants et se montra, de temps à autre, généreuse à leur égard, bien qu'elle fût plus occupée à cette époque de réformer la maison et de donner un certain lustre à sa lune de miel. Elle mit la maison sur ce qu'elle appelait « un pied européen ». Les vieux meubles furent relégués dans les chambres des enfants, l'antichambre et les débarras; les anciennes habitudes disparurent en même temps que les anciens serviteurs et les amis d'autrefois.

Le colonel consentait à tout cela, approuvant en lui-même certains changements. Il entrait une fois par jour dans la chambre de sa fille pour lui dire quelques mots affectueux et apportait des fleurs à sa femme. A part cela, il observait et laissait faire. Lorsqu'il crut le nouvel état de choses solidement établi, il parla à sa femme de l'éducation des enfants. Elle étudia la question avec ardeur et il fut décidé que Marysia partirait pour l'un des meilleurs pensionnats de Pétersbourg et qu'on ferait venir, de Varsovie, un professeur pour les petits. Quand, avec une certaine solennité émue, on fit part de cette décision à Marysia, celle-ci déclara qu'elle n'irait pas à Pétersbourg et qu'elle donnerait elle-même des leçons aux enfants. En réponse au colonel, qui lui demanda d'où lui venait cette idée, elle répondit qu'elle avait promis à sa mère à son lit de mort de ne pas abandonner son frère et sa sœur, avant qu'ils fussent grands. De plus, son rôle était d'aider son père et non pas de lui causer d'aussi considérables dépenses. Le colonel se tut, embrassa sa fille et n'osa pas refuser ce sacrifice. Mais madame Radziejowska releva le gant qu'on lui jetait.

A partir de ce moment, cette lutte sourde, mais acharnée, fit partie intégrante de la vie de famille. Madame Radziejowska comprenait qu'elle ne pouvait songer à dominer sans partage, tant qu'elle n'aurait pas d'influence véritable sur les enfants. Blessée et repoussée par Marysia, elle se tourna vers les deux petits. Mais là aussi, elle se trouva en face d'un entêtement inexplicable. Yourek, un gamin de douze ans, prenait le parti de sa sœur avec une opiniâtreté silencieuse, mais irréductible, qui allait même parfois jusqu'à une véritable témérité. Sa cadette Irène, bien que plus facile et appréciant davantage les cadeaux dont la comblait sa belle-mère, cédait pourtant, dans les choses importantes, à l'influence de sa sœur et à la tyrannie de son frère. Découragée, madame Radziejowska essaya d'user de l'autorité paternelle pour arracher les enfants à la forte emprise de leur aînée. Le colonel fouetta le petit garçon pour avoir été désobéissant et grossier et gronda Irène. Après quoi il appela sa femme et Marysia et leur déclara qu'il ne voulait plus entendre parler de disputes.

Peu à peu, la maison Radziejowski se partagea en trois camps distincts. Dans l'une des ailes, avec Marysia nichaient les

petits, absorbés par leurs études et les soins du jardin; au milieu se trouvaient les appartements européanisés de leur belle-mère et à côté le cabinet de travail où le colonel s'enfermait lorsqu'il rentrait de son service. Deux fois par jour, on se réunissait à table silencieusement et ponctuellement, pour le dîner et le souper. L'atmosphère froide et sombre de la maison en chassa même les invités les plus insouciants. Après quoi, l'énergie de la colonelle s'éteignit. L'arrangement, encore inachevé, des appartements à l'européenne, fut bâclé. Isolée, la colonelle alla à son tour rendre visite à tous ceux qu'elle avait reçus et il lui échappa par-ci, par-là, quelques paroles remplies d'amertume. Le colonel, ayant été informé, lui interdit de colporter par la ville ce qui se passait chez lui. Il fallut se borner aux journaux et aux livres qui venaient de Varsovie, aux fleurs et aux migraines.

Le colonel se rendit compte que ce poste avancé, conquis et défendu en terre étrangère, grâce à tant d'années d'efforts, commençait à céder, et se mit à réfléchir aux moyens de garantir les êtres qui lui étaient chers, de l'écroulement final. Le désir de retourner dans son pays natal, se réveilla avec une force nouvelle. Il entra en relations avec les membres de sa famille qui habitaient la Pologne et, encouragé par eux, il fit en secret des démarches pour la vente de ses propriétés du Turkestan. La chose n'allait pas sans difficultés, car son avoir était considérable et se composait de valeurs d'espèces différentes, une maison qu'il habitait et une autre en ville, qu'il louait, le khoutor qui lui venait de sa première femme et une plantation de coton mise en fermage; des parts dans différentes usines. Enfermé dans son cabinet, il calculait, additionnait et soustrayait, discutait prudemment avec les acheteurs, se réjouissant à l'idée que d'un seul coup il trancherait le nœud inextricable de son existence actuelle; il voyait déjà ses enfants dans de bonnes écoles et sa femme dans l'entourage qui était le sien, lorsque tout à coup la guerre éclata.

Je n'en peux plus. D'ailleurs, il n'est pas nécessaire d'insister davantage. Chacun comprendra la suite. Le colonel partit pour le front et les deux femmes, qui se détestaient, ne purent rester ensemble sous le même toit. Qui ne comprendra cela est un âne. Ce qui est plus grave, c'est de savoir si j'ai le droit de

décrire des événements si récents, profitant de ce qu'une partie de ces gens sont dans la tombe et les autres... sont autant dire enterrés vivants. Et de me servir d'eux comme modèles? Des modèles?.. Eh! non! Tout ne frémirait pas ainsi en moi, s'ils n'étaient que des modèles... Pourquoi est-ce que je me fourvoie de nouveau dans les sentiers désespérants de cette analyse? La question est bien simple : aurai-je la force d'écrire ces choses, oui ou non?... Oui!... Ah, écrivain, va!

16 septembre.

Depuis plusieurs jours nous traversons un véritable cataclysme : le blanchissage. Ma femme est furieuse, grâce à cela, du matin au soir. Kounda est sombre comme la nuit et Eva pleure. Naturellement il m'est impossible de travailler, et je suis furieux, moi aussi.

Le khoutor de Marysia, qui avait été la dot de sa mère, se trouvait à l'extrême limite de l'oasis, presque en dehors du fécondant réseau des canaux irrigatoires; un seul ruisseau pauvre et irrégulier parvenait jusque-là. Le long de ce ruisseau se dessinait l'échiquier assez restreint des terres cultivées; le khoutor comprenait un immense morceau de steppe, que la charrue des fermiers n'avait jamais pu retourner en entier. On labourait de-ci, de-là et l'on moissonnait, les années où il avait plu. L'homme qui dirigeait l'exploitation s'appelait Barat, à la fois fermier, serviteur et ami de la famille. Les bâtiments de la ferme étaient spacieux, car il fallait tout prévoir. Dans cette loterie à laquelle prenaient part la steppe, le soleil, les hommes et Dieu, le gros lot que représente une bonne année, rachetait largement l'insuffisance des années maigres. Les chars et les chariots de Barat s'en allaient alors vers la ville, traçant de nouvelles routes le long des anciennes ornières envahies par l'herbe. Le colonel se rappelait qu'il avait une propriété dans la steppe et renouvelait le cheptel de son serviteur, fermier et chargé d'affaires. Ensuite il l'oubliait de nouveau. Le khoutor n'était pour lui qu'une réserve, située très loin du « front » de son existence.

Quant aux enfants, le khoutor était l'objet de leurs désirs et

de leurs rêves, le royaume de la fantaisie absolue. Un ou deux étés passés là avec leur mère, avaient gravé dans leurs âmes le souvenir d'un paradis dont aucun arbre ne leur était défendu. Après la mort de madame Radziejowska, il leur rappela l'amour maternel perdu, cet amour qui se donne sans compter et ne demande rien en échange. C'est là que Marysia était venue se réfugier le jour du mariage de son père, c'est là que s'était sauvé le petit garçon après une correction du colonel. Lorsque, après le départ du colonel pour le front, Marysia décida de quitter la maison, elle ne se heurta, de la part de ses cadets, à aucune opposition.

Barat les reçut avec dignité, sans témoigner la moindre surprise de cette arrivée.

Et maintenant moi aussi j'ai mon khoutor, où j'irai un jour me réfugier jusqu'au moment où il tombera en poussière.

17 septembre.

Hier j'ai eu une surprise. Zosia ne dormait pas quand je suis venu l'embrasser et tout s'est terminé par des excuses. Drôle de monde! Des secondes d'harmonie et des années de malentendu. Par hasard, il vient un moment où nous nous trouvons dans un état d'esprit identique. Hier, ce qu'il y a eu de vraiment beau, c'est que toute cette histoire a fini sans marchandages et sans caprices.

A vrai dire, j'ai été frappé hier par un détail. Pendant que nous causions de cette manière si extraordinairement harmonieuse, elle m'a demandé ce que j'écrivais en ce moment. Je lui ai répondu, qu'il était comme toujours question de... là-bas... de ma captivité... Que le sujet était à moitié inventé et à moitié réel, souvenir de ce qui m'était arrivé à moi et à d'autres. Naturellement j'ai menti. A quoi elle a vivement répliqué, que même si j'écrivais mes souvenirs « véritables », ça ne la regardait pas; je pouvais être certain qu'elle ne m'en voulait nullement de ce qui avait pu arriver pendant mes années de captivité; j'avais traversé tant « de choses terri-

bles ». Ceci fut suivi d'une nouvelle crise de tendresse. Je pense qu'elle aussi a menti. Mais moins que moi.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle ne m'a pas questionné sans raisons. Ou bien elle a lu en cachette le début de mon livre, ou bien mon cher camarade Félix l'a mise au courant de mes faits et gestes d'alors. Drôle de garçon! Un ami, soi-disant... oh! oui!... en toutes choses, il est pour le moins du même avis que moi; ce n'est pas tout : il veut toujours avoir les mêmes choses que moi... Seulement voilà, rien ne lui réussit. Il est toujours en retard. Autrefois, quand je me suis lié d'amitié avec Zosia, lui aussi a voulu devenir son ami. Naturellement trop tard, car en attendant nous avions eu le temps de nous fiancer. Avant qu'il ait pu, à son tour, tomber amoureux de Zosia, nous étions mariés. Nous sommes partis ensemble pour la guerre, et nous avons été faits prisonniers ensemble, mais moi je venais du front et lui d'un hôpital. Là-bas, il me suivait pas à pas comme une ombre. Je me souviens que nous nous étions mis à ramasser des insectes. Ensemble, mais pas tout à fait, car il ne m'a jamais montré sa collection. Il m'avait dépassé. Mais ça ne lui a servi à rien, car avant qu'il se soit décidé à me montrer ses spécimens, j'avais cessé de m'intéresser aux insectes et j'avais donné mes cartons à un professeur de Tarnopol. Il a été amoureux de Marysia sans résultat. Maintenant il est l'ami de la maison. Et lui aussi il « écrit », mais sans aucun succès. Je pense que cet homme rêve parfois de m'aider à passer dans l'autre monde, mais je mourrai avant qu'il s'y décide. Et après ma mort il dégringolera complètement. En attendant, je me suis habitué à lui, car, en le fréquentant, je sais toujours ce dont je n'ai plus envie. Zosia l'aime bien, ou fait semblant de tenir à lui pour m'effrayer. Mais franchement, il ne devrait pas s'appeler Félix, mais par exemple Ignace, ou quelque chose de ce genre... Je vais donc le mettre sous ce nom dans mon histoire...

19 septembre.

Malgré cela, Marysia eut beaucoup de peine à persuader Barat que cette fois, son séjour et celui des enfants au khoutor avait un tout autre but que ceux d'autrefois. Le Sarte savait

quelque chose des querelles domestiques de la famille, il avait entendu parler de la guerre et du départ du colonel et, après avoir écouté la confession franche bien qu'incomplète de Marysia, il comprit ce qui l'avait amenée dans ces parages; mais il lui fut impossible de saisir le lien qu'il y avait entre tout ceci et le vif désir de travailler dont Marysia faisait preuve depuis les premiers instants de son arrivée.

— Il y a des chevaux, — lui expliquait-il doucement au cours d'une de leurs innombrables conversations au sujet de la culture du khoutor, — si tu veux, tu peux te promener jusqu'à la rivière ou dans la steppe, ou aller visiter les bazars. Pour Yourek, il y a un fusil... un filet. Si tu veux, j'achèterai un âne pour Irène... Que veux-tu de plus, Marysia? Dieu nous a donné une belle récolte, l'année passée... on est à l'abri. Il viendra des ouvriers, ils sèmeront et on récoltera de nouveau. Installe-toi et ne pense pas au travail, sans quoi le colonel se fâchera quand il reviendra de la guerre.

— Mais pas du tout, — protesta Marysia, — papa déteste l'oisiveté! Et moi, tu sais, je ne veux rien demander à papa. C'est pour cela que je suis venue ici, comprends donc, Barat! Qui sait combien de temps nous resterons ici?

— Barinia, restez tout le temps qu'il faut. Dans une semaine, j'irai louer des ouvriers, nous sèmerons... loin... jusqu'à la rivière!

— Mais il ne s'agit pas de cela! Chacun de nous doit avoir aussi son travail. Yourek s'occupera des champs près de l'aryk[1]*, Irène du verger... et moi... moi, je serai ton aide en tout.*

— Bon, bon, barinia! comme tu veux! — acquiesça le Sarte.

Mais le lendemain, il donna un fusil au gamin et lui indiqua un endroit où il y avait des faisans, puis il conduisit Irène jusqu'aux prairies au bord de la rivière. Jusqu'à la tombée de la nuit il travailla dans les champs pour échapper à Marysia. Le soir, après avoir écouté les reproches de la jeune fille, il prit sa charrue et laboura jusque fort avant dans la nuit.

Cela se répéta encore plusieurs fois dans la suite et Marysia comprit qu'elle n'obtiendrait rien de cette manière et qu'il fallait agir autrement. Elle parla sévèrement aux enfants, auxquels

1. Aryk : fossé ou canal d'irrigation.

elle assigna un travail bien déterminé, se réserva un des terrains les plus incultes, s'appliquant en général à devancer Barat dans tous les travaux de la ferme. Le Sarte souffrit en silence un jour ou deux; pendant les quelques jours suivants il se promena, regarda, secoua la tête d'un air rêveur et finalement un soir, il vint trouver Marysia pour prendre ses ordres et demander quels étaient ses plans pour l'été qui approchait.

Ravie de sa victoire, la jeune fille décida que le lendemain, après qu'on aurait terminé les travaux ordinaires de la maison, on ferait le tour de la propriété, pour décider de ce qu'il y aurait lieu de faire. Elle autorisa Yourek, qui l'en suppliait avec ardeur, à faire partie de l'expédition.

Mais lorsqu'elle se trouva dans les champs et qu'elle essaya d'en estimer la valeur, peu s'en fallut qu'elle ne reculât découragée. L'immensité de ces terres incultes lui fit peur et l'intimida. Peu lui importait que, ici ou là, aussi loin que portait le regard, tout fût « à nous » ou à personne, puisque « nos » bras étaient à peine suffisants pour soigner le verger autour de la maison et les quelques champs les plus rapprochés. Plus ils s'enfonçaient dans la steppe, plus les frontières qu'ils suivaient s'éloignaient du khoutor et plus le sentiment que la tâche dépassait ses forces, grandissait en elle. Elle comprit l'indifférence de son père pour le khoutor, et le « si Dieu veut » résigné de Barat. Mais les yeux de Yourek brûlaient d'orgueil et d'enthousiasme en faisant le tour de l'horizon.

Cédant inconsciemment à son frère, peut-être seulement par amour fraternel, Marysia promit de prolonger la promenade jusqu'à l'après-midi et ne protesta pas, lorsque, arrivés à l'une des prairies au bord de la rivière, le gamin proposa de fêter « ce grand jour » par un festin en plein air. Ayant obtenu sa permission, il courut chercher Irène, la marmite et des provisions.

— C'est un gaillard, ton Yourek, — dit Barat lorsque le gamin eut disparu dans les roseaux, — voilà un vrai cultivateur. La steppe aime les gens comme lui.

— Il est encore bien jeune, — soupira Marysia, — oui, bien jeune; quinze ans! Il devrait étudier.

— Ça ne fait rien. Ton père l'enverra à l'école et puis il reviendra ici.

— Je ne sais pas s'il reviendra. Tu sais bien, Barat, que papa veut vendre le khoutor. Nous allons retourner en Pologne.

— Eh bien! il ira en Pologne et il reviendra ici quand même. Si tu le demandes à ton père, il ne vendra pas le khoutor. La steppe attendra, rien ne changera ici.

Marysia ne répondit rien. Sa pensée hésitait entre cette Pologne qu'elle ne connaissait pas et qu'elle allait voir, et cette steppe qui allait attendre et ne changerait pas. Tout à coup elle souhaita ne toucher à rien de ce qui était, ne rien tranformer. Les années passeraient et tout demeurerait pareillement à sa place. Elle et les siens trouveraient toujours là ce refuge, cette tranquillité assurée.

— Il fait bon ici, Barat! — murmura-t-elle en parcourant la prairie du regard. — Quelle bonne idée de passer ici la soirée.

— Ah! maîtresse! ta mère aussi aimait bien cet endroit!.. Mais voilà déjà Yourek!

Il se pencha en essayant de saisir le craquement encore lointain des roseaux.

— Comment, déjà?

— Le voilà, tu entends? Dépêchons-nous!

Le murmure du début se tranforma bientôt en un véritable fracas. Ils entendirent les roseaux craquer, puis le floc de l'eau sous les pieds d'un cheval et Yourek apparut dans la prairie, lancé à bride abattue.

La jeune fille s'élanca vers lui :

— Qu'est-ce qui se passe?

— Il y a des gens inconnus qui se dirigent vers le khoutor! lança-t-il haletant.

— Des gens? Qui est-ce?

— Je ne sais pas! Il y a un soldat avec une baïonnette et deux autres hommes.

— Tu leur as parlé?

— Non! Je les ai vus sur la route et je me suis précipité pour vous chercher.

— C'est bizarre... un soldat, — dit Marysia en réfléchissant, — mais ce sont sûrement ces fameux prisonniers! Petit nigaud! Il fallait les conduire à la maison. Allons, tant pis, il faut que nous y allions maintenant.

Elle se remit en selle et coupa à travers le marais pour rattraper les nouveaux venus avant leur arrivée à la ferme.

A l'endroit où la route tournait pour la dernière fois, ils émergèrent des roseaux à toute allure, tombant presque sur trois hommes, qui se traînaient le long du sentier. La rencontre fut si brusque que tous s'arrêtèrent, pétrifiés, se regardant avec stupéfaction.

C'est alors, seulement, que la jeune fille comprit l'émotion de son frère. Ces gens formaient sur le fond de la steppe un groupe dont l'étrangeté sautait aux yeux. Le soldat avec tout son équipement de campagne se tenait seul devant; derrière lui venaient deux hommes, habillés de vêtements d'une coupe singulière, aux visages étrangers, inconnus, bizarres d'allure et de gestes. Sertis dans des figures grises et poussiéreuses, leurs yeux l'examinaient curieusement et avec une insistance impertinente.

Sans savoir pourquoi, elle fit reculer son cheval vers ceux de Yourek et de Barat.

Ils entendirent tout à coup la voix du soldat :

— Dites donc, vous venez du khoutor?

Personne ne répondit.

— Eh bien, vous êtes sourds? C'est à vous, le khoutor?

— Oui! — répondit-elle, les dents serrées — je... le khoutor est à moi.

— Dieu merci! je t'amène des prisonniers, barinia. Conduis-nous à la maison, il est temps, parce que mes beaux messieurs n'en peuvent plus.

Elle revint à elle, et remarqua alors que les hommes étaient chargés de gros paquets sous lesquels leurs épaules pliaient. Elle comprit qu'ils avaient dû traverser par cette chaleur une grande partie de la steppe, où il n'y a ni arbres, ni puits. Elle aperçut la poussière qui couvrait d'une couche épaisse, leurs vêtements, leurs mains et leurs visages.

Sans hésiter, poussée par l'instinct du cœur, elle s'avança vers eux :

— Venez, venez, — s'écria-t-elle d'une voix chaude, — ce n'est plus loin... posez vos paquets, nous les mettrons sur nos chevaux, allons, je vous en prie! — fit-elle en les encourageant du geste, de la voix et d'un sourire.

Les arrivants se regardèrent, puis se tournèrent de nouveau vers la jeune fille.

— Merci, — dit l'un deux.

Ensuite, leurs silhouettes courbées frémirent, se redressèrent et leurs mains couvertes de poussière se levèrent jusqu'à leur front pour lui adresser un salut bref et à peine esquissé.

Mais ce salut tomba sur Marysia comme la foudre.

Et voilà le début du drame. Satan, ayant échoué dans ses efforts par l'entremise de la belle-mère, revient à la charge sous les traits d'un personnage fourni par le démon de la guerre. L'homme qu'il emploie va penser, sentir, agir en toute liberté; il accomplira sciemment cent bonnes actions et, une fois, il lui arrivera de pécher sans le savoir. Et cette seule fois suffira à détruire tout le reste.. et l'homme prendra la fuite. Quant à la jeune fille...

20 septembre.

J'ai de nouveau eu des histoires avec Zosia, à cause de ces malheureux « thés ». Ils ne sont pas tant la cause qu'un des éléments de cette partie de cache-cache que nous faisons depuis mon retour de captivité.

Rappelons-nous bien les événements : quand je suis rentré après des années d'absence (j'étais alors un vagabond, un va-nu-pieds véritable) elle m'a reçu à bras ouverts. Oui, vraiment à bras ouverts! Si elle a profité de l'occasion pour s'attendrir sur elle-même, c'est qu'elle est bien une femme. Mais à la suite de cette chaleureuse réception, elle s'est mise à m'observer. La première pilule amère a été mon refus de prendre la succession de mon oncle. Pourtant elle m'a défendu, et avec quel acharnement, contre les attaques de la famille.

Quand, peu après cela, je suis devenu fonctionnaire, elle m'a dit qu'elle ne me comprenait pas, mais qu'elle ne voulait pas se mêler de mes affaires. N'empêche qu'elle a lu attentivement mes premiers gribouillages et qu'elle en attendait la fin avec impatience. Ensuite lorsqu'il s'est agi de la publication de mon premier livre, elle a fait preuve d'une prévoyance et d'une

énergie, que je n'ai pas su apprécier. La même chose s'est passée pour le deuxième livre.

Le moment le plus pénible est venu ensuite. Elle s'est rendu compte, que tout en passant pour un homme de lettres, qui écrit parfois de « bonnes blagues » avec une certaine élévation, je n'en ai pas moins les goûts d'un homme issu d'une « famille honnête, mais peu fortunée ». Elle s'y est résignée, car au fond elle m'aime. Maintenant, elle lutte pour conserver au moins les apparences, ou, peut-être, ses illusions, qui sait! Ça ne m'étonne pas d'ailleurs. Ne croyant plus à grand'chose, elle tient à ce que les autres croient pour elle. Triste sort! Pendant un an, elle a été la femme d'un docteur en droit, puis pendant six ans l'épouse endeuillée d'un prisonnier de guerre, pendant six mois infirmière d'un rapatrié de fraîche date et pendant deux nouvelles années la protectrice d'un romancier débutant. Elle a assez de ce genre d'existence et veut goûter à la vie. Moi, je continue comme par le passé : « Zosia par-ci, Zosia par-là » ou bien : « Je n'ai pas le temps, ma petite Zosia. »

Revenons donc à nos « thés ». Il faut absolument, paraît-il, que « notre maison » devienne le centre de réunion de ce qu'il y a de supérieur dans la ville. Hein? Notre maison n'est pas encore un centre pour les quatre personnes qui l'habitent; quant à « ces gens supérieurs », c'est un cercle de mannequins appelés aujourd'hui avec une rare précision, bien qu'assez misérablement : « l'intelligenzia travaillante ». Cette expression pleine d'originalité veut sans doute nous dire que « l'intelligenzia » reprise des chaussettes, récure des casseroles et, devant des bureaux, rêve à l'époque où « l'intelligenzia » ne travaillait pas, mais créait quelque chose. Pour quelle raison notre maison doit-elle devenir le centre de réunion de ces Lazares? Le gamin qui vend des cigarettes, en face de mes fenêtres, m'intéresse cent fois plus que ce Parnasse à la cervelle ramollie.

Malgré ça, j'ai été d'accord pour arranger un thé avec ces cadavres et même j'ai promis à Zosia d'être intéressant.

J'ai tenu parole. Je n'ai pas fermé la bouche un instant, si bien qu'ils étaient tous là, bouche bée, après quoi je les ai envoyés dans les vignes du Seigneur, bien proprement.

Aujourd'hui, après réflexion, ils sont sûrement tous furieux

contre moi. J'ai eu ce matin un avant-goût de ce qu'ils pensent en voyant la figure fermée de Zozia. Elle ne me fait pas de reproches, car elle se demande encore ce qu'elle doit penser de tout ça. J'ai commis une lâcheté de plus, en lui déclarant, sans avoir l'air d'y attacher d'importance, que la soirée avait été charmante, mais que ce n'était tout de même « pas encore ça ». La prochaine fois, ça ne sera pas un thé, mais une « orgie ». Commencement à onze heures du soir. Nous ne pouvons pas faire moins; ce ne serait pas digne de nous d'en rester à ces « thés » insipides. Elle m'a regardé avec incrédulité, mais je sais que le coup a porté. Elle a un sujet de méditation pour huit jours au moins... et moi j'ai la paix... Combien de temps durera ce jeu et ne pouvons-nous vraiment faire autrement?

21 septembre.

Je ne sais pas si je me trompe, mais il me semble que Zosia pleure la nuit. A l'instant, j'ai entendu le bruit d'un sanglot, très étouffé, qui venait de sa chambre. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois. Je n'ai pas encore réussi à la prendre sur le fait, car chaque fois que je m'approche de son lit, elle fait semblant de dormir, ce qui me met en colère. Grâce à cela, tout ce dont mon cœur est plein ne sert à rien et je retourne à ma place, incapable de me remettre à l'ouvrage. Je sens cette douleur-là tout près de moi, à laquelle je suis incapable de remédier. J'ai peur de ces sanglots cachés, je tremble devant ces soupirs qui m'obsèdent la nuit. Je n'ai pas encore eu le temps de vivre la douleur de ce que j'écris ici, que déjà mille douleurs s'élancent vers moi de tous côtés. Même si je le voulais, je ne pourrais pas suffire à tout.

Oui, même si je le voulais. Et à quoi bon! Zosia pleurera un peu et se réveillera un beau jour en pensant... à quoi... par exemple à cette « orgie »; Eva arrachera le duvet d'un nouvel ours en peluche et Kounda ira au marché voir sa commère et boire « un coup », à mes frais naturellement. Et moi j'irai à mon bureau et je travaillerai jusqu'au dîner.

Ce bureau, c'est en somme mon deuxième retranchement, tout comme... ma table de travail à la maison. Peut-être est-il le plus sûr des deux?

Je passe pour un employé modèle. Ce n'est pas une ironie du sort. Mon bureau a ses bons côtés, que je sais apprécier. Personne, pendant six heures, n'a de droits sur moi, en dehors du Droit lui-même. De là me vient ce divin sentiment de liberté, que je n'ai ressenti qu'une seule fois de ma vie avant cela : en prison.

Lorsque Thaddée fut envoyé dans la steppe pour les travaux des champs, il ne protesta ni ne se plaignit. La guerre lui avait appris bien des choses. Le cyclone qui l'avait si souvent précipité à terre, pour le jeter ensuite sur une berge inconnue, ne lui faisait plus la même peur qu'autrefois. Le premier signe avant-coureur de la catastrophe avait été le décret de mobilisation. Un bout de papier lui avait été remis et le licencié en droit, père de famille, citoyen qu'il était, ne fut, en un clin d'œil, plus rien du tout. C'était en tout cas son impression tandis que, pleuré par sa femme et sa famille, il endossait l'uniforme gris des aspirants, méprisé par lui jusqu'alors. La tempête au cœur, il partit pour le front et cette tempête continua à faire rage en lui tant qu'il se trouva à l'arrière des lignes et qu'affecté à à un hôpital, il écouta les gémissements de ces hommes déchirés par les balles. Mais, quand il entendit la voix tonnante des canons, quand, jeté dans la mêlée à la tête d'une unité, il comprit que se jouaient son sort et celui des hommes qui lui étaient confiés, il se sentit redevenu quelqu'un et de toutes ses forces se colleta avec le dieu de la guerre, indifférent aux balles, aux tranchées et au vrombissement des obus. Une étoile tomba sur son col, une croix, puis une autre sur sa poitrine, mais il ne demanda pas d'où elles lui venaient, ni à quoi il les devait, jugeant que, probablement, il devait en être ainsi.

Puis un beau jour, un obus tomba sur la grange où il bivouaquait avec son détachement et le décora d'un nouveau ruban sanglant. Les cosaques arrivèrent cernant tout le monde, les morts et les survivants et de nouveau il sentit qu'il n'était plus rien. C'est du moins ce qu'il pensait lorsqu'il glissa des bras d'un cosaque pouilleux sur le plancher boueux d'un hôpital de campagne et qu'un infirmier armé d'un bistouri essaya d'extraire des débris de ferrailles d'entre ses côtes brisées. C'était la gangrène assurée, ou pour le moins une pneumonie, mais cela lui

était bien égal, car il souffrait davantage de n'être plus rien.

Malgré cela, quelques mois plus tard, remis sur pied, il partit avec le premier convoi de prisonniers, pour les steppes du Turkestan. Pendant le voyage, il fit connaissance avec une misère dont il n'avait aucune idée; il découvrit un monde, dont il ne soupçonnait même pas l'existence. C'était là quelque chose de nouveau, il le sentait bien.

Dans l'espoir que ce quelque chose lui apparaîtrait plus nettement, il renonça à son grade d'officier ainsi qu'à la solde et à la prison qui en étaient les apanages et, un des premiers, demanda à être mis sur la liste des prisonniers qu'on enverrait travailler aux routes.

Quand, après une journée de chemin de fer, il se trouva sur la piste qui s'enfonçait dans la steppe, il ne regretta pas sa décision. Le long de la grande route, la vie roulait ses flots libres de toute entrave, impétueux, indomptés.

Au bout d'un certain nombre de kilomètres, la troupe dont il faisait partie quitta la grande route et, suivant les ornières d'un chemin de traverse, arriva chez le « volostnoï » qui devait décider des affectations définitives. Écrasé de fatigue, étourdi par une avalanche d'impressions nouvelles, Thaddée roula sur la paille d'une meule et le lendemain il fut heureux que la question de leur affectation traînât jusqu'à midi.

Après le dîner, il attaqua la dernière étape de son voyage sans penser à rien et sans protestation d'aucune sorte. Cette marche sans fin à travers l'uniformité déserte de la steppe eut définitivement raison de lui. Arrivé au khoutor, il n'eut même pas la force de réfléchir à l'étrange conclusion de son voyage, autrement dit à sa rencontre avec l'amazone, propriétaire de la ferme.

Il n'y a pas moyen de résumer davantage, je pense. Je sens déjà, qu'on me reprochera de ne pas m'être enfoncé dans les recherches psychologiques, de n'avoir pas éclairé les subtiles transformations et les ressorts cachés de l'âme du héros, de l'avoir taillé à la diable comme une statuette d'Indien ou de Tchouktches.

Mais alors même que Thaddée ne serait pas représenté ici tel qu'il était en réalité, mais tel qu'il est devenu, tel qu'il

est aujourd'hui ou qu'il sera demain, qu'importe la « vérité » que personne ne peut même se figurer, que personne ne songe à ressusciter? Je ne sais pas moi-même s'il existe vraiment des vérités mortes comme celles-là.

26 septembre.

Notre « orgie » a eu lieu avant-hier. Elle a admirablement réussi, mais complètement à rebours.

A onze heures tapant, nos invités arrivèrent avec les gens qu'ils amenaient. Klapa, madame Klapa, le brumeux Félix, un métèque inconnu, puis une femme ingénieur, une femme sculpteur et quelques autres dont je ne me souviens plus. Les uns se saluèrent avec dignité, les autres avec fiel; Félix baisa la main de Zosia avec un respect marqué. Après cela ils restèrent debout, pendant un quart d'heure, entre les canapés et la table et ensuite ils se mirent à table. La femme ingénieur avala un verre d'eau-de-vie, voyez-vous ça! Jusqu'à minuit ils se demandèrent qui de nous aurait le premier le courage d'agir en cochon. Indiscutablement les espoirs reposaient sur ma tête. Mais moi je ne disais rien.

Vers une heure, madame Klapa se mit à se trémousser impatiemment sur son tabouret et Klapa se mit à parler de la crise ministérielle. Ce qu'il y a de terrible, ce sont ces « premièrement, deuxièmement, troisièmement... ». Quel crétin! Est-ce qu'il croit que chacun de nous n'a pas son premièrement, deuxièmement, centièmement?

Après Klapa, Félix prit la parole et se mit à raconter des choses incroyablement élevées. Je l'écoutais avec un certain attendrissement. Cela m'a rappelé ces années de jeunesse, où nous nous réunissions chez des apôtres, qui nous expliquaient que l'alcool empoisonne l'organisme humain et que l'amour est une symbiose d'anges.

Après la balsamique tirade de Félix, personne n'eut le courage de murmurer un mot de plus, et encore moins de se verser à boire. L' « Orgie » était finie. Nos invités se dirent adieu tendrement. Félix me secoua la main avec force en me regardant dans les yeux d'un air plein de compassion. Il dut y lire quelque chose de désagréable, car tout à coup il se troubla et fila sans même prendre congé de Zosia.

Madame Klapa a une drôle de manière de donner la main. Tout d'abord elle la tend sans aucune expression, et ensuite, au moment où elle la retire, elle lui imprime deux ou trois soubresauts absolument inattendus. On ne peut pas saisir l'expression de ses yeux, car elle les baisse à ce moment. Une drôle de femme! Elle me fait l'impression de traverser la vie avec l'inconscience d'une somnambule. Ce qui l'endort, c'est l'hôpital où elle travaille et le bavardage de Klapa. Elle passe pour le piédestal de la vertu. Mais qu'arrivera-t-il le jour où quelqu'un l'appellera par son nom?...

Il convient aussi de noter la petite conversation que j'ai eue avec Zosia et qui a dépassé toutes mes prévisions. « Cela te suffit-il? » — dis-je en refermant la porte sur le dernier invité. Mais elle ne se fâcha pas, se contentant de me regarder avec insistance. « Dis-moi, Stas, — demanda-t-elle, — qu'est-ce que c'est que tu veux, au fond? Je crois que tu le sais très bien, mais que tu le caches. Tu te moques de nous, voyons! »

Elle n'a pas raison. Je... ne sais vraiment pas encore ce que je veux et ce que je cherche.

27 septembre.

Je n'arrive pas à me calmer depuis cette « orgie » manquée. Cet après-midi je suis allé au cimetière. La tombe de mon petit garçon est là. Il est mort avant d'avoir su me dire : « papa ». Mon fils avait des yeux clairs et intrépides, qui me manquent dans la vie. Il ne me reste de lui qu'un petit tas de terre qu'une fois l'an je viens voir en serrant les poings.

La stupéfaction qui avait saisi Marysia à la vue des prisonniers qu'on lui envoyait, éveilla dans son âme une confusion qu'elle n'arrivait pas à dominer. S'étant élancée en avant-garde vers le khoutor, elle prépara tant bien que mal Irène à les recevoir et se réfugia dans sa chambre. Ensuite, lorsque la caravane arriva, elle appela son frère et Barat et donna les ordres pour qu'on fît souper les voyageurs et leur préparât un endroit pour dormir. S'ils manquaient de quelque chose il fallait excuser... Personne n'avait prévenu le khoutor de leur arrivée. Demain... tout s'arrangerait. Elle ne pouvait s'occuper d'eux elle-même, car la chaleur

l'avait fatiguée. Elle ne se sentait pas très bien, c'était peut-être un accès de fièvre qui commençait. Elle ne mangerait pas.

Elle sentait un serrement douloureux aux tempes et son cœur battait suivant un rythme agité. S'étant couchée sur son lit, elle essaya de dormir, ou tout au moins de mettre un peu d'ordre dans l'étonnant enchevêtrement de ses pensées. Autour d'elle, le khoutor résonnait d'une infinité de bruits nouveaux.

Le silence se fit, après qu'on eut préparé le souper dans la pièce à côté. Seul le soldat essayait de causer, mais, n'obtenant pas de réponse, il se tut aussi.

— Ils doivent être très fatigués, — pensa-t-elle en revivant le moment de leur rencontre. — Oh! oui, fatigués... et... un peu étranges... Pourvu qu'ils aillent se coucher au plus vite...

Elle s'agita sur son lit. La présence de ces hommes inconnus, si totalement étrangers, dans son entourage immédiat, lui pesait de façon insupportable. De même que l'avait fait, bien des années plus tôt, l'arrivée de sa belle-mère dans la maison paternelle. Elle réalisa avec frayeur que ces gens-là resteraient longtemps... peut-être aussi longtemps qu'elle. Mais cette fois-ci, c'était sa faute.

Les paroles du prêtre lui revinrent à l'esprit.

— Tu fais des folies, mon enfant... des folies!

Est-ce qu'elle pouvait savoir que ces prisonniers seraient justement comme ceux-là? Le khoutor avait déjà vu tant de travailleurs...

De la pièce voisine lui parvinrent le bruit de chaises et de bancs que l'on repoussait et les pas lourds des hommes qui s'en allaient.

— Enfin! — pensa-t-elle en soupirant de soulagement. — Pourvu que personne ne vienne me voir.

Personne ne vint. Yourek demanda seulement à travers la porte si elle n'avait besoin de rien. Elle ne répondit pas. Il dut la croire endormie.

Mais le khoutor se prépara longtemps au sommeil ce soir-là. Quelqu'un monta et descendit plusieurs fois l'échelle du grenier... Eux, probablement... Quelqu'un alla à l'étable... C'était Barat... A côté on entendait les enfants qui se disputaient à voix basse... Silence... Tout à coup dehors le chien se mit à aboyer en courant de-ci, de-là... Silence... les pigeons remuèrent sur le toit... une porte craqua... le vent sûrement... Silence... silence... Elle se leva,

s'avança sur la pointe des pieds vers la fenêtre et l'ouvrit toute grande. La nuit printanière s'engouffra dans la pièce largement, apportant avec elle le ciel de diamant, le parfum de la terre en fleurs, le murmure lointain des vents.

Elle recula d'un bond. Une seconde il lui sembla à nouveau que quelqu'un d'étranger et d'inconnu venait de faire irruption dans sa chambre pour surprendre sa solitude. Mais cela ne dura qu'un instant. Cette fois le visiteur inattendu lui était familier et cher, bien que mal apprécié dans le tumulte des travaux journaliers. Conquise, elle sourit de tout son cœur au joyeux messager. Lorsqu'elle s'approcha de nouveau de la fenêtre et se pencha au dehors, elle sentit l'envie irrésistible de faire un tour dans les champs. D'autant plus que, pour la première fois depuis son arrivée, elle avait omis de faire la ronde du soir.

Ne voulant pas réveiller les enfants qui dormaient à côté, elle sauta par la fenêtre et appela Barbos, un mâtin terrible, le gardien de nuit du khoutor. Il apparut en agitant lentement sa grande queue touffue. Suivant son habitude, il frotta sa gueule carrée aux genoux de Marysia, tourna autour d'elle plusieurs fois et aspirant des bouffés d'air par-ci, par-là, il se dirigea vers le maïdan. Derrière lui venait la jeune fille qui respirait à pleins poumons. La fatigue, l'inquiétude et cet accablement odieux qui l'avaient saisie dans la soirée cédaient peu à peu devant le silence paisible et rassurant qui régnait sur le khoutor.

Arrivée au centre du maïdan, elle embrassa d'un coup d'œil la ferme entière. Dans la pénombre nocturne, éclairé de biais par les rayons de la lune, elle lui parut tout autre que d'ordinaire. Autre... et pourtant plus proche. Si l'on embrassait toutes les dépendances, c'était un grand, un très grand khoutor.

La maison, les granges... les greniers à blé et la baraque qui servait de débarras... l'enclos pour le bétail... encore un grenier et encore un enclos. Qu'importait l'arrivée de ces deux étrangers? Il y avait assez de place pour eux. Leur présence ne se remarquerait même pas. On pourrait errer là toute la journée sans rencontrer personne... Et dans la steppe... et dans la steppe... d'autant plus...

Elle regarda alors vers la steppe par une brèche largement ouverte, entre la maison et le mur des dépendances. Cette brèche avait l'air d'une plaque d'argent que les rayons de la lune cou-

vraient d'un lacis de fines ciselures. La brume du soir descendait vers la rivière en une dernière traînée. Au fond, la muraille de roseaux se détachait nettement comme un ruban noir... au-delà le lointain se confondait avec le ciel. A peu de distance du khoutor, deux meules de foin de l'année passée dessinaient leurs noirs contours. Pousser jusque-là... pourquoi pas? Il faisait beau, si beau.

A mi-chemin des meules, elle remarqua que Barbos, qui ne l'avait pas quittée, devenait plus animé, presque inquiet. Les moutons seraient-ils sortis de leurs clôtures pour venir brouter les meules?

— Cherche, Barbos — dit-elle pour encourager le chien — montre-nous ce qu'il y a là, Barbos!

Le chien leva la gueule, renifla et aboyant doucement, mais sans aucune colère, il courut vers les meules.

Elle accéléra sa marche, fit le tour de la meule et ne vit personne. De nouveau elle regarda le chien... lorsque tout à coup, elle entendit des voix qui venaient d'en haut. Surprise, elle saisit le chien par son collier en le serrant contre ses jambes et instinctivement elle se blottit contre le mur de foin. La respiration coupée, elle restait là tremblante, sans même essayer de savoir qui avait pu se cacher dans le foin pour la nuit.

Un moment, les voix s'étaient tues, elle crut s'être trompée... Mais non!... Quelqu'un parlait de nouveau. Cette voix si basse... étrangère... non pas étrangère. Ce n'était pas Barat,... mais... non!... cette voix, elle l'avait déjà entendue, ce même jour, sur la route...

Les prisonniers!... Mais quelle langue parlent-ils donc... mais...mais ils parlent Polonais!... et avec cet accent étrange... si bien connu... ah! oui... l'accent de madame Radziejowska.

Une nouvelle vague de frayeur, plus douloureuse et plus profonde cette fois, remplit à nouveau son cœur. Rivée sur place, elle ne savait si elle devait fuir ou se cacher davantage dans le foin. En attendant, du haut de la meule, tombaient l'un après l'autre et de plus en plus nettement, des paroles bizarres et lointaines et pourtant pleines d'un sens qui la froissait et la blessait.

— Oui! Ignace, — disait la voix basse — il y a quelque chose là-dessous.

— Je ne sais pas de quoi tu parles!

— Je n'en sais rien non plus! Mais il y a quelque chose d'étrange dans cette ferme! Quand je les ai aperçus tous les trois en travers de la route, parole d'honneur, j'avais l'impression de rêver.

— Oui, c'était un tableau curieux.

— Allons donc, un tableau! C'était un vrai conte de fées. Ce vieux Sarte et ce jeune garçon avec sa mine fière. Et surtout : cette jolie fille au type étranger. C'est incroyable! Je te dis qu'il n'est pas possible que ce soit un khoutor ordinaire.

— Allons, allons! Tu vois des choses extraordinaires partout. Heureuse nature! Comme tu oublies tout vite. Il y a un instant encore, tu maudissais ce khoutor et l'affreuse route qui y conduit.

— Justement! Et maintenant je suis content. As-tu jamais vu, Ignace, des étoiles comme celles-là? Et un silence comme celui-ci, l'as-tu jamais entendu?... Dis donc! Je crois bien que quelque chose bouge, là, en bas!

— Oui.

Une ombre se pencha tout à coup au-dessus de Marysia.

— Barbos! Sapristi, il y a quelqu'un près de lui. Je descends, Ignace.

Et voilà que quelqu'un glissa de la meule et atterrit tout contre la jeune fille. En la reconnaissant il recula d'un bond, stupéfait.

— Oh! pardon!

— Ce n'est rien!... C'est moi qui vous demande pardon! — murmura la jeune fille, les lèvres tremblantes.

— Quelle langue parlez-vous? — cria presque le prisonnier.

— Pardon... C'est un hasard... — répéta-t-elle très bas.

— Comment?... Vous parlez polonais!

— Oui... je suis Polonaise!

— Mon Dieu, — gémit le prisonnier, d'une voix que l'émotion faisait trembler. — Ignace, entends-tu?

Il leva la tête vers le haut de la meule.

— Non, non! — s'écria-t-elle précipitamment — non! Je m'en vais! C'était un hasard! Comment aurais-je pu savoir. Je m'en vais... oui, bonsoir.

Elle repartit rapidement, ne voulant pas que l'autre prisonnier qui descendait de la meule pût, lui aussi, la regarder en face.

Marchant de plus en plus vite, courant presque, elle atteignit sa fenêtre. La honte, l'angoisse et une sorte de tristesse

immense la serraient à la gorge. Tapie dans un coin de sa chambre, de ses yeux noyés de larmes, elle regarda la steppe que la nuit et le printemps remplissaient.

J'ai relu attentivement aujourd'hui tout le début de mon livre et j'ai été stupéfait de voir à quel point je suis loin de la réalité. Pour les faits, ça va encore. Mais les gens et la manière dont je les caractérise? Ils ont à peine échangé quelques mots et déjà il se passe quelque chose. Mon Dieu! Que n'ai-je pas dit à Marysia, avant d'avoir réussi à faire couler des larmes de ses yeux. Le diable m'emportait pendant que je lui arrachais chaque parole, car elle était silencieuse de nature.

Puisque j'en ai tant dit, j'ai un peu honte d'avouer ce qui s'est passé cet après-midi. Une stupide histoire!

Klapa m'avait invité à venir voir un meuble ancien qu'il a récemment acheté.

J'y allais donc et ne trouvais que madame Klapa à la maison. Elle me reçut dans le bureau de son mari « qui ne tarderait pas à rentrer ». Habillée comme toujours de noir, boutonnée jusqu'au menton, coiffée tout plat, mais non sans grâce. Elle tient ses mains serrées contre elle; en général son torse étroit à l'air d'être entouré de cordes. Ses jambes trop fortement développées sont la seule partie animée de sa silhouette. Elles ont justement des mouvements qui semblent vouloir la débarrasser de ses liens

Nous commençâmes à causer... de son hôpital, naturellement. C'est-à-dire, que j'écoutais et qu'elle susurrait cette douceur mesurée qui ferait prendre en horreur non seulement les hôpitaux, mais le ciel lui-même.

Malgré cela j'écoute aimablement, subjugué par la vie secrète de ses jambes. Mais finalement, je m'impatiente et, à l'aide d'une ou deux paroles plus cordiales, j'amène la conversation sur le passé, notre première jeunesse, nos années d'école et enfin sur une excursion que nous avons faite autrefois ensemble, dans les Beskides. A ce moment je me rappelle un incident qui était survenu à cette occasion.

Pendant une halte un peu plus longue, nous nous étions mis à jouer à la balle dans une clairière. Madame Klapa,

était alors une petite fille maigre en plein âge ingrat, qu'on avait confiée à l'étudiant Klapa, pour la durée de l'excursion. Moi j'étais le plus grand vaurien de la bande et madame Klapa, qu'on appelait alors Lala me disait souvent : « Vous êtes un bandit! Je vous déteste! »

Pendant que nous jouions, il arriva que Lala se saisit de la balle et moi j'essayais de la lui reprendre. Mais elle se défendit si désespérément, que je dus lui donner un croc-en-jambe. Elle tomba par terre et moi après elle. Malgré cela elle serrait la balle dans sa main et ne pensait même pas à me l'abandonner. Voulant la désarmer, je la saisis aux poignets et écartant ses bras en croix, je criais : Rends-toi!... A ce moment sa résistance disparut complètement, la balle tomba de sa main serrée, sa petite figure pâle se couvrit d'une rougeur intense et ses yeux me fixèrent pleins d'un feu inquiétant... « Je me rends »... murmura sa bouche qui souriait étrangement. Quant à moi, le souffle me manqua et j'étais tellement abasourdi, que je me relevai et courus lui chercher de l'eau. Avant que je fusse revenu, Klapa l'avait prise sous sa protection.

Le diable voulut que dans le courant de la conversation, je fis allusion « en passant » à ce jeu de balle et que je lui demandai si elle se souvenait de notre bataille dans la clairière... Elle ne répondit pas... Je répétai ma question et voilà que son visage se couvrit lentement de cette même rougeur. Les yeux baissés se levèrent et me regardèrent avec une stupéfaction démente. Cela dura un temps indéfini, puis, tout à coup, elle se leva et quitta la chambre. Je cours après elle pour lui demander pardon, je saisis sa main... et à la suite de sa main son buste se pencha aussi. Je vis brusquement devant moi, ses yeux fermés et ses lèvres entr'ouvertes... Au diable cette précision de détails... car la clef de Klapa grinça dans la serrure et celui-ci, s'il n'était pas Klapa, aurait dû être pétrifié à notre vue.

Nous examinâmes le meuble, devant, de profil, derrière, de tous les côtés. Sûrement, jamais je n'ai été si aimable pour Klapa. J'ai dû lui promettre de venir les voir plus souvent.

Qu'est-ce que je vais faire maintenant de ces gens-là?

1er octobre.

J'ai déjà souvent remarqué, que les événements qui sortent de l'ordinaire éveillent des échos inattendus ou plus exactement qu'ils vont toujours par paire.

Félix me demandait justement, il y a un instant, ce que je ferais si je tombais amoureux « non sans réciprocité » d'une femme mariée. Ce brave bavard! Il m'a sûrement posé cette question, parce qu'en rentrant hier, je le trouvais chez Zosia dans un état de noble indignation. Zosia, il est vrai, avait aussi les pommettes un peu rouges. Peu importe!

Je lui répondis que c'était une chose impossible.

— Pourquoi? — me demanda-t-il avec un sourire méfiant.

— Parce que je n'en ai pas le temps. A la rigueur, je pourrai consacrer à l'amour les lundis et vendredis de 7 à 8, car ces jours-là je n'ai ni conseil ni journal. Hélas! il n'y a pas de femme assez sage et assez noble pour se contenter de cela.

Pauvre Félix! Je lui ai mis martel en tête. Il est sûrement chez lui à se demander si je me suis moqué de lui.

Pauvre Félix! Si quelqu'un voulait sérieusement s'occuper de lui, il ne serait pas si malheureux. Mais moi... je n'en ai pas le temps... et Zosia?... Que faire, il s'est mis en retard... Zosia est ma femme!

Le jour se levait... Enfoncé dans le foin, Thaddée ouvrit les yeux et apercevant au-dessus de lui la voûte rosée du ciel, il les referma promptement, pour étudier prudemment son entourage, par une petite fente entre ses paupières. Il remarqua donc un brin d'herbe sèche qui lui pendait sur le front. A côté il y en avait un second, un troisième, tout un tas de foin. Au-dessus des brins d'herbe et entre eux... on voyait tout de même ce ciel. Rose en haut... et dans le bas semblable à de l'or... Le levant... Voilà déjà un petit morceau de soleil. A gauche on dirait un pan de brume matinale... Oui... Et ces points noirs passant de biais au-dessus de la meule, ce sont des oiseaux. Des canards... des canards sauvages.

Il sourit.

— Ah! qu'on est bien! — fit-il en s'installant encore plus confortablement sur la meule. — Pas de caserne, — pensa-t-il

avec une joie d'enfant, — plus de prisonniers, pas de guerre, pas la moindre guerre! Pas de soldats, plus personne! — constata-t-il joyeusement tout en relevant plus audacieusement la tête.

— Ignace! — cria-t-il dans l'oreille de son camarade endormi, — lève-toi, animal!

Celui-ci sursauta, épouvanté :

— Qu'y-a-t-il?

— Rien du tout! Frotte-toi les yeux et regarde! As-tu jamais vu quelque chose d'approchant?

Il indiqua d'un geste large la vaste étendue de la steppe ouverte devant eux.

Ignace sortit du foin, bâilla et jeta un coup d'œil étonné.

— Pas mal du tout! — dit-il lentement.

— Je te crois! Et maintenant regarde de ce côté, tu vois le khoutor? Ça ne te rappelle rien? Ce puits, ce tas de fumier, les vaches, les moutons, tiens il y a aussi un âne! Il est merveilleux, cet âne! — s'écria-t-il en riant à la vue de l'âne qui, échappé de son enclos, courait à travers la cour en faisant des zigzags ridicules.

Mais Ignace était déjà occupé d'autre chose.

— Comme c'est bas, — murmura-t-il avec aigreur, — je te disais bien qu'ils n'envoyaient les prisonniers que dans des endroits comme celui-ci. La malaria...

— La malaria? Eh bien! tu crèveras, imbécile, et je t'assure que pas une seule de ces herbes ne poussera de travers pour cela. Il faut toujours que tu dises une bêtise!

Il se détourna, mécontent, cherchant des yeux le petit âne.

Mais le maïdan était devenu désert aussi vite qu'il s'était rempli. Par contre, la porte de la maison s'ouvrit toute grande et Marysia parut sur la terrasse avec son frère. Après avoir causé un moment avec lui, elle lui montra la meule et disparut de nouveau dans le vestibule.

— On nous appelle, Ignace, on descend! — s'écria Thaddée vivement et il sauta à terre. Tout en s'avançant à la rencontre du jeune garçon il secouait rapidement les brindilles attachées à ses vêtements.

— Bonjour! — cria-t-il de loin, content de surprendre le gamin par ce salut en langue polonaise.

Yourek s'arrêta et l'examina attentivement.

— Comment? — demanda-t-il.

— Bonjour, — répéta Thaddée avec moins d'assurance, — vous comprenez bien le polonais, n'est-ce pas? — ajouta-t-il pour plus de sûreté.

— Oui, je le comprends! — répondit le gamin, comme à contre-cœur, — et vous, quand l'avez-vous appris?

— Quand j'étais encore dans les langes, cher monsieur, — repartit Thaddée amusé, — je suis Polonais depuis ma naissance, si je puis dire. Mais cela ne vous intéresse guère, je crois?

Le jeune garçon lui jeta un regard de côté :

— Ici... c'est la steppe, — répondit-il laconiquement. — L'autre est levé? — demanda-t-il en faisant un geste dans la direction de la meule.

— Il est levé. Tenez, le voilà qui descend. Veuillez disposer de nous suivant votre bon plaisir.

— Que dites-vous?

— Rien, j'attends vos ordres.

— On ne donne pas d'ordres ici... Nous sommes dans la steppe. Ma sœur vous fait dire que le déjeuner est prêt.

— A votre service, — fit Thaddée en saluant d'un air froid. — Vous permettrez que nous commencions par nous laver!

Il fit signe à Ignace, qui s'approchait, de le suivre au bord de l'aryk voisin.

— La leçon n'est pas mauvaise! — pensait-il en faisant d'abondantes ablutions. — Ce blanc-bec a raison. Nous sommes dans la steppe. Un point, c'est tout. Qu'est-ce que ça peut faire, qu'il soit Polonais et moi aussi. Oui! mais il n'est guère aimable. Ça ne fait rien! Je ne suis pas obligé d'être aimable non plus. Nous sommes dans la steppe! Tu comprends, Ignace? — fit-il tout haut en se tournant brusquement vers son compagnon.

— Oui, eh bien! qu'est-ce que ça fait?

— Ça ne fait rien! Tiens ta langue, on n'aime pas les bavards par ici... Tu as fini de te laver?... Allons! Le gamin est encore là!

Ils trouvèrent la salle à manger vide. Sur la table couverte d'une nappe de couleur, ils virent le samovar fumant, des tasses, du pain et du beurre. Au milieu de la table il y avait un bou-

quet de fleurs des champs dans une poterie du pays. Cette vue surprit Thaddée à tel point qu'il en oublia tout le reste. C'est qu'il y avait quelque chose de très, très touchant dans l'humble petite chanson que chantaient en chœur le samovar fumant, les tasses et le bouquet de fleurs. Ignace ne se sentait pas moins intimidé. Ils s'arrêtèrent sur le seuil, n'osant s'asseoir à cette table si proprement servie, dont la vue les enchantait et les attristait tout à la fois.

— Je vous prie, asseyez-vous.

Ils revinrent à eux en entendant la voix de Yourek, qui, arrêté près de la table, les contemplait avec un étonnement visible.

— Je vous en prie, — répéta-t-il en souriant.

Thaddée trouva qu'à ce moment-là il ressemblait tout à fait à sa sœur.

— Alors ici ce n'est plus la steppe? — s'écria gaîment Thaddée.

— Pourquoi? Mais si, c'est la steppe! Ici nous sommes tous égaux. Je vous en prie, — insista le jeune garçon. — Si vous aviez besoin de quelque chose, ma sœur sera là dans un instant, — ajouta-t-il en disparaissant derrière la porte.

— Qu'est-ce que tu dis de ça, Ignace? — fit Thaddée, en s'asseyant à table avec précaution. — Ne t'avais-je pas dit : partons pour la steppe?

— C'est vrai! Dieu sait depuis combien de temps je n'ai vu une table comme celle-là. On oublie qu'on a été autrefois un être humain.

— Ça te reviendra! Ne touche donc pas au pain, nom de ... puisque elle... la patronne doit venir!

— Mais il nous a dit de déjeuner.

— Allons! Tu ne vois pas qu'elle a mis trois couverts? Je te dis de remettre ça sur la table, — ajouta-t-il furieux en voyant qu'Ignace étendait malgré tout la main pour prendre le pain. Ses yeux fixaient impatiemment la porte qui menait dans la pièce voisine.

Mais il y avait beau temps que la chanson du samovar s'était tue, lorsque la jeune fille parut dans l'entrebâillement de la porte. Elle pénétra dans la pièce d'un air timide, comme si son intention était seulement de se glisser sur la terrasse. En apercevant la table intacte, elle s'arrêta étonnée.

— Pourquoi ne déjeunez-vous pas? — demanda-t-elle.

— Nous attendions, — répliqua Thaddée déconcerté. — Excusez-nous, mais le couvert est mis pour trois personnes... Nous ne savions pas...

— Comment, et où est donc le soldat, qui vous a accompagné?

— Ah! c'est ça! — s'écria étourdiment Thaddée.

Un silence gêné suivit cette remarque.

Thaddée, très ennuyé, demeurait planté en face d'elle ne sachant comment sortir de la situation ridicule dans laquelle il se trouvait.

Avant qu'il eût recouvré ses esprits, il sentit qu'Ignace le tirait par la manche.

— Qu'est-ce que tu veux? — murmura-t-il rageusement.

— Présente-moi!

L'idée ne lui parut pas mauvaise. Naturellement, il n'aurait pas été convenable de se mettre à table sans avoir été présenté.

— Pardon, mademoiselle, — dit-il en s'efforçant de paraître à son aise, — nous avions encore une autre raison et même assez sérieuse, bien que nous soyons dans la steppe! Nous ne nous sommes pas encore présentés. Je m'appelle Thaddée Glina, ma ville natale est Cracovie. Et voici mon ami, Ignace Michalski...

— Docteur en philosophie, — termina Ignace en faisant rapidement un pas en avant.

Thaddée eut l'impression que la foudre venait de tomber sur lui. Il avait été entendu entre eux au moment du départ pour la steppe, qu'ils garderaient l'incognito, ne dévoilant à personne leur véritable identité. Aussi était-ce avec une réelle épouvante, qu'il regardait Ignace. Celui-ci, sitôt présenté, fit à la jeune fille un salut plein de dignité et bien qu'elle s'en défendît, lui baisa la main.

— Eh bien! tu en as de bonnes, imbécile! — fit Thaddée en se précipitant sur son ami, dès que la jeune fille, arrachant sa main au baiser d'Ignace, eut disparut précipitamment derrière la porte...

3 octobre.

Eva est malade. Hier la tête lui faisait mal, aujourd'hui elle a la fièvre. Les clairs yeux d'Eva défendent le dernier

bastion, où les anges de mon âme vaincue se sont enfermés. Lorsque la brume de la fièvre assombrit ces yeux-là, mes anges murmurent et complotent une révolte contre Dieu.

5 octobre.

Eva va mieux. Nous en sommes quittes pour la peur et moi pour avoir renoncé à une paire de souliers neufs, à la place desquels j'ai acheté des joujoux pour Eva.

Pour être exact, ce n'est pas la seule chose à laquelle j'aie renoncé. Ce matin, en effet, j'ai reçu une lettre de madame Klapa adressée à mon bureau. Ce billet, écrit d'une ravissante écriture, était, ce qui me surprit fort, des plus tentateurs. Je le note en entier, car c'est vraiment un chef-d'œuvre du genre.

« Cher ami! Vraiment, je ne sais comment vous dire à quel point ce que vous avez fait est monstrueux! Vous savez bien, que rien dans ma conduite ne mérite que vous agissiez de cette manière. Riez-en, si vous voulez, mais je suis une femme honnête qui aime et respecte son mari. Si nous ne nous connaissions pas depuis si longtemps et si je n'éprouvais pas autant de sympathie à votre égard, je me verrais dans l'obligation de dire toute la vérité à Adam. Dieu seul sait ce qu'il adviendrait. Au nom de notre vieille amitié, je préfère vous pardonner et croire que cela n'a été qu'un malentendu. J'aimerais vous entendre m'assurer que cela ne se répétera pas. Je vous attendrai donc à 5 heures, aujourd'hui, au coin de la rue Zamkowa. Venez, je vous en prie, car vous m'avez rendue très, très malheureuse. »

Hélène K.

Je ne suis pas allé à ce rendez-vous. J'évite les affaires louches pendant que mon enfant est malade... Superstition... Oui! Appelons cela de la superstition. Si cela simplifie la vie, tant mieux pour moi.

Mais qu'en pense en ce moment madame Klapa?

Que le diable emporte Klapa et ses meubles anciens!

L'abbé trouva de grands changements à la ferme de Marysia au cours de sa deuxième tournée. En approchant du domaine

il fut frappé de l'étendue des champs cultivés. Le coton et le riz avaient remplacé les terres en friche. De-ci, de-là, se détachait un lopin, où croissaient des plantes inconnues. Le verger attenant à la maison avait également pris un nouvel aspect. La terre battue sur laquelle autrefois grandissaient les petits arbres fruitiers avait été transformée en plates-bandes où poussaient des légumes; sous les fenêtres se bousculaient en gai désordre des îlots de fleurs.

Il pénétra dans la maison sans rencontrer personne et fut frappé par l'ordre et le confort, qui y régnait.

— Bravo! — pensa-t-il en parcourant la pièce du regard, — comme elle a su arranger tout cela! C'est une brave et courageuse enfant! Quel dommage que je sois à nouveau forcé de l'ennuyer.

Le curé était, en effet, chargé cette fois d'une importante mission. A force de pourparlers avec le père et la belle-mère de Marysia, il avait amené l'affaire à une solution qui devait transformer la situation véritablement impossible dans laquelle se débattait la famille Radziejowski. Le colonel venait d'être nommé à un poste dont la base d'opération se trouvait dans l'une des grandes villes de l'arrière. La tournure que prenaient les événements permettait de prévoir que son séjour dans cette ville se prolongerait un certain temps, peut-être même jusqu'à la fin de la guerre. On avait donc décidé que sa femme irait l'y retrouver avec l'un des enfants. Quant à Marysia, elle devait retourner habiter la maison paternelle. Cette idée du curé avait été acceptée par tout le monde.

Toutefois, le désir du curé de voir Marysia revenir à la ville, avait encore pour motif un autre projet, un autre but. La jeune fille était définitivement une grande personne et un séjour prolongé dans la steppe risquait d'en faire une sauvage. Justement un certain monsieur Szarota venait d'arriver du fond de la Sibérie, en quête d'une jeune fille à épouser. Cet homme tranquille et posé plaisait beaucoup au curé, qui l'avait d'ailleurs déjà rencontré autrefois. Aussi parlèrent-ils bientôt de Marysia mais seulement en passant, car le curé n'aimait pas agir à la hâte. Mais tout de suite après, Szarota parla de sa solitude, au fin fond du pays et promit d'accourir dès que le prêtre lui écrirait.

Aussi le curé roulait-il plein de confiance vers la ferme et tant que durèrent la traversée de la steppe et les visites à ses lointains paroissiens, il se sentit plein d'espoir dans la réussite de ses projets. Mais l'agréable aspect de la ferme le rendit soudain hésitant.

— Qui sait ce qui va se passer? — se dit-il en tambourinant sur la table pendant qu'il attendait la jeune fille.

Son regard, errant à travers la pièce rencontrait à chaque instant quelques nouveaux détails : une petite table dans un coin, couverte de cahiers et de livres, ici un dessin au mur, là un vase rustique plein de fleurs. Tout à coup il fut frappé par la vue d'un objet singulier, pendu au mur. Il le fixa attentivement puis se leva et s'en approcha. C'était le képi d'un soldat autrichien.

Il se souvint alors que la jeune fille avait demandé des prisonniers pour travailler à la ferme.

— Ah! — pensa-t-il en considérant le képi, — alors, c'est à eux qu'elle doit tous ces changements. C'est comme ça partout où ils travaillent!

Il retourna à sa place en se disant, que dans la steppe entière, on voyait des traces de leur passage.

Malgré cela le képi lui donnait une impression d'inquiétude et le poussait à des réflexions désagréables. Il aurait dû se trouver dans le vestibule et pas là, dans la pièce principale. Par-dessus le marché, sa façon sortait un peu de l'ordinaire, il était trop élégant, semblait-il.

— Serait-ce un officier? — se demanda-t-il renfrogné tout à coup sans savoir pourquoi. En même temps il se sentit tout à coup impatienté et mécontent de rester si longtemps seul. Il s'approcha de la fenêtre et aperçut la jeune fille discutant vivement dans la cour avec un homme qu'il ne connaissait pas.

— Ah! c'est un des prisonniers, — se dit le curé brusquement intéressé et il se retira derrière le chambranle de la fenêtre pour l'observer tout à son aise. Au même moment il eut honte de son geste et ouvrit la fenêtre.

— Marysia! — cria-t-il, — Marysia!

— Monsieur le curé! — s'écria la jeune fille; — je vous disais bien qu'il était arrivé quelqu'un, — lança-t-elle à son compagnon, et courut vers la maison.

Le curé n'avait pas encore eu le temps de se remettre de la surprise que lui avait causée la phrase en langue polonaise, adressée au prisonnier, que Marysia lui baisait déjà la main.

— Eh bien! en voilà une surprise, — s'écria-t-elle comme pour s'excuser en le regardant gaîment dans les yeux — et où est donc votre tarantass?

Le curé sourit, heureux de la retrouver vive et joyeuse comme par le passé.

— Vous revenez des champs? Beaucoup de travail, hein?

— Bien sûr! Avez-vous remarqué tous les changements qu'il y a ici?

— Oui, oui, — répondait le curé avec bonhomie. — Eh bien! tu n'en a pas encore assez?

— Non!

— La maison ne te manque pas?

— Non!

Le deuxième « non » fut dit d'un ton plus dur. Le curé le remarqua et comprit que sa mission serait encore plus difficile à remplir qu'il ne l'avait supposé un instant plus tôt. L'air assuré de Marysia prouvait qu'il était survenu en elle des changements qui ne feraient que rendre encore plus dure la lutte avec son entêtement. Mais cette fois le curé n'était pas obligé de se presser.

— Pourrais-je passer la nuit? — demanda-t-il, — j'aimerais rester un jour au moins avec vous.

— Bravo! — s'écria Marysia en battant des mains, — nous allons vous montrer le khoutor. Monsieur Thaddée...

— Qui est-ce?

— Comment, vous ne savez pas? Mais évidemment vous ne pouvez pas savoir! C'est un... un des prisonniers. Nous en avons deux à la ferme.

— Des ouvriers?

— Des ouvriers? — répéta la jeune fille avec étonnement. — Mais je viens de vous dire que ce sont des prisonniers!

Elle regarda le curé d'un air interrogateur.

— Ce sont des Polonais! — ajouta-t-elle.

— Ah! des prisonniers! — acquiesça le prêtre, — je demandais cela parce qu'il y a toute sorte de gens parmi eux. Mais nous aurons encore le temps de causer, — fit-il en jetant un coup d'œil vers la porte. — J'ai beaucoup de choses à te dire. En atten-

dant donne-moi un coin, je voudrais me reposer un peu. Allons, ne fais donc pas tout de suite cette figure, méchante petite fille!

Calme plat. Il ne se passe rien. Zosia est absorbée par les soins de sa maison. Eva traîne d'un coin dans l'autre en se mettant les doigts dans le nez. Rien de neuf au bureau. Personne ne vient nous voir. Hélène Klapa garde le silence. Kounda repasse. Le tic-tac de la pendule marque les secondes, les quarts et les heures et notre vie s'écoule malgré nous.

Il semblerait que je devrais écrire plus que d'ordinaire durant des journées comme celles-là. Et c'est le contraire qui arrive. Quand tout coule paisiblement par-dessus moi, il me semble superflu de troubler la sérénité générale.

8 octobre.

Je suis entré hier dans une « boîte ». J'ai choisi une table intéressante : quelques futuristes, un astrologue, le Rédacteur du journal *Le Mouvement*, un Juif bolchévisant, l'inévitable petite Juive et l'Homme à l'auto, qui rêve silencieusement à une rangée de poteaux kilométriques défilant à toute allure. Et pour finir, Félix, jouant au bohème, plein de verve, de toupet, payant des tournées de vodka, de liqueurs et d'amers, un vrai banquet pour cochers de fiacre!

On m'accueillit, comme toujours, avec une certaine réserve. Sauf l'automobiliste, qui m'aime bien. Mais les autres, comme je viens de le dire, sont pleins de réserve. Félix, parce qu'il est en train d'écrire un drame, alors que moi je n'en ai pas écrit jusqu'à présent; les autres parce qu'ils pensent tout le temps à l'Art, tandis que moi j'en ai assez dès que j'ai quitté ma table de travail.

Je réussis tout de même à allumer une bonne discussion (peu importe le sujet) et à l'amener à un point d'extrême violence, puis je saisis la petite Juive par le bras et l'entraînai dans la cohue, malgré les regards qu'elle m'envoyait et qui auraient été capables d'empoisonner une vipère.

Je dansai jusque fort avant dans la nuit et lorsque pour la dernière fois je ramenai à sa place la petite Juive, elle me jeta un coup d'œil interrogateur et soumis. J'avoue qu'il lui allait fort bien. Je pris congé poliment et... rentrai chez moi.

Et voici la suite de cet incident sans importance. Félix est venu nous voir cet après-midi. Et je ne sais si c'est pour me faire plaisir ou pour gagner les bonnes grâces de Zosia, mais il lui raconta longuement l'agréable soirée que nous avions passée et combien nous nous étions amusés.

Je me contentai donc d'imputer toute l'histoire au hasard. Mais comme Zosia ne cessait d'empoisonner la conversation d'allusions pénibles, je finis par déclarer, qu'elle aussi était libre de se distraire si elle le voulait et quand elle le désirait. Libre, par exemple, de sortir ce soir avec Félix.

Ce fut au tour de Félix de se mettre sur la défensive, mais il avait surtout l'air interloqué, tandis que Zosia semblait ravie et prenait cette attitude nonchalante, qui n'est ni agréable, ni sincère.

Et finalement ils se donnèrent rendez-vous pour huit heures.

Nous échangeâmes quelques mots comme à l'ordinaire au moment de sortir.

— Surveille un peu Eva, — dit-elle, — car je rentrerai probablement assez tard.

— Je ne pense pas, Zosia! — lui répondis-je. — C'est très ennuyeux, cette boîte!

— Cela ne fait rien! Cela t'ennuie peut-être, mais cela peut m'amuser, moi. En tous cas, souviens-toi, — ajouta-t-elle en appuyant sur les mots, — que c'est toi qui as voulu que j'y aille.

Et là-dessus nous nous quittâmes. Si j'avais encore ajouté quelque chose, elle serait probablement restée. Mais il vaut mieux que je n'aie rien dit et qu'elle aille se rendre compte par elle-même de ce qu'il en est. Elle juge les gens très finement et je doute que ceux qu'elle va voir lui plaisent. Après ça, elle rentrera à dix heures et nous ferons une paix plus durable que si j'avais ajouté quelque chose.

Le curé se réveilla le lendemain assez tard, et, au silence qui régnait dans la maison, il comprit que les habitants du khoutor étaient allés au travail. Surpris et mécontent de s'être réveillé à une heure aussi tardive, il se leva et s'approcha de la fenêtre par laquelle la fraîcheur matinale expirante pénétrait paresseusement. Ragaillardi par la vue de la steppe immense, il chercha des yeux les habitants de l'endroit. La cour était déserte.

Il n'y avait que Barat, qui pansait les chevaux près du puits. Sans raison, l'envie lui vint soudain de causer avec cet homme.

— Barat! — appela-t-il en se penchant hors de la fenêtre. — Viens par ici, Barat!

— As-tu bien dormi, maître? — demanda le Sarte en s'approchant.

— Que trop bien! Comment vas-tu, Barat? Tu as beaucoup de monde à la ferme, maintenant, hein? Tu ne t'y attendais pas!

— Il y a de la place! La maison est grande et la steppe est plus grande encore! Ils peuvent rester.

— Bien sûr, d'ailleurs nous n'y changerons rien. Ils t'aident au moins dans ton travail.

— Eh! barine! On n'a pas d'aides ici. Chacun travaille à sa manière.

— Les prisonniers aussi?

— Bien sûr. Comment en serait-il autrement? Ce ne sont pas des gens d'ici.

— Ils ne sont pas d'un grand secours, alors!

— Comment le sais-tu, barine?

— Eh bien, tu viens de le dire... ce ne sont pas des gens d'ici.

Le Sarte jeta un rapide coup d'œil sur le curé.

— Ce sont des hommes très savants, — dit-il tranquillement. — Quand ils ne savent pas quelque chose, ils cherchent dans des livres et apprennent. Tu as vu les cotonniers au bord de la rivière... ils ont appris ça dans les livres.

— Justement, — acquiesça le curé, — partout dans la steppe on en dit du bien. Ils sont travailleurs, tranquilles, ne se mêlent pas des affaires des autres.

Le curé s'interrompit, examinant le Sarte d'un regard perçant.

— Oui, barine! — affirma le Sarte, — ils ne font de mal à personne. Ce... ne sont pas des gens d'ici, — ajouta-t-il avec une légère ironie. — As-tu besoin de quelque chose, maître? — ajouta-t-il en jetant un regard vers les chevaux abandonnés auprès du puits.

— Non! Tu peux t'en aller, — répondit l'abbé d'un ton plus coupant. — Si tu vois Mademoiselle, dis-lui que je l'attends.

Renonçant à prolonger l'entretien, le curé fit encore une fois du regard le tour de la cour et passa dans la pièce voisine, où il se mit à feuilleter, d'un air distrait, les livres et les cahiers épar-

pillés sur la table. Il ne découvrit rien de marquant. Les livres, des manuels d'école destinés aux classes préparatoires, les uns en polonais, les autres en russe, provenaient du Comité de la Ville et même de la bibliothèque paroissiale; les cahiers barbouillés d'une écriture encore mal formée prouvaient que les enfants prenaient des leçons. Il ne trouva aucune trace laissée par la main de Marysia.

— Les enfants travaillent, — songeait-il en rangeant soigneusement les paperasses, — ça n'est pas mal. Elle est tombée sur des gens cultivés. Et des Polonais. Mais ce n'est pas peut-être si heureux que ça, — se dit-il soudain.

Sous le dernier des cahiers, il trouva un paquet de cartes postales portant le cachet de la Croix-Rouge. Sur le dessus du paquet se trouvait la photographie d'une femme avec un enfant. La dame reproduite sur la carte et qu'il supposa être la femme d'un des prisonniers, avait un air élégant; le curé, surpris, tenait la photographie à la main et l'examinait attentivement, lorsqu'il s'aperçut tout à coup que quelqu'un était entré dans la pièce et s'était arrêté derrière lui.

— Bonjour, monsieur le curé, — dit une voix dure et assurée.

Le curé se retourna vivement comme s'il était pris en faute et aperçut un jeune homme, immobile au milieu de la chambre.

— Bonjour, bonjour! — répondit-il rapidement et avec une amabilité inusitée. — Justement... — expliqua-t-il en tournant et retournant maladroitement la carte.

— Je vous en prie; c'est ma femme, — répondit le prisonnier en souriant.

— C'est bien ce que je me disais. Comme elle a l'air joli et... intelligent. — Il jeta encore un regard sur la carte et la mit de côté. — Vos familles doivent bien vous manquer, n'est-ce pas? Quelle triste époque!

— Évidemment! C'est la guerre! Nous n'y pouvons rien, monsieur le curé, les hommes s'entre-tuent et le Bon Dieu est loin. Mais si l'on n'est pas trop exigeant... Il faut avouer qu'on peut tomber plus mal que nous.

— Certes, certes! Le front, le camp, je vous comprends bien. Votre sort n'est guère enviable, — continua le curé en pataugeant dans des phrases toutes faites, légèrement vexé d'être obligé à tant de politesse vis-à-vis d'un homme, qui somme toute n'était

qu'un prisonnier de guerre. — Pouvez-vous me dire où est Marysia, je voulais dire mademoiselle Radziejowska?

— Justement, mademoiselle Radziejowska, — récita le prisonnier en souriant subrepticement, — m'a envoyé pour voir si vous étiez déjà levé et vous demander si vous ne vouliez pas faire le tour du khoutor. Les chevaux sont prêts.

— Mais si, mais si, pourquoi pas, dans un moment, — ajouta-t-il pour gagner du temps, — Marysia, — il ne voulut pas se reprendre cette fois encore, — Marysia je la connais, voyez-vous, depuis sa naissance : elle s'est prise d'une vraie passion pour cette ferme.

— Je pense qu'elle a tous les motifs possibles pour cela.

— Ça dépend. Savez-vous, monsieur, à quelle classe sociale appartient votre... patronne?

Le prisonnier lui jeta un regard furtif.

— Oui, — répliqua-t-il durement, — à une classe malheureuse et dévoyée.

Cette réponse inattendue jeta le curé dans la plus vive agitation.

FERDINAND GOETEL

(*A suivre.*)

(Traduction de madame Skarzynska-Bohomolec.)

UNE NOUVELLE LOI ÉLECTORALE

VOTER LA R. P. ET PARTIR

« *Bien taillé, mon fils, maintenant, il faut recoudre.* »

Ainsi parlait Catherine de Médicis à Henri III après l'assassinat du duc de Guise.

Le peuple de Paris, en tête duquel marchaient les anciens combattants, a bien taillé le 6 février.

Maintenant, il faut recoudre.

Le peuple a brisé une majorité qui venait de s'affirmer, une fois de plus, à l'appel de M. Daladier tendant, sur un plateau, au parti socialiste, la tête de M. Chiappe.

Le lendemain, le ministère, approuvé par la Chambre, prenait la fuite, sur le conseil pressant des plus hauts personnages de l'État. A cette nouvelle, la fièvre de la grande ville tomba brusquement de plusieurs degrés.

Les élus de Paris étaient allés demander au Président de la République le départ de M. Daladier et l'appel à M. Doumergue pour constituer un ministère de salut public.

***

M. Doumergue a choisi de le dénommer « ministère de trêve ». De ce vocable, qui n'a pas été sur le moment sans avoir ses avantages, certains essaient, aujourd'hui, de tirer parti pour amenuiser et dégrader le sens de la journée du 6 février et pour en annuler les effets.

« Que veut le pays? » se demande le distingué secrétaire général du parti radical et radical-socialiste, M. Albert

Milhaud, dans l'organe de « l'entente des gauches ». Il répond : *Ce pays, las d'une longue agitation veut souffler.* Ne faisons donc pas de bruit dans la chambre de ce vieillard fatigué qui aspire à s'endormir. Pas de dissolution! Pas d'élections nouvelles! Nous croyions la France frémissante, blessée dans son sentiment de la justice, humiliée par le spectacle donné au monde de six ministères culbutant l'un sur l'autre dans l'impuissance et le gâchis? Pas du tout! Sa seule ambition, nous affirme-t-on, est *le retour à l'ordre normal, sans éclat et sans bruit, dans la stabilité gouvernementale.* Goûtez cette harmonie imitative! Après un intermède de quelques mois, les nerfs du pays étant détendus, on reviendra aux errements d'avant le 6 février, la République continuera...

Ceux qui parlent ainsi sont installés dans le régime. Jamais les bénéficiaires d'un régime n'ont compris la révolution qui le renverse, même lorsqu'ils se trouvent face à face avec elle. Ainsi, dix ans après le début de la Révolution, Louis XVIII proposait à Bonaparte de rétablir l'ancien régime en lui offrant de le faire connétable. Il n'avait pas compris. Bonaparte dut lui répondre qu'il ne pourrait rentrer aux Tuileries que sur des millions de cadavres.

***

Les anciens combattants sentent que la cause pour laquelle ils se sont dressés est une cause noble. Ils constatent qu'ils ont imposé leur volonté. Ils entendent que ce soit le commencement de quelque chose de grand. Ils n'ont pas, eux, versé du sang français. C'est le leur qui a coulé. Ils exigent qu'il n'ait pas coulé en vain.

Et aussi, la France, dont la place a toujours été à l'avant-garde, dès les Croisades, au temps des Encyclopédistes, pendant le XIXe siècle lorsque ses révolutions donnaient le branle à l'Europe, s'est brusquement aperçue qu'elle est passée à l'arrière-garde. Elle est entrée dans la crise économique après les autres. Pour cette raison, parce que le besoin de s'adapter a été, pour elle, tardif, elle connaît, la dernière, cette aspiration vers un rajeunissement politique, vers un renouveau, qui travaille, depuis quelques années, les autres peuples autour d'elle.

La première, l'Italie a reçu le choc. Le grand désordre de la guerre a entraîné, sept ans plus tard, le chaos économique où s'enfonce le monde.

Les peuples malades de la crise sentent le besoin d'un État fort parce que chaque individu, pris dans la tourmente, se sent incapable de la dominer pour son compte. La masse qui souffre exige de l'État dont le métier, jusque-là, se bornait à être juge et gendarme, qu'il se transforme sur-le-champ en homme d'affaires averti des problèmes économiques et monétaires, capable de tout concevoir et de tout guider. C'est la négation même de la doctrine libérale sur laquelle l'Europe vivait depuis un siècle et qui décline, à l'horizon, comme un soleil couchant.

Au cours du XIXe siècle, on tendait vers l'internationalisme et la liberté.

Je suis concitoyen de toute âme qui pense,
La vérité, c'est mon pays!

s'écriait Lamartine dans la *Marseillaise de la paix* en réponse au *Rhin allemand.*

Au siècle dernier, deux tendances s'opposaient : le nationalisme et le socialisme. Elles sont réunies maintenant. L'originalité de notre époque est de les avoir accouplées.

Ce n'est pas seulement en Allemagne que le mouvement est national-socialiste. C'est partout. Chaque peuple, assailli par la concurrence de ses voisins ruinés, qui tentent de jeter par-dessus ses frontières leurs stocks invendus, se défend par des barrières douanières toujours plus hautes et, quand la vague est trop forte, par la fermeture totale. Dans ce retour au moyen âge économique, chacun lève son pont-levis et baisse sa herse. La circulation des monnaies, nécessaire à l'échange des marchandises, est entravée, elle aussi. Elle empêche les commerçants d'aller acheter à l'étranger et contribue à l'isolement de chacun.

***

En 1930, la France refusait d'écouter ceux qui lui disaient : la baisse de la Bourse est le résultat d'une crise mondiale due à l'effondrement des cours des matières premières et, par suite, à la diminution du pouvoir d'achat des trois

quarts de l'humanité. Pendant longtemps, elle a cru qu'il ne s'agissait que d'une crise cyclique. Elle ne voyait pas que c'était une révolution économique entraînant un peu partout des révolutions politiques. Chaque peuple réagissait à sa manière. Les gouvernements tombaient, ici sous des bulletins de vote, là sous des balles de revolver. Tous pour la même raison.

Le Français, dont la formule traditionnelle est celle de La Fontaine

Notre ennemi, c'est notre maître

a commencé à réviser ses jugements. Il a admiré — sans toujours aller au fond des choses — l'apparente prospérité due à un puissant effort collectif : la bataille du blé, en Italie, par exemple.

Il a vu la plus grande démocratie du monde, celle où le succès de l'effort libre et joyeux avait été le plus éclatant, incliner volontairement le cou sous le joug d'un politicien généreux et charmeur.

Il a réfléchi que, plus la charge imposée à l'État est lourde, plus ses pouvoirs doivent être grands. Il est prêt maintenant à subir, lui aussi, une discipline de salut public, comme celle de la guerre. La lutte contre la crise n'est-elle pas une autre guerre? N'exige-t-elle pas l'unité de commandement en haut et l'obéissance en bas?

Ceux qui parlent de *retour à l'ordre normal, sans éclat et sans bruit,* n'auraient-ils rien appris et rien oublié?

***

Comment faire face à cette situation? Comment donner satisfaction à ce mouvement populaire? D'abord, en renvoyant cette Chambre, que la pression des anciens combattants sur le pont de la Concorde a désarticulée. N'est-ce pas, d'ailleurs, un devoir de probité politique pour une majorité, élue avec le mandat de faire une certaine politique et qui s'est disloquée, les uns abdiquant aux mains d'un gouvernement qui fait la politique contraire, les autres s'essayant à faire avec les communistes le front commun?

N'agitez pas la France qui s'apaise, disent certains « républicains » qui ne semblent pas pressés de se trouver face à face avec le suffrage universel. Ils consentent à ce que la Chambre ne siège plus pour qu'elle se survive. Selon eux si le peuple prend la parole plus souvent que tous les quatre ans, c'est une inconvenance de sa part, c'est même du « fascisme ». On doit pouvoir combiner, pendant quatre ans, sur les résultats de dix heures de souveraineté populaire.

Si le gouvernement avait la faiblesse de suivre ces cœurs timides, c'est d'abord le régime qui serait atteint par l'impopularité prolongée de ce parlement-croupion. Ce serait ensuite le gouvernement lui-même. L'aisance de la trésorerie retrouvée, grâce à l'effet des décrets-lois, une partie des radicaux s'enhardirait, comme ils se sont enhardis en 1928, quand M. Poincaré eut rétabli nos finances et le « Congrès d'Angers » qui n'aura pas lieu à Clermont dans quelques jours, se tiendrait, quelque part ailleurs, en automne. En 1926, la situation était bien différente puisque le trouble n'était que financier, et pourtant M. Poincaré eût été prudent en demandant la dissolution de la Chambre au lieu de s'appuyer sur une majorité composite que l'expérience a révélée précaire. N'oublions pas que les décrets-lois doivent être déposés pour ratification par le gouvernement avant le 31 octobre. D'ici là, les cris perçants des victimes auront ébranlé bien des courages et réveillé bien des espoirs. Ce ministère, imposé en février, sera-t-il alors longtemps subi? Et s'il est renversé, allons-nous voir le Cartel reprendre en mains les leviers de commande et recommencer ses dégâts? Faudra-t-il que les anciens combattants descendent, de nouveau, les Champs-Élysées?

Ajourner les élections par peur de troubles? Autant refuser de débrider l'abcès pour ne pas choquer nos sens.

***

Il faut donc partir.

Mais, avant de partir, il faut que les députés règlent le mode de recrutement de leurs successeurs. Et il faut que la loi nouvelle apporte déjà, par elle-même, une réforme profonde de nos mœurs politiques.

Pourquoi le fleuve parlementaire a-t-il débordé? Pourquoi ces empiétements perpétuels des représentants du pouvoir législatif sur l'exécutif? Pourquoi le député de la majorité est-il le véritable sous-préfet de son arrondissement? Pourquoi a-t-il un droit de regard sur les magistrats eux-mêmes? Sans doute parce que l'autorité est morte, en France, et nous verrons, dans un prochain article, comment on peut la ressusciter. Mais aussi, à cause du mode actuel d'élection des députés.

Les circonscriptions dérisoires dont les habitants produisent peu de richesses et sont candidats aux fonctions publiques et aux subventions de l'État, ont engendré des mœurs politiques qui n'ont rien à voir avec l'esprit de la République, première du nom. Le scrutin d'arrondissement, aggravé par les ignominies du second tour, est un enfant de la monarchie de Juillet et de l'Empire. En raison même de la faiblesse de la population, le rôle de l'électeur influent devient prépondérant. Il trafique, en fait, de son influence. C'est une politique d'intérêts personnels et arrondissementiers et non d'idées. L'électeur est exigeant à l'égard du député qui l'est, lui-même, à l'égard du gouvernement. En agissant ainsi, l'élu remplit son mandat tel que ses mandants le conçoivent. Dans la mesure où il s'adonne à l'intérêt général, il est accusé de négliger les intérêts qu'il a été élu pour défendre. Le chemin de fer départemental et la garnison de la sous-préfecture pèsent plus, pour sa réélection, que le salut des finances publiques ou la sécurité du pays. Lisez les journaux locaux du dimanche.

***

On prétend que les Français sont égaux en droits. C'est écrit dans la *Déclaration des droits de l'homme*. Mais ce n'est pas vrai. Un de ces électeurs qui donnent moins à l'État qu'ils ne lui coûtent, alors même qu'ils ne sont que candidats aux fonctions publiques, a plus de pouvoir politique que le mineur du Nord et le maraîcher de Seine-et-Oise. Plus la région est laborieuse, plus elle participe aux dépenses de l'État, plus le droit politique de ses habitants est amoindri. La voix d'un Gascon vaut celle de six Flamands.

Comment rétablir l'égalité des droits entre « la France qui

vit » et qui est brimée et « la France qui meurt » et qui est subventionnée? Comment, aussi, réduire d'un tiers, le nombre des députés, comme l'exige l'opinion publique? En procédant à un nouveau découpage des circonscriptions, comme la Commission du suffrage universel vient d'y inviter le gouvernement? Mais qui croit sérieusement qu'une Chambre condamnera jamais nominativement à mort le tiers de ses membres, ce qu'elle devrait faire si elle conservait le scrutin d'arrondissement?

***

Pour tous ces motifs, le vote par région ou par fraction de région d'au moins 500 000 habitants s'impose, à raison d'un député par 100 000 habitants, ce qui donnerait une Chambre de 400 députés.

Dans des corps électoraux aussi importants, on ne peut pas laisser sans représentant, faute d'une voix peut-être, la minorité. Il faut donc recourir à la R. P. Certes, la R. P. a ses défauts. L'électeur est toujours choqué de voir un candidat élu, alors qu'il a moins de voix qu'un autre candidat qui est battu. On reproche aussi, parfois, à la R. P. d'éloigner l'élu de l'électeur. Il est admirable que l'on arrive à lui reprocher d'être un scrutin d'idées! Les amateurs du spectacle parlementaire lui font ce grief qu'elle introduirait à la Chambre un plus grand nombre de communistes. Mais la Chambre ne doit-elle pas être l'image du pays? Nous avons vu ce qui se passe quand elle cesse de l'être. Singulier reproche fait à un mode électoral que celui d'être trop juste! Sans doute, le rôle du président de la Chambre, sera-t-il plus malaisé. Mais, contrairement aux apparences, celui du gouvernement sera plus facile car rien ne sert mieux un président du Conseil auprès des hésitants du centre gauche que les cris répétés de « assassin! » Et le scrutin importe plus que le succès des pièces qui se jouent sur la scène de notre premier théâtre national.

L'objection la plus sérieuse contre la R. P. est que les minorités étant exactement représentées, les Chambres qu'elle fait élire sont plus difficilement gouvernables. Cette objection

perd la plus grande partie de sa force, si l'autorité du pouvoir exécutif était rétablie, comme nous le demandons, par le droit de dissoudre la Chambre en cas de crise ministérielle.

***

Il n'y a pas de doctrine en matière de mode de suffrage. L'avantage capital de la R. P., dans les circonstances actuelles, est de libérer les partis les uns des autres. Il est de bon ton de déclarer que toutes les Chambres se valent. Mais si l'on considère que, chaque fois que le pays a envoyé à la Chambre une majorité de Cartel, cette majorité n'a jamais pu aller jusqu'au terme de son mandat et qu'elle s'est toujours disloquée devant les catastrophes auxquelles sa politique a acculé le pays, on est amené à réviser ce jugement un peu sommaire. Avec le scrutin à deux tours, les radicaux sont conduits à s'allier au second tour avec les socialistes par l'effet du romantisme politique qui les unit et malgré les solutions concrètes qui les divisent. Il en fut ainsi, par exemple, aux dernières élections générales, quoique les radicaux aient formulé un programme de redressement financier directement contraire à celui de leurs alliés socialistes. « Faisons-nous élire, d'abord ! » tel était le mot d'ordre. On fermait volontairement les yeux sur ce qui devait s'ensuivre. A la Chambre, les deux tiers des radicaux étaient liés aux socialistes à cause de l'appoint des voix socialistes recueillies par eux, au second tour et sans lesquelles ils n'auraient pas été élus.

Si le gouvernement d'Union nationale commettait l'erreur de laisser cette Chambre se survivre, il ne tarderait pas à voir se dresser contre lui la plupart de ces radicaux sous la pression croissante de leurs électeurs socialistes. La R. P. permettra aux radicaux d'être eux-mêmes. Le Cartel, ce grand ennemi du pays, ne sera plus obligatoire à la Chambre, radicaux et socialistes ne relevant que des voix de leur propre parti.

Le danger d'une dissolution tardive, c'est que s'étant réunis de nouveau à la Chambre, radicaux et socialistes ne se réunissent ensuite de nouveau, dans le pays, sur des listes communes de Cartel.

Votant une loi électorale, nous rendrons enfin universel

le suffrage universel, en accordant aux femmes le droit de vote. On n'a jamais apporté contre le vote des femmes d'arguments sérieux autres que des arguments égoïstes de partis.

***

Congédier cette Chambre, réduire d'un tiers le nombre des députés, libérer l'élu de sa servitude envers l'électeur, rétablir en France l'égalité des droits politiques, établir la justice électorale, libérer les radicaux des socialistes, donner le droit de vote aux femmes, toutes ces réformes peuvent être faites dans les semaines qui suivront la rentrée du 15 mai. Il n'est, pour le gouvernement, que de vouloir.

Certes, elles ne suffiront pas à redresser la situation, à apporter le changement profond que le peuple attend et dont il sent la nécessité.

Il faudra ensuite aller forger, à Versailles, l'instrument de l'ordre nouveau. Il faudra définir aussi l'économie nouvelle. Le programme de cette transformation politique et économique, ce sera la plate-forme des républicains-nationaux pendant la période électorale qui vient.

Elle fera l'objet d'un prochain article.

Ce que nous voulons marquer, dès aujourd'hui, c'est qu'en nous prononçant pour des réformes, nous nous prononçons ouvertement pour la légalité. A la guerre civile vers laquelle marchent inéluctablement tous ceux qui refusent l'arbitrage du suffrage universel, nous préférons la révolution dans l'ordre. Le sang français est trop précieux, les périls qui nous menacent sont trop grands.

PAUL REYNAUD

LAMARTINE

LETTRES INÉDITES[1] (1853-1865)

La *Correspondance* de Lamartine, telle qu'elle fut publiée, après la mort du poète, par sa nièce Valentine, s'arrête à la fin de l'année 1852. Çà et là des lettres de date postérieure ont été révélées au public, par Charles Alexandre d'abord, dans ses deux ouvrages *Souvenirs sur Lamartine* et *Madame de Lamartine*, par le baron Chamborant de Périssat, dans son *Lamartine inconnu*, par M. Jean des Cognets dans sa *Vie intérieure de Lamartine*, par M. Jules Caplain dans son petit livre hors commerce, *Édouard Dubois, Lamartine et Valentine de Lamartine*, par Camille Latreille, enfin, dans son beau travail sur les *Dernières Années de Lamartine*.

En rassemblant les lettres dispersées dans tous ces ouvrages, et dans d'autres encore, dont il n'est pas question de dresser ici une liste exhaustive, il serait désormais possible de cons-

1. Ces lettres proviennent pour la plupart des Archives de Saint-Point. Elles avaient été réunies par M. Camille Latreille, dont on n'a pas oublié les belles études lamartiniennes. Nous devons à l'extrême générosité de madame Camille Latreille la communication de ces documents. M. Latreille avait eu le dessein d'ajouter un volume de plus aux quatre volumes de la *Correspondance* de Lamartine publiés en 1882 par Valentine de Lamartine. La mort l'a saisi avant qu'il ait pu mettre la dernière main à cet ouvrage. Parmi les nombreuses lettres inédites de Lamartine que Camile Latreille avait rassemblées — grâce à la délicate bienveillance de madame de Noblet, petite-nièce de Lamartine — nous en avons choisi une trentaine, particulièrement instructives ou émouvantes.

Qu'il nous soit permis de remercier également madame Longepierre, de Charnay-les-Mâcon, et madame Navoret, de Crottey (Ain), qui nous ont autorisé à transcrire le texte de plusieurs lettres ici publiées, et dont les originaux sont entre leurs mains.

tituer une « suite » au recueil publié par Valentine de Lamartine et d'ajouter un volume au moins aux quatre volumes de 1881 (qu'il faudrait d'ailleurs refondre pour les enrichir des très nombreuses lettres du poète et de l'homme d'état que l'on a, peu à peu, mises à jour dans ces cinquante dernières années).

De 1853 à 1869, c'est le crépuscule de Lamartine. A partir de 1866, s'il continue à produire, mois par mois, ses Entretiens du *Cours familier de littérature* (mais il en a, d'avance, des séries entières) — s'il écrit même tout un roman, *Antoniella*, un pauvre roman où la pensée tremble, où déjà les brumes apparaissent qui vont engloutir cette grande âme, — il n'écrit plus à ses amis. Les dernières lettres de 1865, qu'elles sont déjà difficiles à lire! L'écriture se rapetisse, semble se crisper, devient méconnaissable. Puis, le silence.

Nous avons réuni, dans les pages qui suivent, quelques-unes de ces lettres de la vieillesse. En 1853, Lamartine a soixante-trois ans. Les terribles angoisses d'argent qui l'accompagnent jusqu'à la fin occupent presque entièrement son esprit. Il est des répits cependant dans cette montée du calvaire. On ne passe pas ses jours, même obéré, même traqué, pendant quinze ans à faire des comptes. On cause avec les uns, les autres, avec Boussin, ce charmant garçon, avec Aubel, vieux mâconnais, ami de toujours, avec Ch. Rolland qu'en 1848 on avait surnommé le « lévrier de Lamartine », avec Valette, professeur de philosophie, une découverte que Lamartine a faite en 1849, esprit d'élite, cœur d'or, — avec Ronchaud, l'hellénisant, avec Dargaud, le fidèle, qu'emportera soudain la mort en décembre 1865. Et il y a encore quelquefois de belles soirées chez Lamartine. Cette éblouissante créole, madame Hubert de Lisle, y chante; Nadaud aussi, — et Lamartine est enthousiaste de *Pandore*, — Liszt même y vient jouer; et ce jour-là, Lamartine prend peur, parce qu'on le sait, parce que *le Siècle*, a eu la sottise d'en imprimer la nouvelle et que le public imbécile va trouver superflu, peut-être, d'apporter l'obole à ce Bélisaire suspect de prendre des distractions...

Courtes embellies dans un ciel sombre! Le vieux Lamartine solitaire, retiré maintenant du combat, suit de l'œil ces hommes qu'il a quittés, qui l'ont quitté. A ses amis, il livre, en phrases brèves, car l'heure n'est plus aux grands discours, ses

jugements sur la politique. L'Empereur, du reste, lui aussi l'observe, le guette. En 1859, il lui tend deux millions, — le salut. Mais il juge Lamartine d'après ceux qu'il voit à sa cour, ou d'après lui-même, et se trompe.

Lamartine a beau voir périr, l'une après l'autre, ses espérances de se libérer une bonne fois, après chaque déconvenue, il se redresse, et recommence à espérer. Viendra le temps, se dit-il, où il pourra reprendre sa plume d'homme libre, et non d'esclave de la dette. Alors, « gare aux hommes »! Déjà, en 1850, il leur a crié son dégoût (*A d'Orsay*). De quelles hauteurs il est tombé! Où sont les jours de foi en l'humanité, ceux d'*Utopie*, ceux des *Girondins*? Écoutons-le maintenant : « La France implacable envers ceux qui l'aiment... Et on appelle cela une patrie!... J'espère qu'elle n'aura pas mes os!... »

Plaintes, larmes, tendres sourires, puis des cris; lettres à son notaire, rectification exigée d'un journal, soucis d'échéances, et souci d'avoir blessé Nadaud, déchirements du cœur, toute une fin de vie qu'on distingue, ou du moins que l'on entrevoit.

HENRI GUILLEMIN

I

A M. Louis de Ronchaud à Saint-Lupicin (Jura).

Saint-Point, 22 juillet 1853.

Mon cher ami,

Que faites-vous? La comédie gréco-moderne est-elle finie? Avez-vous commencé un drame plus grave, ou vous contentez-vous de l'ombre, du cours du ruisseau, et de la silhouette bleue du Jura? Il vaut mieux associer les deux choses.

Quand vous aurez satiété de solitude, venez nous voir à Saint-Point. Nos deux isolements réunis feront un doux monde.

Je vais infiniment mieux et je recommence à travailler, non en poète, mais en manœuvre. J'irai porter un volume de plus à Paris le 25 septembre. Je n'y serai que cinq jours. Venez avant ou après. Mais hélas, pas de vendanges! L'hiver a vendangé pour nous; il ne nous reste que des pampres.

Je ne vous parle pas de la guerre, je n'y crois pas. Je reçois ce matin de la Porte la preuve qu'elle pense de même. Elle m'envoie la complète exécution de mon traité avec elle et elle paye, au milieu de ses misères[1]. Je vous mènerai donc comme Cicéron menait ses disciples, passer trois mois dans ma villa du golfe de Smyrne. Que n'est-ce demain! En attendant, songez à Saint-Point, golfe de pasteurs.

II

A Monsieur Aubel.

Monceau, 9 novembre 1853.

Mon cher ami,

Ce n'est pas vrai, je ne suis pas malade, si ce n'est d'un peu de grippe, déjà passée. Je travaille, il est vrai, comme l'araignée, qui refait sa toile chaque fois qu'on la lui brise. Mais je n'ai pas le choix : vivre en travaillant ou mourir oisif. C'est la devise des obérés comme moi. Dieu le veut sans doute pour m'empêcher de sentir d'autres amertumes plus amères que le travail.

Nous vous regrettons bien, mais je conçois que quand on bâtit un nid gothique, on ne quitte pas la truelle et le ciment quand on veut. Je remercie sincèrement le ciel que ce nid soit rapproché du mien, que je défends contre les vautours.

Je pars pour Paris le 25. J'espère vous y voir. Aucune main de compatriote ne serrera plus cordialement la vôtre partout.

III

A Monsieur Valette.

Saint-Point, 10 octobre 1855.

Jamais, lettre, monsieur et cher ami, n'eut un succès répété de lecture comme celle qui vient d'être lue trois fois le même

1. Le 24 avril 1849 Lamartine avait écrit au grand vizir Reschid Pacha : « Ayant passé la moitié de ma vie dans les champs, je suis au courant de tous les procédés agricoles. Je voudrais donc, *Sa Majesté Impériale daignant me faire don d'une propriété*, y créer une ferme dont je dirigerais l'exploitation... » Le Sultan lui avait accordé une magnifique concession à Burgaz-Owa, près de Smyrne. Lamartine ne put trouver l'argent nécessaire à sa mise en valeur, sinon du côté de Londres. Mais la Turquie s'opposa à cette pénétration, sur son territoire, du capitalisme anglais, et transforma la concession en une rente de cent mille piastres (environ vingt mille francs).

soir dans le petit salon de Saint-Point. Ce succès est devenu un succès de cœur. Tout le monde voulait y répondre, car tout le monde y trouvait un mot à son adresse. Mais en qualité de chef de famille, c'est moi qui ai réclamé mon droit.

Vous aviez des larmes dans les yeux en nous quittant. Cette lettre en fait monter ici à toutes les paupières. Saint-Point, très accoutumé aux douces hospitalités, depuis vingt ans, n'en a jamais reçu une si délicieuse récompense... J'entends chaque jour rappeler votre nom comme celui d'un ami qu'on ne s'accoutume point à ne pas retrouver au coin du feu en descendant de sa tourelle ou de son grenier. On vous a plu parce que vous plaisiez; voilà tout le mystère.

Nous menons la même vie, nos vendanges sont finies et déplorables; mes vins sont vendus; nous serons très pauvres, mais libres, dans un mois, de retourner rue de la Ville l'Évêque. Venez souvent dans le Saint-Point de Paris!...

Profitez des premiers jours de recueillement de l'automne pour continuer ce beau fragment de philosophie du sentiment et du bon sens, — seule philosophie qui nourrisse le cœur.

Mille tendres souvenirs de toutes les chambres hautes et basses du château. Grondez madame Valette de n'être pas venue; elle a ici des amis dans tous les vôtres.

IV

A Monsieur le Ministre d'État.

Saint-Point, 1856.

Monsieur le Ministre,

M. Barbier, bibliothécaire du Louvre, a envoyé prendre un grand nombre d'abonnements à mon *Cours familier de littérature.*

Si ce fait n'a pas d'autre caractère que celui d'une acquisition ordinaire d'ouvrages publiés pour tout le monde, je ne puis que les faire inscrire; il n'appartient pas à un bureau d'abonnements publics de méconnaître le droit commun d'abonnement pour tous ceux qui veulent bien lire ou posséder une publication.

Mais si c'est une subvention honorifique indirecte ou une faveur du gouvernement, je me verrai forcé de décliner l'une

ou l'autre pour des motifs d'indépendance absolue et de réserve personnelle que vous comprendrez aussi bien que moi.

Je n'en ressentirai pas moins, monsieur le Ministre, l'obligeance de l'intention tout en me croyant contraint d'en récuser l'effet.

Agréez, monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

V

A Monsieur Foillard, notaire, rue Municipale (Mâcon).

14 mars 1856.

Monsieur,

Je ne comprends pas ce que j'aurai à faire quand on me présentera l'effet de quinze mille francs ces jours-ci. Dites-le-moi. Je serai prêt le 15 avril, si cela continue.

Je reçois cent cinquante lettres d'affection et d'élan de cœur par jour, et de deux à trois mille francs en billets tous les matins[1].

Hier j'ai fait partir mon agent et trente mille francs, pour fonder ma succursale en Amérique. Si ce mouvement vraiment passionné se soutient deux ans, je pourrai en effet beaucoup me liquider.

Je travaille de plus, par plusieurs autres voies, à me faire une forte somme disponible à la fin de 1857.

Tout à vous.

P. S. — Tout va dépendre surtout de l'Amérique. On m'offre deux millions si je voulais y aller, mais je ne peux pas avant 1857 ou 1858[2].

VI

A Monsieur Valette.

Saint-Point, août 1856.

Mon cher Philosophe,

Je vous réponds par la main de Valentine, uniquement pour que vous sachiez que votre lettre m'a fait plus de bien qu'un

1. Il s'agit du *Cours familier de littérature*, lancé par Lamartine au début de 1856 et très favorablement accueilli du public.

2. Le 17 mars 1857 Lamartine se rendra à la légation du Brésil, à Paris, pour examiner les conditions d'un voyage en Amérique du Sud. Il ne donnera pas suite à ce projet (Cf. Mario de Lima-Barbosa. *Lamartine et le Brésil*, Paris, 1927).

verre de tisane. Il y a une vertu dans l'amitié et vous êtes pour moi l'augure d'une prochaine convalescence. Je suis, depuis vingt-trois jours, sans mouvement sur mon grabat, entre les griffes d'un rhumatisme articulaire général. Heureusement, il n'est pas féroce; cela fait gémir, cela ne fait pas crier; mais cela menace d'une convalescence longue et prolongée. Je n'ose pas vous engager à venir l'adoucir, car Saint-Point n'est plus Saint-Point, c'est un hôpital : maîtres et domestiques sur le flanc, et mes pauvres chevaux sur la litière. Ce qui me désespère, c'est la cessation du travail. Les jours passent, les échéances arrivent, et les abonnés ne se pressent pas.

Je reçois de partout les mêmes témoignages de satisfaction que vous me donnez sur mes derniers numéros. J'en dicte deux autres qui sont du même genre. Après cela, je sauterai en Arabie, où je rencontrerai mon ami Job, sur son fumier, aussi philosophique, et plus poétique que le mien. Puis je rappellerai le lecteur à moi par un joli morceau d'intimité personnelle, et ainsi de suite jusqu'à la consommation des huit ou dix volumes que comporte ce patron.

Les Amériques du Sud, Portugaise et Espagnole, m'accueillent avec enthousiasme, comme un fils du soleil et de la latinité commune. Quant aux républicains rapaces et illettrés de l'Amérique du Nord, ils déclarent qu'ils ne connaissent pas même mon nom et que ma littérature et ma poésie leur sont aussi parfaitement indifférentes que ma république. Desplaces y a complètement échoué. Il ne faut rien attendre d'intellectuel et de généreux des nations qui ont fondé leur société sur le principe de l'égoïsme, et qui ont pour leur divinité le dollar. Mes trente mille francs m'ont rendu vingt-huit abonnés!

J'espère, dans une huitaine de jours, mettre pied à terre. En attendant, je rêve à nos bonnes soirées de Saint-Point et de Paris, je joue avec mes chiens, je demande des nouvelles de mes chevaux favoris, j'écoute le mugissement de mes vaches dans la prairie. Je vois croître et décroître l'ombre de mes châtaigniers sur la montagne, et je demande à Dieu la patience, cette compensation amère des beaux jours perdus.

Parlez de nous à madame Valette et à nos amis communs.

Je dis *nous*, car nous n'avons qu'un cœur pour vous regretter et pour vous aimer.

VII

A Monsieur Valette.

Monceau, 10 novembre 1856.

Cher Philosophe,

Vous n'êtes plus philosophe dès que vos amis souffrent, vous souffrez avec eux et vous les consolez, voilà la vraie sagesse; elle descend jusqu'au cœur. Vos lettres m'ont prouvé que c'était bien la vôtre.

Je suis remis des maux physiques et rajeuni comme à l'ordinaire, par le rhumatisme, ce grand et sévère régénérateur de la santé. Mais je suis hors de combat par les affaires et par le travail. Nul ne peut connaître ma vie que ma lampe et mon escalier de bois.

Aujourd'hui c'est jour de fête; mais j'ai travaillé déjà cinq heures depuis cinq heures ce matin. J'entends les chevaux qui piaffent et les roues qui grincent dans la cour. Ce sont les convives; je leur dérobe cette minute pour causer debout avec vous.

Nous avons le célèbre chanteur de salon Nadaud, qui est venu, par complaisance, pour faire pleurer et rire le salon monotone de Monceau. Nous serons trente à table autour des produits rustiques de la basse-cour et du verger. Combien je regrette que madame Valette et vous ne soyez pas des nôtres ce soir!

Notre été a été bien triste, notre automne est si occupé que nous ne le sentons pas; nous finirons les affaires ici le 5 ou le 8 décembre, et nous irons nous reposer auprès de vous.

Je suis bien heureux que vous preniez intérêt à mes *Entretiens*. *Incedo per ignes* : il n'y a rien de si difficile que de répondre à tous les goûts; la moyenne ferait une médiocrité élégante qui ne conserverait ni intérêt, — ni abonnés!

Que le Dieu de la publicité me protège encore deux ans, et je n'écrirai plus, ni pour le pain, ni pour la gloire, mais pour Dieu seul, et alors, gare aux hommes!

Adieu et amitiés.

VIII

A Monsieur Adam Salomon.

Saint-Point, 2 août 1857.

Je vous remercie, mon cher Adam, de la remarquable effigie que vous m'envoyez de notre immortel ami[1]. C'est le suaire de celui qui fut le saint du peuple dans sa jeunesse, et qui devint le mien quand il devint celui de la haute politique impartiale et de la philosophie, au-dessus de la terre.

Tel il est mort, tel je le conserve dans mon sein, tel vous le représentez dans votre belle image.

Je travaille en ce moment à un examen rapide de ses œuvres, mais surtout de son caractère, bien supérieur, selon moi, à ses écrits.

Venez donc nous voir à Saint-Point, qui est tout plein de vos amis. Dans mon examen de Béranger, je dis qu'il vous appartenait de rendre son admirable figure pendant sa vie et sur sa tombe.

Adieu et bon courage pour venir un jour ou l'autre consoler notre solitude.

IX

A Monsieur Dargaud.

Monceau, 3 novembre 1857.

Mon cher ami,

... Je serai du 18 au 25 à Paris, huit jours, pour mes épineuses affaires, plus embrouillées qu'elles ne devraient l'être après une bonne récolte. Mais huit cent quarante mille francs à payer en or, c'est bien lourd pour deux mois! J'en frissonne.

Je reviendrai de Paris, passer ici décembre et janvier, pour payer cent mille francs par semaine. Après cela, Paris et toutes ses chances! Je ne sais ce que sera le réabonnement. Mon salut est là. Je m'en défie.

1. Adam Salomon avait déjà sculpté un buste de Lamartine, qu'il lui apporta lui-même le 31 décembre 1854. Il s'agit ici du buste de Béranger. Lamartine allait consacrer à Béranger deux *Entretiens* du *Cours familier de littérature* (des difficultés s'élevèrent à cette occasion entre Lamartine et son imprimeur Didot, qui se montrait scandalisé par certaines affirmations rationalistes du texte des Entretiens).

J'écris huit cents pages de la vie d'Alexandre. Je refais mes études!

La mort de Cavaignac ne m'émeut que pour sa femme et sa famille. Nous ne manquerons jamais de ces Marius africains. La France n'a que cela dans ses uniformes! Il a été bien ingrat et bien malséant envers moi, qui avais été si cordial et si *dévoué* pour lui. La tombe est l'amnistie de Dieu. Qu'il y dorme sans le *Sic vos non vobis*, sa juste épitaphe[1].

X

A Hippolyte Boussin.

Paris, 15 avril 1858.

Je reconnais là vos grands cœurs. Eh bien, partez! écrivez-moi dans quels départements, pour que je fasse pas double emploi[2].

Tu ne cede malis, sed contra audentior ito!

Affichez! vendez! Quant aux chevaux enfouis à Saint-Point, j'ai des raisons graves pour ne pas donner encore ce signal de détresse domestique. Il y en a bien pour mille deux cents francs, et le voyage pour les vendre coûterait mille cinq cents francs. Il est bien clair, au reste, que vendant l'écurie, je n'aurai pas les chevaux.

Ici tout va de cœur. On arriverait très haut si on avait douze hommes comme vous. Le comité se réunit aujourd'hui, et agira dès demain pour les *impressions*, etc... Dans dix jours tout sera en train. Il faut six mois. Je n'entends rien dire du gouvernement. Seulement ceci : Jules Janin a passé hier deux heures avec le ministre de l'Instruction Publique, qui lui a dit que le gouvernement, à son avis, devrait laisser faire, en faveur d'un homme qui le mérite si bien.

1. A madame Didier, Lamartine écrivit également, à propos de Cavaignac : « Je l'ai estimé sans l'aimer. Il n'a trahi personne, mais son intelligence l'a trahi lui-même, et depuis, en ce qui me concerne, il a été malséant. Il me devait tout, et, aux jours de disgrâce, il ne m'a couvert contre aucune malveillance. Mais la tombe est une amnistie... » (p. p. madame de Brimont, *Autour de Graziella*).

2. Boussin avait décidé avec quelques amis de se faire à travers la France, le propagandiste de la *Souscription Nationale* pour Lamartine, qu'un comité mâconnais, inspiré par Charles Alexandre, avait lancée au début de 1858. Le gouvernement impérial travailla en sous-main contre la souscription, et interdit aux préfets de l'appuyer.

Dubois, à son ordinaire, m'écrit une lettre qui casse les bras et les jambes, mais j'ai les jarrets bons et lui, un si bon cœur! Le pessimisme n'est bon à rien qu'à faire mourir mille fois d'avance.

J'ai été frappé du caractère et de l'affection de Foillard. Dites-le-lui bien. Nous finirons par triompher.

Tout à vous.

XI

A Monsieur Ch. Rolland.

Paris, 22 avril 1858.

Bon retour à la patrie et à la santé, mon cher Rolland; c'est pour moi comme le retour d'un jeune frère!

Je suis très triste, mais cela me rend le cœur plus tendre.

Quant aux affaires domestiques, vous aimez les récriminations, ou plutôt les *rétrospectivités*. Je ne les aime pas. Ce sont des ancres au navire qui marche. N'en parlons plus; elles ne sont pas même justes. Il y a huit ans j'avais à peu près les mêmes dettes, et pas la moitié des ressources actuelles; voilà le vrai.

Je ne dois point trois millions, j'en dois deux (non compris le courant de cette année, qui sera payé fin 1858, par conséquent : deux à partir de 1859). Vendez Milly, Monceau, tout ce que vous voudrez; vous ferez, comme vous le dites, un million cinq cent mille francs, je ferai le reste ici par deux ans de travail. Il n'y a pas un sol de danger pour personne. Le temps solde. *Time is money.*

Que voulez-vous que je réponde aux bêtises d'un ou deux millions d'ennemis à qui j'ai livré mon nom, pour un moment, en pâture? Il faudrait faire autant de bêtises qu'ils disent de sottises. Non, non! Gardons le bon sens.

Mon prétendu luxe fait pitié et mes domestiques sont sans gages depuis quinze mois. Tout se fera en son temps. Il me reste, en chevaux, deux rosses aveugles et fourbues, et comment voulez-vous que je laisse mes maisons, jardins, meubles sans culture et sans gardien? Laissez dire. Ou bien vendez avec éclat les meubles, mais vous jetez la panique et vous me ferez mettre à Sainte-Pélagie.

Il faut subir un moment les vents déchaînés. Cédez-leur d'un côté, ils soufflent de l'autre. A quoi bon me ressasser mes ennemis? Ce sont des amis qu'il faut me chercher.

La souscription, dans mon opinion froide, sera très lente à établir ses foyers successifs, et s'allumera peu à peu d'un tison à l'autre, parce que l'esprit de parti seul souffle ces manifestations et que je n'ai point de parti. Voyez Henri V lui-même, qui en avait un! La sienne a duré trois ans. La mienne durera juste un an.

J'espère cinq cent mille francs... Ce sera assez selon moi avec deux ans de travail et les ventes.

Me faire vendre Milly au lieu de Saint-Point est une énorme faute mâconnaise; mais on doit céder des fautes aux caprices de ses amis. Monceau et Saint-Point suffiraient, Milly est une fortune pour moi et ma famille; Saint-Point est une ruine. Je n'y retournerai que pour y être enseveli. Je perds trois cent mille francs à vendre Milly! Il est invendable, vous le verrez; mais, encore une fois, je cède à cette fausse manœuvre. C'est Saint-Point qui touche le public. Il ne connaît pas Milly, soyez-en sûr.

Adieu.

XII

A Louis de Ronchaud.

Paris, 17 juin 1858.

Mon cher ami,

Vos larmes nous tombent sur le cœur. Je sais ce que c'est que de perdre jeune une mère. Mais hélas! la vie est tissue de ces douleurs, dont la dernière semble toujours la pire de toutes. Il n'y a pas de consolation. Mais si la tendre affection d'amis dévoués est une goutte dans le calice, nos âmes en sont véritablement pleines pour vous. Ne sommes-nous pas de la même famille, la famille de ces esprits qui ont peu de parents ici-bas!

Ma femme et Valentine sentent pour vous dans cette occasion tout ce que je sens, et vous le disent par ma main.

Nous reverrons-nous à Paris cet été? Ces déplacements, quoi qu'en dise Horace, sont aussi bons aux grandes douleurs qu'aux grandes maladies.

Recevez toutes nos pensées qui volent vers vous, et voudraient bien y rester.

XIII

Au marquis de la Grange.

Paris, 16 janvier 1859.

Mon cher ami,

Nous sommes ici pour mes malheureuses liquidations. J'ai payé près d'un million cette année grâce aux revenus et aux réabonnements de mon *Cours familier*, qui m'ont donné environ sept cent mille francs en quatorze mois. Mais je suis encore menacé dans trois mois, par l'autre million. Le comité n'entend rien à la publicité... Je m'empare tant que je peux de l'*affaire*, et je lui imprime par la publicité, un mouvement tout nouveau. Si je peux en obtenir trois cent mille francs seulement, je serai sauvé. Sinon, je suis résolu à me réfugier dans un cottage de Londres, et à travailler pour vivre.

Quant à mes terres, j'ai tout tenté pour vendre. J'y renonce. C'est impossible. Nul ne veut acheter de moi un arpent. On veut bien m'exiler; on ne veut pas de mes riches dépouilles. C'est un phénomène qui ne s'était pas produit avant moi. Ah! la France serait un drôle de pays, si ce n'était un grand pays!

La politique reprend vivement ici. On est révolté de la guerre de caprice sans provocation (et moi aussi). Noyer la France pour le Piémont, quelle folie! Venez arrêter ces fantaisies périlleuses auxquelles j'ai résisté seul contre tous en 1848.

Adieu et tendres respects à vos deux gardes-malades.

XIV

A Monsieur le rédacteur du Corriero d'Altro Mare.

Paris, 18 avril 1859.

Monsieur le rédacteur,

On me communique un article de la *Revue universelle du nouveau monde*, dirigée par M. Guillemot, article rédigé par madame Serrano Wilson. Cet article, ou plutôt cette facétie, sous le titre d'*Un bal à l'Hôtel de Ville en 1859* me fait jouer des rôles de jeunesse, de légèreté et de jovialité qui ne tromperont personne en France, mais qui pourraient tromper

les lecteurs de madame Wilson au-delà des mers. Je tiens à l'estime des deux continents.

Je n'ai jamais mis les pieds dans le salon ou dans la salle à manger de madame Wilson. Je n'y ai jamais débité, entre deux vins, des maximes ressemblant à des devises de confiseur. Je n'y ai jamais vidé de verres de vin de champagne, en compagnie de personnes ou de personnages que sa feuille veut bien me donner pour convives. Je ne me suis jamais promené à des heures indues aux Champs-Élysées en société de cette jeune dame, et enfin, je n'ai jamais figuré à l'Hôtel de Ville de Paris que dans des soirées où ne figurait aucune Andalouse.

Calomniez, oui. Mais ne travestissez pas. Le monde n'est pas une mascarade. Laissez-nous nos costumes.

XV

A Monsieur Boussin.

Mars 1859.

Cher et excellent ami,

Merci de ce bon souvenir, madame de Lamartine est toujours très mal, mais cependant, depuis cinq à six jours, la fièvre tombe et il y a bon espoir, mais lent retour à la vie.

Je pense sur la guerre exactement comme vous, mais nul ne peut empêcher le suicide. Dans mon opinion, c'est une *vente* de carbonari qui gouverne en ce moment la France et qui pousse le chef lui-même à un abîme d'où il veut en vain retirer son pied crispé d'effroi, mais où il faut se précipiter. Le sens-dessus-dessous du monde européen va commencer. Fermons les yeux, et fions-nous à la Providence, puisque nous n'avons pas voulu nous fier à notre propre liberté. Quelle leçon pour les peuples qui abdiquent!

Vous savez qu'*il* m'a fait offrir une dotation de cent mille francs de rente, ou deux millions, pour payer mes dettes. J'ai refusé. J'aime mieux le travail, la misère et l'honneur. C'est La Guéronnière qui a été l'envoyé, en termes, du reste, très délicats.

Rien de nouveau sur mes propres affaires. La guerre me porte de mauvais coups. Cependant je ne désespère pas de

moi ni des autres... J'arrêterai la souscription dans deux mois avec éclat et reproche[1], et je la reprendrai sous une autre forme. Je veux que la France souscrive; elle ne veut pas. Nous verrons qui aura le dernier mot.

Je demande au conseil municipal de Paris un terrain comme Rossini au bois de Boulogne[2]. C'est une prudence dont je vous dirai les motifs, et c'est un revenu possible. Quant à vendre, radicalement impossible.

Tout à vous.

XVI

A Monsieur La Guéronnière.

22 juillet 1859

Mon cher La Guéronnière[3],

Après de longues et inexplicables chicanes que j'ignore, le conseil d'État a refusé hier de valider la concession du conseil municipal de Paris, sous prétexte que je n'avais pas accepté. Comment peut-on prétendre que je *n'accepte* pas ce que j'ai demandé au conseil municipal?

Si le conseil d'État veut transformer la concession en don du gouvernement, sollicité et accepté par moi, vous savez mieux que personne qu'il n'est ni dans ma situation, ni dans mon honneur de recevoir un bienfait de ce genre, même offert avec l'obligeance et la délicatesse de procédé que vous connaissez. Quant à l'acceptation de la concession municipale, revêtue de toutes les formalités administratives que la loi impose aux actes des communes, elle n'est pas douteuse de ma part. Faites-le donc savoir aux conseillers vos confrères.

Dites-moi vite ce que j'ai à faire à cet égard. Il n'y a plus que quinze jours de séances. Si les formalités qui ont déjà

1. Dans une lettre publique, adressée au Comité de souscription, Lamartine déclara en effet, le 25 avril 1859 : « Je reconnais que la Nation m'a fermé son cœur... Cette souscription sera nommée la souscription de l'injure... » (Elle n'avait produit que deux cent mille francs à peine.)

2. La lettre de Lamartine au Conseil Municipal de Paris est du 18 mars 1859.

3. La Guéronnière avait, en 1851, par imprudence beaucoup plus que par malice, causé le plus grand tort à Lamartine en publiant dans *le Pays* (journal que dirigeait alors Lamartine), des articles enthousiastes sur le Prince Président — lequel, son coup d'État une fois accompli — n'avait pas oublié cet excellent propagandiste. Mais Lamartine était incapable de rancune.

tenu travaux et loyers en suspens depuis quatre mois, ne sont pas vidées dans quinze jours, je retirerai ma demande de concession à la ville de Paris, en remerciant le conseil municipal, et en expliquant au public l'annulation de cette concession par les exigences *politiques* du conseil d'État.

Tout à vous.

XVII

A Monsieur Adolphe Joanne.

Saint-Point, 15 septembre 1859.

La maladie, maladie incurable et mortelle du chagrin trop prolongé, m'a empêché de vous répondre. Je meurs. Je meurs contristé et indigné; l'échafaud politique m'aurait paru bien plus doux que le long et honteux supplice auquel la France me fait succomber. Je suis arrivé depuis quelques jours à l'insolvabilité complète. J'ai pourtant payé, sur ma sueur seule, un million et demi en dix-huit mois, mais je suis à bout de forces et la France n'a pas voulu m'aider.

Du reste, j'éprouve ici de mes concitoyens les plus rapprochés une cordialité vraiment touchante. C'est la première fois qu'on voit un insolvable applaudi par ses créanciers. Cela m'est arrivé ici toutes les fois que j'ai paru devant eux. Cela devrait prouver à la France que ma ruine n'est pas de la honte, et que mes adversités ne sont pas des torts de conduite aux yeux de ceux qui me voient de plus près dans ma maison de verre; mais je suis à la merci du premier qui voudra me chasser de mon foyer. Jugez quels jours et quelles nuits! Ce ne sont pas celles de Catulle!

Nous faisons de belles récoltes. Dès qu'elles seront finies, je retourne travailler et prier à Paris. Venez souvent nous y consoler.

Amitiés de tous.

XVIII

A Monsieur Valette.

Monceau, 19 novembre 1859.

Mon cher Philosophe,

J'ai bien tardé, excusez-moi. Je suis très malade. Le chagrin m'a enfin tué. Je meurs brouillé avec l'espèce humaine,

excepté avec les philosophes de votre nature, car, selon moi, la première des philosophies, c'est l'amitié.

Je ne discute pas à l'agonie. Je vous livre mes vérités ou mes sophismes pour ce qu'ils valent. Mes idées ne valent pas la peine d'être discutées; cela n'est bon que quand on a du temps à remplir. Le mien est plein d'angoisses. Je songe à payer et à mourir.

Monceau est, je crois, vendu[1] en ce moment à trois cent mille francs de perte. Je ne le dis pas encore pour ne pas désespérer mes paysans et mes voisins qui sont aussi admirables pour moi que le reste de la nation est odieux.

Cela est bien loin de payer tout. Le reste y passera, ainsi que ma vie.

Si je revis dans quelque étoile politique, je me garderai bien de m'y dévouer à un peuple, sidéral ou terrestre; j'y vivrai pour moi, pour mes amis, et j'y mourrai en paix.

Valentine est toujours gravement malade. Moi, je suis mort. Ma femme va bien. Nous espérons être à Paris au 1er décembre. Paris, le soir, c'est vous et madame Valette. Quand vous y serez, nous l'aimerons. Ah! que le reste du monde me pèse!

Je ne dois pas calomnier cependant le bon peuple de cultivateurs, vignerons, habitants de tous les villages de ce pays-ci. Quoique tous soient mes créanciers, et gênés à cause de moi, à l'unanimité, sur six cents personnes, ils sont désintéressés et sublime d'amitié. Cela console.

XIX

A Monsieur Pio Malajani, au Quirinal (Rome).

Paris, 29 janvier 1860.

Monsieur,

Mademoiselle Noël a eu la bonté de m'apporter votre lettre. J'ai tardé à vous en remercier, parce que la France, implacable envers ceux qui l'aiment et la servent, laisse vendre, dans huit jours, à l'encan, Milly et Monceau, que vous aimez par réminiscence de vos lectures. Et on appelle cela une

1. Ce qui n'était pas exact.

Patrie! Non, c'est une marâtre; c'est la Rome des Scipions. J'espère aussi qu'elle n'aura pas mes os.

La Rome de ce moment occupe le monde. Ne me confondez pas avec eux qui veulent exproprier par Congrès des souverainetés avec lesquelles nous ne sommes pas même en guerre. Je suis de la religion du droit public en Europe. Je ne veux pas que l'indépendance des consciences et des peuples soit l'œuvre du glaive des étrangers.

Recevez, monsieur, l'assurance de ma reconnaissance pour vos sentiments, et si les révolutions vous exilent jamais de votre patrie, venez frapper à ma porte, en France ou ailleurs, car je me prépare à l'exil aussi. *Arcades ambo!*

XX

A Monsieur Foillard, notaire à Mâcon.

Paris, 19 février 1860.

Monsieur et ami,

Vous me parlez toujours de vendre Milly, comme si j'avais les mains pleines d'acquéreurs! Je n'en ai pas un seul. Envoyez-m'en donc si vous en avez à six cent mille francs. Je ne sais absolument rien d'aucun autre côté, et je ne crois guère vendre. J'en suis plus désespéré que qui que ce soit, mais je n'y peux rien. Je continue à travailler péniblement et je payerai en détail et en morceaux les dettes *chirographiées* jusqu'à ce que j'aie un million de Monceau ou sept cent mille de Milly. Je n'ai pas un sou avant la fin de mars. Je continue à faire environ deux mille francs par jour, mais c'est en billets ou bulletins qui veulent deux mois pour être convertis en argent.

A vous.

XXI

A Monsieur de Souhesmes.

Mâcon, 6 décembre 1860.

Monsieur,

Excusez un homme qui vient de passer six semaines au chevet des plus chers malades et au cercueil de morts regrettés. Excusez de plus un homme qui vient de signer aujourd'hui

la vente forcée de la demeure paternelle, son berceau, dont il espérait faire sa tombe[1]. La France est rebelle au travail, même le plus obstiné. Voilà mon excuse.

Cela dit, je vous autorise formellement à illustrer toutes celles de mes œuvres, sans exception, qui pourront fournir un texte à votre génie musical.

Agréez, non seulement mon autorisation, mais ma vive reconnaissance.

XXII

A Monsieur Havin, directeur du Siècle.

Paris, 4 juin 1861.

Mon cher collègue et ami,

Soyez-moi en aide, comme vous l'avez été tant de fois. Voici le fait : un homme que tout le monde se dispute, parce que sa main sème des miracles à pleines notes, M. Liszt, a bien voulu, en mémoire d'une ancienne liaison[2], m'offrir de faire apporter son piano chez moi demain. J'ai averti de cette bonne fortune quelques admirateurs de son génie, par vingt-cinq billets confidentiels. *Odi profanum!* — Je ne sais par quelle méprise, on a transformé cette invitation très intime et très restreinte en une convocation publique dans une annonce! Sauvez-moi vite en le démentant. Ma maison danserait dans celle de Socrate! et comme les amis de la musique sont plus nombreux que ceux de la sagesse, et que nous ne sommes plus au temps des fables, les mélodies de l'ancien Amphion, qui bâtissaient des villes, pourraient bien ne pas suffire aujourd'hui à élargir les murs de dix pieds carrés de mon étroit salon. Merci d'avance.

XXIII

A Monsieur Valette.

Monceau, 4 janvier 1861.

Monsieur et ami,

Je sors de dix-sept jours et de dix-sept nuits de règlements de comptes avec quatre cents créanciers, meilleurs que des

1. Milly fut vendu, pour cinq cent mille francs, à M. Mazoyer, propriétaire à Cluny.

2. Liszt était venu, en effet, plus d'une fois à Saint-Point, en 1837, en 1844... Il avait même songé à épouser une nièce de Lamartine.

hommes, et d'autant plus supérieurs pour mon cœur. C'est le secret de mon silence. Je succombe à l'excès de travail.

Mes malades vont mieux, mais pas encore assez bien pour me suivre à Paris. Je les attends vers le 20 ou 25. Vous aurez, madame Valette et vous, deux vrais et immuables cœurs de plus tout à vous dans le gouffre de Paris.

Je vous remercie de vos sincères observations sur mes *Entretiens*. Excusez les fautes de l'auteur, comme disent les Espagnols après la pièce. Mais si l'auteur était sous la roue, comme j'y suis, il serait tout excusé. Le désespoir n'a pas de goût, il a des cris. J'ai vendu la plume la plus chère et la plus tiède de mon nid de famille. Si cela payait tout, je ne dirais rien. Le ciel veut qu'on s'arrache toutes les plumes de la terre avant de prendre les plumes éternelles qui vont nous porter dans l'éther de Platon.

Adieu.

XXIV

A Monsieur le Directeur Politique du Constitutionnel.

Paris, 3 avril 1862.

Monsieur le Vicomte,

M. Mirès, pour qui j'ai longtemps travaillé depuis 1848, a eu l'extrême obligeance de me prêter soixante mille francs sur le dépôt de deux ouvrages manuscrits, l'un intitulé : *Manuscrit de ma mère*. L'autre : *Vie de lord Byron*.

Peu de temps avant ses malheurs, M. Mirès me dit verbalement que si j'éprouvais quelque embarras à le rembourser en argent, il prendrait sans difficulté en payement les mandats à terme des acquéreurs de mes œuvres complètes, passés par moi à son ordre.

M. Mirès m'avait fait ce prêt en qualité de gérant du *Constitutionnel*. C'est donc vous désormais que je dois désintéresser.

Des délicatesses de famille s'opposent fortement aujourd'hui à ce que le *Manuscrit de ma mère* soit publié. Quant à la *Vie de lord Byron*, je désire aujourd'hui la racheter[1].

1. Le *Manuscrit de ma mère* ne fut publié qu'après la mort de Lamartine. Quant à la *Vie de Lord Byron*, elle parut en feuilleton dans *le Constitutionnel*, du 26 septembre au 2 décembre 1865.

(Suit une série d'indications sur la manière dont il effectuera le désintéressement.)

... Je souhaite bien vivement que ces propositions puissent être agréées par vous, et que, tenant compte des embarras exceptionnels où des circonstances dont je n'ai point à rougir m'ont jeté, et des efforts que je fais pour désintéresser tout le monde par mes travaux, vous vouliez bien, ainsi que vos honorables collègues, prendre en considération les désirs légitimes d'une famille que la publication rigoureuse de ces manuscrits affligerait vivement.

Recevez, M. le Vicomte, l'expression de mes sentiments très distingués.

XXV

A Monsieur Valette.

Monceau, 9 octobre 1862, au soir.

Cher ami,

Je rentre, avec vingt-deux personnes de la famille, du funèbre convoi[1]. Jamais personne ne fut ainsi pleuré. La ville entière était à genoux, en procession et en larmes. Voilà ce que c'est que l'apothéose de la bonté, seule vertu unanimement comprise parce que le cœur est le muscle des multitudes.

Non seulement vous nous serez bien agréables, mais j'oserai dire nécessaires. A quoi sert l'amitié, si ce n'est à consoler les inconsolables?

Adieu, tendresses et respects.

XXVI

A Monsieur Dargaud.

Monceau, 16 octobre 1862.

Mon cher ami,

Vous avez compris mon silence forcé sous le flot des vraies larmes. Vous le comprendrez mieux si vous savez que nous sommes vingt-huit personnes au château et que Valentine surtout y est très malade. Je ne dis rien de moi, je ne vis plus que par les angoisses.

1. Lamartine venait de perdre l'aînée de ses sœurs, madame de Cessiat.

Cette mort nous a ensevelis tous! elle nous a surpris en pleine joie au moment où je venais de terminer un premier payement difficile de trois cent vingt mille francs et à la veille d'en faire un autre impossible de deux cent mille francs dans quinze jours.

Je suis noyé de lettres, de préoccupations, d'affaires, et de maladies, Valentine m'inquiète, ma femme est mieux, moi à moitié mieux.

Adieu, je vous écrirai plus souvent après la Saint-Martin.

XXVII

A Monsieur Louis de Ronchaud.

Monceau, 20 octobre 1862.

Mon cher Ronchaud,

Notre racine en ce pays est brisée par la foudre. Nous sommes tous réunis à Monceau pour les suprêmes adieux. Vous jugez quel cénacle de larmes. De plus, la moitié de ce monde est malade, Valentine surtout gravement. Jugez ainsi de nos préoccupations.

De plus, cette douleur m'a surpris au milieu d'un remboursement énorme, à peu près fini, qui affermit sous mes pieds un sol prêt à m'engloutir, au moment où, malade moi-même, je n'ai plus à jouir que d'un peu de repos, troublé par ce glas des morts.

Soignez-vous, vous qui avez du temps, et regrettez vos amis, quand ils seront de l'autre côté. Vous n'en trouverez point de meilleurs.

Venez, jusqu'au 20 novembre ici, ensuite à Paris.

XXVIII

A Monsieur Valette.

Monceau, 19 novembre 1862.

Philosophe pratique!

Malgré notre incurable tristesse de Monceau, depuis le fatal événement, nous avons été heureux de vos deux lettres. Dans notre triste situation, on n'a de refuge que dans le cœur de ses amis. Le vôtre et celui de madame Valette nous sont toujours ouverts.

Je pense exactement comme vous, sur le mauvais calcul de

M. Nadaud. Il valait mieux, comme je fais en pareil cas, ne pas réveiller le boulet mort en lui opposant le pied. Je dis *boulet*, je devrais dire *boulette* de mie de pain qu'on lance étourdiment, sans malice, à travers la table, et qui parfois crève un œil.

Je suis vraiment désolé pour moi d'avoir chanté en riant cette méchante parodie[1], et désolé pour lui qu'il ait imploré ma lettre. Heureusement, cette lettre n'a pas encore couru Paris. Je conviens que j'aimerais mieux le couplet, bien que la lettre ait été répandue à bien bonne intention. Car j'aime l'homme, bien que je le trouve comme vous, peu spirituel dans sa conduite. Mais quand on a fait *Pandore*, musique et paroles, on mérite tout pardon! c'est moi seul qui ne me pardonne pas l'involontaire ennui que ma mauvaise plaisanterie lui cause. Mais cela s'oubliera vite; on passe à l'autre couplet!

Adieu, et tendre affection. Tout va un peu mieux chez tous. Je finis assez mal mes mauvaises affaires de 1862, et nous partons le 27 ou le 28 novembre pour vous revoir.

XXIX

A Monsieur Edmond Texier.

Saint-Point, 6 septembre 1863.

Mon cher Texier.

Je vous remercie de m'avoir donné de vos nouvelles, même médiocres; personne, sans exception, ne s'y intéresse autant

1. Nadaud, invité un jour chez Lamartine, s'était excusé au dernier moment; il avait reçu, *après* l'invitation de Lamartine, une invitation de la princesse, Mathilde. Lamartine, blessé du procédé, composa la strophe suivante, parodie des *Deux gendarmes* :

Ce soir, le vaincu de Pharsale
M'offrait un dîner d'un écu.
Le vin est bleu, la nappe est sale,
Je ne vais pas chez le vaincu.
Mais que la cousine d'Auguste
M'invite en sa noble maison,
J'accours, j'arrive à l'heure juste!
— Chansonnier, vous avez raison.

Le Figaro connut ces vers (par quelle indiscrétion, on l'ignore), et les publia. Nadaud en fut bouleversé. La lettre qu'il « implora » de Lamartine parut dans les journaux de Paris. Le *Journal de Saône-et-Loire* la reproduisit dans son numéro du 12 novembre.

que moi. Comptez, en dépit des jaloux et des jalouses, sur mon invariable amitié. Vous saurez un jour la valeur spécifique des cœurs; il y a des choses qu'on n'apprend jamais par les autres.

Quant à moi je ne puis me remettre du coup mortel que j'ai reçu par la mort de ma femme[1]. Mon rhumatisme s'est répandu dans tous mes organes; je ne puis écrire de ma main à mes meilleurs amis. Hélas! la mort les décime et si je vous perdais il m'en resterait bien peu.

Mes affaires vont je ne sais comment. J'ai la loterie, mais m'aidera-t-elle? Je l'ignore. Je vais payer deux cent quarante mille francs dans la semaine ici, et ce ne sera pas tout!

J'ai fini de livrer mes quarante volumes d'œuvres complètes. Je travaille à des numéros d'*Entretiens*, afin d'être en avance de deux ans dans trois mois.

Si vous venez, j'aurai un plaisir de quelques heures. Je suis seul à Saint-Point avec Valentine et ma sœur qui vous aiment aussi.

Excusez ma main encore malade qui griffonne au lieu d'écrire, et qui ne tente d'écrire qu'à vous.

XXX

A Monsieur Dargaud.

Saint-Point, 10 octobre 1863.

Mon cher Dargaud,

J'ai reçu votre lettre. Ma main si malade m'a empêché jusqu'ici de vous répondre. Comme rien ne s'adoucit ni ne s'améliore dans ma situation physique et morale, je prends le parti d'implorer Valentine pour vous répondre.

Je suis dans un bouleversement complet d'embarras financiers de tout genre, après de déplorables vendanges et au milieu d'exigences inattendues et de remboursements insuffisants. Ma santé va de mal en pis. Je me fais pitié à moi-même.

Nous ne pouvons être à Monceau que le 27 ou le 28 de ce mois. Venez alors me consoler quelques jours. Nous resterons probablement tout le mois de décembre à Monceau. Mes

1. Madame de Lamartine était morte le 21 mai 1863.

grands paiements commencent le 3 novembre au matin.

Attendez-vous à nous faire beaucoup de plaisir et à subir beaucoup de tristesses. Car ma vie n'est qu'une longue agonie.

XXXI

A Monsieur Dargaud, 4, rue de Lascases, Paris.

Saint-Point, 18 août 1865.

Mon cher ami,

On m'écrit que vous avez été très malade, mais que vous allez infiniment mieux. Je désire savoir ce qu'il en est et si nous pouvons nous réjouir dans nos solitudes; elles sont toujours prodigieusement tristes.

L'Angleterre me retranche l'indispensable paiement des quatre cent mille francs de ma femme. Je ne sais si cela viendra jamais.

La France est toujours aussi barbare pour moi. La Providence semble un peu plus favorable en ayant l'air de m'accorder de belles vendanges m'annonçant quelque chose comme cent mille francs de produit.

Quant à ma santé, c'est toujours de même, augmenté surtout par mes soucis. J'irai à Paris vous rejoindre au milieu ou à la fin de novembre.

Donnez moi quelques nouvelles de vous et de madame Dargaud et recevez tous les deux mes sincères amitiés.

P.-S. — Texier est ici avec ses charmantes filles. Valentine se rappelle affectueusement à vos deux souvenirs.

XXXII

A Monsieur L. de Vaugelas, à Die (Drôme).

Saint-Point, 4 septembre 1865.

Monsieur,

Je suis bien touché, au delà de ce que vous pouvez croire, de la perte que vous m'annoncez. Je savais monsieur votre père[1] malade, mais je ne le croyais pas si promptement menacé.

1. Lamartine avait connu Fortuné de Vaugelas en 1814, aux Gardes du corps de Louis XVIII. Ils n'avaient pas cessé de correspondre.

C'est une des vraies et des grandes douleurs dont je pouvais être atteint ici-bas.

Je n'ai qu'une consolation, c'est d'être certain qu'il laisse en vous un nom et une âme qui lui ressemblent.

Quant à moi, monsieur, je n'ai pas de doute, heureusement que nous ne nous quittons que pour nous rejoindre et que je retrouverai ailleurs tant de vertus et tant d'amabilité qui m'ont rendu sa présence si chère sur la terre.

Faites-moi pour quelques jours, monsieur, l'héritier des sentiments qu'il me portait et que je lui ai toujours rendus fidèlement et recevez l'assurance de ma vive part, à votre douleur et de mes sentiments les plus distingués.

LAMARTINE

LA MORTALITÉ INFANTILE EN FRANCE

Il serait fort curieux d'étudier sur quels signes nous appuyons notre jugement, quand nous estimons le degré de civilisation d'une nation : la délicatesse des mœurs populaires, la qualité de l'élite, la probité des fonctionnaires, les desseins des chefs, les efforts pour réduire la misère, la diffusion de l'instruction, le nombre des grands savants? Tous ces éléments et bien d'autres encore entrent en jeu. A n'en pas douter, une bonne mesure est fournie par les succès remportés dans la lutte contre les morts évitables des sujets jeunes. Parmi ceux-ci, les plus menacés sont ceux qui viennent de naître ou bien ont vécu à peine quelques mois. Ce sont les dangers qu'ils courent et la façon, dont on les protège, que l'on étudie, quand on s'applique au problème de la mortalité infantile. La mortalité infantile désigne, en effet, la mortalité des enfants depuis la naissance jusqu'à la fin de la première année. N'est-il pas intéressant d'examiner quel est, dans ce domaine, la situation de la France, où en est notre pays, lorsqu'on le compare aux peuples voisins, quels sont les résultats obtenus, où doivent tendre les efforts de demain[1]?

1. On trouvera, sur ces problèmes, des indications détaillées dans un volume auquel nous faisons de nombreux emprunts. *La mortalité infantile et la mortinatalité.* Avec M. Pierre Joannon et mademoiselle M. Th. Crémieu-Alcan nous exposons, dans cet ouvrage, les résultats de l'enquête poursuivie en France et dans cinq pays d'Europe, sous les auspices du Comité d'Hygiène de la Société des Nations. Masson et Cie éditeurs. Paris 1933.

Le problème de la mortalité infantile est très important pour la France. Chaque année, meurent dans notre pays de 60 000 à 70 000 enfants avant l'âge d'un an. A ce chiffre il faut joindre celui des mort-nés. Ceux-ci d'après les statistiques, qui ne peuvent fournir qu'un renseignement approximatif, sont d'environ 30 000 par an. Dès l'abord, nous voulons affirmer qu'un grand nombre de ces 100 000 décès est évitable, car d'autres nations, placées dans des conditions économiques et sociales proches des nôtres, sont parvenues à abaisser plus que nous la mortalité du premier âge de la vie.

Avant d'entrer dans le vif de la question, il est indispensable d'envisager quels sont les rapports de la mortalité infantile avec les phénomènes démographiques les plus importants : la natalité d'abord et puis la mortalité aux différents âges de la vie. Quelle est ici la position de la France vis-à-vis de ses voisins?

Il y a vingt ou trente ans, les Français, émus de voir chez eux les naissances diminuer d'une manière constante au point de se trouver, certaines années, moins nombreuses que les morts, observaient avec tristesse et inquiétude la natalité élevée des peuples rivaux. Et l'on se demandait si cette situation, immédiatement dangereuse pour notre pays, ne traduisait pas comme une sorte de décadence ou de dégénérescence nationale. Les Allemands comparaient alors, avec vanité, leurs familles nombreuses à l'enfant unique des couples français. Les affirmations orgueilleuses des Allemands n'ont plus de raison d'être aujourd'hui. Ce sont les Scandinaves, les plus purs parmi les Germains, qui ont les taux de natalité les plus faibles de tous les peuples civilisés. Les prédictions pessimistes, dont étaient remplis journaux et revues au début du siècle, doivent donc être rectifiées. Du reste le problème lui-même a, tout entier, changé de face et subi cette révision des données fondamentales et des valeurs qui s'est, depuis la guerre, appliquée à tant de sujets.

Ainsi certains États, comme surchargés de population, essaient non pas d'augmenter mais de faire baisser leur taux de natalité, et la propagande est publique dans les pays où la religion le permet. En Hollande, par exemple, la Ligue néo-malthusienne est reconnue par Décret royal comme Institu-

tion d'utilité publique; en Grande-Bretagne, la limitation volontaire des enfants rencontre beaucoup d'actifs partisans d'une grande valeur intellectuelle et morale, si bien que l'on peut apercevoir à Londres, en pleine rue, des boutiques louées à des Sociétés prêchant et organisant le *Birth Control.*

Par ailleurs, tous les pays civilisés subissent, à leur tour, une évolution comparable à la nôtre, et voient s'affaiblir le chiffre annuel des naissances. Envisageant cette diminution du nombre des naissances comme un phénomène profondément lié au développement de la civilisation, certains sociologues se sont demandé s'il n'existait pas, pour chaque région ou chaque pays, comme un optimum de population, qui correspondrait aux conditions économiques et sociales d'une époque déterminée, et varierait suivant ces conditions mêmes. A vrai dire, il est assez difficile de définir cet optimum de population. Les intérêts des individus, des familles, des classes sociales et des nations sont loin de coïncider, et puis comment savoir, vingt ans d'avance, combien d'adultes seront nécessaires à un pays pour sa défense et son activité économique? La tâche d'un pays civilisé consiste donc, tout d'abord, à augmenter, pour tous ceux qui naissent, les chances de vie et à leur garantir une existence aussi noble et aussi douce que possible. Les vieillards, arrivés au terme normal de l'existence étant mis à part, ce sont les jeunes que menacent le plus la maladie et la mort. Pour protéger ceux-ci l'effort doit être poursuivi avec la plus grande vigueur.

C'est à partir des guerres du Premier Empire que le taux de natalité a commencé à décliner en France. D'abord irrégulier, son abaissement est ensuite devenu continu. Pour n'envisager que les cinquante dernières années, il suffit de rappeler qu'en 1881, ce taux s'élève à 24,9 p. 1 000 habitants, mais que, diminuant graduellement, il n'atteint plus en 1913, que 19 p. 1 000. Pendant la Guerre, il baisse fortement, décroissant de moitié au cours de l'année 1916; il s'élève brusquement en 1920 et 1921 au point de dépasser 20 p. 1 000, puis il décline de nouveau, mais lentement, et se trouve en 1930 aux environs de 18 p. 1 000.

Au contraire, dans les autres pays d'Europe, après les guerres napoléoniennes, au lieu de fléchir, comme en France,

les taux de natalité s'élèvent. Mais, après quelques oscillations, vers le milieu du XIXe siècle, les voici qui commencent à décliner et dès lors ce déclin est continu. Le début du déclin est plus ou moins précoce suivant les pays : pour les pays scandinaves et la Finlande, il commence entre 1850 et 1860; en Grande-Bretagne, dans l'Europe Centrale (Allemagne, Autriche, Suisse), en Russie, c'est entre 1870 et 1880; en Hongrie, en Serbie et en Italie, on n'observe le début du déclin que plus tard, de 1880 à 1890. Pendant la Guerre mondiale, le taux de natalité diminue de moitié environ dans la plupart des pays belligérants. Après la Guerre, la recrudescence que nous avons signalée en France est notée dans toutes les autres nations, y compris les pays neutres, mais elle est éphémère. A partir de 1921, le déclin reprend presque partout.

Chez certains peuples voisins de la France, la diminution de la natalité est très rapide au cours des dernières années, alors qu'en France, cet abaissement, déjà ancien, est devenu lent.

Prenons, par exemple, les taux de natalité de neuf nations d'Europe, la Belgique, la Suisse, la Suède, l'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne, la Hollande, l'Italie, la Hongrie. En 1913, la France est dépassée par tous ces pays. En 1929, quatre d'entre eux (la Suisse, la Suède, l'Angleterre et l'Autriche) ont un taux de natalité, qui est devenu inférieur à celui de la France; l'écart, pour ce qui concerne la Belgique et l'Allemagne, est devenu presque nul, et il est bien faible vis-à-vis de la Hongrie, de l'Italie de la Hollande.

Mais, à vrai dire, pour apprécier avec plus de justesse ces courbes de natalité, il faut les examiner d'un autre point de vue : envisager non pas le nombre des naissances par rapport au chiffre total de la population, le *taux de natalité* en un mot, dont nous venons de parler; mais considérer au contraire le nombre des femmes en âge d'être mères, auquel on rapporte le nombre des naissances. Le chiffre ainsi obtenu représente le *taux de fécondité*. A cet égard, la France est dans une situation moyenne par rapport aux pays voisins, et même dans une situation bonne vis-à-vis de l'Angleterre et de l'Allemagne : ainsi le taux de fécondité, en 1929, est représenté

par les chiffres de 68 en France, de 65 en Allemagne, et de 60 en Angleterre et dans le pays de Galles.

***

Malgré la baisse progressive et générale de la natalité, malgré les atroces ravages des guerres, la population totale de l'Europe ne cesse d'augmenter. Ce phénomène est dû à la baisse du taux de la mortalité, qu'expliquent les progrès des sciences médicales et, beaucoup plus encore, l'amélioration générale des conditions de la vie.

C'est avec une remarquable rapidité que l'on a vu baisser, au cours de ces dernières années, la mortalité dans certains pays. Au contraire, dans d'autres, parmi lesquels il faut malheureusement placer la France, le mouvement a été moins prompt. Si nous comparons la mortalité générale de la France à celle des neuf pays européens envisagés plus haut, il apparaît qu'en 1913 les taux de mortalité générale de trois d'entre eux sont supérieurs à celui de la France, alors, qu'en 1929, le taux de la France est de tous, le plus élevé.

Empressons-nous d'ajouter qu'il faut toutefois ici, comme pour la natalité, corriger les taux bruts à cause des différences considérables qui existent entre les différents pays dans la répartition des habitants suivant leur âge. On voit alors, comme l'a indiqué M. Michel Huber, que les taux bruts de mortalité sont dans une certaine mesure trompeurs. Parce que sa natalité est décroissante depuis si longtemps et parce qu'elle a subi des pertes si lourdes pendant la Guerre, la France renferme un nombre de vieillards relativement plus élevé que les pays voisins et le taux brut de sa mortalité totale se trouve augmenté de ce fait. Or on peut corriger, approximativement tout au moins, les taux bruts de mortalité, en appliquant à une même population-type les taux par âge, déterminés dans chaque pays. La Statistique générale de la France a établi de cette manière des taux rectifiés, qui montrent, comme le souligne justement M. Ad. Landry, que « la comparaison des taux bruts de mortalité présente la situation de la France, par rapport à celle des autres pays, sous un jour trop défavorable ». Malgré la correction que les taux rectifiés apportent

en faveur de la France, il reste néanmoins que la mortalité générale de notre pays n'a pas suffisamment diminué au cours des dernières années. Les progrès réalisés sont moindres que ceux d'autres grands pays, comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

L'étude de la mortalité aux différents âges est aussi bien instructive. Elle montre que la mortalité de la France est trop élevée de la naissance à un an, — c'est ce point même, qui est l'objet essentiel de notre étude — et aussi parmi les jeunes adultes. Sur ce dernier fait, nous ne pouvons insister ici; qu'on nous permette de dire, en passant, combien seraient intéressantes une étude approfondie et une enquête rigoureuse sur cette mortalité des jeunes adultes en France. Nous croyons, avec M. Joannon, qu'une de ses principales causes est la tuberculose. Ici, interviennent et l'insuffisance des moyens de protection vis-à-vis de la dissémination des bacilles de Koch et sans doute aussi — rançon des qualités foncières du peuple — le surmenage d'une population laborieuse, les privations qu'entraîne son désir d'épargne et enfin — une des tares de beaucoup de nos villes et de nos campagnes — l'habitation en logis malsain.

Pour résumer ces données, on peut dire que la France est, comparée aux nations voisines, dans une situation moyenne pour ce qui concerne la fréquence des naissances, tandis que la fréquence des décès, surtout à certaines périodes de la vie, parmi lesquelles la première année, est chez nous plus élevée qu'elle ne devrait être.

***

On excusera ce long parcours pour arriver maintenant à l'étude de la mortalité infantile, puisqu'il nous a permis de voir que ce problème était bien placé au centre de ceux qui doivent nous préoccuper.

Il y a quarante ans la mortalité infantile était très élevée dans presque tous les pays d'Europe, puisqu'elle atteignait alors, chez les nations les plus cultivées, un taux aussi fort que celui que l'on observe aujourd'hui dans les pays à peine civilisés. En 1881-85 il meurt en France au cours de leur pre-

mière année, 16,7 enfants sur 100 enfants nés vivants. Pendant cette même période, seuls l'Angleterre, la Belgique et les Pays scandinaves ont un taux de mortalité infantile inférieur au nôtre.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, la mortalité, au cours de la première année, reste aussi élevée. A ce moment, il semble que l'on ne puisse pas modifier les chiffres de mortalité au cours du premier âge. En dépit de l'amélioration des conditions générales de la vie et malgré la baisse de la mortalité générale, le nombre des morts dans la première année de l'existence ne diminue pas : tout se passe comme si le taux de la mortalité pouvait fléchir au cours de la deuxième enfance, de l'adolescence, de l'âge adulte, pour rester fixe parmi les nourrissons.

C'est à partir du début du XXe siècle, qu'en Europe la mortalité du premier âge décline et tout de suite, la baisse est rapide. En France, durant les années 1881-1885, pour 100 enfants nés vivants, il en meurt 16,7 au cours de leur première année. En 1913 il n'en meurt plus que 11,2. La Guerre arrête ce mouvement, qui reprend après elle, et, en 1922, le taux de mortalité infantile descend à 8,5 pour 100 enfants nés vivants.

Bien que simultanée, cette baisse n'est pas également importante dans tous les pays. Ainsi, en Grande-Bretagne, la Guerre n'arrête même pas le mouvement rapidement descendant de la courbe de mortalité du premier âge et après la Guerre, le déclin de la mortalité infantile s'y accentue encore. En France, la baisse est moins prononcée que chez la plupart des nations voisines.

Actuellement, la mortalité infantile de la France est supérieure à celle des pays du nord de l'Europe, elle reste encore inférieure à celle des nations de l'Europe centrale et méridionale, à l'exception de la Suisse. Néanmoins, il faut l'avouer, la France, et on pourrait en dire autant de la Belgique, n'a pas fait assez de progrès en ce domaine. La Suisse et la Hollande qui, vingt ans avant la fin du XIXe siècle avaient une mortalité infantile plus forte que celle de la France, ont, moins de vingt ans après le début du XXe siècle, une mortalité infantile nettement plus faible. L'Allemagne

et l'Autriche, dont la mortalité infantile était, en 1901, beaucoup plus élevée qu'en France, arrivent à l'abaisser au point qu'en 1929, la différence entre leurs taux et celui de la France est presque nulle pour ce qui concerne l'Allemagne et faible quant à l'Autriche.

L'abaissement de la mortalité infantile est, de 1913 à 1929, deux fois moins marqué en France qu'en Angleterre, Suisse, Hollande, Allemagne et Autriche.

Dans tous les pays civilisés, on s'applique avec énergie à diminuer le nombre des morts au cours de la première enfance. Les résultats qu'ont obtenu les Pays Scandinaves, la Hollande, la Suisse, la Grande-Bretagne et l'Allemagne indiquent quels espoirs sont légitimes. On peut les résumer en un chiffre : nous pourrions, en France, au lieu du taux actuel, compris entre 8 et 9 p. 100 n'avoir plus qu'un taux d'environ 4 p. 100. A ce résultat correspondrait une économie annuelle de plus de 30 000 jeunes existences.

Aux morts de la première année de la vie, il faut ajouter les enfants qui succombent en venant au monde. Il n'est, du reste, pas très facile de définir exactement ces derniers mots. En France, la loi considère comme mort-né l'enfant décédé avant que sa naissance soit déclarée à l'état civil et cette déclaration peut n'être faite que trois jours après la naissance. Les habitudes et les législations des différents pays ne sont pas semblables aux nôtres, aussi les comparaisons sont-elles difficiles. Leur étude comporterait trop d'indications techniques. Il nous suffit de montrer, en passant, les incertitudes des statistiques, dont nous allons parler maintenant.

Au cours de sept années récentes, de 1924 à 1930, la mortinatalité a été à peu près invariable en France. Son taux annuel moyen s'est élevé à 3,8 p. 100 naissances vivantes.

Or, de même que la mortalité infantile pourrait être abaissée aux environs de 4 p. 100, la mortinatalité pourrait être graduellement ramenée au taux de 2 p. 100. Si, au cours de ces dernières années, cette diminution de la mortinatalité, ainsi que celle de la mortalité infantile, avaient été obtenues, on aurait épargné chaque année environ 50 000 jeunes existences. On aurait vu doubler ainsi l'excédent annuel des naissances sur

les décès. Sans doute cette approximation de doit pas être acceptée sans réserve, car nous savons qu'un certain nombre d'enfants ne sont nés que parce que leurs parents ont délibérément voulu remplacer le nouveau-né ou le nourrisson qu'ils avaient perdu. Il n'en reste pas moins répétons-le, qu'avec une lutte plus énergique contre la mortalité infantile, un grand nombre des enfants qui sont morts auraient pu être sauvés et s'ajouteraient à ceux qui vivent à présent.

Pour compléter cette vue d'ensemble, il faut rappeler que, grâce à leur population plus nombreuse et grâce au retard dans la baisse de leur natalité, la Grande-Bretagne et l'Allemagne (à ne prendre que ces deux exemples importants) ont chaque année un fort excédent des naissances sur les décès : en moyenne, près de 200 000 en Angleterre, et près de 400 000 en Allemagne, alors que l'excédent en France n'atteint pas 50 000. Même doublé, l'excédent annuel des naissances serait donc chez nous, de bien loin inférieur à ce qu'il est dans le Royaume-Uni et le Reich. Mais il faut noter aussi, que dans ces deux pays, l'excédent diminue d'une façon constante et très rapidement. D'autre part, nous n'étudions ici qu'un des moyens d'augmenter l'excédent des naissances et nous faisons abstraction de la possibilité d'élever la natalité, éventualité que nous croyons peu probable. Si d'autres moyens permettent d'obtenir l'abaissement de la mortalité à différentes périodes de la vie, parmi les jeunes adultes, en particulier il nous apparaît que la diminution marquée de la mortalité infantile et de la mortinatalité est, tout compte fait, plus facile ou plutôt moins difficile à obtenir. Le devoir est donc impérieux, qui consiste à éviter le gaspillage de tant de jeunes vies humaines.

***

Nous avons affirmé qu'un certain nombre, parmi les décès de nouveau-nés et de nourrissons, sont évitables et nous avons même formellement indiqué combien de ces morts on pourrait empêcher. Sur quels arguments est fondée cette opinion? Pour quelles raisons peut-on donner une telle assurance?

Les études sur la mortalité infantile ont été nombreuses

dans tous les pays et particulièrement en France; on en trouve la substance dans les articles, les rapports, les discours, les livres, les comptes rendus de Congrès, où, sous ses différents aspects, ce sujet a été examiné. Une des tentatives les plus récentes, importante et originale à la fois, fut celle qui a été faite en France ainsi que dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique sous les auspices du Comité d'Hygiène de la Société des Nations[1]. Pendant toute une année, des cliniciens, aidés par des assistantes sociales et des fonctionnaires sanitaires, ont cherché, dans plusieurs districts soigneusement choisis comme terrains d'étude, à établir la cause de la mort de tous les nourrissons qui succombaient. Ils ont surtout, avec une grande rigueur de technique et une méthode aussi uniforme que possible, essayé de distinguer les causes médicales, économiques, sociales et psychologiques, qu'il fallait incriminer dans chacun des cas soumis à leur examen. On se rend compte en effet, lorsqu'on s'attache au problème de la mortalité infantile, qu'il n'est pas de domaine de l'hygiène, où tant de facteurs si divers entrent en jeu.

Donner un diagnostic médical pour définir la cause de la mort d'un petit enfant, c'est à peine éclairer la question. L'enfant est mort en réalité, victime de la misère de ses parents, du taudis où il végète, de l'abandon de l'allaitement maternel, ou bien à cause de l'ignorance, des préjugés, des sottes pratiques de son entourage, ou parce que sa mère n'a pas trouvé, avant sa naissance, les soins désirables et ensuite les conseils

1. Les experts désignés furent : Dame Janet Campbell, Senior Medical Officer au Ministère britannique de l'Hygiène (Grande-Bretagne), Présidente, MM. A. Collett, médecin spécialiste pour les maladies des enfants, Oslo (Norvège), Robert Debré, Professeur à la Faculté de médecine de Paris (France), C. Gini, Président de l'Institut central de Statistique du Royaume d'Italie, Rome (Italie), E. Gorter, Directeur de la Clinique infantile de l'Université de Leyde (Hollande), C. Pirquet, Directeur de la Clinique infantile de l'Université de Vienne (Autriche), Rott, Directeur de l'Institution d'État pour la prévention de la mortalité infantile à Berlin (Allemagne).

Après la perte, vivement ressentie, du professeur Pirquet, l'enquête en Autriche fut dirigée par le professeur E. Nobel, son premier assistant. Le docteur T. Clarke, des Services d'Hygiène des États-Unis d'Amérique, a pris part aux travaux de la Conférence, quoique son pays n'ait pas participé à l'enquête.

L'enquête sud-américaine fut dirigée par les professeurs Araoz Alfaro (République Argentine), Calvo Mackenna (Chili), Barros Barreto (Brésil), Morquio (Uruguay).

utiles pour le nourrir et l'élever. Un exemple peut montrer la complexité des faits que l'on doit, dans chaque circonstance, analyser : un nourrisson meurt de troubles digestifs chez une nourrice, à qui sa mère, ouvrière dans une ville voisine, l'a confié. La mort de l'enfant a une cause pathologique : des troubles digestifs, dont il importe de préciser la nature, et puis une cause hygiénique : les mauvais soins de la nourrice, et enfin une cause sociale : la situation de la mère qui, forcée de travailler, ne peut se consacrer à son enfant. Pour qu'une enquête soit valable, elle doit mettre ici en évidence ces diverses causes et accorder à chacune sa véritable importance.

Il arrive que l'enfant meure en naissant, parce que ses parents, même assez fortunés, ont, suivant l'habitude de leur village, appelé, pour assister à l'accouchement, non pas un médecin mais une matrone incompétente et malpropre; dans d'autres circonstances, un nourrisson succombe parce que sa mère, fermière aisée, a volontairement, pour assurer les soins du bétail et de la culture, supprimé l'allaitement au sein.

Comme on le voit par ces simples exemples, le problème, que pose la mortalité infantile, force à pénétrer dans l'étude des mœurs de chaque pays, ou plutôt de chaque région, conduit à envisager la psychologie de chaque province, les conditions économiques et sociales de chaque époque. C'est dire, que, s'il existe des règles générales, des principes et des institutions valables en tout lieu et en tout temps, les modes d'application et le rendement aussi de toutes les méthodes doivent varier singulièrement. C'est dire aussi qu'il est assez difficile d'affirmer que telle mort de petit enfant était évitable.

Cette discrimination délicate, on peut cependant l'établir de la façon suivante : nous considérons comme évitables les décès qu'on aurait pu empêcher par une meilleure application des soins et une meilleure organisation sanitaire, sans qu'un changement profond ait fait disparaître ou atténué les graves défauts de l'organisation économique et de l'état social. Nous écartons par cette définition non seulement les hypothèses chimériques mais aussi les espoirs légitimes de progrès difficiles et lents à réaliser, pour n'envisager que les moyens

placés à notre portée et qu'un effort réfléchi peut immédiatement mettre en œuvre. C'est en appliquant ces données que nous avons établi les chiffres qu'on a lus plus haut et avancé que l'on pouvait en France, parmi les nouveau-nés et les nourrisssons, éviter 50 000 morts par année.

***

Quels périls menacent donc le tout petit homme, si fragile au moment de la naissance et pendant les premiers temps de sa vie? On peut, adoptant les termes proposés par notre collègue, le Professeur Mouriquand, les diviser en trois grandes catégories : le péril congénital, le péril alimentaire et le péril infectieux.

Par péril congénital, on entend les menaces qui planent sur l'enfant avant sa naissance, au moment de l'accouchement et dans les premiers jours — les huit ou dix premiers jours — de sa vie. Sans doute, ces menaces reconnaissent des causes variées, puisqu'on y rencontre à la fois certaines maladies infectieuses de la mère, des malformations congénitales de causes indéterminées, le traumatisme même de la naissance. Mais peu importent ces différences médicales. Pour l'hygiéniste, ces causes sont rassemblées, car elles ont un lien commun : elles touchent l'enfant avant sa naissance, pendant le temps même qu'il naît ou tout de suite après.

Le deuxième péril est le péril alimentaire. Celui-ci, chacun le sait, est très grave pour le petit enfant. Tant qu'il est alimenté au sein, le petit enfant ne court, à cet égard, pratiquement aucun risque. Dès qu'il n'est plus nourri au lait de femme, la situation change; l'alimentation artificielle demande une surveillance particulière et des conditions hygiéniques parfaites pour ne pas être dangereuse.

Le troisième péril, dont l'importance est grande, est le péril infectieux, qui comporte à la fois la tuberculose avec sa contagion, la syphilis avec son hérédité, et, enfin, les infections aiguës les plus communes, qui sont pernicieuses pour les enfants du premier âge : la coqueluche, la rougeole et la grippe. Ces maladies, les grands enfants les supportent fort bien en général mais, par leurs complications pulmonaires elles

deviennent vite extrêmement graves au cours de la première année de la vie.

Chacun de ces périls est plus ou moins redoutable suivant la région que l'on envisage, mais, d'une façon générale, on peut dire que de grands progrès ont été réalisés dans la lutte contre le péril alimentaire et aussi le péril congénital; le péril infectieux reste le plus difficile à combattre.

Si le jeune enfant a été frappé à mort, c'est à la faveur de quelque manquement aux règles de l'hygiène et de la santé. Ainsi, pendant la gestation, la mère s'est surmenée : travail des champs, travail de l'usine, besognes pénibles de la ménagère ont diminué les chances de vie pour l'enfant, dès avant sa naissance. La mère n'a pas été convenablement assistée au moment de la naissance; plus tard, sans justification, l'enfant tout jeune a été privé du sein maternel; les biberons ont été mal préparés; le régime mal équilibré; l'enfant mal tenu; les contagions fâcheuses n'ont pas été évitées. Ainsi pour chaque mort évitable de nourrisson, on peut établir non seulement la maladie responsable du décès, mais encore la faute, qui a provoqué cette maladie ou l'a rendue fatale. Il ne faut pas s'arrêter là, mais pénétrer plus loin encore : en dernière analyse, on doit envisager dans chaque cas une cause « fondamentale » de la mort du petit enfant et il y a grand intérêt à approfondir assez l'enquête pour arriver jusqu'à la connaissance des facteurs économiques, psychologiques ou sanitaires, qu'on trouve toujours à l'origine.

Sans doute il est parfois difficile de séparer ces divers facteurs « fondamentaux » les uns des autres : pour causer la mort d'un nourrisson, un facteur économique, comme la pauvreté, un facteur psychologique, comme l'ignorance, ou un facteur sanitaire, comme un défaut d'hygiène, ont pu se trouver associés. Il n'est pas sans intérêt cependant de déterminer lequel de ces facteurs joue, dans un cas donné, le rôle principal ou doit, dans une région déterminée, être surtout envisagé.

Les causes fondamentales d'ordre économique se réduisent finalement à un seul facteur : la pauvreté, qui tient sous sa dépendance tant de fautes que nous venons de signaler (surmenage de la femme enceinte, abandon de l'allaitement au sein, malpropreté, etc...). Les causes fondamentales d'ordre psycho-

logique sont multiples; on peut schématiquement en reconnaître trois principales : l'ignorance, l'âpreté au gain et la négligence. Les causes fondamentales d'ordre sanitaire sont essentiellement les imperfections de l'organisation hygiénique de tel pays ou de telle région.

La part de la pauvreté dans la genèse de la mortalité évitable est considérable; il n'est certes pas besoin de le démontrer. L'abandon de l'allaitement au sein, les mauvais soins, l'hygiène défectueuse, la propagation des maladies évitables sont trop souvent causés par la pauvreté des parents et la misère du logis. Faut-il rappeler les méfaits évidents du taudis? Faut-il insister sur l'existence si différente que mènent l'enfant de parents pauvres et celui de parents riches ou aisés? Si l'on s'en tenait à cette notion, le seul remède que l'on pourrait envisager à la mortalité infantile serait une modification de la situation économique, sinon de la structure sociale du pays. Mais en réalité l'aisance ne suffit pas, par elle-même, à diminuer la mortalité infantile, et nous devons insister sur ce fait que, malgré une pauvreté indéniable, la mortalité infantile peut être, dans certaines régions, assez basse; inversement si, dans certaines provinces de notre pays, la mortalité infantile demeure élevée malgré une aisance relative, c'est que les facteurs psychologiques y jouent un rôle fort important; contre eux le combat est heureusement plus facile et la lutte moins inégale que contre les facteurs économiques.

On ne saurait assez montrer l'influence pernicieuse qu'exerce l'ignorance sur la mortalité infantile. Elle est très souvent liée à la pauvreté mais elle se rencontre dans tous les milieux, qu'ils soient pauvres, demi-aisés ou même aisés. Elle se manifeste de façons multiples, se traduit souvent par l'obéissance à des préjugés et à des superstitions; à peu près toutes les fautes que nous avons précédemment énumérées, peuvent lui être dues: le défaut de surveillance de la mère avant la naissance de l'enfant, le recours aux matrones, les erreurs de régime.

L'âpreté au gain est assez fréquente dans les milieux demi-aisés et aisés. Pour accomplir leur tâche de fermière ou de commerçante, certaines mères s'exposent au surmenage durant la grossesse, refusent d'allaiter leur enfant et vont jusqu'à le mettre en nourrice.

La négligence, qu'il faut distinguer de l'ignorance et même de la mauvaise volonté, se traduit par une sorte de légèreté, d'insouciance, qui conduit les femmes à ne pas recourir aux conseils médicaux ou à ne pas les suivre convenablement.

Il est facile de prévoir que les facteurs économiques ont un rôle dominant dans les villes, et les facteurs psychologiques dans les campagnes. Jamais la pauvreté n'entraîne dans les régions rurales des lourdes misères, qui pèsent sur l'existence des petits enfants dans les villes. Par contre, dans les campagnes, l'ignorance et, à un moindre degré, l'âpreté au gain, ont un rôle dominant.

Si, dans une contrée déterminée il existe une bonne organisation sanitaire, celle-ci peut atténuer, voire dans une certaine mesure, supprimer les mauvais effets des autres facteurs, économiques ou psychologiques. Ainsi, lorsque la pauvreté a cet effet monstrueux d'obliger une mère à se séparer de son enfant, une surveillance convenable des nourrices et des crèches peut réduire les risques auxquels le nourrisson est exposé. De même un logement rendu moins insalubre par l'effort des services d'hygiène restreint les conséquences qui découlent, pour la mortalité infantile, d'une situation économique médiocre. Par contre, si l'organisation sanitaire est nulle ou insuffisante, les défaillances dans l'ordre économique et psychologique exerceront librement leurs ravages.

***

Vis-à-vis de chacun des périls que nous avons envisagés, une défense est prévue : contre le péril congénital c'est la surveillance de la femme enceinte, le repos durant la grossesse, des conditions convenables d'assistance au moment de la naissance de l'enfant et des soins intelligents au mouveau-né. Pour lutter contre le péril alimentaire, se place au premier rang l'effort pour empêcher que l'enfant soit séparé de sa mère, puis le contrôle éclairé de l'allaitement artificiel. Pour ce qui concerne le péril infectieux, on a observé que les conditions de logement jouaient le rôle essentiel; il faut y ajouter les précautions que comporte la vie individuelle et surtout collective des nourrissons.

Mais par quelles mesures sont établies ces défenses? Exactement comme pour les causes fondamentales de la mortalité infantile, on peut les diviser en mesures d'ordre économique, mesures d'ordre sanitaire et mesures d'ordre psychologique. Les étudier toutes complètement serait au-dessus de nos forces et épuiserait la patience du lecteur, les énumérer sommairement serait fastidieux et choisir certains éléments n'est pas une tâche aisée. On essaiera cependant d'indiquer ici les traits essentiels pour pouvoir montrer ensuite, par des exemples typiques, les tâches qu'il faut remplir.

Les mesures d'ordre économique qui sont destinées, à pallier, autant qu'il est possible, à la détresse financière et aux pauvres conditions d'existence, qui sont si dangereuses pour le petit enfant, sont de deux ordres : assistance officielle, œuvres privées.

Par ses secours aux femmes en couches, ses primes d'allaitement, ses secours aux familles nombreuses, son assistance médicale gratuite, l'État, souvent aidé par les communes et les départements, rend, à n'en pas douter, des services appréciables, mais comme l'efficacité de cet effort est limité! D'abord parce que les sommes allouées sont faibles, puis parce que ces primes ne sont pas toujours distribuées à bon escient, et surtout parce qu'elles ne sont pas forcément accompagnées d'une assistance sociale et d'une surveillance médicale suffisantes. Au reste la loi sur les Assurances sociales devra modifier cet état de choses. Malgré les imperfections du texte voté par le Parlement, malgré les grands défauts de son fonctionnement, cette loi peut nous fournir un appui utile à deux conditions essentielles : l'association de l'aide officielle aux œuvres privées et ensuite l'orientation vers la médecine préventive.

Dans le domaine économique, l'initiative privée joue un rôle considérable. Les mutualités, les caisses de compensation des sociétés industrielles, tant d'œuvres admirables viennent par des secours libéraux, des allocations et des aides de toutes sortes au secours des mères et des nourrissons! Le plus souvent, mais malheureusement pas toujours, à l'assistance matérielle est jointe une surveillance médicale, des conseils sanitaires, sans lesquels l'assistance matérielle n'est pas efficace. Mais par contre, en combien de régions existe-t-il

une réunion et une coopération de ces initiatives et de ces efforts? Quel lien les unit? Quelle discipline règle leurs activités isolées?

Les mesures d'ordre sanitaire sont, d'une part, les lois et règlements d'hygiène et, d'autre part, tout l'équipement matériel; hôpitaux, consultations, crèches, constituant cet ensemble, que l'on qualifie souvent d'armement sanitaire. Ici tout se tient étroitement. La charte fondamentale, qui régit la santé publique en France, la loi du 15 février 1902, doit être modifiée : chacun le sait. Son adaptation aux besoins présents est urgente; la lutte contre la mortalité infantile bénéficierait en premier chef des progrès attendus : une organisation technique du Ministère de la Santé, une surveillance des lois et règlements d'hygiène par des fonctionnaires indépendants et bien choisis. Ce qu'ont pu, pour lutter contre la mortalité infantile, obtenir dans plusieurs départements, de bons Inspecteurs d'hygiène, montre quels progrès sont réalisables.

Une seconde loi nous intéresse directement, c'est la loi sur les enfants assistés, connue sous le nom de loi Roussel. Elle a « montré à l'expérience bien des abus, bien des lacunes, bien des imperfections » (P. Strauss), qui n'ont jamais été corrigées. La proposition de loi Strauss qui doit la modifier n'a été votée que par le Sénat. Aussi voit-on continuer les plus fâcheux errements. Les placements des enfants sans déclaration sont constants; la surveillance des nourrissons est médiocre; la qualité des nourrices n'est pas contrôlée; les périls, que font courir aux enfants nouveau-nés les voyages par temps inclément, ne sont pas évités; les placements hâtifs ne sont pas arrêtés. Les salaires trop bas des parents nourriciers expliquent mieux que la prétendue débilité des enfants assistés les taux lamentables de certaines statistiques; ne faut-il pas rappeler qu'encore aujourd'hui dans certaines régions, le taux des morts dépasse 50 p. 100, ce qui représente plus d'une mort sur deux enfants placés, alors que telle administration comme celle de l'Assise tance publique de Paris, grâce à des mesures efficaces, diminudans des proportions considérables les taux de mortalité pour les enfants assistés de la Seine. Souhaitons que bientôt l'application d'une loi Roussel modifiée soit confiée à des œuvres

privées, agréées par les autorités, surveillées et subventionnées par elles.

L'organisation sanitaire matérielle comprend, pour le sujet dont nous parlons, les maternités, les hôpitaux, les maisons maternelles, les crèches, les pouponnières, les centres d'élevage, les consultations de nourrissons.

A Paris et dans les grandes villes, les chefs de service des maternités ont délibérément entrepris la lutte contre la mortalité infantile en organisant, avec le plus grand succès, des consultations anténatales et en aidant à la surveillance des enfants qui viennent de naître, en conseillant et en guidant les mères. Mais ces services manquent dans les petites villes et dans les campagnes, où sont fréquentes les morts au cours de la naissance et peu de temps après.

Les hôpitaux pour petits enfants sont en France, d'une façon générale et, sauf quelques très belles exceptions, médiocrement équipés : les crèches hospitalières sont le siège d'épidémies; les consultations sont l'occasion de contaminations. En réalité ne fonctionnent convenablement que les hôpitaux pour petits enfants, outillés d'une façon spéciale.

Les pouponnières pour enfants débiles sont nécessaires. Elles permettent à certains nourrissons de recouvrer un état de santé normal, alors qu'un séjour prolongé à l'hôpital est pour eux déplorable. Mais leur nombre est extrêmement réduit. Il n'en existe que deux pour tout le département de la Seine.

Les maisons maternelles qui reçoivent les femmes enceintes et les mères nourrices peuvent rendre de très grands services. Mais ne consentent à y entrer que les femmes seules, et encore est-il bien difficile d'obtenir d'elles qu'elles acceptent d'y séjourner un temps suffisant.

Les consultations de nourrissons ont fourni la preuve de leur efficacité dans la lutte contre la mortalité infantile. Elles devraient être créées là où elles manquent, et être associées partout à un Service social soigneusement organisé, assurant la venue régulière des nourrissons et complétant à domicile l'œuvre de la consultation.

Les chambres d'allaitement annexées aux usines ne peuvent rendre que des services limités. Il faut que leur installation soit irréprochable, que rien ne soit négligé pour empêcher les

épidémies, si l'on ne veut pas que ces chambres d'allaitement aient des effets plus fâcheux qu'utiles.

Les crèches, qu'organisent souvent les municipalités, sont des organisations convenables, on n'en saurait dire plus, à condition d'être bien équipées et bien surveillées. Mais dans combien d'entre elles la surveillance médicale est-elle suffisante, le personnel compétent? Ces crèches sont parfois la cause d'épidémies, qu'on pourrait éviter dans une large mesure.

Les centres d'élevage, créés sur un très grand nombre de points du territoire, sont très utiles. Mais ils doivent être parfaits : si les nourrices ne sont pas bien choisies, si la surveillance des médecins n'est pas très active, si les infirmières-visiteuses ne sont pas excellentes, les centres de placement ne donnent pas de bons résultats. Dès que toutes ces conditions sont réalisées, l'élevage des enfants qu'on leur confie peut être parfait; on devra en multiplier le nombre.

La lutte contre la mortalité infantile bénéficie de l'effort de ceux qui combattent la tuberculose et la syphilis. La campagne antisyphilitique est organisée en France avec vigueur et dispose de moyens et de crédits. La lutte contre la tuberculose du premier âge comprend tout d'abord l'administration du vaccin de Calmette et Guérin, dont l'heureuse diffusion progresse rapidement et aussi la séparation du jeune enfant d'avec les sujets contagieux, car il faut au vaccin un temps appréciable pour imprégner l'organisme et le jeune enfant reste vulnérable avant que la protection vaccinale soit efficace.

On ne peut terminer cette énumération des éléments de notre armement sanitaire, destinés à lutter contre la mortalité infantile, sans insister sur ceux qui le mettent en œuvre : les médecins, les infirmières-visiteuses d'hygiène et de puériculture.

L'énergie des médecins est le principal des éléments de victoire dans toute bataille livrée pour l'hygiène et la santé publique, est-il nécessaire de le dire? Leur effort pour la protection des petits enfants a été très grand. Il pourrait être plus fructueux encore. L'instruction des jeunes générations médicales peut être améliorée. Si l'enseignement de l'obstétrique est, dans l'ensemble, arrivé à un haut degré de

perfection en France, l'enseignement de la puériculture, qui a été créé depuis ces dernières années et qui est si bien donné dans certaines Facultés, n'a pas encore partout atteint ce niveau. Il faut aussi favoriser dans l'esprit des médecins l'orientation vers l'hygiène et la médecine préventive.

Quant aux infirmières-visiteuses d'hygiène et de puériculture, partout où elles fonctionnent, leur rôle apparaît capital. Elles peuvent être considérées comme constituant la cheville ouvrière de la lutte contre la mortalité infantile. Nous reviendrons sur ce point.

Il nous faut terminer notre exposé par les mesures d'ordre psychologique. Elles comprennent tout d'abord l'instruction et l'éducation du public. Un enseignement convenablement dirigé de puériculture pourrait être efficace s'il était donné aux fillettes des écoles, plus efficace encore s'il était destiné aux écoles primaires supérieures et surtout aux écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. Les instituteurs communaux, presque tous secrétaires de mairie, les institutrices, plus encore, s'intéresseraient volontiers à l'hygiène, collaboreraient à la lutte contre les fléaux sociaux, nous en avons eu la preuve, s'ils étaient suffisamment instruits à cet égard. Ils pourraient jouer dans le pays un rôle important comme propagateurs des notions d'hygiène, si l'on avait pris la peine de les leur enseigner, et encore faudrait-il que cet enseignement ne soit pas trop théorique, mais vivant et proche des réalités!

Faut-il, parmi les mesures d'ordre psychologique, ranger l'effort contre l'alcoolisme? Dans un certain sens. L'alcoolisme contribue certainement à élever le taux de la mortalité infantile. Il est difficile d'apprécier exactement l'influence sur la mort du petit enfant de l'état pathologique des parents, tel qu'il résulte de cette intoxication, mais les lamentables conséquences morales, économiques et sociales de l'alcoolisme ne sont que trop évidentes. En France, la lutte contre l'alcoolisme n'est pas menée très vigoureusement. A vrai dire, il ne faut pas confondre la propagande anti-alcoolique, dont les effets sont très réduits, avec la lutte contre l'alcoolisme. Sans doute, l'alcoolisme baisse dans les villes, à la condition que le travail industriel devienne moins pénible

et que le surmenage de l'ouvrier, en particulier de l'ouvrier non qualifié, soit moins constant. Quand la journée de travail est écourtée, malgré ce qu'en ont pu dire des personnes mal informées, l'alcoolisme diminue parmi les ouvriers. Si l'alcoolisme le plus dégradant a persisté dans certaines villes comme les ports, c'est en grande partie parce que les conditions de travail restent trop dures et aussi le logis trop misérable.

Ce qui, à cet égard, frappe, à présent, l'observateur, c'est moins l'alcoolisme urbain, mais, fait plus grave peut-être, l'alcoolisme rural. Autrefois, en dehors de la Normandie et de la Bretagne, l'alcoolisme était peu répandu dans nos campagnes, mais aujourd'hui le vin, le cidre, la bière, et surtout les alcools divers sont trop largement absorbés par les producteurs eux-mêmes. Contre cette désastreuse contagion, la prophylaxie collective est peu utile. L'action des médecins, des instituteurs, des infirmières visiteuses, par leur influence personnelle et directe, doit être plus efficace, tout au moins sur les jeunes générations; car il nous paraît certain que, sur les générations arrivées à l'âge adulte, tout effort est actuellement assez inutile.

***

Ce sommaire critique de nos moyens de lutte contre la mortalité infantile est, sans doute, à la fois trop bref pour être instructif et trop long pour n'être pas lassant. Il était cependant indispensable pour nous conduire aux applications de la pratique et au programme des réalisations urgentes.

Afin de mettre celles-ci clairement en lumière et de ne pas rester dans le domaine des notions générales, nous prendrons trois exemples. Nous examinerons, en quelques lignes, les problèmes précis, tels qu'ils se posent dans trois des régions de France, où nous mena l'Enquête de l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations. Dans ces « districts d'enquête », nos excellents collaborateurs, le professeur agrégé P. Joannon et mademoiselle Th. Crémieu-Alcan ont étudié à fond le problème de la mortalité infantile. Ils ont pu spécifier la

nature des remèdes à appliquer, et ont été capables de fixer la limite de leur efficacité.

En Normandie tout d'abord, dans la région où nous avons enquêté, la race solide et travailleuse est formée surtout de cultivateurs et d'éleveurs. La natalité y est forte, — plus élevée que la moyenne française —, la mortalité infantile l'est aussi — supérieure à la moyenne française —. Là, la surveillance de la femme enceinte est médiocre ou nulle : on n'a guère de souci de cette indispensable médecine préventive, que représente l'examen régulier de la femme pendant la grossesse; l'assistance obstétricale est le plus souvent médiocre : on préfère la matrone au médecin. Celle-ci, suffisante dans les cas simples, est incapable d'agir correctement, si une complication survient; l'abandon rapide de l'allaitement maternel est presque constant, que la mère soit une pauvre fille de ferme ou une fermière riche et âpre au gain; de mauvaises habitudes nuisent à la santé du petit enfant dont le régime est mal établi et qu'on ne fait pas profiter assez de l'air et de la lumière; trop de logis ne sont que d'affreuses demeures malpropres et malsaines et l'on sait combien ces conditions rendent dangereux l'allaitement artificiel et favorisent les complications redoutables des maladies infectieuses aiguës; l'alcoolisme enfin sévit à la ville et à la campagne. Que faire dans ces conditions? Quelles sont les tâches les plus pressées? Avant de les énumérer, nous devons dire la beauté de l'effort déjà accompli, la valeur des hommes et des femmes qui s'y sont appliqués. Mais il faut progresser encore.

Dans cette riche province, la mortalité infantile oscille autour de 10 p. 100. Pour que la mortalité infantile soit telle qu'elle pourrait être, c'est-à-dire comparable à celle de la Touraine, par exemple, ou à celle de tel district rural hollandais ou britannique, pour qu'elle ne dépasse pas 7 p. 100, pour qu'elle atteigne bientôt 4 à 5 p. 100, quels moyens employer? Quatre mesures essentielles s'imposent à notre avis : créer un corps d'infirmières-visiteuses pour les campagnes, en second lieu organiser des centres de placement surveillés pour les nourrissons, troisièmement équiper des maternités rurales, enfin entreprendre ou plutôt accentuer l'effort d'éducation populaire.

Les infirmières-visiteuses rurales auraient, dans cette partie de notre pays (comme dans d'autres, sans doute), à lutter contre des difficultés matérielles et morales : éloignement des habitations, temps perdu dans une contrée où les fermes sont dispersées, lutte contre la méfiance atavique des paysans, peut-être contre les résistances archaïques de certains médecins. Nous ne l'ignorons pas, mais bien des exemples nous permettent d'affirmer qu'elles triompheraient de ces obstacles. Par leur action personnelle, elles sauraient préconiser une véritable surveillance prénatale, décider les femmes enceintes à se reposer et à se faire examiner, montrer aux parturientes qu'elles doivent appeler un médecin ou une sage-femme instruite et non une matrone. Elles combattraient en faveur de l'allaitement au sein et seraient, en tous points, les meilleures auxiliaires des médecins.

En second lieu, pour l'enfant que sa mère ne peut absolument pas garder auprès d'elle, des centres d'élevage surveillés devraient être créés, qui remplaceraient les placements livrés au hasard ou régis par la loi Roussel.

La création de maternités rurales s'impose ensuite : l'équipement et les dispositifs de ces maternités rurales devraient certainement varier suivant les contrées; ce n'est pas le lieu d'insister sur ce point. Bien comprises, elles rendraient de grands services, un exemple le montre, et éviteraient souvent l'intervention déplorable des matrones.

A cet égard, comme à d'autres, un effort d'éducation populaire doit être vigoureusement poursuivi. Les infirmières-visiteuses ne devraient pas être les seules à jouer ici le rôle d'éducateurs sanitaires, les médecins devraient être encouragés, les instituteurs éclairés et guidés. Si la lutte contre l'alcoolisme rural peut être envisagée, c'est avec leur aide. Et puis bien des moyens éducatifs sont à employer : une propagande intelligente, aidée par des instruments modernes comme le cinématographe, s'adresserait utilement à la jeune génération.

Si nous insistons sur le rôle des infirmières-visiteuses, celui des centres de placement, des maternités rurales et de l'éducation populaire, ce n'est certes pas qu'il faille négliger, en Normandie, d'autres facteurs, qui dépendent aussi de l'action

des hommes. La question du logement, par exemple, n'est pas sans importance dans cette province. Certes, la saleté de certaines maisons, même habitées par des cultivateurs ou des éleveurs aisés, est liée, pour une grande part, à un facteur géographique primordial, le manque d'eau. Cependant la lutte contre cette difficulté naturelle est insuffisante et, dans ce domaine aussi, l'éducation populaire peut exercer ses bienfaits. Qu'on ne croie pas que nous oublions d'autres facteurs essentiels, qui dérivent des mœurs et de l'organisation sociale elle-même. L'insuffisance des salaires, la médiocrité des logements du prolétariat rural, l'abandon où sont laissées tant de mères non mariées, ne sont pas des plaies irrémédiables, mais, nous l'avons indiqué, il ne nous paraît pas que nous ayons à les envisager ici : nous bornons notre effort, modeste peut-être, en tout cas raisonnable, à la disparition de ces morts évitables que nous avons définies, c'est-à-dire de celles que cause la faute des hommes dans les conditions actuelles de la société. Or, étudiant les décès évitables de cette région nous avons reconnu le rôle capital de l'ignorance, facteur psychologique principal, le rôle important d'un facteur sanitaire, à savoir l'insuffisance de l'équipement hygiénique : ces deux facteurs sont responsables de sept à huit décès évitables sur dix, alors que le facteur économique n'est à l'origine que d'un cinquième environ des décès évitables.

Notre conviction est donc absolue : les réformes que nous venons d'indiquer suffiraient, en diminuant le péril congénital et le péril alimentaire, en prévenant le péril infectieux, à empêcher la plupart des décès évitables de petits enfants dans cette partie de la France et à ramener la mortalité infantile d'une riche région française au taux modéré, qui devrait être le sien.

Notre second exemple nous est fourni par une partie de la Touraine, où la même enquête a été poursuivie. Là les conditions sont différentes : la population rurale comprend plus de petits propriétaires et moins de domestiques et de salariés; elle est plus ouverte aux idées et aux connaissances du temps présent; la vie y est plus douce. La natalité y est moyenne, la mortalité infantile modérée. Mais là aussi un

progrès devrait être réalisé, car nous ne devons pas, dans cette région, nous contenter d'nne mortalité infantile modérée. Étant donné les conditions économiques et psychologiques de cette province, la mortalité infantile devrait y être non pas modérée mais faible, comme dans telle région moins prospère de certains pays voisins. De même qu'en Normandie, les facteurs sanitaires et psychologiques jouent ici un rôle prépondérant. La même mesure essentielle serait à recommander : la création d'un corps d'infirmières visiteuses pour les petites villes, les bourgs et les campagnes. L'esprit public serait, à n'en pas douter, favorable à leur action. La densité relative de la population favoriserait matériellement l'accomplissement de leur tâche. Il faudrait aménager de petites maternités rurales et organiser des centres d'élevage surtout réservés aux enfants assistés, que ne protège pas suffisamment la loi Roussel. Dans les villes ou dans les bourgs, des consultations de nourrissons seraient à améliorer. Ces mesures suffiraient à abaisser à un niveau faible la mortalité infantile dans une province cultivée, aisée et saine.

Tout différent sera notre troisième exemple; il est tiré de notre enquête dans un quartier ouvrier de Paris. Là, l'équipement sanitaire est satisfaisant : consultations de nourrissons, hôpitaux, pouponnières sont nombreux et bien dirigés. Les accouchements ont lieu dans des services hospitaliers excellents, aussi le péril congénital est-il très bien conjuré. Là, la population est instruite et dirigée par des infirmières visiteuses dévouées et éclairées. Et cependant la mortalité infantile est trop forte dans cet arrondissement et dépasse celle de maintes villes de France, de Suisse, de Hollande, de Grande-Bretagne.

La première tâche ici est la lutte contre le taudis : le taudis, néfaste à tant de points de vue, est un facteur important de mortalité infantile. N'avons-nous pas démontré autrefois, avec P. Joannon, que la surmortalité par rougeole, qui frappe si durement le petit enfant dans les quartiers ouvriers et certaines banlieues des grandes villes, est liée strictement au taudis? Il en est de même pour la coqueluche, cause de mortalité dans les premiers mois de la vie, plus importante encore que la rougeole. Dans un taudis, l'aération de l'en-

fant, la propreté de son linge, la préparation correcte des biberons sont impossibles à réaliser. Et parmi les taudis, il faut mettre à la place d'honneur les hôtels meublés. Leur augmentation depuis la Guerre a été considérable. Dans la plupart de ces hôtels meublés, les chambres sont affreuses, l'aération nulle, l'insolation insuffisante, les meubles lamentables, le linge malpropre; de ce fait la vie des petits enfants y est constamment en péril; puis l'hôtel meublé est toujours accompagné d'un débit de boissons. Une ordonnance de police exige bien que l'hôtel ait une ouverture indépendante de celle du débit, afin que l'homme, rentrant chez lui, ne soit pas constamment tenté par le cabaret. La précaution est assez dérisoire, mais, en outre, on peut aisément deviner que la porte particulière de l'hôtel est habituellement fermée. D'autre part, le prix de location des chambres meublées est tel qu'il désorganise irrémédiablement tout budget ouvrier. Or, un très grand nombre d'ouvriers parisiens habitent ces hôtels meublés et sont obligés de se contenter de ces chambres sales, obscures, malpropres, qui donnent sur des escaliers d'une odeur infecte. Autrefois, ne logeaient dans des hôtels meublés que des ouvriers, dont les salaires étaient très faibles ou souffrant d'une tare physique ou mentale, qui les empêchaient d'organiser convenablement leur vie. Depuis la Guerre, vivent dans des hôtels meublés les ménages les plus aptes à travailler et les plus consciencieux. Sans doute les charges financières qu'exigerait la disparition de ces logis affreux seraient bien lourdes, mais les pays voisins les ont acceptées.

A la lutte contre le taudis, il faudrait, dans les quartiers ouvriers, joindre l'organisation de crèches convenablement équipées; l'effort financier est ici beaucoup plus léger et il suffirait d'un effort de volonté pour aménager les crèches actuelles et en créer de meilleures.

La lutte contre le taudis, l'organisation de crèches saines sont des besognes urgentes, mais il ne faut pas négliger les autres réformes : augmenter le nombre des centres de placement surveillé dans la région parisienne, les faire connaître aux mères, qui trop souvent les ignorent et placent leur enfant au hasard; recourir à certaines mesures accessoires,

et cependant intéressantes pour la lutte anti-alcoolique, comme la limitation du nombre des débits et la fermeture de ceux-ci à une heure moins avancée. Est-il besoin d'ajouter que la mortalité infantile ne peut-être que favorablement influencée par l'amélioration du sort des travailleurs et l'obtention de salaires élevés, qu'elle est tristement aggravée par la misère et cette plaie de l'heure présente, le chômage?

Mais nous dépassons ici le cadre que nous nous sommes tracé. Il nous suffira d'affirmer que l'exécution du programme qu'on vient de lire aboutirait, à coup sûr, à rendre plus faible, à abaisser au niveau qu'elle devrait atteindre, la mortalité infantile d'un quartier ouvrier de la Capitale.

Ces trois exemples bien typiques suffisent. Que montrent-ils? Simplement ceci : un nombre appréciable parmi les morts des petits enfants sont des morts évitables. En permettant à ces enfants de vivre, la mortalité infantile de la France serait celle de ces pays voisins, dont nous avons parlé, la Hollande, la Grande-Bretagne, la Suisse. Si nous ne faisons pas de nouveaux efforts, bientôt la mortalité infantile en Allemagne et en Autriche, où elle diminue plus vite que chez nous, sera inférieure à celle de notre pays. Le mal est connu. Dans chaque région de la France, il est facile de savoir quels sont les périls les plus menaçants, les fautes les plus lourdes, les facteurs économiques, psychologiques et sanitaires les plus importants et dont le rôle est le plus néfaste. Les bonnes volontés ne manquent certes point. On n'a cité dans cet article aucun nom parmi tous ceux et toutes celles dont la charité, l'intelligence, l'énergie ont déjà fait tant pour sauver les petits enfants de leur pays, car leur nombre est trop grand et puis, à côté de ceux, dont les noms sont illustres, bien des femmes et bien des hommes, ont, sans qu'on le sache, noblement travaillé. La tâche à remplir n'est pas difficile à définir. Le programme d'action est clair. Il faut avec discernement et en sachant les adapter, appliquer, dans chaque région, les méthodes qui ont donné des preuves de leur efficacité, multiplier les œuvres utiles, coordonner, surveiller, diriger et aussi subventionner à bon escient. L'État a sa tâche définie, les villes, les départements, les caisses d'Assurances sociales, les œuvres privées ont la leur. La dépense d'argent n'est pas

énorme, et puis, si l'on ose employer ici ce mot, son rendement est sûr : nous savons la proportion d'enfants que l'on peut empêcher de mourir. Dans aucun domaine la dépense faite pour préserver la santé n'est plus fructueuse que dans celui de la puériculture. Ajoutons qu'il ne s'agit point de sauver des petits enfants chétifs ou tarés. Le choix de la Mort ne représente pas, comme on pourrait le croire, une bonne sélection naturelle. Ils deviendraient des hommes sains et solides la plupart de ceux que l'on sauverait dans le jeune âge de leur vie. L'opinion publique exigera-t-elle qu'en leur faveur un nouvel effort soit entrepris?

PROFESSEUR ROBERT DEBRÉ

L'ACTION DIRECTE ET SES TROUPES EN FRANCE

J'ai pensé bien souvent depuis quelques mois au « Rien » noté par Louis XVI dans ses carnets le jour de la prise de la Bastille. Non point qu'aucune Bastille ait été prise. L'optique actuelle n'en est pas moins faussée. Sans doute la voie publique est rendue au calme; presque chaque soir cependant les salles de réunion se remplissent. De cette obscure agitation citadine (les mouvements de la campagne, lents, profonds et presque invisibles à l'origine, naissent dans un monde à part qu'il m'est impossible d'examiner ici) que révèlent la plupart des journaux? Que révélaient-ils l'an dernier? A peu près « rien ». Il continue pourtant d'exister chez nous des formations prêtes à « prendre » la rue. Chacun le sait. Leurs noms sont connus; leur siège, leurs entraîneurs faciles à connaître. Mais leurs moyens? Tel qui s'intitule « Commandant général des Milices fascistes de France » commande en réalité trois douzaines de jeunes gens. Tel autre, après des avatars curieux poursuivis depuis nombre d'années, crée un nouveau rôle, emplit sa caisse, étonne ses auditeurs et entretient une ou deux équipes de boxeurs quasi professionnels. Dans des groupements beaucoup moins fantaisistes, il est à peine moins difficile de démêler la part de l'homme à tout faire de celle du convaincu. Où visent les chefs? Que donnerait la troupe? Cent mille adhésions sur le papier peuvent n'avoir aucune valeur dans l'action. D'ailleurs, chacun se dispute sur les chiffres. « Mes effectifs ont beaucoup augmenté. » — « Bluff! Ils ont diminué. » Une

affirmation détruit l'autre. Ajoutez les doubles emplois nombreux : la même recrue figure sur les listes de deux associations. En fin de compte il est à peu près impossible de s'avancer sur ce terrain, sans s'attirer une « rectification ». Ces réserves faites — elles sont essentielles — essayons pourtant de dénombrer tant bien que mal les forces susceptibles d'entrer en action.

LES EFFECTIFS

A l'extrême-droite, l'Action Française. La ligue d'Action Française, créée en 1905, et composée de royalistes déclarés, s'adjoignit au bout de deux ans les « Alliés » d'Action Française. Ces Alliés, bien que favorables en fait soit aux principes, soit aux effets de la propagande d'Action Française et adhérents à la Ligue, n'ont aucune déclaration à signer ni aucun engagement à prendre. Les « Camelots du Roi » proprement dits et les « Commissaires d'Action Française » répartis en généralités, brigades et fédérations, sont des membres de l'Action Française choisis parmi les mieux doués du point de vue physique, disposant de moyens d'existence réguliers et ayant fait un stage de six mois avant leur admission définitive. Les Camelots s'engagent à vendre le journal et à distribuer les tracts; les Commissaires à manifester, à assurer le service d'ordre des réunions et de façon générale à exécuter toutes les tâches nécessitées par l'action.

Le nombre des ligueurs et alliés serait de l'ordre de 100 000; chiffre auquel il faudrait ajouter celui des sympathisants, qu'on voit se gonfler en même temps que le tirage du journal dans les périodes de crise. Certains groupes mal déterminés, comme celui qui s'intitule « Ligue Révisionniste de France » ont tenu récemment des réunions, à la police desquelles l'Action Française a participé. Au total il est permis de croire que MM. Maurras et Daudet exercent leur action à peu près directement sur 200 000 personnes et que leur troupe de choc compte 5 à 10 000 hommes, dont la moitié à Paris.

A l'extrême-gauche, les communistes. Au milieu des quelque 900 000 électeurs et de la centaine de milliers de mili-

tants du Parti, les « Jeunesses Communistes » instruisent pour la lutte révolutionnaire 6 à 7 000 adhérents. Cette instruction est préparée par trois sortes de cellules : cellules d'usine; cellules de village; cellules de quartier et de rue (beaucoup de ces dernières étant logées dans les habitations à bon marché). Elle se fait surtout à l'occasion de grèves. Là elle rejoint l'effort des « sections syndicales » de la Confédération Générale des Travailleurs Unitaires qui ont leurs propres groupements de « Jeunes Syndiqués ». Ces sections demeurent théoriquement indépendantes du Parti Communiste afin de ne point exclure les ouvriers non affiliés au dit parti. En fait, dans l'action — et malgré des divergences de doctrine parfois sensibles — la troupe ferait bloc. Le 12 février, les délégués de la C. G. T. U. étaient confondus avec le reste des communistes derrière les mêmes drapeaux. L'effectif des syndicats unitaires en France est d'environ 300 000 hommes (un peu plus du tiers des effectifs de la C. G. T.); et — trait important à noter — une moitié de ces 300 000 hommes aurait entre dix-huit et trente ans. Leur avant-garde est constitué par les 2 000 « Jeunesses Communistes » de Paris qu'on a vus opérer en flèche le 7 et le 9 février. Il est hors de doute que ces détachements peuvent entraîner une troupe dangereuse.

Entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche, s'intercalent une série de groupements qui vont du Francisme aux Jeunesses Socialistes, en passant par la Solidarité Française, les Jeunesses Patriotes, les Croix de Feu et le Parti Social-National, pour ne nommer que les plus connus, et sans que l'ordre où je les énumère implique une classification « droite-gauche » dont la plupart, à l'exception des Jeunesses Socialistes, se défendent.

Deux mots du Francisme. C'est, ouvertement, le « parti fasciste français ». Il annonce 13 000 (?) adhérents, dont presque 9/10 ouvriers, employés et paysans. Chef : M. Marcel Bucard, ancien combattant. Ses membres portent la chemise bleu clair, le béret basque, et un insigne représentant une Francisque ornée d'une roue dentée et d'un épi, tandis qu'un petit groupe de dissidents (dont le président, M. Coston, est antisémite à l'opposé de M. Bucard) arborent une chemise

d'un autre bleu et une francisque sans roue ni épi. Les « vrais » Francistes, qui occupent un bureau rue Vivienne, vendent aux environs de la Madeleine un journal intitulé *le Franciste* « organe du Francisme »; les « faux » Francistes vendent sur le même trottoir *la Libre Parole* « organe des Francistes ». Les membres authentiques du Francisme ne veulent rien avoir à faire avec aucun autre parti; ils ont néanmoins été amenés à rosser leurs dissidents le 29 novembre dernier dans une salle de la rue Blanche. Le 6 février, ils n'ont point voulu, disent-ils, s'engager sans armes contre des forces armées. Ils ont depuis lors poursuivi la constitution d'un « corps franc » et tenu une grande réunion à la salle Pleyel. Ils comptent en tenir une autre à Wagram. Un de leurs motifs est : « Il n'y a pas de bon ni de mauvais régime parlementaire, comme il n'y a pas de bon ni de mauvais choléra; il y a le choléra tout court. »

Autres chemises bleues et autres bérets basques : ceux de la Solidarité Française. Mais cette fois, au lieu d'une francisque, l'insigne représente un petit coq. La Solidarité Française est une création de M. Coty. En naissant, au début de 1933, elle avait absorbé la « Ligue de la Génération du Feu » fondée deux ou trois ans plus tôt par M. Fromentin. Ses cadres, recrutés en partie à la rédaction du *Figaro* et de l'*Ami du Peuple*, se sont-ils rajeunis? On le dit. Tout porte à croire néanmoins que ses chefs sont divisés et que le Parti lui-même se décompose, en dépit de la force musculaire déployée le 6 février par quelques-uns de ses membres. Il est possible que 250 à 300 000 personnes lui aient versé une cotisation modique et peu probable que son élément de choc dépasse actuellement quelques centaines d'hommes.

Au Parti Social-National la proportion des militants paraît plus forte : un millier peut-être, pour 6 ou 7 000 adhérents parisiens, répartis en huit sections, plus celles de la grande banlieue; ces dernières essayent de faire du noyautage dans les quartiers communistes. Quelques groupes ont été formés aussi à Lyon, à Marseille, à Nice, à Lille. Le Parti Social-National, présidé par M. Jean Hennessy, date d'avril 1933, époque à laquelle il succéda à un « Club Social National » qui en avait préparé le programme. Sa permanence

est installée du côté de la Porte Maillot. Il compte des sympathies au journal *le Quotidien* et dispose depuis quelques semaines d'un organe hebdomadaire intitulé : « Le 6 Février ». Son insigne, comme celui de la Solidarité Française, est un coq. Mais ses membres ne portent pas d'uniforme. Malgré la similitude du nom, il ne faut pas les confondre non plus avec les anciens « Socialistes-Nationaux de Gustave Hervé, défenseurs, — il y a cinq ou six ans — d'un proudhonisme antimarxiste et mués, après la déconfiture de *la Victoire* en une Milice Socialiste Nationale aujourd'hui pratiquement disparue.

Avec les « Jeunesses Patriotes » de M. Taittinger, nous retrouvons un groupement relativement ancien, le plus ancien peut-être, puisqu'il compte sept ou huit ans d'existence. Il a donc eu le temps de s'organiser. Les moyens aussi. Son budget, alimenté par des dons et des cotisations, aurait approché, la plus belle année, 4 000 000 de francs. Ses ressources se sont beaucoup réduites depuis 1930. Mais la majeure partie de la structure subsiste : dans près de 500 « arrondissements » pourvus de ligueurs, d'un chef et d'une permanence, on se réunit à peu près chaque semaine, on fait de la propagande. Si le nombre des inscrits (240 000 adhérents et 80 000 sympathisants) n'a guère de sens, les cadres sont actifs notamment chez les étudiants. Les « groupes mobiles » de Paris, dont les membres portent le béret basque, un trench-coat bleu marine, représentent à peu près 1 500 hommes sûrs qui peuvent en entraîner deux ou trois fois plus.

De formation beaucoup plus récente, les Croix de Feu du colonel de la Rocque se composaient essentiellement, a la fin de 1933, d'environ 25 000 anciens combattants, solides et assez bien en main. A ces 25 000 anciens combattants, devenus près de 45 000, se sont joints un nombre à peu près égal de sympathisants et depuis le 6 février, 10 à 12 000 « Volontaires Nationaux » de moins de trente-cinq ans. D'où viennent ces effectifs? Pour 80 p. 100 assure-t-on de milieux populaires (ce qui serait aussi plus ou moins le cas pour les Jeunesses Patriotes). La croissance des sections a été rapide, sans qu'aucun effort ait été fait pour enlever des adhé-

rents aux autres organisations : et il est vraisemblable qu'un ordre du colonel de la Rocque pourrait aujourd'hui en quelques heures mobiliser 20 000 manifestants de valeur diverse dans les rues de Paris. Plusieurs officiers supérieurs ont pris la parole dans les réunions des Croix de Feu. Par contre il y a incompatibilité déclarée entre toute fonction directrice dans l'association et un mandat ou même une candidature législative ou municipale. En quoi les Croix de Feu se séparent très nettement des Jeunesses Patriotes qui comptent au contraire, parmi leurs personnalités dirigeantes, un certain nombre de conseillers municipaux et de députés.

Des Jeunesses Socialistes il suffira pour l'instant de dire qu'elles sont une organisation mixte, recrutant également des « anciens », et que le nombre de leurs adhérents passe pour osciller entre 5 et 10 000.

Telle est à peu près, sauf scissions ou naissances récentes, omission de groupes mineurs — et en dehors des associations d'Anciens Combattants sur lesquelles je reviendrai plus loin — la constitution des « troupes ».

PROGRAMMES

Sur quels programmes les a-t-on réunies?

Pour plusieurs groupements, la réponse est facile. Les communistes veulent l'établissement du régime soviétique. Les Jeunesses Socialistes, adeptes de la doctrine S. F. I. O. et ennemis farouches de tous les fascismes, ont comme insigne trois flèches placées côte à côte; ces trois flèches, signes d'action, de discipline et d'unité sont, paraît-il, dirigées contre le capitalisme, le militarisme et le cléricalisme. But : la révolution totale. Méthode : l'union avec les Jeunesses Communistes. Cependant l'*Humanité* communiste couvre quotidiennement d'injures le *Populaire* socialiste de même que les dirigeants de la G. G. T. U. traînent dans la boue ceux de la C. G. T. et sabotent au besoin leurs réunions.

A l'autre extrémité, l'Action Française poursuit l'établissement d'une monarchie constitutionnelle et corporative.

Quant aux formations « républicaines » on a pu dire jusqu'au début de cette année, qu'il s'agissait de troupes sans idées,

par opposition à certains groupes de publicistes ou à certaines chapelles pourvues d'idées mais non de troupes : ainsi les sociétés de pensée dans la France du XVIIIe siècle. Ce jugement serait-il sommaire? On ne peut nier par exemple que M. Coty, en dépit des faiblesses et des emprunts de sa doctrine, l'ait énoncée tout au long et ait fait imprimer une brochure intitulée « la Réforme de l'État ». Le parti Social-National, de son côté, a exprimé en six grandes pages beaucoup d'idées excellentes. Ailleurs, la doctrine constructive restait mince. Que représentent ainsi, à l'origine, les Jeunesses Patriotes? d'anciennes aspirations vers une république consulaire; une tradition nationale à la Déroulède; un faisceau de bonnes volontés; tout cela est assez vague. Je sais que ce groupement a rédigé une Charte Sociale du Travail, prévoyant un salaire minimum et des vacances payées pour les ouvriers. N'empêche que ce sont encore des discours d'ordre général comme ceux de MM. Henriot et Ybarnégaray, plutôt que des documents positifs qui donnent la sensation de sa teinte politique. Chez les Croix de Feu, on invite tous ceux qui se réclament de l'ordre et du drapeau tricolore à travailler à une épuration morale et matérielle du pays; on insiste sur l' « esprit Croix de Feu » et l'on se réserve sur les buts à atteindre. J'ai cru comprendre, qu'au cours d'une tournée récente en province, le colonel de la Rocque aurait détaché de lui les éléments d'extrême-droite. On affirme aussi, qu'il prépare, avec des experts non politiques, un programme très largement « social ». En l'absence de textes publiés à l'heure où j'écris, on n'en peut juger que par intuition. Et c'est en réalité, à travers la question des programmes, toute celle de l'action qui se pose.

Contre les programmes, que peut-on plaider en effet? Ceci :

1° S'occuper de détails à la veille d'une action, c'est provoquer des discussions oiseuses parce que prématurées et diviser ses troupes sur la ligne de départ. Pour un Austerlitz, il est cent batailles dont le plan se modifia en cours d'exécution. Fait qui ne contente peut-être point l'esprit; mais fait d'expérience.

2° On recommence sans cesse des études que vingt spécia-

listes ont achevées avant nous et qui dorment dans des tiroirs. La France fourmille d'hommes intelligents. Elle n'a que trop d'idées. Mais c'est un pays hypotendu. Ce qu'il lui faut, c'est une mystique; ce sont des caractères.

3° Au reste, l'exemple de l'étranger nous inspirerait des doutes. Qu'était la doctrine fasciste quand Mussolini a pris le pouvoir? Inversement, Hitler après avoir soutenu pendant dix ans les théories économiques de Feder, se heurte à des faits qui l'empêchent de les appliquer. Et Roosevelt? savait-il, lors de son avènement, ce que seraient les codes?

En faveur des programmes, que répondra-t-on?

1° Personne en France n'a même les pouvoirs d'un président constitutionnel des États-Unis. Tout se passe chez nous, comme si nous allions, non point vers le gouvernement d'un seul, mais vers le règne temporaire d'une commission, d'un directoire, ou d'une constituante. Dès lors, ce n'est point aux improvisations d'un homme d'état que nous pouvons nous remettre.

2° Le Français se défie des ambitions personnelles. Il a la manie de regarder où il va. L'ivresse napoléonienne reste un épisode à peu près unique.

3° Quel embarras pour les manifestants de février si le pouvoir leur était soudain tombé dans les mains.

4° Proclamez : « renforcement de l'exécutif » ou une autre formule de ce genre; tout le monde déclarera s'y rallier. Ensuite les professionnels s'arrangeront pour vous noyer. Il n'y a que sur des textes qu'on puisse réellement se compter : préparez ces textes.

Dans l'un et l'autre sens, les arguments sont valables. Sommes-nous donc condamnés à flotter éternellement au milieu de projets irréalisables et de souhaits confus? Je ne le pense pas. Depuis plusieurs mois, on voit se dessiner simultanément dans presque toutes les formations les besoins essentiels de l'avenir : besoin d'arrêter les débordements parlementaires; besoin de réduire ce que Jules Romains appelle justement les formes cancéreuses du capitalisme; besoin d'une représentation permanente des professions et métiers; besoin d'échapper à une série de dilemmes qui deviennent de plus en plus incompréhensibles à la meilleure partie de la jeunesse

française : droite ou gauche, libéralisme ou marxisme, 1789 ou dictature et ainsi de suite. Besoin d'aller ailleurs.

Et ces besoins, peut-être les anciens combattants auront-ils contribué à leur donner une expression acceptable pour la majorité de la nation.

LES ANCIENS COMBATTANTS

Anciens Combattants? Que couvrent ces deux mots?

Certaines associations de mutilés ou de blessés, créées dès le milieu de la guerre avaient eu à l'origine un objet fort modeste : par exemple acheter des appareils orthopédiques. D'autres eurent une base sentimentale. Après l'armistice, les groupes se multiplièrent partout : groupes locaux, régionaux, nationaux. Les Chefs de section, les Médaillés militaires, les Commerçants et industriels mobilisés, les Mutilés de l'oreille, les « Poilus d'Orient », les Anciens Coloniaux, les Musiciens voulurent avoir leurs ligues. Il semble que le souci d'obtenir des pensions de l'État et de les garder, ait dominé peu à peu le motif fraternel du souvenir. Pour mieux assurer leur représentation en haut lieu, des associations départementales fort diverses se fédéraient. C'est ainsi que se forma le plus vaste groupement existant aujourd'hui en France (950 000 adhérents) : l'Union Fédérale des Associations d'Anciens Combattants et Victimes de la guerre. Au contraire, le second groupement par ordre d'importance numérique (875 000 adhérents) l'Union Nationale des Combattants, est d'origine parisienne et s'est développé du centre vers la province. De ce fait, il résulte que l'U. N. C. et l'Union Fédérale diffèrent encore dans leurs tendances. L'U. N. C., divisée en 80 groupes, a beau compter des élément S. F. I. O. dans le Nord ou royalistes dans l'Ouest, son action est déterminée par le groupe de Paris lequel s'est recruté surtout dans des milieux républicains bourgeois, au sens large du mot. A l'Union Fédérale, ce sont les ruraux et les fonctionnaires qui donnent le ton : et ce sont des professeurs qui semblent jouer le rôle le plus actif au Bureau. L'Union Fédérale a travaillé plus franchement que l'U. N. C. à un rapprochement avec les anciens combattants des autres pays. Elle s'est aussi

montrée plus âpre, dans la défense des pensions françaises. Plusieurs associations de fonctionnaires anciens combattants (percepteurs, enseignement, Préfecture de Police) se rattachent à son groupe du département de la Seine : mais ce groupe ne compte que 35 000 membres c'est-à-dire moins que celui du Pas-de-Calais. En pratique, une manifestation d'Anciens Combattants, si elle se fait à Paris a des chances d'être orientée par l'U. N. C.; tandis que si elle se déroule en province ce sera plutôt l'Union Fédérale qui en créera l'atmosphère. Cette distinction n'a bien entendu rien d'absolu. Elle permet toutefois de prévoir le sens plus « bourgeois » d'un cortège parisien, plus « gauche » d'un défilé provincial.

Après l'Union Fédérale et l'U. N. C., l'association la plus importante numériquement est sans doute la « Semaine du Combattant » qui déclare à peu près 400 000 adhérents et qui a son siège au Havre.

Pendant sept ou huit ans après la guerre, ces trois groupements majeurs continuèrent comme tous les autres, à vivre séparément. En 1927 seulement, Versailles vit se réunir un « Congrès des Congrès » qui répondait d'une part au désir de créer à Paris un organisme central chargé de traiter les questions d'intérêt communes à tous les groupements, d'autre part au sentiment confus d'un rôle politique possible à jouer en France.

La Confédération nationale des anciens combattants et victimes de la Guerre est sortie de ces États Généraux de 1927. Elle groupe à l'heure présente plus de quarante associations petites ou grandes; il n'y a guère que les groupements d'anciens combattants communistes et l'association royaliste qui ne s'y soient pas affiliés. Sur 3 800 000 titulaires actuels de la carte du combattant, 3 200 000 appartiennent aux associations affiliées. Sont de plus rattachés à la Confédération environ 600 000 anciens blessés ou malades de l'arrière, veuves, ascendants ou orphelins non titulaires de la carte. *En tout, une masse de* 3 *millions et demi d'électeurs : plus du tiers du corps électoral.*

Une fois créée, qu'a fait la Confédération? Du côté politique, elle s'est mise à intervenir sur divers problèmes : dettes de guerre, désarmement, révision des traités, sécurité. En 1931,

elle élaborait une théorie de l'État; en mars 1933, elle faisait adopter à la majorité des suffrages au Conseil national annuel, un certain nombre de principes applicables à une réforme constitutionnelle. Cependant, chez la majorité des adhérents, les préoccupations d'intérêts continuaient de prédominer. En même temps que les pensions les plus légitimes la Confédération se trouvait amenée à défendre des avantages au moins discutables. On sait qu'elle se cramponne encore à la Retraite du Combattant; plus exactement elle veut s'en servir comme d'une monnaie d'échange dans la négociation d'une réforme économique générale. Toute défendable qu'elle soit, vue sous ce dernier angle, cette attitude n'en a pas moins rejeté bon nombre d'anciens combattants dans des formations analogues aux Croix de Feu. Au contraire, il est indéniable que le jour où les anciens combattants se seraient dégagés de leurs revendications particulières, le jour où l'on ne pourrait plus leur dire : « Vous manifestez devant la Chambre; mais n'êtes-vous pas une des puissances — de droite ou de gauche, peu importe — qui ont fait pression sur le législatif aux dépens du budget et de la raison? », le jour où de toute leur masse ils réclameraient non plus de l'argent pour eux, mais une réforme pour le pays, la Confédération Nationale deviendrait une force morale et matérielle très supérieure à celle d'aucun des groupements que j'ai d'abord essayé de dénombrer.

UN PROGRAMME DE RALLIEMENT

En pratique les deux questions qui se posent sont les suivantes : 1° Peut-on actuellement rallier plusieurs millions de Français sur un programme minimum qui soit autre chose que du verbiage? 2° Peut-on emporter l'application de ce programme?

Nous verrons plus loin les moyens envisagés à la Confédération Nationale en ce qui concerne la seconde question. Quant à la première, il me semble que l'« Exposé » de M. Robert Monnier, approuvé au Conseil National des 23-25 mars, y répond d'une façon remarquable à divers égards. Pour qui, connaît un peu les différents secteurs de la vie française,

on ne peut guère douter que ce document ne soit le fruit, non seulement des recherches faites depuis deux ans dans les milieux variés où se trouvent les anciens combattants, mais de contacts maintenus avec les forces divergentes qu'il s'agit d'harmoniser.

Le problème, écrit M. Monnier, n'est plus de savoir qui l'emportera du libéralisme ou du marxisme, qui aboutissent dans leurs excès aux mêmes résultats, mais de concilier ce qui est juste en de telles théories. L'intérêt de la collectivité doit l'emporter sur les intérêts particuliers; aussi est-il nécessaire que l'État contrôle et coordonne l'action des forces qui concourent à l'activité nationale sans se mêler lui-même d'une gestion dont on peut douter qu'il soit capable. Le problème est donc avant tout de fixer et limiter les attributions de l'État, ses droits et ses devoirs, ainsi que ceux des individus, des familles, des collectivités.

... L'État à étendu son activité sans limite au profit de ses créatures. Ses rouages inutiles, sa paresse d'exécution, son manque d'honnêteté paralysent l'activité générale et sont causes de dépenses et de pertes intolérables.

Il se laisse mener par des féodalités politiques, clubs et comités, dont les chefs se cramponnent à des fonctions dont ils vivent.

Il subit la loi des féodalités économiques et financières dont les dirigeants pour la plupart ne se soucient que de profits personnels, sans songer aux intérêts matériels qu'ils représentent, à la fonction sociale qu'ils devraient remplir, et aux droits du Pays qu'ils devraient défendre.

Il a créé et développé une féodalité de charges et de privilèges dont les tenants prétendent être l'armature de la société et n'en sont que les parasites.

... Pendant longtemps, on nous a endormi dans un optimisme béat. Les techniciens les plus avertis ont affirmé que la crise n'avait qu'un caractère provisoire et qu'il suffirait, pour parer à ses effets, d'adopter quelques remèdes empiriques permettant d'attendre des jours meilleurs. Ils ont fait partager ce point de vue au Politique trop heureux de dégager sa responsabilité en suivant les conseils d'experts, souvent intéressés, qui proposaient des solutions de facilité ne pouvant émouvoir ni heurter l'opinion publique.

Les mesures prises se sont révélées non seulement inopérantes, mais nuisibles.

... Nous avons vu que la crise actuelle n'était pas une crise normale, qu'elle correspondait à une transformation profonde de la vie du monde exigeant une réadaptation de nos institutions aux nécessités nouvelles : c'est vers cette réadaptation, dont la nécessité est urgente, que doivent tendre tous nos efforts si nous voulons réellement porter remède au déséquilibre présent.

La réorganisation de la structure politique, économique, professionnelle et sociale du Pays peut seule permettre de rétablir l'ordre dans la maison, de redonner à chacun conscience du rôle qu'il doit jouer pour le bien public.

... Une telle réorganisation doit être entreprise...

1° Par un contrôle des pouvoirs, qui verront leur autorité en même temps que leur responsabilité accrue; leur rôle déterminé, leur action coordonnée.

2° Par l'organisation et la représentation des forces économiques professionnelles et sociales afin que ces forces puissent en des assemblées créées à cet effet, confronter leurs points de vue, et exprimer leurs désirs et leurs besoins au Politique qui pourrra ainsi, en toute indépendance de cause, jouer son rôle d'arbitre et de promoteur du bien public.

Fermement convaincus de la nécessité d'appuyer sur ces principes la déclaration des droits et devoirs des citoyens, des collectivités et de l'État qui doit fonder la Charte de la République professionnelle et sociale exigée par l'évolution des sociétés modernes, il faut que nous affirmions notre volonté de réaliser, sans délai, ces réformes essentielles non d'une façon fragmentaire mais dans leur ensemble.

Je regrette de ne pouvoir reproduire ici que les passages qui servent en quelque sorte de charnières à l'exposé de la Confédération Nationale : dans les panneaux eux-mêmes s'inscrivent de brefs paragraphes relatifs aux divers problèmes à traiter et renvoyant aux études déjà faites à leur sujet. « L'état de choses présent est intolérable », est-il écrit ailleurs. « L'opinion publique... sait déjà ce qu'elle ne veut plus. Elle n'est pas encore fixée sur ce qui doit être. »

Si l'on rapproche l'exposé de M. Monnier d'un rapport présenté au même Conseil national sur l' « Action électorale », les opérations à accomplir se présenteraient de la façon suivante :

1° Détermination par la Chambre actuelle d'un nouveau mode de scrutin qui serait la représentation proportionnelle, avec des élus régionaux et des élus nationaux;

2° Désignation par le gouvernement d'une commission extra-parlementaire chargée d'étudier la Réforme de l'État suivant les principes énoncés plus haut et d'indiquer dans un délai déterminé les moyens légaux par lesquels cette réforme serait réalisée;

3° Dissolution de la Chambre. Élection de la nouvelle

Chambre, les Anciens Combattants présentant partout des listes ayant pour programme unique celui de la Confédération;

4° Mise en train par la nouvelle Chambre — où une majorité se constituerait sans doute facilement — de la Réforme de l'État.

Sinon...

SANCTIONS

Revenons un instant au 6 février.

Quels sont les groupements autour desquels la foule tournoie ce jour-là? L'U. N. C. ou plus précisément le groupe de Paris de l'U. N. C., l'Action Française, les Croix de Feu, les Jeunesses Patriotes, quelques sections de la Solidarité, et 2 000 (chiffre donné devant la commission d'enquête) communistes que l'*Humanité* exhorte à manifester contre la réduction des pensions. Les autres groupements ne « sortent » pas. En particulier l'Union Fédérale qui est, je le rappelle, la plus vaste fédération d'anciens combattants, décide de s'abstenir. Mais — point important à noter — ce n'est pas de l'U. N. C. qu'elle se désolidarise : ce sont les autres groupements dont l'allure lui déplaît. Bien plus, elle laisse entendre que si les événements ne l'avaient pas débordée, elle eût organisé elle-même une série de manifestations en province, à son heure, et en plein jour.

Qu'une nouvelle « occasion » survienne, toutes ces associations, si fluides que soient leurs effectifs, peuvent se retrouver en ligne avec des forces accrues. Comment s'en serviront-elles? Question de circonstances évidemment. Pour plusieurs d'entre elles, néanmoins, les directives sont depuis longtemps fixées.

Ainsi l'Action Française. Chaque ligueur est signataire de la promesse suivante : « Je m'engage à combattre tout régime républicain... Je m'associe à l'œuvre de restauration monarchique. Je m'engage à la servir par tous les moyens. » Comme aucun royaliste ne tient à l'heure actuelle un poste qui lui permette de jouer les Talleyrand ou les Monk, la seule hypothèse imaginable est celle d'une tentative faite au cours d'une heure d'anarchie. On connait la théorie du coup de force

enseignée à l'A. F. Théorème fondamental : viser au centre. Pas de barricades inutiles. « Le coup, écrit M. Maurras, est l'opération de police qui consiste à s'emparer de la salle des dépêches du Ministère de l'Intérieur et des trois ou quatre autres points névralgiques du haut desquels on occupe en fait le pouvoir, la centralisation avec ses moyens les plus puissants s'y trouvant retournée à votre service... Devant un groupe d'individus résolus, sachant bien ce qu'ils veulent, où ils vont et par où passer, le reste plie, le reste cède, le reste est mené, enlevé. »

Ces lignes, qu'ont dû méditer nos préfets de police, pourraient aussi bien résumer la tactique Lenine-Trotzky. Je ne sais si les dirigeants communistes, écartant l'idée du « putsch », caresseraient plutôt celle d'une « action de masse ». Je ne sais pas non plus si leur offensive parisienne s'appuierait, ainsi qu'on l'a imprimé, sur deux bases situées l'une vers Saint-Denis-Le Bourget, l'autre vers Saint-Cyr-Trappes. Des flèches et des marques à la craie, dessinées au cours de ces dernières semaines sur des trottoirs et sur des maisons de la capitale, surtout dans la périphérie, témoigneraient des préparatifs communistes. Ces marques ont existé, aussi indubitablement qu'existent les papillons « Front rouge socialiste-communiste : tout aux Soviets » collés sur les édifices publics ou sur les garde-boues des automobiles. Ce sont là des moyens renouvelés du Petit Poucet. Par contre il serait enfantin de croire que toutes les éventualités n'ont pas été prévues par les professionnels de l'état-major communiste et qu'une chance se présentant, elle ne serait point exploitée jusqu'au bout. Une dizaine de milliers de rouges peuvent « descendre » sur Paris : voilà le plus certain. La valeur des éléments qu'ils entraîneraient est déjà moins assurée.

Prétendre que le front commun rouge est établi, c'est méconnaître totalement l'évolution sociale et psychologique de la France depuis vingt ans; c'est méconnaître le fait que l'attitude « lutte des classes » ne cesse de perdre sa spontanéité dans les milieux de la « gauche » alors que Moscou méprise et combat de plus en plus tout socialisme démocratique. Le front commun rouge, en dehors de l'alliance Parti Communiste-Jeunesse S. F. I. O. signalée plus haut, n'est actuel-

lement chez nous qu'un programme d'agitation; il deviendrait une réalité révolutionnaire par *réaction* contre une maladresse de ceux que l'électeur populaire nomme confusément les « gros ». Mais une *initiative* communiste serait imparfaitement suivie. L'expérience semble prouver que dans une manifestation d'extrême-gauche, l'appoint socialiste est de valeur assez médiocre. En outre il est certain que l'entrée en action d'un front commun rouge provoquerait immédiatement la formation d'un front commun adverse où toutes les divergences d'opinion, de la gauche à l'extrême-droite, se fondraient dans l'anti-marxisme. Enfin, l'avantage de la discipline et de la cohésion se trouve souvent à droite. Le socialiste belge de Man a fort bien vu que la militarisation des procédés de lutte en Europe n'a fait qu'accélérer le progrès des fascismes, en transportant les contre-milices sociales-démocrates sur le terrain choisi par l'adversaire. L'offensive communiste, de même que l'offensive d'extrême-droite, ne peut donc réussir que si elle procède très vite. Mais elle a pour elle une force considérable, qui manque aux royalistes : les 80 ou 90 000 cheminots qui, appartenant à la C. G. T. U., pourraient, au moment critique, provoquer des troubles graves dans les transports. Sur 300 000 membres des syndicats communistes, 125 000 font partie des services publics.

Qu'arriverait-il maintenant si un mouvement était déclenché par les groupes qui se situent entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche? Le problème devient beaucoup plus complexe. Nous nous trouverions en présence de formations plus ou moins consistantes, susceptibles à la fois d'alliances latérales et d'accords divers dans l'entourage de l'exécutif, lequel pourrait se retourner, une fois l'opération accomplie, contre ceux des auxiliaires qui lui paraîtraient indésirables. Pour prendre les Croix de Feu par exemple — et je ne donne ici qu'une impression personnelle — leur chef semble vouloir épuiser tous les effets de pression morale avant de recourir à l'action physique : mais cette action physique une fois engagée n'a point de sens si l'on n'a envisagé la prise de pouvoir et préparé une équipe gouvernante nouvelle.

D'autre part il est clair qu'un mouvement issu du « centre »

et qui, au lieu de provoquer des réactions nettes, bénéficierait des sympathies ou des doutes de la masse, pourrait très rapidement mettre les forces légales dans une situation difficile. Le 7 février dernier, au matin, les 14 000 hommes qui constituent les forces de police en uniforme à Paris se considéraient comme entièrement débordés. Pour la province entière, les effectifs policiers sont à peu près égaux à ceux de Paris. Ajoutons-y, pour toute la France, un peu moins de 40 000 gendarmes, gardes républicains, et gardes mobiles dont l'armement est très supérieur aux collections de revolvers, de fusils, et même aux pistolets-mitrailleurs dangereux que révélerait une émeute : mais l'énergie avec laquelle cet armement serait employé dépend de la nature de l'adversaire. Reste l'armée que tout le monde a été content de voir tenue à l'écart des manifestations de février : ni les éléments rouges, ni les éléments blancs qui s'y insèrent ne l'empêcheraient de flotter au cas où elle se sentirait opposée non point à des extrémistes de gauche ou de droite, mais à une masse de Français moyens. En définitive, les « purs » du communisme et de l'Action Française restent incomparables dans les raids. En cas de troubles prolongés, les atouts seraient au contraire dans le jeu d'une formation centrale, telle que pourraient être les Croix de Feu un peu délestés à droite : et le succès final reviendrait alors, non point à ceux qui auraient l'armée pour eux (l'armée ne désirant évidemment pas servir un coup d'état) mais à ceux qui ne l'auraient pas contre eux.

Au reste, tout est question d'atmosphère, d'impondérables. En 1889, Boulanger ne quitte point la place de la Madeleine parce qu'il apprend que l'Élysée est gardé par 6 000 hommes. Tandis que Flahaut, en décembre 1852, écrit : « Les troupes haïssent l'Assemblée : le succès à Paris ne fait aucun doute. » Ces troupes comptaient alors 60 000 hommes. C'est une soixantaine de milliers d'hommes également (3 ou 4 000 dans les premières sorties) qui s'opposeront lors de la Commune à 100 000 Versaillais; en 1830 une centaine de milliers d'insurgés balaient les 8 000 hommes dont dispose effectivement Polignac; et Changarnier, à la tête d'une garnison de 30 000 hommes, ne réussira qu'à grand'peine en avril 1848 à découper les longues colonnes de blanquistes en marche sur l'Hôtel de

Ville. Ces chiffres donnent la mesure de quelques mouvements, journées ou révolutions à Paris. Rien ne sert de nier que tout se passe en France depuis fort longtemps comme si les changements constitutionnels se faisaient surtout par rupture de la légalité.

Cette rupture et ses risques ont d'ailleurs été envisagés franchement par des associations que personne n'accusera d'être révolutionnaires. Le « Rapport sur l'Intervention directe » présenté par M. Sennac et étudié en détail au dernier Conseil National des Anciens Combattants en est une preuve.

Pour qu'un mouvement de masse des Anciens Combattants puisse avoir des chances de succès, écrit le rapportenr, il faut qu'il soit coordonné et discipliné.

Ordre et discipline doivent venir d'en haut pour apporter jusqu'aux éléments de base primaires le plan précis de ce que chacun aura à faire, le cas échéant...

Les forces à vaincre sont les pouvoirs publics représentés : départementalement, par les Préfets et les Sous-Préfets qui ont la haute main sur la police locale (Commissaires de police et agents communaux) et la police départementale qui comprend la gendarmerie et les groupes de gardes mobiles auxquels peut être adjoint tout ou partie de la troupe.

Les moyens matériels dont disposent ces forces sont considérables...

Vaincre par la force matérielle seule, il ne faut pas y penser... Il faut donc s'en remettre à la force morale comme élément prédominant...

Dans chaque département, il faudra que les Anciens Combattants soient rattachés à des centres d'action, qui seront à proximité des nœuds de chemins de fer, de façon à avoir la possibilité d'immobiliser les trains sur place, pour empêcher le transport des troupes et des munitions. Les préfectures devront avoir le maximum de rassemblement d'Anciens Combattants pour que ceux-ci soient à même, au moment opportun, de marcher sur les préfectures et, de ce fait, intimider les pouvoirs publics.

Il faudra aussi prévoir l'occupation rapide des centraux téléphoniques et télégraphiques ou, à défaut, organiser, en rase campagne, la perturbation des communications.

Devront être occupés également les postes d'émission de T. S. F. en ayant bien soin d'éviter toute destruction inutile. Si les Préfets et les Commissaires de Police sont isolés et sans communication avec le Gouvernement, il y aura tout de suite une chance de succès.

Pour que le mouvement réussisse, presque sans violence, il faudra, dès les premiers jours, éviter le contact avec la troupe et essayer de neutraliser celle-ci, par une attitude disciplinée et ferme, mais en évitant toute manifestation d'hostilité.

Pour la marche sur les préfectures et toute action physique reposant sur l'ascendant moral, il faudra utiliser les mutilés, les anciens combattants âgés, portant tous, d'une façon apparente, leurs décorations et groupés derrière leurs drapeaux...

Il faudra également que soient créées des légions dites « de manœuvre » capables de se déplacer rapidement, lesquelles devront s'être, par tous les moyens possibles, procuré des armes...

Pour Paris, il faudra essayer de s'emparer immédiatement :

1° Des Centraux téléphoniques, télégraphiques et des postes émetteurs de T. S. F.;

2° De la Préfecture de Police;

3° Du Ministère de l'Intérieur;

4° Du Ministère de la Guerre.

Le département de Seine-et-Oise devra recevoir l'appoint d'éléments prélevés sur la banlieue de Paris de façon à occuper, non seulement la préfecture et les sous-préfectures, mais également les casernes et les points stratégiques pour créer, ainsi, autour de Paris un cercle d'isolement et constituer des points de regroupements qui permettront aux différents éléments mobiles de province de s'acheminer sur la capitale et d'aider à imposer la volonté des Anciens Combattants...

On taxera peut-être ce document d'exagération ou de romantisme. Mais on se rappellera ensuite qu'il a été pris en considération par les délégués officiels d'un vaste groupement composé de Français à qui leur âge — trente-cinq ans au minimum — et l'expérience de la guerre enlèvent vraisemblablement presque tout désir d'aventures ou de coups inutiles. On se dira aussi que ces délégués ont établi un plan de réformes qui semble cadrer avec les souhaits d'un grand nombre de leurs concitoyens. Le « rapport sur l'intervention directe » n'est en somme que l'énoncé des actes auxquels ils voudraient ne pas devoir recourir. A ce titre il traduit à tout le moins un état d'esprit significatif et la volonté d'aboutir non seulement à une épuration, mais — tendance qu'on ne peut trop souligner dans tous les groupements — à une réforme de l'État.

LE DANGER DE LA GUERRE CIVILE ET LE DANGER DE L'INERTIE

Aboutir? Qu'est-ce qui en empêcherait, demandera-t-on? L'incontestable détente qui s'est produite au mois d'avril peut être mise à profit.

Le raisonnement est juste mais court. Il subsiste au moins deux sortes de dangers.

Le premier résulterait de la mise en action inconsidérée d'une des formations qui se tiennent actuellement dans l'expectative. Si la rue est tranquille, à l'intérieur de tous les groupements on maintient l'esprit combatif; la propagande en province est incessante; les réunions contradictoires y soulèvent des ondes qu'on n'avait point aperçues jusqu'ici; aucun communiste n'a renoncé à aucun de ses espoirs; par ailleurs, il n'y a que les aveugles pour ne pas voir qu'une réunion de contribuables français ou d'ex-étudiants sans travail, non inscrits sur nos listes de chômage, correspond socialement à ces milieux de petite bourgeoisie étrillée qui furent le ferment de certains nationaux-socialismes étrangers. Il existe des deux côtés un potentiel de colère, de ressentiment juste ou injuste qui peut se décharger à l'occasion d'un incident fortuit : on sait comment un cortège pacifique dégénère en bagarre et comment des curieux se transforment en émeutiers. A l'heure où des Français venus de points fort différents de l'horizon politique se mettent d'accord sur les grandes lignes d'un indispensable programme de reconstruction, il serait fatal de rejeter vers l'extrême-gauche des éléments qui s'en détachaient et de provoquer ainsi une scission par le milieu. Alors il ne s'agirait plus de théories, de plans, mais d'instincts : on verrait se battre des gens menacés du même péril — le chômage — comme dans cette nouvelle de Barbey où deux bandes de paysans parties en charrettes à la recherche des brigands s'assomment mutuellement dans l'obscurité. L'affirmation bien connue : Paris n'est pas la France, n'empêche que c'est à Paris que tout se résoud.

Le deuxième danger serait de s'arrêter court. Une grande partie de la nation vit encore de ses réserves et de ses habitudes; elle sent que le bateau où elle est embarquée n'avance plus; elle voudrait qu'on le répare sans déranger personne dans les cabines. Ce vœu est secrètement encouragé par toutes les anciennes formations politiques, intéressées à défendre leurs positions respectives dans l'attente d'on ne sait trop quel secours extérieur. Quelques nouveaux Gribouilles, heureusement fort rares, oubliant que les vivants ploient encore

sous l'effroyable fardeau laissé par la guerre, songent vaguement que les conflits sont dans l'ordre de la nature et que le prochain, où qu'il se produise, tranchera bien des problèmes. Les autres, beaucoup plus nombreux, pensent tout simplement qu'il suffit d'attendre et que « la crise s'arrangera ». D'où cette politique générale d'anesthésie que la France — c'est frappant — continue à pratiquer dans un monde où presque tous les grands gouvernements cherchent au contraire le révulsif, l'électricité, la vague d'enthousiasme. Échapponsnous donc aux grands faits qui dominent aujourd'hui tous les peuples? Non point. Ils nous dérangent. Cela nous dérange de penser que cette « crise », retardée de quinze ans par la guerre, est en réalité un état nouveau du monde. Cela nous dérange d'admettre que presque tous les facteurs de désordre subsistent, prêts à gâcher la partie dès qu'elle ferait mine de reprendre. Cela nous dérange de reconnaître qu'on ne retrouvera pas de vie internationale tolérable, avant d'avoir, dans chaque pays sans exception, commencé d'adapter le mécanisme des gouvernements aux conditions neuves de l'activité universelle. Depuis deux mois, par bonheur, le gouvernement a senti la nécessité de réformes profondes. Et le Président Doumergue est un esprit beaucoup trop fin et a une connaissance trop sûre des réalités les plus profondes de notre pays pour ne point mettre la nation en état d'accepter et de remplir paisiblement ses devoirs.

PIERRE FRÉDÉRIX

LES MONTS BACHIBBAL[1]

Qui a été haï par sa belle-mère,
Qui a été malade du ténia,
Qui a été saisi par le démon de l'air!
Dicton abyssin.

La famine, compagne des sauterelles, souriait à tous les carnassiers et creusait les flancs des bêtes qui ne se nourrissent pas de chair morte. Les chiens rôdaient autour des parcs, regardant les animaux comme s'ils étaient prêts à crever; une sourde allégresse grondait dans leur voix, quand ils laissaient entendre aux étrangers que l'approche des clôtures était plus que jamais interdite : leurs cœurs étaient aussi gonflés d'espérance que des cœurs d'hommes à l'approche des fêtes de Pâques.

De fait, chaque nuit, il y avait des luttes terribles entre les chiens, dont l'enjeu était l'inestimable privilège d'être le premier à arracher le pis d'une vache morte, morceau de reine. Chaque nuit la solution du même problème secouait la vallée : étant donné une charogne...

Et les aboiements s'accumulaient jusqu'au jour, secs et violents comme des galops de chevaux dans la ferraille.

Il y avait beaucoup de bruit pour rien, si l'on compte pour rien la mort des chiens inhabiles et la terreur de tout un village qui attend le jour à grands signes de croix.

1. Voir dans la précédente *Revue de Paris*, en tête du récit intitulé *la Mort par la Mousseline*, les indications relatives au remarquable voyage d'études transafricain exécuté par M. Griaule. Les pages qu'on va lire pourraient porter en sous-titre « Choses vues en Abyssinie ».

Les arbres étaient sans feuilles et les pelouses sans herbe, comme après les incendies de brousse. Des nuages d'insectes venaient continuement du Nord, s'abattaient et repartaient vers le Sud, emportant dans des trillions de ventres tous les champs du district. Les corbeaux et les singes, avant l'envol, s'engorgeaient jusqu'à refus.

— Et dire, — pleuraient les femmes, — qu'il y a des pays de païens où les gens en remplissent leurs greniers!

La famine donc, saupoudrait les contrées de ses nuages de sauterelles, au travers desquels les enfants regardaient le soleil de mai, auréolé d'or par tant d'ailes luisantes. Le spectacle était si beau de cet entonnoir énorme en lueurs dorées, qu'il valait la peine qu'on s'aveuglât à le contempler; les enfants ne s'en faisaient pas faute, d'autant que les mères, les deux mains croisées derrière la nuque, baissaient la tête en signe de désolation.

— Malheur! Malheur! Où donc est notre pain?

— Pays riche en pauvres!

Chacun avait sa phrase traînante à dire, son geste fatigué à produire, et tout cela était guetté par les gens, car naturellement on se soupçonnait les uns les autres d'avoir des provisions cachées et le cœur tranquille.

Mais il n'y avait pas que la famine pour troubler les ventres et faire geindre les pauvres gens :

L'impôt avait été fixé avec plus d'arbitraire encore que de coutume, dans la région des monts Bachibbal. La fièvre aidant, — qui n'avait pas été propice aux travaux des champs et dont l'idée seule remplit les gens de terreur — on en arrivait à envisager des moyens extrêmes dont le plus raisonnable était une aventure.

Chacun, à part soi, attendait le signal d'un homme de poids pour émettre avec énergie des idées contraires à l'ordre administratif, qui ne se confondait pas avec l'ordre public.

Les chefs de terre avaient naturellement partie liée avec les autorités, bien qu'au fond de leur cœur... Et comme l'alaqa chef de région avait dernièrement obtenu satisfaction du gouverneur pour les douanes des marchés, personne ne doutait qu'il ne donnât de la tablature aux gens de mauvaise volonté.

La paix du prince était en mauvaise posture. Elle se brisa sur une parole de rien qu'on entendit un matin du maître de l'église :

— Il faut des hommes, dit-il, pour la construction de l'enceinte autour de l'église Mère-De-La-Progéniture-Des-Vivants.

— Ne voit-on pas, disaient les gens, que nos bras sont maigres?

— La nuit et notre misère, c'est tout un, disait un autre, ça ne s'use pas.

Sous le sycomore nommé Chance-du-Pays, il s'engagea sur ce sujet de longues discussions dans le but de donner le change et, vers le soir, au moment où les chacals prennent le vent, il se passa des choses mystérieuses en Qotat.

***

Les villages se trouvaient dans un fond de vallée, position peu enviable pour des gens qui considèrent la fièvre comme une calamité. Tout le système des eaux était constitué, à cette époque de l'année, par un ruisseau qui se desséchait sur les roches brûlantes de son lit, bien avant d'arriver au Nil. N'empêche que cette vallée était digne d'une rivière considérable, et chacun pouvait le constater à la saison des pluies, quand elle recevait ses milliers de torrents secondaires et que les eaux emportaient les maisons et les arbres, sans compter les bestiaux, les chiens et les gens.

Le cours d'eau prenait sa source sur un plateau où il coulait sagement; il formait des marécages en certains endroits et rien ne laissait prévoir qu'il allait choir de trois cents coudées dans un précipice étroit d'abord, puis brusquement élargi en une vallée immense à laquelle il donnait son nom de Qotat.

A droite en descendant vers le Nil s'élevaient les contreforts des Eaux-Chaudes, où tous les vérolés des plateaux venaient soigner leurs plaies. Eaux-Chaudes bénies par le pouvoir central à qui elles rapportaient un riche impôt, sur la base d'une cartouche par jour et par malade. On jurait par les noms des sources et il s'y passait, aux jours d'affluence, des événements considérables. Mais ceci est hors de question pour l'instant.

A gauche se dressaient les monts Bachibbal.

Il n'était pas sûr que les chiens eux-mêmes, en entendant ce nom, n'étaient pas saisis de respect au fond de leur cœur. Quant aux hommes, ils le prononçaient le moins possible, car un nom jeté à haute voix dans l'air, est le signal d'une suite de malheurs dont le moindre est l'apparition de l'esprit de la chose.

Les vieillards auraient pu en raconter fort long à ce sujet et donner des précisions sur l'esprit de la montagne, qui descendait en Qotat peu de jours avant la famine, la guerre ou tout autre sujet de cris. Mais quel homme aurait été assez dépourvu de sens commun pour élever la voix sur une telle question? Les adultes et les plus jeunes en savaient d'ailleurs assez : l'esprit des monts Bachibbal, quand il apparaissait au loin dans les arbustes des cascades, avait la forme d'un singe colobe. De près il était aussi terrible à regarder que l'esprit du mont Abola Négous en Addiet.

Il faudrait, pour insister sur de pareils thèmes, toutes les nuits d'une saison des pluies, et Dieu sait combien de galettes de bouse pour entretenir le feu.

Qu'on sache pourtant que l'esprit des monts Bachibbal siégeait en bonne place au conseil que le Roi des forces surhumaines convoquait à grandes clameurs, assis sur le cône de l'Abola Négous.

Or, dans les semaines précédentes, un berger avait vu l'esprit descendre des montagnes et voltiger d'une branche à l'autre sur les grands cyprès. Il n'y avait donc aucun doute sur la façon dont marcheraient les affaires dans les temps à venir.

***

On accédait aux monts Bachibbal par un sentier unique serpentant dans les rochers; de temps à autre, il disparaissait sous des masses épineuses ou dans des bosquets de gwobbils entortillés de plantes grasses dites « estomacs d'éléphants », jetées pêle-mêle comme des vieilleries.

A deux cents coudées environ du sommet le plus élevé des monts, le chemin se poursuivait sans monter davantage et

l'homme le plus brave qui aurait prétendu le fouler sans aucune appréhension eût été un fieffé menteur.

On avait, à gauche, des roches volcaniques abruptes où des ongles humains n'auraient pu s'accrocher. Et l'on recevait, de la droite, une invitation mortelle à entreprendre une course vertigineuse dans les airs.

On marchait ainsi assez longtemps pour sentir les muscles du ventre se durcir comme un bouclier en peau de buffle. Selon les tempéraments, et selon aussi la couleur native du téméraire, le visage était pâle ou congestionné, gris ou décoloré.

On accédait alors à une sorte de plate-forme sise au bord de l'abîme, qui formait comme la lèvre inférieure de la caverne d'Abba Gouréza, ou Père Colobe. Ce n'était pas une chose extraordinaire à voir de l'extérieur, attendu qu'il s'agissait d'un simple « soufflard ». Au temps des bouillonnements de roches, il avait crevé sur le flanc de la montagne, ce qui avait produit une ouverture large et basse en forme de bouche.

L'intérieur avait l'aspect normal de ces sortes de phénomènes : circulaire et bas de plafond, avec un sol boursouflé de centaines de trous de toutes formes et de toutes dimensions. Les uns révélaient leur fond plein de poussière, les autres tournaient brusquement et donnaient accès à des caves, petites et grandes empuanties par l'odeur des chauves-souris. A la périphérie, on observait une série de niches et de couloirs n'aboutissant à rien. Les générations précédentes avaient déjà utilisé toutes ces cases naturelles dans des circonstances identiques à celles dont il sera question plus loin, et nombreux étaient les éclats de poteries et les fonds de jarres-greniers.

En résumé, il s'était produit ceci, au temps où les monts Bachibbal étaient malléables : une énorme bulle de gaz, comme on en voit dans la pâte à pain, se trouvant comprimée dans les matières en fusion, avait gagné la croûte qu'elle avait crevée; le phénomène se passant dans une masse encore molle, le haut de la poche, n'étant plus retenu par la pression des gaz, s'était affaissée peu à peu. A moins de deux mètres de la couche inférieure, où des bulles secondaires se faisaient encore jour, la voûte, dans sa descente de plus en plus lente, s'était figée par refroidissement.

La grande salle lenticulaire, résultant de tous ces travaux, pouvait avoir cent mètres de diamètre. La voûte, de place en place, était soutenue par des piliers au fût mince et à la tête évasée, comme auraient pu en produire de larges masses de pâte étirées lentement par leur poids. On éprouvait de ce fait une certaine impression de sécurité quant aux fantaisies possibles de la croûte supérieure.

Toutes ces circonstances préhistoriques devaient avoir une répercussion importante sur la marche des affaires en Metcha.

***

Au point où nous en sommes de ce récit, il n'est guère possible de donner une précision sur les événements qui suivirent la demande du chef de l'église, car ils eurent lieu de nuit.

Le premier venu attestera volontiers qu'il y a un sérieux danger à frôler dans les ténèbres, même par l'effet d'une curiosité bienveillante, des gens décidés à donner du fil à retordre aux autorités.

Pendant une semaine, il n'y eut, de jour, aucun changement appréciable dans l'aspect extérieur des choses en Qotat.

On pouvait mettre sur le compte de la disette et du manque d'herbages le soin que mirent toutes les familles à égorger leur bétail et à faire sécher les viandes en lanières étendues sur les chaumes. Les mouches y trouvaient leur compte et les chiens léchaient la terre. Une immense puanteur envahit la vallée, déchaînant jusqu'au Nil des appétits infinis. Des garçons, inconscients du prix de la nourriture à pareille époque, se divertissaient au jeu classique qui consiste à tendre aux milans une bouchée de viande piquée sur une lance; au moment où le rapace arrache le morceau, on lui plante le fer dans le ventre. Plusieurs coups avaient réussi et les oiseaux agonisaient dans la poussière. Mais un adulte avait mis ordre à cela en maudissant les misérables.

L'agitation atteignit son paroxysme au treizième jour du mois de genbot et surtout dans la nuit suivante.

Enfin le quatorze, dans le triomphe du soleil levant, l'alaqa venant d'Angar au milieu de ses gardes et de ses porte-fusils, s'arrêta au bord supérieur de la cascade. S'étant penché sur la vallée et l'ayant longuement scrutée, il la trouva déserte.

L'immobilité, pour une terre imposable, étant la plus formelle des déclarations de guerre, il y eut un grand silence dans la troupe et dans le cœur de l'alaqa.

— Comment? Comment? — répétait-il.

Et il tenait sa petite barbe.

Alors montèrent, du fond des entrailles, les immortels instincts de carnage et de cruauté; chacun se sentit dans les oreilles l'afflux bien connu du sang au moment des grandes joies ou des grands dangers; tous, guerriers renommés, jeunes hommes sans hauts faits, adolescents dont le seul titre était un âpre désir de bon travail, chasseurs aux oreilles vierges de distinction ou garnies des anneaux de corne ou d'argent ou d'or, tous se hâtèrent vers la lèvre du précipice, tassés par la curiosité, étonnés par la joie de cette nouvelle.

Il y avait de la gloire pour tous en Qotat. Aussi, visage tendu dans le vent montant des gorges, chacun se recueillit ardemment, comme avant l'amour.

Pendant les nuits précédentes, le chemin de la caverne du Père Colobe s'était animé de gens sans toge, chargés à la montée et légers à la descente. Tout un peuple avait peiné à chaque rocher et avait promené sa peur le long des précipices; et c'était sans conviction que les bavards disaient la plaisanterie classique des marches en montagne :

— Une pente devant sa maison et une vieille épouse chez soi, ça fatigue l'homme.

Au quatorzième jour de genbot, des dizaines de familles étaient accroupies dans la grotte, chacune sur son lot, et celles qui vivaient dans les recoins du fond déclenchaient à chaque déplacement des vols de chauves-souris.

La répartition des espaces libres, des caves et des trous s'était faite avec la plus grande discipline, compte tenu des charges et de l'honorabilité.

Une fumée âcre régnait, auréolant chaque luminaire d'une sphère bleuâtre. Il fallait se déplacer avec lenteur pour ne pas heurter les corps ni tomber dans les trous. Les pieds, en quelques heures, devenaient prudents comme des mains, et les têtes restaient courbées même quand il y avait suffisamment de hauteur. Chacun prenait une allure précautionneuse, comme en quête d'un meurtre.

Les trous avaient été nettoyés de leur poussière et les jarres-greniers réparées avec de la bouse. On utilisait les restes laissés par les générations antérieures. On recevait dans le visage des volées de chauves-souris, caressantes comme des pièces de velours. A genoux devant les pierres à moudre qu'on avait montées à grand'peine, les femmes frottaient le bloc mobile sur la surface rugueuse, pour écraser le millet. Il en résultait les grognements qu'on entend dans les maisons abyssines en temps ordinaire.

On ne faisait qu'un grand feu pour tous, car sans être une mauvaise chose, la fumée est une incommodité qu'il faut réduire.

Il était peu d'endroits dans la grotte où un homme aurait pu se tenir debout et seuls les enfants pouvaient s'étirer à l'aise dans le sens vertical. Le grand Force-de-la-Trinité, quand il se déplaçait dans la pénombre, grattait la voûte avec la pointe de son sabre courbe relevé derrière lui en queue de chien.

Il avait pris la tête des hommes armés; tous le respectaient tant à cause de sa taille qu'à cause de son héritage, à jamais perdu maintenant puisque les terres des rebelles retournent à la couronne.

Force-de-la-Trinité avait fait tendre par sa parenté de grands voiles blancs devant la niche où il se tenait. Car il n'est pas bon d'être mêlé au commun lorsqu'on exerce un commandement. Il avait des yeux très noirs, légèrement injectés de sang. Les paupières supérieures étaient horizontales et tirées vers les tempes, l'œil avait une forme de croissant de lune vaguement asiatique. Le nez était sémite et ses ailes d'une mobilité telle, que la femme la plus bornée y aurait déchiffré le moindre désir. Les lèvres minces étaient tendues sur une double rangée de dents comme on n'en voit pas dans les pays occidentaux. Les cheveux crépus et droits, faisaient à son beau visage brun-rouge une auréole, et, derrière le crâne, une petite tonsure était ménagée, rasée chaque semaine par un esclave à l'aide d'un éclat de verre.

Jour et nuit, les espions le trouvaient étendu dans un recoin plein d'herbes, où dominait l'odeur des fleurs de gwobbils. Il écoutait les rapports en silence, la toge haussée devant la

bouche, dans l'attitude apparemment ennuyée qui est le signe de la noblesse.

A l'entrée d'une cave du fond, des jeunes filles étaient assises sagement dans l'ombre, chacune tenant une jarre calée contre les genoux, les mains posées sur le goulot. Elles attendaient leur tour d'entrer dans la chambre au sol en cuvette où suintait un filet d'eau. Elles la puisaient à l'aide d'un éclat de courge qu'elles vidaient dans la jarre. Celle-ci résonnait alors comme un tambour lointain, donnant une note de moins en moins grave qui mettait au cœur des femmes la nostalgie des sources giclant au soleil et des ruisseaux où zigzaguent les insectes porte-bonheur qu'on nomme « mère de l'eau ».

Les vieillards occupaient les niches du pourtour et donnaient des conseils d'une voix sourde, le menton appuyé sur leur baguette. Ils rendaient leurs sentences du fond de leurs abris, comme des génies invisibles, car, du fait de la rébellion, les litiges entre voisins n'avaient évidemment pas pris fin et il fallait bien que la justice suivît son cours.

Les formules rituelles éclataient sous la voûte, formules de début, pleines d'espoirs, qu'on lance en serrant dans la main gauche l'amulette à circonvenir les juges :

— Que Dieu vous montre...

— Que le Christ vous fasse remarquer... (Sous-entendu : la vérité.)

Aux lueurs vacillantes des bougies de cire et des mèches trempant dans l'huile de tournesol, les plaideurs s'agitaient avec la frénésie habituelle, gênés seulement dans leurs gestes par la voûte trop basse. Les éclats de leurs voix couvraient le brouhaha. Chacun souffrait dans sa conscience de ne pouvoir jurer avec les gestes ordinaires.

Il faut en effet beaucoup de recul pour un serment et beaucoup de serments pour l'exposé des motifs; il faut se jeter de très loin sur le juge et lui lancer le bras vers le visage, comme pour l'écraser d'une pierre. En même temps, l'homme doit frapper du pied avec force, prenant ainsi la terre comme témoin à charge en cas de mensonge. L'élan est parfois si grand que le plaideur tourne sur lui-même, emporté par le jet du bras.

Toute cette procédure était considérablement réduite par

l'état des lieux. Mais la gravité des événements demandait un fléchissement des règles.

Comme à l'habitude, on jurait par la mort du prince.

***

Quelques adultes, à tour de rôle, se postaient derrière le mur à meurtrière barrant l'entrée. Ils occupaient aussi une sorte de petite tour élevée sur la plate-forme et prenant le chemin en enfilade. Il suffisait en somme d'une paire d'yeux pour surveiller les abords, car seul un diable ou un saint thaumaturge aurait pu pénétrer dans l'antre autrement que par le sentier. Or un être qui se serait présenté là n'aurait pas même eu le temps de faire la plus courte des prières avant de basculer cul par-dessus tête dans l'éternité.

Mais les hommes sont nés fous, et ils le montrèrent bien en cette occasion, car le vingt genbot au soir, les révoltés durent envoyer une volée de balles pour faire respecter le vide du chemin par les gens trop pressés du gouvernement.

Car la nouvelle s'était répandue à vitesse de coureurs dans toute la province et avait pénétré dans la capitale sous la forme d'un homme couvert de poussière, et tenant haut levé le roseau fendu serrant une lettre comme une pince.

Pour donner au maître l'impression flatteuse d'une nouvelle toute fraîche, les domestiques de chambre avaient introduit le porteur sans lui laisser le temps de se tremper les pieds dans l'eau.

De fait, le Gouverneur avait été sensible à cette attention et avait récompensé les familiers, puis, pour montrer aux gens de marque l'indifférence du pouvoir quant aux bouleversements humains, il fit appeler Damtao, chef d'aile droite, qui conservait de l'hydromel dans des fioles fermées, à la manière des Européens. Ce serviteur avait gagné son grade en étudiant cette question dangereuse de la fermentation, et il avait été blessé plusieurs fois par des explosions de verre trop mince. Il était arrivé, à force de patience et de prières, à maintenir pendant plus d'un mois, sans éclatement, une espèce de champagne dans des bouteilles très épaisses. Mais il avait renoncé assez vite à obtenir que tout le liquide ne giclât par

derrière le bouchon, ne laissant qu'un demi-gobelet dans le fond de verre.

Damtao entra, suivi d'un esclave portant une bouteille. Les cordelettes du goulot coupées, le bouchon sauta et un jet mousseux inonda les serviteurs. Au bruit, tous les assistants, sauf le prince, crièrent pour conjurer le mauvais sort :

— Mon petit frère qui a grandi!

— Qui a bouffé une demi-galette!

Vers la même heure, à quatre jours de marche au nord, un homme de la caverne d'Abba Gouréza ayant tiré un coup de feu et un enfant ayant poussé un grand cri parce qu'il avait été mordu au visage par une chauve-souris, tous les rebelles mâles crièrent comme à l'habitude :

— Mon petit frère qui a grandi!

— Qui a bouffé une demi-galette!

Car l'humanité, quoi qu'en disent les chanteurs d'église improvisateurs de rimes, a bien peu d'imagination.

***

Le premier soldat des forces régulières qui culbuta sans façon dans le précipice par l'effet d'une balle bien placée, fut le nommé Juge, qui était un homme tenace mais sans réflexion.

On pouvait se demander en effet quelle idée l'avait poussé à gravir lentement des roches dénudées, en contrebas d'Abba Gouréza, à s'encastrer les pieds et les mains dans des anfractuosités longuement choisies, à bien peiner pendant des heures, à placer une main, puis l'autre, et enfin le menton sur le rebord du petit chemin s'arrêtant à la grotte, pour recevoir comme récompense une balle Mauser en pleine bouche.

Ceci constituait un secret que le nommé Juge emporta dans sa tête trouée. Mais il y avait lieu de penser que c'était pour se faire traiter de « gaillard » par ses contemporains.

Le corps, au coup de feu, se détacha de la paroi comme un fruit et reprit en sens inverse le chemin parcouru, la tête la première et l'arme à la bretelle. Par un curieux hasard, une interminable pièce d'étoffe que l'homme s'était enroulée autour des épaules se développa magnifiquement et le couvrit

soudain. On eût dit d'une longue flamme blanche filant vers les bas-fonds, reproduction inoubliable des langues de feu représentant l'Esprit-Saint dans les peintures religieuses.

On n'aurait pas manqué d'en faire le rapprochement s'il s'était agi d'un pieux chrétien : mais Juge était un paillard forcené qui déclenchait des révolutions dans les maisons de filles, mangeait en cachette pendant le jeûne et parlait du clergé sans respect, ni réticence. Les gens qui avaient un peu de poésie sous leurs cheveux comparèrent donc la chose à une flamme d'enfer retournant à ses origines.

La chute fut imperceptiblement retardée du fait de cette débauche de linge, qui prolongeait l'intéressé de six mètres au moins. Juge, coquet dans sa courte vie, avait toujours attribué une importance exagérée à la longueur des ceintures.

A moitié course, l'étoffe glissa des épaules, doubla de longueur et s'accrocha au canon du fusil comme une banderole.

Le tout s'écrasa sur une roche plate, sans grand bruit, car le fusil, venant derrière, fut protégé par le matelas de chairs et ainsi conservé à la famille.

La tête de Juge éclata comme une courge, mais il n'y avait aucune importance à cela, attendu qu'un coup de feu reçu dans la bouche n'a jamais arrangé une physionomie. Le tronc et les membres conservèrent leur aspect extérieur, ce qui devait faciliter la toilette mortuaire assez compliquée par l'état du crâne.

Puis les vingt et quelques coudées de ceinture s'entassèrent en silence sur leur propriétaire.

***

Un corps mort qui tombe dans ces conditions et dont la course est dans le champ visuel d'une centaine d'hommes, est un inépuisable sujet de conversations dont le thème principal est la suite infinie des repas commémoratifs.

Mains aux joues, pleurant et reniflant, chacun se dandine d'une jambe sur l'autre, comme pour un insupportable mal de dents. Mais entre deux gémissements, quand on prend le temps de cracher, on peut demander discrètement à ceux qui connaissent bien le mort :

— Croyez-vous que la famille ait de quoi?

Car les commémorations coûtent cher.

En toute orthodoxie pourtant, un homme qui se tue en grimpant aux roches est considéré comme suicidé, d'où l'interdiction pour les proches de manifester publiquement le deuil. Mais nul ne souffla mot à ce sujet. Quelques hommes se précipitèrent, non sans avoir tiré un coup de feu, comme il est courtois de faire pour toute chute grave, car un accident attire toujours les mauvais esprits, qu'il importe de disperser par l'odeur de la poudre.

Malheureusement pour ces gens, leur zèle à honorer la dépouille de Juge les fit passer en terrain découvert. Dix coups de feu de tonalités différentes, claquèrent de la caverne : les balles Gras portèrent trop bas comme d'habitude, ce qui prouva aux propriétaires qu'ils avaient été volés sur la qualité de la poudre. Mais les Mauser et les Lebel firent une excellente besogne : trois hommes restèrent sur les roches, dans des poses assez nobles, après un effondrement digne d'être remarqué par un peintre de scènes militaires. Mais les artistes abyssins, par principe, ne regardent jamais la nature.

Après un ricochement, une balle perdue blessa un chien jaune qui pirouetta d'abord dans la flaque où il buvait avant de fuir sur la première pente venue. La vallée s'emplit de ses cris; ils durèrent jusqu'à une merveilleuse envolée de sabre courbe déclenchée par un chef-de-mille dans un moment d'agacement.

Perchés sur les mimosées des pentes, les vautours virent avec indifférence les trois toges s'immobiliser : les morts d'hommes ne changent rien à la quantité de nourriture recélée par un district. Mais il n'en fut pas de même à la cessation des cris du chien qui marqua l'entrée de cet animal dans un monde plus tranquille. Plusieurs cinquantaines d'yeux ronds se fixèrent sur le tas jaune, toutes autres affaires cessantes. Par des vols discrets et des marches à terre ils resserrèrent leur étreinte; la tête au ras du sol, ils se déplaçaient comme de vieilles femmes à capeline. Soudain, à un signal impérieux qui fut sans doute l'apparition en plus de dix lieux des charognards du Bégamdèr, ils se précipitèrent en chute serrée sur le cadavre, supprimant de ce fait toute cause de pourriture.

Quatre hommes et un chien furent le bilan de la journée. Des soldats partirent dans les lointains villages pour annoncer les décès.

Les jours suivants se passèrent à assurer un blocus prudent et inutile, la garde étant peu sérieuse pendant la nuit. Des rebelles décidés sortaient de temps à autre et allaient détrousser des caravanes à deux ou trois jours de marche. Ils rentraient portant des outres gonflées de céréales. Par ailleurs, l'eau tombait régulièrement de la voûte dans la cave du fond.

Ainsi commencée, l'histoire risquait de durer jusqu'à la Fête de la Croix, et cette vérité s'affirmait de plus en plus nettement dans les crânes des réguliers. Les conversations n'étaient pas optimistes :

— Oh! malheur, — disaient certains, — voici la nouvelle que je jette sur vous : assis ici, nous passerons la Fête de la Croix.

— Je suis peiné par cette affaire et je pleure dans mon ventre, — répliquait un autre. — Que Dieu efface le nom de l'Alaqa Gouksa qui a conseillé la sévérité au Gouverneur! Voici que je comptais aller à Montagne-de-l'Or pour voir ma femme et entrer dans mon fief, et je suis collé ici comme une teigne de tchagouggot à une toge! Que Dieu conseille le Gouverneur! Qu'il cesse de nous faire tourner dans ce pays!

— Tais-toi malheureux! — reprenait un petit chef; — il y a grande honte à ne pas comprendre les raisons de gouvernement. La règle est la règle et l'impôt la chose du roi. On dit que le prince s'enrichit à mesure qu'il mange le peuple et on en fait la démonstration par le nombre de ses greniers. En vérité, il n'y a pas dans les chroniques d'exemple de prince amaigri par la carence des pierres à moudre! Mais il y a ceci que je jette sur ton intelligence : dans les temps durs, le peuple, faisant un creux de ses paumes, tend les bras vers les greniers du prince; et si le prince dit « Non! » alors on peut s'attendre à des interventions extraordinaires de la Vierge qui a pouponné le Sauveur du Monde! Car le Roi est l'intendant du peuple.

— Par les Eaux Chaudes! voici que ton raisonnement surgit devant moi comme la parole de Jean-Bouche-d'Or! Que mon père meure si je mens! En disant : «Non!» au détri-

ment de l'impôt, les gens de Qotat ont violé la règle; ils ont troublé la paix!

— Par l'Héritier! — reprit sentencieusement le chef, dont la boucle d'oreille en ongle de buffle luisait à chaque parole, — par l'Héritier! ils ont remué le lit du prince!

Sous ces fortes pensées, les têtes se courbaient .

— En calculant bien toutes choses, on s'aperçoit que le pouvoir souffre!

Ainsi allaient les conversations, entre les rochers brûlants comme des poteries sortant du four. La forme en était plaisante, mais le fond pessimiste, et tout était prétexte à tristesse ou à colère.

— Passe-moi l'outre d'eau!

— Cette outre est encore tombée du tas de pierres où je l'avais calée. Voici que l'eau est perdue et il faudra un grand travail pour descendre en puiser. Outre lépreuse, qui ne tient pas plus en place qu'un derrière de femme!

— Dieu a maudit la région!

— Certes il faut que le propriétaire du monde ait maudit la région, pour avoir permis la fin de l'eau de l'outre. Qui osera dire qu'une outre peut remuer seule et sans intervention d'une volonté mauvaise?

— La terre a bu l'eau et ce n'est pas un heureux événement. Mais qui dira les calamités tombant du ciel? Les livres parlent de la manne bénie des temps anciens; aujourd'hui les sauterelles pleuvent comme une manne d'enfer, et mon fief sera mangé, faute d'un mâle pour encourager les femmes à frapper les tourtières. Le bruit fait fuir ces bêtes du diable; qui donc, sur les terres attachées à mon grade, pourrait à ce jour le produire, puisque mon absence ennuie les femmes et les rend silencieuses? Peut-on frapper sur des tourtières en se tenant les mains derrière la nuque, comme font toutes celles qui sont affligées?

— Il faut être un bien grand couillon pour parler ainsi, Crois-tu donc que tu n'es pas cocu et que ta femme ne vit pas dans la satisfaction par la force de ses amants? Par Gabriel! cet homme que voici a de la bouse dans l'entendement. Veux-tu que je te dise les paroles de bienvenue de ta femme, à ton retour de la guerre?

— Engendré de cochon sauvage! tais-toi!

— Ta femme dira, du plus loin de la campagne qu'elle te verra! « Ohé! Écoutez! Salut! Comment avez-vous passé la saison sèche? Moi grâce à Saint Descendance-Bénie, je vais bien! » Et voici ce qu'elle ne te dira pas : « Un soir que j'étais allée au fief Bois-du-feu-de-Saint-Jean, je me suis assise sous un mirador; à ce moment, sans que j'y fusse pour rien, le nommé J'ai-rencontré-l'Hôte, s'approcha. Nous causâmes de choses indifférentes et tout en parlant nous entrâmes dans une hutte de berger. »

— Qui a demandé de l'eau?

— Moi, fils de voleur!

— Je n'ai pas d'eau, mais j'ai de l'eau miellée.

— C'est une grande chose que l'eau miellée.

Après avoir bu, l'homme déclarait sans joie :

— Voici que cette eau m'a séché la gorge au lieu de m'être utile.

De temps à autre, des éclaboussures de plomb ramenaient les pensées au sujet principal. Ainsi le nommé Fleur s'effrondra mollement à la dernière syllabe de la conversation suivante :

— Je respire comme un soufflet d'orfèvre.

— Depuis combien de mois tousses-tu?

— Je tousse depuis le temps du roi Takla Haymanot.

***

Les semaines s'écoulaient sans résultat. Quand bien même cinquante mille hommes auraient entouré les monts Bachibbal, les affaires n'auraient pas avancé d'un pouce. Il eût fallu surveiller étroitement les pentes durant la nuit, pour empêcher tout ravitaillement. Mais c'était une tâche au-dessus des forces de militaires qui travaillent toute une vie sans solde, pour la nourriture seulement et la jouissance d'une terre. Et par ailleurs rien ne dit qu'il ne se serait pas noué des intelligences entre les deux partis.

Étant donnée la position de la caverne, la forme de l'entrée et le manque d'imagination des assiégeants, il ne fallait pas songer à arroser l'emplacement de salves inutiles, qui auraient

dérangé l'harmonie des ceintures bourrées de cartouches. Il y avait beaucoup plus d'intérêt à faire le flambard avec un poids jamais diminué de cuivre autour des hanches. Le rôle des réguliers se réduisait donc à une attente ridicule pour des gens assoiffés de gloire, et le chef d'Avant-Garde qui commandait les opérations s'ennuyait à mourir sous sa hutte temporaire. Il jouait aux échecs avec son intendant, dont le vil caractère faisait un vaincu perpétuel.

Les hommes passaient les heures chaudes du jour à guetter les damans, dont le cri de crécelle animait la seconde partie de la nuit. Avec adresse ils leur lançaient sur le corps des toges où ils s'empêtraient. Les heureux chasseurs insultaient les prisonniers avec bienveillance :

— Sorcier! Voleur!

Ils leur passaient au cou des cordes en fibre de palme, que les animaux coupaient la nuit suivante.

A coups d'épieu, des hommes creusaient sur les roches plates des rangées de trous pour jouer au gabata. Ce n'était pas un mince effort, mais on sentait qu'on avait le temps. Des curieux s'accroupissaient devant les travailleurs et recevaient sans mot dire des éclats de pierres dans le visage. Beaucoup plus tard, ces travaux constitueraient des pièges pour les archéologues.

Mais la plupart des guerriers passaient leur temps dans les deux « maisons d'hydromel » qui s'étaient installées dès les premiers jours sur le haut des cascades. On y servait une bière aigrelette dont il fallait bien dix grands gobelets de corne pour enivrer le monde. L'hydromel y était trouble comme de l'urine de cheval qui a trop mangé de zengadiyyoch. De temps à autre, on y vendait aussi de l'alcool d'importation; la bouteille était soigneusement cachée sous des linges, dont elle était extraite avec méfiance. Naturellement il fallait toujours payer d'avance.

Une demi-douzaine de femmes grasses, aux larges tonsures et dont les formes débordaient dans la longue robe blanche, répondaient aux besoins des combattants. Elles avaient de petites voix d'enfants et parlaient sans sourire en se curant les dents et en regardant l'interlocuteur entre leurs paupières mi-closes. Elles invoquaient constamment des précédents, où

il était question de sommes importantes et de cadeaux coûteux. Elles s'éloignaient en se dandinant et en ayant l'air de pousser de leurs genoux des poids incroyables d'étoffe. Bien entendu, elles avaient toute la vérole, mais personne n'en était incommodé, attendu qu'il s'agissait de la variété dénommée « cachée », c'est-à-dire héréditaire.

Rien ne manquait donc au corps expéditionnaire sinon les occasions de gloire; cette manière de combattre répugnait à tous, qui consistait à recevoir sans rendre, et sans même voir l'ennemi. Chaque coup de feu semblait un crachat de la montagne et non le fait d'un tireur humain.

Les hommes cherchaient tous les prétextes pour s'en aller : enterrement, repas commémoratifs de deuil, maladie. Ils expliquaient le cas au chef d'Avant-Garde, dont la barbe encadrait avec agrément le visage féminin et cachait des sourires sceptiques. Le solliciteur ajustait alors sa toge avec véhémence autour de ses reins et en jetait la pointe par-dessus son épaule, comme on le fait devant les grands ou devant les tribunaux. Le bras levé, les yeux exorbités, il prenait la création à témoin de sa sincérité. Assis sur une peau, le Chef souriait toujours, en faisant resserrer son turban par un esclave : il le portait à la Ménélik, comme un bonnet moulant bien la tête, avec un demi-nœud sur la nuque, où pendaient les deux pointes de mousseline.

Après de longs discours où il était question de l'âme des morts, de champs en friches, de Dieu, de sauterelles, d'honorabilité et d'un grand nombre de personnages religieux, l'homme s'entendait dire :

— Va!

Et il se jetait aux pieds du Chef, qui se laissait remercier avec indifférence.

D'aucuns, dont le cas était plus douteux, attendaient des journées entières devant la hutte, portant une grosse pierre sur l'épaule pour apitoyer le Maître. Comme on ne peut en vouloir à un soldat de s'ennuyer auprès d'un fusil silencieux, chacun obtenait satisfaction.

Les coureurs reliant la capitale au lieu des opérations se firent de plus en plus rares. Il faut des choses nouvelles pour retenir l'attention du pouvoir; or il ne se passait absolument

rien qui fût digne d'être rapporté, sinon les pertes en gardes. Les assiégés étaient terribles sur la question d'une zone sans homme, délimitée par des repères précis, et qu'ils s'étaient fixées à eux-mêmes. Leur tir couvrait une surface imposante où certes les gens sains d'esprit ne mettaient plus le pied, mais il fallait compter avec les hommes ivres qui se soulageaient avec ostentation contre les rochers dangereux.

Pendant trois jours consécutifs, il n'y eut pas un coup de feu tiré en Qotat. La vallée paraissait morte et, les premières pluies aidant, se remplissait d'un ennui inexprimable.

Au quatrième jour, les petites perdrix dites « les musiciennes des montagnes », rassurées par le calme persistant, recommencèrent leurs chants. Tout le peuple de la caverne, penché sur la plate-forme, regardait sans joie les rochers déserts.

***

On pardonna aux rebelles et remise leur fut faite des prestations en millet. Ils payèrent seulement le prix du sang pour les hommes tués. Force-de-la-Trinité rentra dans ses terres et n'en conçut aucune reconnaissance envers le pouvoir.

Mais une région qui se trouvait tout près de la capitale et qui payait ses impôts trop lentement, se vit durement châtiée.

L'expédition dont on avait beaucoup attendu fut une affaire coûteuse et dont rien ne sortit que de la honte pour l'alaqa mauvais conseiller. Au lieu de recevoir les honneurs auxquels il avait rêvé, il se vit dans l'obligation de solder les frais sur ses propres greniers. Les soldats expliquèrent sa naïve bêtise à leurs femmes en rentrant sur leurs terres :

— Croyant que les bourses du bœuf allaient tomber pour lui, le chacal est resté assis toute la journée au bout du champ.

MARCEL GRIAULE

ALBUM ITALIEN

SOUVENIR DE SIENNE

Ses longues mains avaient la couleur de la rose
Lorsque, dans un jardin, le soleil tamisé
Sur la peau de la fleur soigneusement dépose
Son fard fait de poussière et de miel mélangés.

Sur le quai de la gare, elle attendait, à Sienne,
Le train lent à venir. Elle ne voyait pas
Les rails nus, les bancs noirs, ni le maigre troène
Autour duquel tremblait un anneau de lilas.

Elle songeait à vous, belle place concave,
Au svelte campanile, au Dôme noir et blanc.
Elle humait encor cette senteur de cave
Dont l'ombre des palais rafraîchit le passant.

Dans la chapelle étroite où se pâme la Sainte
Nous fûmes un moment si rapprochés que j'eus
Le sentiment de voir sur une bouche peinte
Le spectre d'un baiser d'on ne sait d'où venu.

Nous avions tout le jour croisé nos promenades.
Nos regards cependant ne s'étaient point croisés;
Mais j'avais ramassé sur une balustrade
Un rameau dépouillé qu'elle y avait jeté.

Cette grappe sans grains, je la tenais encore
Lorsque je pénétrai à mon tour sur le quai
Qui bientôt retentit du roulement sonore
Du train où nous allions tous deux nous embarquer.

Pourquoi ne suis-je pas monté dans sa voiture?
Comme j'étais discret dans ces âges lointains!...
Dans mon wagon désert, sur la grêle ramure,
Je regardais briller ce qui restait des grains.

Ces quelques pleurs de sucre et d'or, ces pauvres gouttes,
Donnaient un orient à des rêves confus.
Elle ne changea pas de train en cours de route;
A Florence, tous deux, nous sommes descendus...

Je ne la revis plus. Parfois, je rêve d'elle;
Je la retrouve un peu dans tous les Sodomas;
Et je lui redeviens pour un instant fidèle
Quand l'automne mûrit et dore les muscats.

SOIR A ANCÔNE

Sur les quais dépeuplés d'Ancône,
Je bois un vin épais et jaune.
Cet arc de triomphe romain
Fait songer à Claude Lorrain.
Les heures, sur sa chair de pierre,
Tissent des robes de lumière.
Ce soir, c'est d'un damas vermeil
Que l'enveloppe le soleil.

Les vagues de l'Adriatique
Baisent les pieds de l'arc antique.

A cet arc, bâti par Trajan,
Un autre arc, plus neuf, fait pendant.
Il fut construit au dix-huitième

Par Vanvitelli. Pour emblème
Il a six coquilles. Son front
Est ceint d'un feuillage en feston
Mêlé de laurier et de chêne.

A la fois déchue et hautaine,
Ancône entasse des palais
Où ne logent plus désormais
Ni prélat, ni seigneur, ni prince.
C'est une morte de province.
Des bâtiments palladiens
Sobres et nus, ont pour voisins
Des édifices jésuites.
Leurs faîtes que le temps délite
Sont coiffés de héros, de dieux
Et de grands anges soucieux.
Dans les plis des robes sculptées
Le vent sème des graminées :
Tout un chiendent actif, hardi.

Aux fenêtres de ces logis
Pendent de pittoresques hardes.
Entre ces hardes vous regardent
De fières enfants au teint noir.
Croyant qu'on ne peut pas les voir
Elles se montrent presque nues.
Ces Ancônaises inconnues
Sont si belles qu'elles vous font
Songer aux muses des plafonds
Peints par Corrège ou par Carrache.

... La nuit arrive. Elle détache
De l'arc, à présent vert-de-gris,
Les derniers lambeaux cramoisis
Dont l'avait paré la lumière.
Les reliefs rentrent dans la pierre.
Mon verre est vide de son vin.
Partons, je connais le chemin
Qui mène au sommet de la ville.

Un pape est, là-haut (vers l'an mille
quatorze cent soixante), mort.
Si, de nos jours, on parle encor
De lui, c'est que ce pape (Pie
deux) a construit la Librairie
De Sienne, où le Pinturicchio,
Aidé par le petit Sanzio,
Peignit des fresques réputées.
Ces fresques, fort bien conservées,
Font une fête de couleurs
Sur les murailles en l'honneur
Des TROIS divines GRÂCES grecques
Qui, dans cette bibliothèque,
Rêvent et font rêver...
Ce soir,
Privé d'elles, je ne puis voir
Qu'elles : les corps harmonieux,
Les mouvements mélodieux
Des bras effleurant les épaules...
Et, devant cet arc, sur ce môle,
Je les regarde par l'esprit
Naître des ombres de la nuit.

ÉLÉGIE FLORENTINE

Vais-je te rencontrer, toi, vraiment toi, chère Ombre?
Le jour n'est pas moins pur, la nuit n'est pas moins sombre.
Jadis renaît dans aujourd'hui; tu reviendras.
J'ai feint longtemps, par peur, de croire à ton trépas,
Mais te voici, vivante; et tu remplis la ville!
J'ai tous mes souvenirs. Ils me rendent habile.
Ils me mènent. Voici l'hôtel; voici le quai;
Sur le bord de l'Arnò, la berge et son remblai
Où les pieds des enfants enfonçaient dans la vase.
As-tu gardé l'anneau d'argent et la topaze
Que nous vendit ce marchand juif sur le Pont-Vieux?
Je pense qu'à présent tu portes tes cheveux
Coupés. Dans ce temps-là, tes grandes mèches blondes

Étaient si folles, si lestes, si vagabondes,
Que, quand le vent soufflait, elles cachaient tes yeux.
Et tu faisais alors l'aveugle, et notre jeu
Était de me laisser par le bras te conduire.
Tu disais : « C'est toi, le pilote; et le navire
C'est moi... » Je te guidais, fier de ton beau pavois;
Et tu faisais si bien l'aveugle que, parfois,
Un passant ébloui, mais en même temps triste,
Enviant à la fois et plaignant ce touriste,
Se retournait, pensif, et nous donnait un peu
De son bon cœur...

Mon Dieu, j'ai joué à ce jeu,
Je m'en souviens trop bien, avec toi, ici même!
Tu portais une robe bleue, un chapeau crème,
Et tu riais!... Hélas, le pilote, aujourd'hui,
Ne guide plus, du Baptistère aux Uffizi,
Et du Dôme au Pitti, qu'un navire fait d'ombre.
La nuit va l'emporter; déjà, voici qu'il sombre.
Tu t'effaces, cher Spectre, et je ne te vois plus.
La morne vérité va prendre le dessus
Et me dira, me contraignant à l'évidence :
« Tu ne la reverras plus jamais à Florence. »

LES ARBRES DE JUDÉE.

Les belles branches que tu cueilles
Sont les branches d'un arbre-fée :
Les fleurs des arbres de Judée
Poussent toutes avant leurs feuilles.

Ces arbres dans le noir jardin
Qui couronne le Palatin
Font flotter de légers aromes
Lesquels allèchent les fantômes.

Avant les iris de Vesta
Et les églantines d'Auguste
Regarde-les fleurir sur la
Ruine massive et robuste.

Les arbres de Judée, ici,
Sont pareils à des jeunes filles
Qui cherchent déjà des jonquilles
Avant que l'hiver soit fini.

Devant le casin des Farnèse,
Faibles ornements du tombeau,
Ils fascinent la maigre Anglaise
Serve de la peinture à l'eau.

Mauves comme des coquillages,
Fragiles comme des vapeurs,
Ils balancent de mols ombrages
Presque aussi pâles que leurs fleurs.

Ils encouragent et rassurent
Le premier ciel bleu du printemps;
C'est par eux que les monuments
Ont une moins triste figure.

Sur les débris de travertin,
Sur le ciment qui se délabre,
Ils font, au faîte du Vélabre,
Un premier plan à l'Aventin.

Et quand, tenté par le voyage,
Ta mémoire inspecte ton cœur,
Tu revois, privés de feuillage,
Ces arbres de Judée en fleur.

***

Ce soir, je cueille, imaginaire,
Un rameau sur le mont romain.
Veux-tu le prendre dans ta main?
Puis nous ferons cette prière :

« Iris, déesse des réseaux,
Et toi, Hermès, dieu des rapides,
Soyez nos maîtres et nos guides;
Nous avons l'âme des oiseaux.

« Emportez-nous! Puissions-nous être,
Foulant le sol capitolin,
Accoudés à cette fenêtre
Qui s'ouvre sur le Palatin;

« Puissions-nous, à la nuit tombée,
Sous un ciel encor transparent,
Regarder la lune d'argent
Jaillir des arbres de Judée... »

***

Nous sommes loin de Rome, hélas!
Et tout ceci n'est qu'un mensonge...
Mon cœur, n'es-tu pas enfin las
De toujours voyager en songe?

A HENRI DE RÉGNIER

(en marge de l'*Altana.*)

Sur l'Altana le ciel est dévoré d'étoiles.
Un léger vent salé s'amuse dans les toiles
Qui pendent au balcon du belveder marin.
Venise est à nos pieds. Je vois un peu la main
Que vous levez parfois en fumant un cigare.
Le tout petit feu rouge attire comme un phare
Les cousins que l'odeur du tabac fera fuir.

Votre livre est pour moi pesant de souvenirs.
Je le lis loin de vous, hélas, et de Venise!
Riche, précis, fervent, il attise et aiguise
Tous les regrets que j'ai de n'être plus là-bas.
Je retourne avec vous, cher Ami, pas à pas,
Dans notre vieux quartier aux places familières.
Je revois, tout debout sur l'or las de sa sphère,
La Fortune qui tourne au vent. Son bronze est noir.
Mais la nuit est si claire à Venise! On peut voir
Régner au seuil des eaux cette Vénus de l'ombre.
Derrière elle, élevant un mol et blanc décombre

Fait de dômes, de croix, de globes et d'arceaux,
La Salute est un vaste et bizarre gâteau
Dont le contour crémeux bleuit au clair de lune.
La tiède humidité qui vient de la lagune
Poisse les quais de pierre et les murs de crépi.
Sur les marches d'un pont, un ivrogne assoupi
Se laisse sans rien dire enjamber quand on passe.
On n'entend plus chanter sur l'eau les vers du Tasse
Que Sand, Musset (et Pagello) ont entendus;
Mais, le long d'un canal où j'ai jadis vécu,
La voix de Reynaldo flâne dans les glycines.

Je retourne là-bas avec vous. J'imagine
Que nous avons encor chez la Zuliani
Nos chambres. Et les clefs immenses du logis
Encombrent de leur forme et de leur poids nos poches.
... Venise, son silence; et Venise, ses cloches.
C'est entre elles et lui, Régnier, que nous vivions.
Cent odeurs se mêlaient. Celles des salaisons
Offensaient quelquefois celles des tubéreuses.
Le vent de mer avait l'haleine poissonneuse;
Quand cette mer baissait, le *rio* sentait fort.

Vous vous en souvenez, cher Ami : comme on dort
Bien, à Venise, sous la frêle moustiquaire!
Un beau sommeil léger et fin comme le verre
Qu'on souffle à Murano. Nous y allions fort peu.
Nous préférions rester en ville. Là, le jeu,
Pour ceux qui, comme nous, furent à bonne école,
Consiste à ne jamais employer la gondole.
— Jamais? Presque jamais. Sinon, parfois, le soir,
Pour rôder de Saint-George aux Esclavons, et voir
Le sang des Doges morts rougir l'Adriatique.

C'est fini, tout cela, cher Ami!... Je m'applique
Pendant que je vous lis, à feindre d'être gai,
Mais, le livre fermé, hélas! ce qui est vrai,
C'est que tout ce passé me rend mélancolique
Et que, comme les Juifs touchés par la musique

Qui vantait leur Judée et les bords du Jourdain,
Je ne puis contempler les tableaux que tu peins
(pardon : que vous peignez...) sans me sentir très triste
Et, surtout, sans vouloir partir à l'improviste
Pour la chère Venise et ses trésors lointains.

Au revoir; à bientôt. Dans la salle chinoise,
Au *Caffè Florian*, la glace à la framboise
Mêle son goût de fruit au parfum du moka.
Pendant que, sur la place, on joue une polka,
Les touristes passifs arpentent les arcades,
Et, parmi des pigeons gras comme des pintades,
Une enfant aux beaux yeux rêve à Casanova.

JEAN-LOUIS VAUDOYER

L'ÉVOLUTION
DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

14 AVRIL 1931 - 14 AVRIL 1934

Il en est de la terminologie politique comme des idées toutes faites : certains termes ne correspondent plus aux réalités qu'ils se chargent de traduire, ils en faussent même le sens. En particulier, il y a surtout un mot dont on abuse souvent : *révolution* que l'on oppose généralement à *évolution*. Or, issu du latin de basse époque *revolutio*, ce mot servait, au Moyen âge, de terme astronomique et signifiait plutôt un retour qu'une innovation brusque. La Révolution anglaise, la première, en a changé le sens. Et ce ne fut qu'au siècle suivant que Montesquieu lui a acquis le droit de cité dans le vocabulaire politique français, en le définissant comme « changement violent dans le gouvernement d'un État ». A combien de révolutions modernes pourrait s'appliquer cette définition? Avec un certain recul, ces révolutions apparaissent pour la plupart, comme l'aboutissement logique des événements qui les ont précédées ou, plutôt, comme un stade dans la vie d'une nation sans cesse en train d'évoluer.

Cette réflexion naît d'elle-même quand, au lendemain de son troisième anniversaire, on essaie de synthétiser l'histoire de la République Espagnole depuis le 14 avril 1931. Dès le début, il convient de faire cette triple constatation : *a*) le changement de régime a été une suite logique des événements

antérieurs; *b*) ce changement s'est accompli pacifiquement, sans la moindre effusion de sang; *c*) les lignes générales de la nouvelle Constitution avaient été fixées bien avant le 14 avril, au cours d'une réunion — en juillet 1930 — dans la capitale de la province de Guipuzcoa, et dont les résolutions portent le nom, désormais historique, de *Pacte de Saint-Sébastien*.

Les partis les plus divers avaient adhéré à cette convention. Le Pacte de Saint-Sébastien porte, en effet, des signatures aussi diverses que celles de M. Niceto Alcalá Zamora (catholique fervent, royaliste convaincu jusqu'à l'avènement de Primo de Rivera, ministre de l'Agriculture et du Commerce en 1917, ministre de la Guerre en 1922; à la suite des événements de Jaca, arrêté et condamné par le Tribunal Suprême de la Guerre et de la Marine); de M. Maura, modéré; de M. Alejandro Lerroux, radical. Au bas du pacte, on put même voir, plus tard, des signatures socialistes. S'il était naturel que ces diverses tendances se fussent dissociées par la suite, lorsqu'il ne s'agissait plus d'instaurer le nouveau régime mais de l'appliquer, il n'en reste pas moins que la nouvelle Constitution a été ébauchée en commun, par les éléments les plus opposés de la nation.

Le Gouvernement Provisoire, constitué le 14 avril 1931 sous la présidence de M. Alcalá Zamora, convoqua les Cortès constituantes le 3 juin. La scission au sein de la majorité ne tarda pas à se produire. Ce fut d'abord la démission de M. Alcalá Zamora, à la suite d'un projet laïque inconciliable avec sa conscience de catholique (mais la concorde républicaine était encore si grande que c'est à l'unanimité qu'il fut élu Président de la République); puis vint la démission de M. Lerroux, la défection du parti radical et de quelques autres groupes républicains passés à l'opposition. Néanmoins, sur les 470 députés des Cortès, il restait une majorité solide de 250 parlementaires qui soutenait le gouvernement de M. Manuel Azaña. Cette majorité se composait de socialistes, de radicaux-socialistes, de membres de l'Action Républicaine, de la Gauche Républicaine Catalane (*Esquerra*) et de la Fédération Républicaine de Galice (*Orga*).

Le groupe socialiste, le plus puissant des Cortès constituantes, comptait 114 députés. Celui des radicaux-socialistes

55; l'Action Républicaine 30. (Ce sont les chiffres officiels, indiqués par la présidence de la Chambre.) Le premier de ces partis est le plus ancien. Il fut fondé par Pablo Iglesias, seul député socialiste jusqu'en 1918. Les deux autres sont de formation plus récente. Il serait d'ailleurs difficile de délimiter leurs programmes et indiquer en quoi ils diffèrent. Le dernier groupe, quoique peu nombreux, jouait aux Cortès un rôle de premier plan dû à l'autorité de son chef, M. Azaña. Le groupe catalan comptait en tout 43 députés, dont 32 appartenaient à la Esquerra (de tendance radicale-socialiste). Tous unis sur la question de l'autonomie catalane, ils se séparaient dès qu'il s'agissait de la politique sociale et religieuse du gouvernement que les 32 députés de la Esquerra appuyaient fidèlement, en participant même au pouvoir. Enfin, la Fédération Républicaine de Galice comptait 19 députés, avec un programme à peu près identique à celui du parti radical-socialiste.

Dans l'opposition, sans programme commun dans le sens constructif, mais unie dès qu'il s'agissait de combattre les gouvernements successifs présidés par M. Azaña, il y avait d'abord la droite pure, elle-même divisée par des tendances diverses. Cette droite se composait du parti agraire ou clérical; du groupe « Action Nationale », devenu par la suite « Action Populaire »; du groupe libéral-démocrate, où siégeaient, en majeure partie, des anciens monarchistes; enfin, M. Romanones, seul élu franchement monarchiste et qui le demeure avec intransigeance, dans les nouvelles Cortès. Puis, vinrent les 8 progressistes, les 14 républicains-conservateurs, avec M. Miguel Maura à la tête; plus à gauche, il y avait un groupe d'intellectuels — au nombre de treize — sous la conduite de l'illustre penseur M. José Ortega y Gasset, groupe d'abord favorable au gouvernement Azaña, mais, qui, s'étant éparpillé, passa dans le camp de l'opposition; la « Gauche Andalouse » avec sept députés et l'on pourrait encore citer les neuf députés non inscrits, dont les aviateurs Franco et Sediles, pour la plupart syndicalistes ou fédéralistes d'extrême gauche. Tous ces partis comptaient à peine plus d'une centaine de voix.

Le parti d'opposition le plus important fut, par la suite,

le parti radical. C'est sans doute l'organisation républicaine la plus vieille d'Espagne et la mieux outillée. Elle existe depuis trente-deux ans. Aux Cortès constituantes elle disposait de 89 sièges, sous la conduite de M. Lerroux. Majoritaires au lendemain du 14 avril, les élus radicaux passèrent à l'opposition, dès que leur leader se retira du gouvernement. Ce vieux républicain incarna, durant des années, l'esprit révolutionnaire d'Espagne. Pamphlétaire (dans le sens que Paul-Louis Courier attribuait à ce mot) et orateur passionné, M. Lerroux combattit la monarchie, quarante années durant. Détail curieux : ce chef incontestable de l'opposition aux Cortès constituantes qui s'éleva contre la participation socialiste au pouvoir, avait lui-même fondé, naguère, des Maisons du peuple ouvrières. Obligé de s'expatrier — avant 1914 — il retourna en Espagne et fut arrêté par Primo de Rivera. Relâché, il continua à combattre l'ancien régime, prit part aux délibérations de Saint-Sébastien dont il signa le pacte et devint ministre des Affaires étrangères, dès l'avènement de la République. Puis, après avoir quitté le gouvernement, il fit, devant le pays, le procès contre le marxisme et, après bien des luttes, provoqua la démission de M. Azaña, dont il prit la place.

Avec cet épisode, se terminait la première phase du nouveau régime. Car c'était bien l'œuvre M. Azaña d'avoir fait entrer dans le Cabinet toutes les forces vives de la République. La carrière politique de M. Azaña fut rapide : surtout connu, jusqu'à l'avènement du nouveau régime, comme écrivain et comme président de l'*Ateneo* de Madrid, de ce club d'intellectuels où la politique n'a jamais dépassé les cadres de la théorie, M. Azaña apparut soudain comme un homme d'État hors ligne. C'est le 14 avril qui l'a révélé au pays et l'a porté au sommet du pouvoir et cela avec une force telle qu'il est devenu l'âme des Cortès constituantes, par qui il a fait adopter la constitution et voter les réformes qui caractérisent l'œuvre de la première législature.

Il n'est guère possible, dans le cadre de cette étude, de suivre pas à pas l'évolution de la République Espagnole à travers la politique de M. Azaña. Mais il importe d'en noter les points saillants, et d'insister sur les causes qui ont déterminé la

chute de cet homme d'État et la dissolution des Cortès constituantes. C'est une vérité de La Palisse de dire que chaque gouvernement s'use à la longue, surtout celui qui est appelé à doter le pays d'une nouvelle constitution et à l'appliquer le premier. Tout d'abord ce fut la question religieuse qui provoqua de graves mécontentements dans une grande partie de la population. En août 1932, le soulèvement militaire du général Sanjurjo, étouffé dans le sang; puis l'exécution des 19 prisonniers aux Casas Viejas, fusillés, selon la déclaration de M. Azaña, sur un ordre mal interprété : autant d'arguments pour l'opposition, soucieuse de discréditer le gouvernement. Il y eut, enfin, des excès déplorables, des couvents brûlés, des brimades à l'égard des catholiques auxquels la Constitution garantissait la liberté religieuse, brimades qui n'étaient nullement motivées par des raisons politiques, mais que le gouvernement n'a pas su prévenir, tout en sévissant ensuite avec une extrême rigueur contre les fauteurs de troubles. Tout cela créait dans le pays une atmosphère d'irritation, un état d'esprit hostile au gouvernement et à la majorité qui le soutenait.

Ce mécontentement s'est fait jour, dès que les électeurs furent appelés aux urnes. Le 23 avril 1933 eurent lieu des élections municipales, le premier scrutin public depuis l'avènement de la République. Tout en étant partielles, elles s'étendaient à 2 468 communes. Les élections municipales avaient déjà joué, une fois, un rôle politique considérable, puisque leur résultat avait déterminé le roi à se retirer. Il n'est pas surprenant que l'on ait attendu ce nouveau scrutin avec une grande curiosité, mêlée d'inquiétude. Sur les 14 028 conseillers élus, les partis majoritaires n'obtinrent que 5 048 sièges, à peine plus d'un tiers de l'ensemble des voix. Il est vrai que M. Azaña n'en parut pas troublé, il déclara que ce n'était pas l'Espagne qui s'était prononcée, mais seulement un dixième de sa population. Il ajouta que, tant qu'il jouirait de la confiance des Cortès et du Président de la République, « les horizons du gouvernement resteraient illimités ». En réalité, ce résultat était de fort mauvais présage.

Cependant le gouvernement continuait son œuvre législa-

tive. Successivement, il fit voter de nouvelles lois fondamentales, dont celles sur les congrégations et sur le Tribunal des Garanties. Mais les attaques ne cessaient pas. Comme l'obstruction des partis d'opposition devenait de plus en plus systématique, le gouvernement pria instamment les députés majoritaires d'être présents à toutes les séances des Cortès, afin d'assurer le *quorum* nécessaire, sans lequel le vote n'aurait pas force de loi.

La majorité de M. Azaña restait indéfectible. Néanmoins, le malaise persistait, s'aggravait même et l'opposition annonçait la crise comme imminente. En effet, le 8 juin, à peine six semaines après les élections municipales, cette crise survint. Non pas à la suite d'une défaite aux Cortès, mais au Palais du Président de la République. M. Azaña soumit à l'approbation du chef d'État un remaniement partiel de son cabinet et une mesure administrative. M. Alcalá Zamora exprima le désir de consulter, auparavant, les chefs des partis républicains. Le président du Conseil interpréta cette hésitation comme un refus de confiance et remit sa démission. Mais peu de jours après, il fut de nouveau chargé de la formation du Cabinet, tous les autres candidats, appelés à le constituer, ayant échoué dans leur tâche.

Le dernier cabinet Azaña se distinguait à peine du précédent. On y introduisit seulement M. Franchy qui représentait une des deux fractions fédéralistes, grâce à quoi la majorité gouvernementale put s'accroître de quelques voix, et les choses reprirent leur train coutumier. Tout le monde sentait que ce raccommodage parlementaire n'apportait aucun apaisement au pays, que, bien au contraire, le mécontentement n'y ferait que s'accentuer et que le nouveau succès de M. Azaña rendrait l'opposition plus irréconciliable encore. En effet, comme les partis d'opposition voyaient que dans les Cortés constituantes un déplacement de la majorité s'affirmait impossible, ils réclamèrent avec violence la dissolution de la Chambre.

Au milieu de ce brouhaha de partis et de discours incendiaires, en pleine effervescence des esprits, surexcités par des meetings et des discussions passionnées poursuivies jusque « dans la rue », le gouvernement de M. Azaña n'en continuait

pas moins d'édifier l'œuvre législative des Constituantes. L'ascendant personnel du président du Conseil au sein de la majorité restait encore considérable. Il déclara qu'il n'y aurait pas de vacances parlementaires tant que certaines lois fondamentales ne seraient pas votées, et la majorité se soumit sans broncher. Par une chaleur accablante (42° à l'ombre), les Cortès continuaient à siéger et votèrent presque toutes les lois — dont la funeste loi électorale — et tous les crédits prévus.

Sur ces entrefaites, eut lieu (2 août) une importante réunion du parti radical-socialiste. Pour la première fois, des voix dissidentes s'y firent entendre. Malgré l'ordre du jour favorable au gouvernement qui termina cette réunion, tout le monde sentit que la majorité était en train de se décomposer et qu'il allait devenir de plus en plus difficile de réunir le *quorum*. M. Azaña dut se résoudre (le 29 août) à accorder les vacances parlementaires.

Il ne restait plus à ce Cabinet que peu de temps à vivre. Et les derniers jours de son existence ne manquèrent pas d'être extrêmement pathétiques. L'opposition continuait son jeu serré et le cercle, dans lequel se débattait M. Azaña, se rétrécissait à vue d'œil. Les élections au « Jury du Tribunal des Garanties » — décrétées le 10 août — eurent lieu le 3 septembre. Le résultat de ce scrutin tourna nettement au désavantage de la majorité parlementaire, l'opposition ayant réuni deux tiers de la totalité des voix. Le Chef du gouvernement, tout en niant l'importance de ce résultat électoral, déclara qu'il croyait néanmoins nécessaire de poser au Président de la République la question de confiance.

Donc, le 7 septembre, le Conseil se réunit sous la présidence de M. Alcalá Zamora. Bien que, à l'issue, on n'eût publié aucun communiqué, on affirmait que le Président de la République avait refusé sa confiance à M. Azaña, que M. Alejandro Lerroux allait être chargé de la formation d'un nouveau Cabinet et de la dissolution des Cortès. Le lendemain, les ministres se réunirent à nouveau. A l'issue de ce second Conseil, M. Azaña fit remettre à la presse un communiqué où il était dit entre autres : « Les ministres, après avoir répondu aux questions du chef de l'État et étant donné que

le Président de la République avait exprimé le désir de procéder à des consultations, ont présenté leur démission. »

M. Azaña parti, aucun autre gouvernement n'était viable, la majorité demeurant fidèle à son chef. Les faits ne tardèrent pas à le prouver. Ce fut d'abord M. Lerroux qui fut chargé de la formation du nouveau Cabinet. Mais, dès la rentrée des Cortès (après des vacances de quelques semaines seulement), le nouveau président du Conseil lut sa déclaration ministérielle et démissionna presque séance tenante, sans même attendre que la Chambre se fût prononcée, ce qui d'ailleurs n'a pas empêché cette dernière d'émettre, *en l'absence de tous les ministres*, un vote de défiance.

Le Président de la République procéda à de nouvelles consultations, cette fois extrêmement laborieuses. Comme les partis n'arrivaient pas à se mettre d'accord, M. Alcalá Zamora déclara que si, le soir même, le gouvernement n'était pas constitué, il serait obligé à recourir, *in extremis*, à des mesures extraordinaires. Le même jour — le 8 octobre — la crise fut résolue.

C'était M. Martinez Barrio, un des chefs les plus énergiques du parti radical, qui était chargé de former le gouvernement. Malgré l'attitude antérieure du parti de M. Lerroux à l'égard des socialistes, le nouveau président du Conseil fit appel à tous les républicains sans exception. Les socialistes refusèrent leur participation. M. Martinez Barrio constitua sans eux son gouvernement. Bien que la base parlementaire se fût considérablement élargie grâce à l'appoint de tous les partis de gauche, ce ministère manquait d'autorité, et le Président de la République décréta la dissolution des Cortès constituantes.

Les nouvelles élections législatives eurent lieu le 18 novembre. L'Espagne n'avait pas encore connu une campagne électorale d'une pareille envergure. Les partis de la droite formèrent un front antimarxiste, auquel, par endroits, adhéra le parti radical (surtout au ballottage). Les partis de l'ancienne majorité (moins les socialistes), avec M. Azaña à leur tête, faisaient triste mine à côté du formidable bloc des droites qui, appuyé par une publicité extraordinaire et sous l'impulsion de M. Gil Robles (qui se révéla un tacticien remarquable), déploya une activité prodigieuse. Les socialistes

marchèrent seuls. Dès le premier tour de scrutin, on sentit que la balance penchait vers la droite. Le second tour confirma cette impression. Les nouvelles Cortès, réunies le 8 décembre, ne ressemblaient plus en rien aux précédentes.

***

L'œuvre accomplie par la Chambre dissoute fut considérable. Bien des points mériteraient un examen particulier : l'introduction des tribunaux mixtes, applicables non seulement aux ouvriers, mais aussi aux paysans, une création qui représente, dans ce pays agraire par excellence, une conquête sociale de premier ordre; ou bien l'introduction du statut catalan, qui accorde à Barcelone une large autonomie linguistique et administrative; ou bien encore les lois concernant la laïcisation de l'État ultra-catholique. Je ne m'attarderai que sur deux réformes fondamentales, la réforme de l'enseignement et la réforme agraire — ainsi que sur certains articles de la nouvelle Constitution proprement dite, qui font comprendre dans quel esprit a été conçu le nouveau régime.

La Constitution débute par l'article suivant : « L'Espagne est une République démocratique des travailleurs de tous ordres, qui est organisée sous le régime de la liberté et de la justice[1]. » Le troisième article proclame que « l'État n'a pas de religion ». L'article 6 déclare que « l'Espagne renonce à la guerre comme instrument de politique nationale ».

Ces trois articles traduisent à merveille l'état d'âme des Espagnols au lendemain de la Révolution.

En ce qui concerne le fonctionnement de la Constitution et quelques-uns de ses principes essentiels, les législateurs ont

1. Cet article, donnant sa marque la plus caractéristique à la Constitution espagnole, a été suggéré par M. Luis Araquistain, ancien ambassadeur à Berlin et un des esprits les plus intéressants de l'Espagne moderne. Le texte proposé par lui fut ainsi conçu : « L'Espagne est une République des travailleurs. » En élargissant cette formule, les Cortès constituantes ont supprimé toute équivoque possible. La façon dont a été élaboré le projet de Constitution par une commission spéciale, fut contée par M. Araquistain dans un article extrêmement suggestif, paru dans *El Sol* de Madrid, en date du 8 décembre 1931. En outre, ceux qui s'intéresseraient à une critique et à une analyse détaillée de la Constitution, trouveraient un ample exposé dans l'excellent ouvrage de M. Adolfo Posada, doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Madrid : *La nouvelle Constitution espagnole*. Librairie du Recueil Sirey. Paris, 1932.

fait de larges emprunts à différentes constitutions européennes (en particulier celle de Weimar), ce qui amène parfois quelques contradictions. L'Espagne n'a qu'une Chambre dont le Président est en même temps vice-président de la République; un Président de la République qui est le chef d'État; un Conseil de ministres, présidé par le chef du gouvernement. Le Président de la République est élu, pour une durée de six ans, par les députés des Cortès et *un nombre égal d'électeurs présidentiels désignés au suffrage direct.* C'est presque le principe américain, avec cette seule différence que, *immédiatement après* l'expiration de son sexennat, le président espagnol *n'est pas rééligible.* Aux Suisses, on a emprunté le referendum; à la Constitution de Weimar — entre tant d'autres choses — le Tribunal des Garanties constitutionnelles, appelé à trancher toute question entre le Législatif et le Judiciaire. Le principe de l'*habeas corpus* est d'origine anglaise et, comme les Français ont, les premiers, réalisé la laïcité, on pourrait dire que les articles réglant les rapports entre l'Église et l'État ont été inspirés par la Constitution de la IIIe République.

Essentiellement espagnol, pourtant, semble-t-il, est le principe selon lequel se règlent les rapports entre le chef d'État et les Cortès. L'Espagne n'ayant qu'une Chambre, qui peut destituer temporairement et même mettre en accusation le chef de l'État, lequel, à son tour, détient le pouvoir de dissoudre le Parlement, il fallut s'assurer des garanties, afin que ni l'un ni l'autre ne puissent abuser de leurs privilèges et instaurer ainsi, de part ou d'autre, une dictature quasi légale. On a donc adopté le règlement suivant : le Président a le droit de dissoudre la Chambre deux fois de suite. Mais au cas où les Cortès, élues, dans le délai prévu par la Constitution, pour la troisième fois, réprouveraient la mesure prise par le Président à l'égard de la Chambre précédente, celui-ci serait destitué immédiatement. D'autre part, les Cortès peuvent à la majorité des 3/5 retirer temporairement les pouvoirs au Président. Les électeurs présidentiels se réunissent alors, afin d'examiner la décision prise. Cette assemblée, où les Cortès ne disposent que de la moitié des voix, peut réintégrer le Président dans ses fonctions, ce

qui doit entraîner la dissolution immédiate des Cortès désavouées; ou bien elle confirme la décision du parlement et désigne son successeur. La Chambre peut également, sans lui retirer temporairement les pouvoirs, mettre le Président en accusation devant le tribunal suprême de la République. Mais ici, comme dans le cas précédent, le Parlement met sa vie en péril, l'acquittement du chef d'État par 3/5 de l'assemblée entraînant toujours la dissolution immédiate.

La Constitution espagnole, élaborée et adoptée en cinq mois, est pleine de dispositions ingénieuses. Néanmoins, elle ne manque pas de points fragiles, susceptibles de faire le jeu de ses adversaires. Un exemple : l'article 44 du titre III, chapitre II, admet l'*expropriation forcée pour cause d'utilité sociale*, mais se termine par la déclaration surprenante que *en aucun cas, la peine de confiscation des biens ne sera prononcée!* L'affirmation « en aucun cas » étant absolue, on ne peut pas s'empêcher de conclure que cette loi a pour base *deux* principes qui s'excluent réciproquement. Cette contradiction devient encore plus grave quand on essaie de concilier le dernier alinéa de l'article cité avec la loi de défense de la République, en vertu de laquelle les personnes compromises dans un complot peuvent ou doivent être frappées de la confiscation de leurs biens!

Passons aux réformes. Celle de l'enseignement a sans doute été, jusqu'à ce jour, la plus fructueuse. Son grand pionnier fut M. Fernando de Los Rios, ministre de la Justice au lendemain de la révolution, puis, ministre de l'Instruction publique, et, finalement, dans le dernier cabinet Azaña, ministre des Affaires étrangères. Son effort se porta tout particulièrement sur l'enseignement primaire. Dans ce pays d'une si belle tradition littéraire et artistique, il y avait, d'après une statistique de 1910, sur 5,3 millions d'hommes adultes (c'est-à-dire, de quinze à soixante ans) et 5,8 millions de femmes du même âge, 2,1 millions et 3,5 millions de personnes ne sachant pas lire, en tout 50 p. 100 de la population adulte! Quant aux 50 p. 100 de citoyens « cultivés », près de la moitié d'entre eux pouvait seulement lire. Il en résulte que trois quarts de la nation ne savaient pas écrire. Les écoles primaires étaient en si petit nombre qu'elles ne pouvaient même pas contenir

la moitié de la population enfantine. La première tâche qui s'imposait à la République consistait donc dans la création des écoles et dans la formation des maîtres.

Au lendemain de l'inauguration du nouveau régime, il n'existait en tout, que 35 000 écoles, la moitié de ce qui eût été nécessaire. La République décida de combler cette lacune, dans l'espace de 5 ans. Elle s'est mise fiévreusement à l'œuvre. Au cours de la première année déjà, le pays fut doté de 7 000 nouvelles écoles. Durant chacune des années suivantes on projetait d'en créer encore 5 000. M. Rodolfo Llopis, ancien directeur de l'enseignement primaire de 1931 à 1933, publia, il y a quelques mois, un ouvrage où il rendait compte de l'effort fourni par le ministère de l'Instruction publique au cours de deux premières années du nouveau régime. Les chiffres cités par l'auteur sont extrêmement éloquents : en 1904, le budget total de ce ministère comportait 45,6 millions de pesetas dont 26,5 millions étaient affectés à l'enseignement primaire. En 1920, ce budget comportait déjà 152,5 millions, dont 89 millions destinés à l'enseignement primaire. En 1933, le budget de l'Enseignement primaire passait à 201,5 millions sur 311 millions, c'est-à-dire à 65 p. 100 du budget total du ministère de l'Instruction publique. Quant aux nouvelles écoles, on a voulu qu'elles fussent claires, spacieuses et confortables, et qu'elles fussent pour les enfants pauvres non seulement des maisons d'enseignement, mais aussi des lieux de réjouissance et de refuge, surtout durant les journées froides d'hiver et les premiers mois d'été, où les enfants peuvent respirer l'air pur, être à l'abri du froid ou de la chaleur.

Les écoles secondaires, elles aussi, ont subi d'importantes, d'utiles transformations. Il en est de même de l'enseignement supérieur. Il est juste de remarquer que la transformation des écoles des Hautes Études, ainsi que la création de la Cité universitaire (qui est une merveille) ont déjà été entreprises par Alphonse XIII. Mais c'est seulement avec la République que ce projet a pu se réaliser complètement.

Si la laïcisation de l'école et la réforme de l'enseignement constituent, dans l'évolution morale et intellectuelle de la jeune République, le facteur le plus caractéristique, la réforme

agraire en est sans doute le plus important, du point de vue social et économique. L'Espagne est le pays le plus rural de l'Europe occidentale. Trois quarts des citoyens espagnols sont ruraux.

La question agraire a été de tout temps un des problèmes les plus douloureux de l'Espagne. Déjà la République de 1873 avait essayé vainement d'apporter une solution aux difficultés des agriculteurs. La République de 1931 s'est mise à l'œuvre dès son avènement, mais, à quelques exceptions près, n'a pas encore obtenu les résultats espérés. Dans ce pays, où, au cœur de l'Andalousie, d'immenses domaines fertiles restent *réservés exclusivement à l'élevage des taureaux de courses*, une grande partie des paysans est réduite à la mendicité. Ainsi 91 p. 100 des propriétaires terriens possèdent moins de 10 hectares par tête. Autrement dit, près de 1,2 million de paysans disposent de 6 000 000 d'hectares, ce qui représente une moyenne de 5 hectares par propriétaire. Et même parmi ces privilégiés, il y en a beaucoup dont la propriété n'atteint même pas un hectare entier, comme c'est si souvent le cas dans l'est et le sud-est de l'Espagne, en Léon et en Castille. Tandis que 12 000 000 d'hectares, donc le double de la propriété paysanne tout entière, appartient à 100 000 grands seigneurs terriens. Cette anomalie paraît encore plus frappante quand on apprend que sur les 6 millions de paysans d'Espagne, il y en a près de 5 millions ne possédant pas un mètre carré. Or, les grands propriétaires fonciers ne cultivent pas toutes leurs terres, ou parce qu'ils n'en ont pas besoin, ou parce qu'ils veulent éviter que la production ne dépasse le contingent nécessaire au maintien des prix. Ainsi le résultat de cette situation paradoxale, dans un pays rural au premier chef, est qu'il existe un monde considérable de chômeurs campagnards réduits à la misère la plus effroyable.

La loi sur la réforme agraire fut, après de longs débats, définitivement adoptée le 9 septembre 1932, et promulguée le 15 du même mois par le Président de la République (en même temps que le statut catalan, garantissant, au sein de l'Espagne, une autonomie extrêmement large à cette Catalogne rebelle qui, à présent, constitue un des soutiens les plus sûrs de l'État). Elle comprend des expropriations sans dédom-

magement et d'autres qui comportent des indemnités. Les premières concernent surtout des biens féodaux, transmis de siècle en siècle par héritage et abolis déjà une fois, en 1811, sous l'impulsion de la Révolution française, mais rendus à leurs propriétaires, douze ans plus tard, lorsque l'esprit de la Sainte-Alliance souffla au-delà des Pyrénées. A ces terres s'ajoutent encore des propriétés immenses des Grands d'Espagne, comme celle du duc de Medinaceli, qui possédait 95 000 hectares, ou bien des terres des Jésuites, ou encore celles des personnes poursuivies pour haute trahison, à la suite du soulèvement du général Sanjurjo. Les grands propriétaires terriens sur lesquels ne pèse pas cette accusation, peuvent revendiquer une indemnité égale à leurs dépenses non amorties. De même, ceux, qui n'auraient pas d'autres revenus que ceux de leurs propriétés auraient droit à une pension viagère. Quant aux expropriations moyennant indemnités, elles se répartissent en diverses catégories. C'est l'*Institut de Réforme agraire*, créé par la République et pourvu d'une large autonomie juridique et financière, qui est chargé de la réalisation de cette réforme et de trancher toutes les questions s'y rattachant, aussi bien l'expropriation que la répartition des terres confisquées.

J'ai dit plus haut que cette réforme était, lors des Cortès constituantes, loin de devenir une réalité vivante. Il est impossible de prévoir ce qu'elle deviendra avec la nouvelle Chambre. Néanmoins, on est obligé de reconnaître que le gouvernement de M. Lerroux ne paraît pas disposé y renoncer. La liste des nouvelles expropriations, publiée en février et en mars derniers, le prouvent. D'ailleurs, des déclarations faites par M. Gil Robles à M. Gaston Blanc (*Le Temps* du 10 janvier 1934) il ressort nettement que, malgré toutes les réserves formulées et tous les changements qu'elle voudrait faire subir à la Constitution, l'Action Populaire elle-même ne songe pas à revenir en arrière, sur ce point.

***

La dissolution des Constituantes fut décrétée contre l'avis de sa majorité, mais dans le but d'apaiser une grande partie de l'opinion publique. La coalition de M. Azaña a été brisée.

Mais le pays n'est pas apaisé. Au contraire, l'effervescence des esprits est plus grande en Espagne que jamais.

Vues de dehors, les élections législatives de novembre dernier représentent un triomphe incontestable de la droite antirépublicaine. Sur 473 députés, ces partis en comptent plus de 200, tandis que, dans la Chambre dissoute ils n'en avaient qu'une trentaine. Les partis de gauche de l'ancienne majorité — radicaux-socialistes, Action Républicaine, *Esquerra* et *Orga* — qui comptaient naguère plus de 130 députés, n'en ont à présent qu'à peine une trentaine. Quatre ministres du cabinet Martinez Barrio ayant présidé aux élections ont perdu leur mandat. M. Azaña lui-même n'aurait pas été réélu, sans le concours de l'extrême gauche. Le parti socialiste qui détenait, dans l'ancienne Chambre, 114 sièges, ne compte à présent qu'un peu plus de la moitié de ce chiffre. De tous les partis républicains, seul celui de M. Lerroux a pu maintenir ses positions et augmenter même le nombre de ses sièges qui est d'environ une centaine. Les socialistes ont beau protester contre la loi électorale à laquelle ils attribuent à présent la défaite des partis de gauche, cette loi que M. Araquistain caractérise comme « une des plus grandes erreurs de la jeune République et une des plus déraisonnables dans son genre », il n'en reste pas moins vrai que, même du point de vue du nombre de voix réunies, la droite a remporté un grand succès.

Avec la nouvelle Chambre, le malaise dont souffrait le pays s'est aggravé sensiblement. C'est dans les rangs socialistes que l'on ressent le plus d'amertume. Ce parti déclare que si les autres partis avaient, comme lui, lutté isolément, aucun n'aurait obtenu un nombre de voix comparable au sien. Car rien que dans les circonscriptions où il se présenta seul, le parti socialiste obtient (les chiffres définitifs n'ayant pas encore été publiés officiellement, nous indiquons ceux que les partis, se croyant frustrés, citent à l'appui de leur raisonnement) environ 1 600 000 voix, correspondant théoriquement à 100 sièges au lieu d'une soixantaine. Dans 20 circonscriptions les socialistes s'allièrent avec la *Esquerra* catalane et la coalition de gauche : ils obtinrent 850 000 voix environ, correspondant théoriquement à une cinquantaine de

sièges. D'autres partis de gauche, moins les radicaux formant le gouvernement actuel, obtinrent environ 800 000 voix, ce qui équivaudrait à 45 sièges. Ainsi l'opposition actuelle de gauche et d'extrême gauche, qui a réuni près de 3300000 voix, dispose à peine d'une centaine de sièges, tandis que la nouvelle majorité gouvernementale, n'ayant obtenu qu'un peu plus d'un million de voix que ses adversaires, en détiennent plus de 300! Il n'est donc pas étonnant que les mécontents affirment que les Cortès ne représentent nullement le pays foncièrement républicain. Malgré cela, la fraction socialiste étant *a priori* exclue de toute combinaison gouvernementale, le Cabinet actuel ne peut se maintenir au pouvoir qu'avec l'appui de l'Action Populaire et du parti agraire, c'est-à-dire, des éléments antirépublicains. C'est pourquoi, dès que le Président de la République procéda à la consultation des chefs de partis en vue de former le premier Cabinet de la nouvelle législature, le leader socialiste réclama la dissolution des nouvelles Cortès. M. Alcalá Zamora s'y refusa et M. Lerroux constitua son Cabinet. Il s'est produit alors un événement politique fort important : le parti agraire se rallia au nouveau régime, ainsi que l'Action Populaire dont l'adhésion, il est vrai, reste conditionnelle ou *un pis aller*, selon les déclarations faites par M. Gil Robles, au cours d'un discours prononcé, au début de février, à Séville.

Ce ralliement des deux plus grands partis de droite, jusque-là notoirement antirépublicains, n'ont pas calmé les esprits. M. Azaña, le porte-parole des partis d'opposition de gauche, leur refuse non seulement le droit à toute participation au pouvoir, mais même celui de siéger au Parlement. Ces 200 députés, dit-il, ont été élus avec un programme anti-constitutionnel et doivent, par conséquent, représenter les vœux de leurs électeurs. Si, à peine élus, ils font volte-face en se rattachant au nouveau régime qu'ils sont chargés de combattre, il y a lieu de procéder à de nouvelles élections et de demander au peuple s'il veut être représenté par des députés qui n'appliquent pas leur programme. Des objections semblables se sont même fait entendre au sein du Cabinet. Le ministre de l'Intérieur, M. Martinez Barrio, est allé jusqu'à affirmer publiquement (dans l'hebdomadaire *Blanco y Negro*),

qu'il n'admettrait jamais la tutelle des partis de droite.

Quant à l'attitude de l'extrême gauche, elle est franchement révolutionnaire. Les députés socialistes — les communistes ne sont représentés aux Cortès que par un seul député et n'ont obtenu aux élections que 145 000 voix — ne se contentent plus de voter contre le gouvernement, mais menacent ouvertement de passer, le cas échéant, au soulèvement, les conquêtes de la République étant, selon eux, en danger. Au sein même du parti de graves dissentiments ont éclaté entre les amis de M. Besteiro, président des Cortès constituantes et, jusque-là, de l'Union générale des Travailleurs, et ceux de M. Largo Caballero, celui-ci prêchant socialisme révolutionnaire, celui-là restant partisan de la légalité, donc du socialisme évolutif. C'est la tendance de Largo Caballero qui prévalut et il est significatif que la démission de M. Besteiro n'ait pas provoqué de scission au sein du parti qui reste uni et d'autant plus menaçant.

En même temps que les socialistes, la *Phalange Espagnole*, sous la conduite du fils du général Primo de Rivera, se rassemble et annonce l'avènement du régime fasciste pour un temps très proche. (Il est vrai que le nombre de ses adhérents est encore bien faible et que l'organisation catholique des Jeunesses de l'Action Populaire est infiniment plus nombreuse et plus importante.) En attendant, il ne se passe pas de semaine sans que des rencontres violentes entre les représentants de ces deux tendances ennemies ensanglantent telle ou telle rue. Le gouvernement, en face de ces menaces, riposte par des mesures énergiques, destinées bien moins à prévenir la révolte annoncée qu'à être en mesure de l'affronter, au cas où celle-ci se produirait. Tous les partis gardant leurs positions intactes et les renforçant même, on se demande quelles réactions finira par provoquer la fièvre qui agite le pays. Car l'agitation y est extrême. Elle ne se manifeste pas seulement par des discours et des articles de journaux, mais par des grèves dans tous les domaines. A l'heure où j'écris ces lignes, sévit, dans certaines villes, la grève générale, tandis qu'à Madrid, où la grève des journaux vient de se terminer, continue celle du bâtiment et des métallurgistes et l'on prétend que la grève du personnel de cafés, de restaurants et d'hôtels est sur le

point d'éclater. Il est vrai que toutes ces grèves ne sont pas dues à la seule initiative de l'Union générale des Travailleurs et que les socialistes y sont souvent, sans se l'avouer, entraînés par les syndicats anarchistes, leurs pires ennemis, et aussi par l'attitude intransigeante de certains entrepreneurs que le ministre de l'Intérieur à même dû faire arrêter.

Il y a plus : M. Lerroux est harcelé non seulement par ses adversaires, mais aussi par une partie de sa majorité parlementaire. Par ses exigences elle paralyse l'action du gouvernement — (à tel point que M. Alba, président des Cortès, a dû intervenir pour suggérer au Parlement et au gouvernement un programme de travail). — Il en résulte que M. Lerroux doit tenir tête même à ceux qui lui prêtent leur appui. L'aile droite de la majorité, après lui avoir demandé d'amnistier les anciens ministres de la dictature, élus députés mais se trouvant en exil, de régler la loi sur les biens du Clergé, d'entreprendre des modifications importantes de la Constitution, d'interrompre la nationalisation de certaines propriétés foncières, de laisser sans exéution certains accords des « Jurys mixtes », a réclamé la dissolution de la Fédération Universitaire des étudiants, organisation républicaine farouchement opposée au fascisme. Cette dernière exigence, selon la déclaration d'un ministre, a fait déborder le vase déjà trop plein et M. Lerroux fut obligé de prendre une attitude ne prêtant pas à équivoque. La bataille engagée par le gouvernement fut gagnée contre les voix de la droite[1].

Les rapports entre M. Lerroux et l'aile droite de sa majorité ont encore été envenimés par des faits qui s'étaient produits en dehors du Parlement. En redevenant Président du Conseil, M. Lerroux avait l'intention ferme de régler la question religieuse à l'amiable. Il avait le désir sincère d'apaiser

1. Depuis que ces lignes furent écrites, une certaine détente s'est produite dans les rangs de la majorité : la loi dite sur les biens du Clergé et l'amnistie viennent d'être votées, cette dernière en l'absence des partis de gauche unifiés et d'extrême gauche (ceux-ci estiment en effet que les bénéficiaires de cette loi sont, pour la plupart, les ennemis de la République, tels le général Sanjurjo, d'anciens ministres de la Dictature, etc.). D'autre part, le Cabinet Lerroux a fait adopter par les Cortès une loi attribuant une pension aux vieux républicains, victimes de leurs idées, soulignant ainsi les sentiments qui animent le gouvernement actuel.

un grand nombre de gens, parmi lesquels se trouvaient bon nombre de républicains. Mais son gouvernement a dû, après avoir engagé des pourparlers avec le Vatican et après avoir désigné son ministre des Affaires étrangères au poste d'ambassadeur auprès du Saint-Siège, changer brusquement d'attitude à l'égard de l'Église. Deux incidents y ont particulièrement contribué : au cours d'une cérémonie à la cathédrale de Madrid, en l'honneur du Souverain Pontife, le Président des associations catholiques et — ce qui était plus grave — le nonce apostolique ont critiqué publiquement la nouvelle Constitution. Cet incident a soulevé un énorme mécontentement dans les rangs des républicains. Le nonce a bien rendu visite à M. Lerroux, mais les choses n'en sont pas restées là. Le gouvernement adressa une protestation au Vatican contre l'ingérence du nonce, rappelant que les églises sont propriété d'État et prêtées à des fins purement religieuses et qu'il ne tolérerait pas qu'on les utilisât dans des buts politiques. En même temps, le ministre de la Justice faisait connaître à l'évêque de Madrid que le gouvernement était décidé à prendre des mesures, au cas où de pareils faits se reproduiraient.

Sur ces entrefaites M. Pita Romero, ministre des Affaires étrangères, ayant été désigné comme ambassadeur extraordinaire auprès du Vatican, avec la mission d'engager des pourparlers en vue d'un Concordat, le Saint-Siège fit parvenir son agrément. Mais sa note était conçue dans des termes que le gouvernement a cru ne pas devoir admettre. Le Vatican y parlait « d'une spoliation de l'Église et d'une atteinte à ses droits, commise par les Cortès constituantes ». Le gouvernement riposta par une note de protestation. Le Saint-Siège n'y ayant pas donné suite, M. Pita Romero resta à Madrid.

Tout cela met les partis de la droite dans une posture de plus en plus délicate vis-à-vis de leurs électeurs. Il est évident que, en votant le 20 février contre le cabinet de M. Lerroux, M. Gil Robles n'a pas encore prononcé le divorce entre l'Action Populaire et le gouvernement. Mais au cas où celui-ci se produirait, comment pourrait vivre un gouvernement sous une présidence autre que celle de M. Lerroux? La crise

ministérielle survenue le 1er mars, à la suite de divergences de vues entre le Président du Conseil et deux de ses ministres, MM. Martinez Barrio et Lara, l'a bien prouvé. Les ministres démissionnaires furent tout simplement remplacés, mais la situation resta la même. La presse était quasi unanime à le reconnaître. Il est vrai que les partis de la droite ne croient pas encore que le moment est venu pour eux de prendre le pouvoir. Même s'ils s'y décidaient, ils n'obtiendraient pas de majorité aux Cortès sans les radicaux, lesquels, pour la plupart, ne semblent pas disposés à les soutenir.

Faut-il en conclure, comme le font les socialistes et les partis d'opposition de gauche, que les Cortès actuelles ne sont pas viables et que, tôt ou tard, le Président de la République devra procéder à leur dissolution? Et quel aspect présenterait une nouvelle Chambre? De part et d'autre les esprits se sont, depuis les dernières élections, montés à un point tel qu'il est difficile de prévoir qui profiterait de la bataille. Les prophètes de gauche se réfèrent aux élections municipales en Catalogne qui, à peine six semaines après la consultation du 19 novembre, ont ramené bien des voix aux candidats de la *Esquerra* et de l'extrême gauche. Mais la Catalogne traduit-elle la volonté du pays, et, en ce cas, l'état d'esprit d'aujourd'hui serait-il le même qu'en janvier?

L'avenir — et bien proche peut-être — nous donnera une réponse à toutes ces questions qui passionnent l'Espagne.

JOSEPH CHAPIRO

PRESSE 1836

UN JOURNAL IL Y A CENT ANS

Écrire dans un journal, il y a cent ans, aux dires d'un des meilleurs écrivains de presse d'alors, Alfred Nettement, c'était se vouer, d'avance, à un dur et incessant labeur, — sans espoir de fortune, puisque les abonnés, étant rares et rares les annonces, la copie était très mal payée, — sans espoir d'acquérir la renommée, puisqu'il était de règle que les articles ne portassent jamais de signature et que le nom du directeur arrivât seul à être connu du grand public. Et, pourtant, si grande était la séduction de pouvoir exposer ses idées, d'avoir audience auprès de milliers de personnes que la presse regorgeait de journalistes de talent et que ces années de la Restauration finirent par être brillantes au point de vue de la qualité des publicistes.

Un journal, à cette époque, se présentait, il est vrai, sous des apparences très différentes de celles d'aujourd'hui. C'était, en général, une feuille du format actuel du *Temps*, pliée en deux, c'est-à-dire quatre pages du format contemporain réduit de moitié. Il se vendait par abonnements. On le recevait à domicile et on le lisait chez soi, ou bien on l'emportait pour le déguster au café ou au bureau, mais jamais dans la rue ou sur le banc d'un jardin public. On avait l'impression que les lecteurs le savouraient de la première à la dernière ligne, sans omettre le plus petit écho ou le filet le plus microscopique. La lecture achevée, on le pliait soigneusement et on le prêtait à ses parents ou à ses amis. On se passait les

journaux de main en main, comme on se passe aujourd'hui les livres ou les grandes revues.

Ce respect d'une feuille de papier imprimée prouve, au moins, qu'elle coûtait cher. L'abonnement était, en effet, de 80 francs par an, même pour les quotidiens de tout petit format : c'était, par conséquent, une lecture réservée à une élite des plus restreintes. La grande majorité de la population, surtout dans les campagnes, s'en trouvait privée. D'après une statistique dressée en 1835 par l'administration des postes, la presse politique parisienne se composait de 20 journaux seulement, comptant ensemble, dans les départements, 50 000 abonnés, dont les quatre cinquièmes pour les journaux d'opposition et un cinquième en plus pour les journaux gouvernementaux. Quant au chiffre des abonnements de Paris, on s'accordait à le fixer à 20 000 au maximum, ce qui donnait au total 70 000 abonnés pour une population inférieure de cinq millions d'habitants seulement à la population actuelle, soit, environ, deux abonnés pour 1 000 habitants!

Si l'on songe que ces journaux d'un si médiocre tirage étaient presque entièrement dénués de publicité, on comprendra que, pour vivre, il fallait qu'ils disposassent de puissants commanditaires, ou, mieux, qu'ils fussent les représentants d'un parti politique, tels *le Constitutionnel*, *le National* ou le *Journal des Débats*.

Dans tous les cas, cette situation de la presse, assez humiliante déjà sous un pouvoir absolu comme celui de Napoléon Ier ou des régimes d'autorité comme ceux de Louis XVIII et de Charles X, était devenue presque anormale après la révolution de 1830, ne correspondant plus ni au libéralisme des idées, ni à l'évolution des mœurs.

Si le journal, même très notoire, était une assez pauvre chose, que dire souvent de son installation matérielle? Nous possédons, entre autres, une description d'un journal à Paris en juillet 1832, et ce journal est *le Temps*. La véracité de cette description est assez sujette à caution, car c'est le comte Apponyi qui tient la plume, et l'on sait que le secrétaire de l'ambassade d'Autriche n'est pas très tendre pour la presse, en général, et les journalistes, en particulier. Néanmoins le document est curieux.

L'auteur nous montre dans la rue de Richelieu, « pas très loin de la rue des Filles-Saint-Thomas », une maison dont un drapeau tricolore orne la porte cochère. « En entrant sous la voûte, on aperçoit dans le fond de la cour une inscription à grosses lettres qui indique que la porte que vous avez en face de vous conduit aux bureaux des rédacteurs du *Temps*. » « Vous y montez, continue-t-il, au risque d'être asphyxié par toutes sortes d'exhalaisons et la fumée des pipes et cigares. Couchés sur des canapés sales et déchirés, des gens mal vêtus discutent bruyamment. Il ne faut pas mal de temps (*sic*) pour se reconnaître dans cet antre obscur, enfumé et rempli d'un brouillard plus épais et mille fois plus méphitique que celui de Londres. Il serait bien difficile de se rendre compte des couleurs d'un reste de tenture dont quelques lambeaux couvrent encore, par-ci par-là, un mur crasseux.

« De grandes tables sont placées au milieu de la chambre, les chaises et le plancher remplis de journaux français, anglais, espagnols, portugais, américains. »

Jacques Coste, le rédacteur en chef, est assis au bout de la table : « Son air est présomptueux, son ton décisif, il sait tout ou croit tout savoir. Il rejette ou agrée les articles que ses satellites lui apportent, il y met du sien, il lit haut sa rédaction afin d'être admiré par ses sous-ordres, il reçoit des gens qui lui apportent trente-six mille nouvelles secrètes ou fausses, il les écoute, il les récompense, il les revoie ou bien les charge de lui procurer de nouveaux renseignements. Tout cela se fait entre la bouteille et la pipe; les débris des unes et des autres se trouvent çà et là, sous les tables et les canapés. Le vin exalte MM. les journalistes[1]. »

Si l'on veut se rendre compte à quel point le portrait de Jacques Coste est chargé, que l'on consulte ce que les contemporains nous ont rapporté sur cet excellent journaliste, en particulier Joseph d'Arçay qui en a parlé assez longuement dans ses *Indiscrétions contemporaines*[2]. Bordelais actif et débrouillard, Jacques Coste était surtout un homme d'affaires qui écrivait assez peu dans son journal, mais s'en était réservé la direction, comme les Bertin *aux Débats* ou le docteur Véron

1. *Journal* du comte Apponyi, t. II, p. 233.
2. *Indiscrétions contemporaines*, par J. d'Arçay, p. 138.

au *Constitutionnel*. Loin d'être un ours mal léché vivant dans une tabagie, c'était un raffiné. Ses réceptions, rue de la Victoire, dans l'ancien hôtel de Bonaparte qu'il avait acheté, étaient très recherchées.

Madame Coste qui était une beauté célèbre secondait fort bien son mari lequel était, par surcroît, un des hommes les plus décorés de l'Europe.

Aussi bien l'on possède d'autres descriptions de salles de rédaction à cette époque qui n'ont tout de même pas l'aspect aussi bohême. Dans son livre sur *Alfred Nettement*, Edmond Biré a parlé longuement de *la Quotidienne*, l'une des grandes feuilles de la Restauration, et ce qu'il en dit, joint aux pages pittoresques fournies par un petit livre comme *le Diable boiteux des journaux*, par exemple, nous renseigne suffisamment sur l'atmosphère qui régnait dans ses bureaux sis 3, rue Neuve des Bons-Enfants, derrière la Banque de France.

On entrait, paraît-il, par un perron majestueux dans une vaste antichambre décorée de grandes tables et de fauteuils imposants de style Empire qui avaient un peu l'air d'une antichambre de ministre, et, tout aussitôt, un garçon de bureau s'avançait vers vous. Ce garçon de bureau avait un nom fameux : c'était Vincent Bully, l'inventeur du vinaigre de toilette. « Un type curieux, nous dit J. d'Arçay, qui rappelait à merveille, aussi bien par son costume que par ses allures, les bedeaux qui offrent de l'eau bénite à l'entrée des églises. »

A l'époque des journées de Juillet, Bully avait dans la rue Saint-Honoré, près de la rue de Rohan, un magasin de parfumerie voisin de celui que, aux dires de Balzac, tenait César Birotteau, successeur de Ragon. Royaliste comme Birotteau, il avait donné asile, le 29 juillet 1830, à quelques soldats de la garde royale. Les vainqueurs qui poursuivaient ces derniers firent irruption dans le magasin, le saccagèrent de fond en comble et vidèrent complètement un tiroir où se trouvaient les fonds destinés aux échéances de fin de mois. Le pauvre Bully, qui avait vendu sa recette de vinaigre pour une somme dérisoire et qui ne vivotait plus que grâce à ce petit magasin, se trouva ruiné et dans l'obligation d'accepter, pour vivre, cette modeste place de garçon de bureau, tandis que les industriels qui avaient lancé sa découverte s'enrichissaient de

plusieurs millions. Auprès de Bully, personnage onctueux, le caissier Lovinho, abrité derrière son grillage, ne paraissait pas moins confit en respect : c'était un juif converti qui avait eu pour marraine la duchesse d'Angoulême et inspirait par sa dévotion un grand respect aux gens de son quartier.

Ces graves personnages qui jouaient les cerbères aux portes de *la Quotidienne* prédisposaient les visiteurs à l'atmosphère de bon ton et de courtoisie qui régnait au journal. « Le bureau de la rédaction, dit J. d'Arçay, était un véritable salon. »

Auprès de Alfred Nettement qui jouait le rôle de rédacteur en chef et bataillait, chaque matin, sur le terrain légitimiste, se tenait le vieux Michaud, l'auteur de l'*Histoire des Croisades*, alors septuagénaire, ayant le masque de Voltaire et un peu son esprit, paraît-il. Parfois sa femme l'accompagnait : elle avait vingt-cinq ans de moins que lui et affichait les restes d'une beauté qui avait été fameuse. « Je suis un père pour elle », disait sans cesse son mari quand il présentait quelqu'un à sa femme. Et il riait, car il avait l'humeur gaie et l'esprit gaulois.

Laurentie, l'un des principaux collaborateurs, était là, ainsi qu'un certain Célestin Moreau qu'on appelait *la bonne à tout faire* parce qu'on lui faisait tenir toutes les rubriques. Célestin Moreau arrivait tous les jours à la même heure avec la régularité d'un chef de bureau, enfilait ses manches de lustrine et se mettait au travail avec une lenteur proverbiale.

Venaient ensuite quelques hommes du monde égarés dans le journalisme, le vicomte de Blosseville qui écrivait des *seconds Paris*, le comte de Lostanges gérant, emploi qui n'était pas une sinécure pour lui, car il lui valait des mois et des mois de Sainte-Pélagie, un ancien officier de la garde royale nommé Vaugrigneuse qui traitait les questions militaires, mais était, paraît-il, un peu trop familier avec l'absinthe, ce qui l'empêchait souvent de trouver le terme exact. Poujoulat, un journaliste de race et le sec Théodore Muret se joignaient à eux.

Autour de cette phalange de rédacteurs on aimait à se grouper, mais l'on préférait encore s'écraser dans le bureau minuscule de Merle.

Celui-là était l'un des hommes les plus spirituels de Paris, de ceux qui avaient connu le plus de gens et aimaient le plus

volontiers à se raconter. Il avait très grand air et affectait de porter des costumes un peu désuets mais fort élégants, généralement un habit bleu à boutons de métal, un gilet jaune clair et un pantalon gris perle. Dandy que l'on rencontrait aux soirs d'Opéra et qui était, en réalité, le plus incurable des bohèmes. Mari de madame Dorval, poursuivi par cent créanciers et trouvant le moyen de se blaguer soi-même de ses infortunes : « Si j'avais seulement, disait-il, l'argent que m'ont coûté les huissiers ! »

Telle était la salle de rédaction de *la Quotidienne* : on voit qu'elle avait peu de rapports avec une tabagie.

Veut-on un milieu de presse plus élégant et plus spirituel encore? Le comte d'Alton Shée, ancien pair de France, parle dans ses *Mémoires* avec beaucoup de regrets de la *Charte de 1830*, un journal officieux créé tout exprès par le ministère Guizot, à la tête duquel étaient Nestor Roqueplan et Malitourne. Quelques membres du Jockey, dont le comte de Montguyon et le marquis de Lavalette, avaient accoutumé de se rendre tous les soirs avant le whist, faire une petite visite à la rédaction du journal. Ils y trouvaient une bande d'écrivains et d'artistes dont Gérard de Nerval, Ourliac, Edmond Texier, Théophile Gautier, en train de deviser avec esprit et de lancer des *canards* qui faisaient bientôt le tour de France. *Le brigand Schubry, Gaspard Hauser, la Mère de Mademoiselle Nau* sauvant en Amérique, sur la corde, au milieu d'un incendie, deux jumeaux qu'elle rapportait à chaque bout de son balancier, sont des histoires qui ont été arrangées ou imaginées dans cette amusante salle de rédaction.

Nous pourrions continuer en évoquant les milieux du *Journal des Débats*, du *National*, de Armand Carrel, de la *Gazette de France*, de M. de Genoude, nous retrouverions une atmosphère presque semblable.

La rédaction de ces feuilles est très peu nombreuse, mais presque tous les rédacteurs sont de qualité. Ce sont de véritables écrivains, gens cultivés, sachant ce dont ils parlent, ayant le goût de la discussion. D'une plume agile, ils traitent les sujets les plus sévères de l'histoire et de la politique, développant toujours leurs théories avec un soupçon d'emphase oratoire.

Leur triomphe, c'est le premier-Paris, l'article doctrinal « qui s'abat tous les matins, comme dit Balzac, sur le crâne de l'abonné, et y creuse un sillon profond ». Article non signé, bien entendu où la personnalité de chacun doit se dissimuler derrière les idées, mais sous lequel les initiés savent mettre un nom. « L'abonné se délecte de son premier-Paris, dit le *Diable boiteux des journaux*, il se plonge dedans comme en un bain rafraîchissant qui fortifie son corps et son esprit, affirme ses convictions et élève son âme. Il s'en repaît plusieurs fois par jour, le fait lire à sa femme, le signale à ses amis, le fait claquer au vent comme un drapeau. »

A ces collaborateurs de fond et de race, qui sont, avant tout, des écrivains ayant, en général, conservé le ton et le style du siècle précédent, il faut joindre de véritables journalistes comme ceux qu'a évoqués Joseph d'Arçay en parlant des rédacteurs qui « faisaient » la tribune de la Chambre ou de la Chambre des pairs. Appliqués, intelligents, consciencieux, la plupart de ces « chambriers », comme nous dirions aujourd'hui, sont encore des gens fort cultivés qui pourraient, au besoin, refaire pour leur propre compte les discours qu'ils entendent et que le malheur des temps a, seul, relégués à cette rubrique médiocre. La tribune des journalistes est au second rang, on y est très étroitement installé, il faut comprendre rapidement et écrire de même. Heureux qui sait la sténographie comme le père Berton, le « chambrier » du *Journal des Débats*, lequel peut noter avec soin toutes les interruptions et en parsemer son compte rendu, ce qui lui donne une supériorité incontestable sur tous ses autres confrères!

On voit les difficultés de toute nature qui attendraient les journalistes de cette époque s'ils avaient l'intention ou le goût de composer leur feuille quotidienne à la manière de celles d'aujourd'hui. Heureusement, pour eux il n'en est rien : l'information continue d'y être inexistante et tout se réduit à de grandes chroniques anonymes mises bout à bout.

Par son apparence extérieure, par son esprit, par la distribution de ses rubriques, un journal de cette sorte s'apparente directement à ceux du Premier Empire et même à ceux qui fleurirent aux derniers jours de l'ancien régime. Une feuille

comme *le Publiciste*, de Suard, ferait, en quelque sorte, la liaison entre ces époques très diverses. Ceux qui s'abonnent à une feuille périodique prétendent moins à être au courant des événements intérieurs et extérieurs du royaume qu'à lire des discussions sur les grandes matières de la politique, de l'histoire ou de la morale. La relation succincte des faits qui viennent de se passer ou leur annonce n'est qu'un hors-d'œuvre, une manière d'aide-mémoire intercalé entre deux articles. Ces lignes rapides donnent aussi brièvement qu'elles le peuvent des informations résumées en quelques mots : « S. M. est rentrée au Château. — Monsieur ira demain à la chasse. — La famille de Blacas est en deuil. — La cour de Prusse célèbre, cette semaine, un mariage. — La flotte anglaise est à Anvers. — Le Théâtre-Français a donné une pièce de M. Alexandre Duval. — L'Académie recevra jeudi prochain M. Étienne. » Ce sont renseignements fournis en marge du journal, en quelque sorte, et qui ne retiennent qu'une toute petite partie de l'attention du lecteur.

Au fond, cette presse est une presse confidentielle et qui est bien plutôt le prolongement du livre qu'un genre à part. On s'abonne à elle comme à un cabinet de lecture où l'on n'espère jamais trouver quelque chose de sensationnel, même d'important, mais où un esprit cultivé, orné, attentif aux problèmes du présent et du passé souhaite rencontrer des idées ingénieuses, des discussions intéressantes, des morceaux de prose captivants sur des questions qui ne relèvent pas précisément de l'actualité, mais sont de tous les âges et de tous les temps.

***

Or, il se trouve qu'en 1836 tout ceci va changer, tout cet édifice suranné de la presse d'alors va s'écrouler sous l'effort d'un homme extraordinaire qui va bouleverser les conditions mêmes du journalisme, et cet homme est Émile de Girardin.

Brosser le tableau — même superficiel — du journal, il y a un siècle, c'est donner la première place à Girardin. Tout découle de lui, tout commence avec son apparition sur la scène parisienne. Il est, du jour où il s'installe dans un bureau direc-

torial, le *deus ex machina* de l'entreprise. C'est à la fois le précurseur et le dictateur.

Que de fois depuis Hippolyte Castille et l'inévitable Mirecourt, en passant par Sainte-Beuve et Jules Vallès, n'a-t-on pas essayé de fixer quelques-uns de ses traits! L'homme est attachant par sa mobilité même : il y a dans le spectacle de cette multitude d'entreprises conduites par lui comme un avant-goût de ce que sera la vie des hommes d'affaires de notre époque. Il a l'esprit moderne et novateur, il s'offre à la tradition il préfigure l'américanisme d'aujourd'hui.

Pour bien le comprendre, du reste, il ne suffit pas de l'observer dans la conduite d'une affaire particulière, il faut le replonger dans son milieu et le suivre à la trace, si l'on peut dire, dans toutes les manifestations de son activité. Ainsi on saisit comment et pourquoi il a régné.

C'est ce que vient de faire M. Maurice Reclus dans un livre remarquable, extrêmement clair, vivant et parfaitement documenté, qui paraît bien être définitif sur ce curieux personnage[1] et qui nous le restitue totalement.

M. Maurice Reclus qui semble concentrer ses observations sur la période de notre histoire qui va de la monarchie de Juillet à la naissance de la Troisième République a trouvé dans cette curieuse figure la matière d'un beau portrait d'homme de cette époque.

De la même façon dont il avait campé son Thiers, il a évoqué cette espèce de *businessman* supérieur en le restituant à l'atmosphère de son temps, tout en l'expliquant de la façon la plus simple et la plus claire. Il nous l'a montré à ses débuts dans le journalisme conme un jeune homme un peu pâle, au visage fier, au regard rêveur, mais dont la parole est nette, l'accent ferme et la volonté irréductible. Girardin se sent déjà de taille à opérer une révolution, mais il veut encore tâter le terrain avant de s'engager à fond. Et il commence par deux entreprises bien différentes qui vont « lui faire la main ».

La première est ce fameux *Voleur*, au titre cynique, qu'il lance en 1828 avec son ancien camarade de collège, Lautour-Mézeray, et qui est tout simplement une revue de presse, un ensemble de morceaux choisis de la littérature quotidienne.

1. *Émile de Girardin* (Hachette, éditeur).

Prendre son bien où on le trouve et s'en emparer est une formule qui a encore cours quand il s'agit de propriété littéraire à cette époque heureuse pour les pillards et les contrefacteurs. Il n'était pas malaisé de découper les meilleurs articles dans les journaux et d'en faire une excellente feuille. Il était peut-être plus malaisé d'atteindre à la réussite quand on était parti avec 500 francs que l'on avait empruntés. C'est pourtant ce que fit Girardin.

Les abonnements tombèrent en masse et le *Voleur* fut un gros succès. Mais le jeune directeur ne songeait pas à s'arrêter là. Déjà un autre projet avait germé dans son imagination fertile : créer un hebdomadaire élégant et à bon marché qui deviendrait l'organe de la société aristocratique et le reflet de la vie parisienne. La Cour et son entourage avaient, avec la Restauration, retrouvé leur prestige d'antan. Ils étaient devenus à nouveau le point de mire de la nation et un modèle pour la bourgeoisie riche. Un journal qui les raconterait ne pourrait avoir qu'un gros succès. D'où *la Mode*, « revue des modes, galerie des mœurs, album des salons », qui paraît en octobre 1829 avec encore Lautour-Mézeray comme codirecteur. Le format était le même que celui de la *Revue des Deux Mondes*, la revue imprimée en beaux caractères avec titres soignés, petites vignettes et culs-de-lampe romantiques. Dans chaque numéro, en hors texte, une gravure coloriée de dessins de mode.

Patronnée par la duchesse de Berry, cette publication fut un gros succès de plus : décidément Girardin avait le vent en poupe. Il en profita pour s'intéresser à plusieurs feuilles, à *la Silhouette*, hebdomadaire satirique, au *Feuilleton des journaux politiques*, à *l'Aigle*, au *Courrier des électeurs*.

Survint la Révolution de 1830. Comprenant que le vrai pouvoir va changer de mains, que l'opinion publique devient, chaque jour, plus puissante, il va se détourner des petites feuilles élégantes et fonder *le Garde national*, « destiné à resserrer les liens fraternels entre tous les gardes nationaux de France ». Puis, toujours dans le même esprit de vulgarisation, il lance son nouvel hebdomadaire, le *Journal des connaissances utiles*, à bas prix (4 francs par an) qui connaît, d'emblée, la vogue : 132 000 abonnés! Chiffre inconnu jusque-là, chiffre

astronomique. Décidément Girardin justifie le mot prononcé sur lui par Hippolyte Auger :

« Il est né *journal*, il a toujours vécu *journal* et il mourra *journal*. »

***

Tout ceci, on le comprend, n'est que hors-d'œuvre. La grande entreprise reste à réaliser : celle qui va vraiment transformer le quotidien en le mettant à la portée de tous, celle qui, d'une feuille d'opinion, va faire une feuille d'information.

Comment créer ce journal? Comment abaisser le prix de l'abonnement de 80 à 40 francs, somme à laquelle il faut descendre si l'on veut vraiment une vulgarisation de la presse? D'une façon bien simple, pense Girardin : par la multiplication des annonces, ou, plutôt, par une nouvelle conception de l'équilibre d'une entreprise de presse, basée non plus sur le prix des abonnements, mais sur le prix de la publicité. M. Maurice Reclus nous explique d'une façon très claire cette grande nouveauté qui fut, en quelque sorte, le trait de génie de Émile de Girardin :

« Avant la « révolution » de 1836, dit-il, les annonces industrielles ou commerciales, encore relativement peu nombreuses, bien que s'étant multipliées et ayant acquis droit de cité dans la pratique courante depuis 1830, ne rentraient dans les recettes des journaux que comme produit accessoire, ou, si l'on veut, accidentel : les administrateurs ne tenaient compte dans le calcul de la recette minima destinée à couvrir les frais d'établissement de la feuille, que de celle en provenance des abonnements. L'idée de Girardin consista à calculer la recette minima de *la Presse* non pas d'après le produit des abonnements, mais bien d'après le produit des annonces, à faire de ces dernières, non plus une recette accidentelle, mais une recette constante et importante pouvant aller jusqu'à représenter à elle seule la moitié du produit de l'exploitation du journal[1]. » Ainsi la perspective du gros tirage fut liée désormais à l'idée de multiplication des annonces. *Ce sont les annonces*, proclame Girardin, *qui paient le journal*.

A quel prix reviendra ce dernier? Girardin l'établit d'une

1. *Émile de Girardin*, p. 85.

façon précise avant de lancer ses prospectus de publicité. Il conçoit des frais de deux sortes dans un journal. D'abord, ce qu'il appelle les *frais décroissants*, la rédaction, la composition, l'administration et le loyer, c'est-à-dire les dépenses qui diminuent en proportion inverse du nombre des abonnements. Elles sont d'autant moins sensibles qu'elles sont réparties sur un nombre d'exemplaires plus considérable. Ensuite les *frais progressifs*, les droits de timbre et de poste, le papier, le tirage, le pliage, les adresses qui augmentent en raison du développement du journal.

Plus l'on tire, plus les frais décroissants diminuent, plus grand sera le bénéfice produit par la publicité : « Il ne faut donc plus prendre pour base le produit des abonnements, dit Girardin, mais celui des annonces, et, l'unique moyen d'avoir des annonces étant d'avoir un grand nombre d'abonnés, il faut de toute nécessité la réduction radicale du prix de l'abonnement ».

Ce raisonnement répété si souvent depuis la « révolution » de 1836, nous paraît maintenant le pont-aux-ânes de l'industrie journalistique. A ce moment, il était dans toute la fraîcheur de sa nouveauté et il frappait très fortement ceux qui l'entendaient pour la première fois.

Au reste, Girardin ne se contentait pas d'annoncer une entreprise commerciale de grande envergure, il se faisait fort de prouver qu'en agissant de la sorte, il travaillait pour le bien général. Il invoquait l'exemple de l'Angleterre où les annonces de presse, en se multipliant, avaient coopéré au développement du commerce et à la prospérité publique. Et il ajoutait qu'il en serait de même chez nous.

L'événement devait lui donner raison. Comme le dit M. Maurice Reclus, « le mécanisme joua exactement comme il le prévoyait ». Au bout de six mois, *la Presse* avait déjà plus de 10 000 abonnés et elle en compta bientôt près de 20 000. Grâce à ce tirage accru par la réduction de l'abonnement de 80 à 40 francs, les annonces prirent à sa quatrième page, un essor extraordinaire, et, les concurrents de *la Presse* ayant, eux aussi, diminué le prix de vente de leurs feuilles, il en résulta un développement soudain de l'industrie de la publicité. Le droit du timbre sur les journaux doubla en dix ans, de 1835

à 1845. Le droit de poste progressa de 1 million. Enfin, au terme de 1846, on comptait à Paris 26 journaux quotidiens réunissant environ 180 000 abonnés. L'industrie journalistique avait reçu un élan formidable.

***

Ouvrons maintenant *la Presse* et voyons ce que Girardin a fait du journal didactique, incolore et un peu ampoulé dont nous avons décrit la physionomie et qui se rattachait si visiblement à la période ingrate de l'Empire.

Plus d'article de tête. Ce fameux premier-Paris, qui aux dires de Balzac, « creuse un sillon profond dans le crâne des abonnés », est passé *à cheval* sur la première et la deuxième page. Girardin commence bravement par les nouvelles de l'étranger. Au bas de la première page, un feuilleton, non pas encore le roman, mais la copieuse étude de théâtre, d'art, de critique littéraire ou la très longue variété.

Ce feuilleton — toujours soigné — déborde sur la deuxième et parfois même sur la troisième page : c'est un véritable article de revue. Les sujets qu'on y traite sont, nous l'avons dit, des plus différents. Pour la fin de l'année 1836, nous avons relevé : Théophile Gautier : *Les Travaux de Notre-Dame-de-Lorette.* — Frédéric Soulié : *La Camaraderie* (à propos de la pièce de Scribe.) — Granier de Cassagnac : *Le Moyen Age.* — Fromentin : *L'Intelligence en Italie.* — Amédée Pichot : *Étude sur la Suisse.* — Alexandre Dumas : *Mon Voyage à Naples.* C'est là que paraissent généralement les comptes rendus de l'Académie des sciences, et ceux-ci ne sont pas expédiés en quelques lignes, mais chacun des mémoires y est analysé avec la plus scrupuleuse attention.

De même, c'est là que Delphine Gay, la charmante femme de Émile de Girardin, commence, sous le pseudonyme du Vicomte de Launay, la publication de ses délicieuses *Lettres parisiennes* qui font époque et sont destinées à égayer le journal, tout en mettant les lecteurs au courant des mondanités et des derniers potins.

La première page renferme encore une série d'échos de dimensions diverses, traités, les uns, sur le mode ironique,

les autres sous la forme d'informations. Ces échos, il semble bien que ce soit une des initiatives du directeur de *la Presse*. Quelques-uns s'étalent en une vingtaine de lignes, d'autres résument brièvement en deux phrases un fait important. Aucun ne paraît indifférent.

Dans le numéro du 14 novembre 1836, nous en relevons un sur l'abus des pensions accordées par le gouvernement (déjà!) et sur les moyens de refréner l'appétit des parties prenantes. Un autre parle de la tentative de débarquement en Portugal de don Miguel. Un autre est ainsi libellé : « D'après les ordres du Roi, Napoléon-Louis Bonaparte a été extrait de la maison d'arrêt de Strasbourg où il était détenu, pour être transporté aux États-Unis sur un bâtiment de l'État. » Et, tout de suite après, un écho plus mordant sur le séjour en France de la duchesse de Saint-Leu.

Sous le titre général : *Nouvelles diverses*, la seconde page offre une quantité de menus faits de la vie parisienne, réceptions, mondanités, etc., qui n'existaient pas alors dans les autres feuilles.

De même, sous le titre : *Débats de la presse*, on procède, chaque jour, à un long et minutieux dépouillement des quotidiens, revue fort bien comprise, semble-t-il, et qui ne laisse échapper aucun « papier » important.

Mais voici de véritables innovations : chaque jour, il y a une Chronique financière, une Chronique politique, une Bourse, une Chronique judiciaire. Ces rubriques qui sont gâchées ou escamotées chez autrui trouvent à *la Presse* une place régulière. Elles finiront par devenir les assises mêmes du journal. En attendant, elles en sont un des attraits principaux.

Enfin la grande nouveauté, c'est le feuilleton-roman, comme on l'appelle, le roman signé d'un nom célèbre ou aimé du public que Girardin publie par larges tranches, qui déborde du rez-de-chaussée et envahit des pages entières.

Nul doute que ce roman annoncé tapageusement fut une des raisons du succès de *la Presse*. Girardin n'avait pas le sentiment littéraire très développé, comme disait Monselet, mais il le devinait chez les autres. Grâce à cette sorte d'instinct, il fit des feuilletons de son journal jusqu'en 1848, un

recueil littéraire d'une valeur aussi haute que la *Revue de Paris* ou la *Revue des Deux Mondes*.

La *Vieille Fille*, de Balzac, ouvre la marche, puis c'est *Joseph Balsamo*, de Dumas, l'*Hôtel Lambert*, d'Eugène Sue, *le Rhin*, de Victor Hugo, *le Roi Candaule*, de Théophile Gautier, les *Confidences* et l'*Histoire des Girondins* de Lamartine, les *Mémoires d'Outre-Tombe*, de Chateaubriand. Quel plus glorieux palmarès journal put-il citer en aucun temps?...

Il ne se contente pas, du reste, de demander à ces écrivains de premier ordre des œuvres de pure imagination, il les convie à lui faire des *Variétés*. Le genre *Variétés* abonde dans les premières années de *la Presse*, assez copieux parfois pour occuper des pages entières. Esquiros y parle des *Sciences occultes*, Granier de Cassagnac des *Livres historiques et religieux*, Alphonse Royer de *l'Orient* et de *la Russie*, Jules Sandeau des *Livres nouveaux*, Jules Lecomte des *Marines*. Gozlan y brosse des *Tableaux modernes*, Victor Hugo traite — plus rarement — des *Questions sociales* et Alexandre Dumas s'ébroue dans *l'Histoire*.

Quel changement radical entre une feuille de cette sorte et celles qui végétaient six mois auparavant! Tout a été renouvelé, modifié, vivifié. L'air circule dans les colonnes de papier noirci, la curiosité se satisfait d'une foule de renseignements fournis aux lecteurs, il y a du neuf, de l'attrait, de l'imprévu dans chaque numéro.

Les annonces sont bien pittoresques, elles aussi. On sait comme elles étaient réduites, pauvres, grêles dans l'ancienne presse. Elles occupaient la valeur du rez-de-chaussée de la dernière page, au maximum. Elles se référaient presque toutes à la librairie. Quelques-unes concernaient la santé et les remèdes pharmaceutiques, mais leur rédaction était bien timide et bien gauche. D'un coup de pouce, Girardin modifie toutes ces formules, il va de l'avant. La publicité ne tarde pas à envahir la quatrième page tout entière et à déborder sur la troisième. La voix s'enfle pour prôner tous ces produits. Et la variété des annonces se fait plus grande.

La publicité pharmaceutique est florissante. Elle lance la *Pâte Regnaud*, celle qui fait la fortune du fameux docteur Véron, la *Moutarde blanche dépurative*, le baume *Osman Iglar*,

destiné à combattre les gerçures de la peau, les *Eaux de Vichy*, le *Sirop contre les maladies de poitrine*.

Elle conseille aux femmes les produits des futurs instituts de beauté, des eaux de toilette, les brosses à ongles, les pâtes épilatoires. Elle monte en épingle les livres nouveaux avec la réclame intense qui convient. Elle organise le tapage autour des opéras en vogue. Elle fait quelques écarts timides dans le domaine financier. Enfin elle soutient des entreprises pittoresques comme la *Société en commandite des parapluies-omnibus* avec le prospectus que voici :

« On pourra désormais parcourir Paris en tous temps avec la certitude de se garantir de la pluie, moyennant un parapluie très élégamment construit (*sic*) que l'on trouvera pour une location de 0 fr. 25 par jour, sans être obligé de donner ni son nom ni son adresse, mais seulement en faisant un dépôt de 1 fr. 50. De 30 à 40 maisons de distance, suivant la fréquentation des rues, se trouveront établis à poste fixe des employés chargés de louer des parapluies et de les reprendre. Le public aura le choix de les rendre à l'un de ces employés le plus à sa proximité ou de les laisser à son portier. Matin et soir des employés seront chargés de venir les reprendre. »

Pour cette entreprise mirifique, si mal exposée dans un français douteux, on promet 57 p. 100, de bénéfice, plus 5 p. 100 d'intérêts! Qui refuserait de se rendre aussitôt, 13, rue de la Paix, chez M. Sprefico, banquier chargé de recueillir les souscriptions et de rassurer les soucripteurs?...

***

Tel est le journal réalisé par Émile de Girardin. Sa grande nouveauté, son originalité, c'est peut-être moins encore l'abaissement de son prix de vente, que son ton général, sa note vive et preste. M. Maurice Reclus l'a très bien dit : « Les défauts mêmes de Girardin, note-t-il, dont le moindre était l'instabilité, l'aptitude aux revirements et aux volte-face, contribuèrent à donner à son journal cette allure accidentée, capricieuse, si l'on veut, qui, au moins au début, captiva le public beaucoup plus qu'il ne l'indisposa. *La Presse*, c'était, à vrai dire, Girardin tout entier avec son audace, ses

foucades et ses passions. Les contemporains virent bien cette nouveauté et l'apprécièrent. On trouve là-dessus, dans les souvenirs de l'époque, des formules telles que celles-ci : « *La Presse* a été plus qu'un journal, elle a été un spectacle. Au milieu de la monotonie du règne, *la Presse* fut l'imprévu. »

Il y a longtemps qu'on l'a écrit : un directeur fait son journal à son image. Comment Girardin, toujours un peu charlatan et bateleur, n'aurait-il pas donné souvent l'impression des tréteaux et de la parade? En vain, aurait-il voulu faire accréditer la légende qu'il était « l'homme qui a une idée par jour ». Les faits démentaient cette présomption. Comme le dit M. Jean Morienval qui vient de publier, sous le titre *les Créateurs de la grande presse en France*[1] une remarquable étude où Girardin a sa part : « Girardin s'imagine qu'il pense, les idées sont le fruit de son esprit. Mais plus exactement on dirait que ces idées sont comme de production industrielle. Elles sont ingénieuses, elles n'ont pas de vie. Sa vocation de journaliste lui persuade qu'il suffit de régler l'instant qui passe. Il aménage le monde social comme il ferait de sa maison... Il pense dans les choses, jamais au-dessus d'elles. »

Évidemment il ne faut pas demander à cet animateur plus qu'il ne peut donner. Son rôle a déjà été assez grand pour qu'on ne songe pas à l'amplifier. Il a vraiment inventé de toutes pièces — nous l'avons vu — la presse moderne, le journal bon marché, la feuille toujours variée, vivante, pittoresque et imprévue comme la vie elle-même dont elle est le reflet.

Il a eu l'audace de réaliser cette entreprise et celle, plus étonnante encore, de lancer la feuille vendue moins cher qu'elle n'a coûté.

Tous les bienfaits et tous les malheurs du journalisme d'aujourd'hui sont sortis de cette entreprise-là. Qui osera le blâmer? Qui osera le féliciter? Il lui faut les épaules larges pour supporter le poids d'une telle responsabilité.

JULES BERTAUX

1. Éditions Spes, 1834.

SPIRITUALISME ET KANTISME EN FRANCE

JULES LACHELIER

Jules Lachelier était le plus modeste des hommes. Modestie à base de timidité, peut-être aussi à base de dédain : horreur de la publicité, conviction que le philosophe ne peut jamais être vraiment compris du grand nombre... Toujours est-il que lorsqu'on proposait, au soir de sa longue vie, d'organiser quelque réunion de philosophes en son honneur, ou seulement de consacrer un livre à sa philosophie, il demandait grâce, il fuyait. Joignant ses mains derrière son large dos voûté il partait en promenade solitaire. Il allait se cacher, eût-on dit, pour méditer dans sa chère forêt de Fontainebleau.

La notoriété pourtant est venue à son nom, comme malgré lui. Et le cercle s'élargit chaque jour de ceux qui le tiennent pour un des plus grands parmi les purs philosophes français. Dans son livre sur la *Philosophie contemporaine en France*, M. D. Parodi loue telle de ses œuvres comme « la plus hardiment métaphysique peut-être qu'ait produite la pensée française depuis Malebranche ». M. Bréhier dans son *Histoire de la Philosophie*, M. L. Benrubi dans *les Sources et les courants de la philosophie contemporaine en France*, M. Léon *Brunschvicg*, au tome II du *Progrès de la conscience dans la philosophie occidentale* ont noté aussi, chacun à sa manière, que le silencieux effort de cet universitaire modèle, qui ins-

pecta pendant douze ans les professeurs de philosophie, après avoir formé nombre d'entre eux à l'École Normale Supérieure, n'a pas seulement renouvelé l'atmosphère des classes, il a modifié les manières de penser, il a posé les antiques problèmes en termes nouveaux. A en croire M. Brunschvicg, J. Lachelier aurait plus que tout autre contribué « à faire surgir l'événement décisif de la période contemporaine : la constitution d'une philosophie de la conscience pure ».

On vient justement de réunir en deux volumes, à la librairie Alcan, les *Œuvres de Jules Lachelier*. A ces deux petits livres classiques, les deux bréviaires d'une génération, *le Fondement de l'Induction*, et *Psychologie et métaphysique*, sont ajoutées des études sur *le Syllogisme*, sur *l'Observation de Platner*, sur *le Pari de Pascal*. On a eu l'heureuse idée d'annexer aux livres ou articles les notes que M. Lachelier adressait à son collègue Lalande pour la rédaction du *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, et le compte rendu de ses interventions aux séances de la *Société française de Philosophie*, où Xavier Léon, chef d'orchestre incomparable, réussissait souvent à le faire parler. Enfin un certain nombre de ses lettres, à son patron Félix Ravaisson ou à ses élèves, Boutroux, Séailles, Espinas, ont été recueillies et envoyées hors commerce à ses amis. Copie de toute la correspondance recueillie est d'ailleurs déposée à la Bibliothèque de l'Institut de France : dont avis aux futurs auteurs de thèses.

En attendant l'étude exhaustive que ces documents méritent, il nous est permis, dès maintenant, de mesurer ce qu'on doit à Jules Lachelier : en dépit de ses résistances, cette grande figure sort de l'ombre, cette belle figure à la fois ferme et douce de paysan robuste, au menton carré, aux yeux clairs, où cherchaient à lire de jeunes philosophes, respectueux et audacieux tout ensemble.

***

Si Jules Lachelier imprime au spiritualisme traditionnel un changement de direction c'est, pour beaucoup, parce qu'il rencontre sur sa route ce poteau indicateur qui s'appelle le Kantisme. La *Critique*, les trois *Critiques* — *Critique de la*

raison pure, Critique de la raison pure pratique, Critique du jugement — l'avertissent : ici, marais stagnants et là route des cimes. Kant plus que tout autre l'aide à se libérer de Cousin. Que n'a-t-on pas dit de l'influence déformatrice que le vieux philosophe de Kœnigsberg aurait exercée sur la pensée française? Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, il faut mettre cette conquête-ci à son actif : son influence aide le jeune normalien récalcitrant qu'était Lachelier à rompre les bandelettes où l'on voulait l'enserrer, à se redresser contre ses maîtres.

Des notes que M. Vessiot, directeur de l'École Normale Supérieure a exhumées pour la *Société française de Philosophie*, il résulte que Jules Lachelier, entré premier à l'École en 1851, inspirait à ses maîtres à la fois admiration et méfiance. On le sentait renfermé, réticent, résistant. On l'accusait de perdre son temps *intérieurement*. « Quoique je croie savoir, ajoutait un des surveillants, que ses idées soient tournées à la liberté, la douceur naturelle de son caractère lui fait supporter sans trop de peine ce que son esprit absolu serait tenté de repousser énergiquement. » Ce qu'il eût repoussé énergiquement, c'était d'abord le régime, le régime de surveillance tracassière auquel on soumettait alors l'École, toujours suspecte aux gouvernements autoritaires, mais sans doute aussi la doctrine, ou du moins la méthode par laquelle on la prétendait démontrer : le spiritualisme éclectique sur lequel Victor Cousin avait compté d'abord, semble-t-il, pour affranchir l'Université, et plus tard pour l'assagir.

Chose curieuse, que M. Léon Brunschvicg a déjà signalée, il ne semble pas qu'en sa prime jeunesse de philosophe, Jules Lachelier eût beaucoup lu de Victor Cousin, ni même de ses disciples immédiats. Ni *le Vrai, le Beau, le Bien*, ni les *Fragments philosophiques* ne se trouvent parmi ses livres de chevet. Mais les idées que ces livres rassemblent — distinction des trois facultés, opposition entre la substance-âme et la substance-matière, et Dieu saisi par une conscience qui s'épanouit en raison — ces idées étaient dans l'air. Et l'on voulait que l'Université continuât à s'en inspirer. Elles devaient créer l'atmosphère — une atmosphère pesante — des cours de Saisset à l'École comme ceux de Caro à la Sorbonne. Et fidèles à la tradition littéraire de leurs maîtres, les continua-

teurs de Cousin se montraient enclins à remplacer, trop souvent, la rigueur des démonstrations par le prestige de l'éloquence. C'est cela surtout qui devait déplaire au jeune humaniste dont la vocation de logicien se révélait irrésistible, et qui, comme l'observait le plus bienveillant de ses maîtres, Benoît, « ne laissait jamais rien de vague et d'obscur derrière lui ». On devine chez le Lachelier de cette époque, la même horreur des choses vagues que professera avec éclat Paul Valéry. Et peut-être aussi eût-il souscrit, s'il l'avait pu connaître, au mot de Verlaine : « Prends l'éloquence et tords-lui le cou. »

Confrontons ici son attitude avec celle d'un de ces camarades qui sortait de l'École comme il y entrait : Hippolyte Taine dont M. Maxime Leroy, après M. Chevrillon, s'efforçait récemment encore de préciser les tendances. Taine, qui lui aussi, devint philosophe envers et contre l'Université de son temps, lui aussi affamé de vérités démontrables, a réagi contre l'enseignement qu'il avait reçu, avec la véhémence que l'on sait. *Les philosophes français classiques du XIX*e *siècle* sont, comme *les Provinciales*, d'un étudiant agacé par une phraséologie qui ne sort pas du vague. Un monde sépare les deux travailleurs infatigables et solitaires, ces deux amis de la forêt que sont Taine et Lachelier. Rien de plus divergent bientôt que les sentiers où ils s'engagent. Et l'œuvre de Lachelier contribuera largement à la réaction contre Taine dont nous avons été témoins. Mais, à un moment du moins, leur geste est le même, ils éprouvent le besoin de secouer la poussière de leurs souliers sur le seuil de l'École, de dire adieu, de donner congé aux doctrines qu'on a voulu leur inculquer.

Taine, c'est du côté des « idéologues » — à ses yeux les vrais représentants de la tradition française — qu'il va chercher, c'est-à-dire du côté du sensualisme, de l'empirisme, des doctrines qui partent de la sensation pour expliquer la genèse des idées. Lachelier, c'est le criticisme qui l'attirera et le régénérera. Or le criticisme détourne précisément de l'empirisme sensualiste qui séduisait Taine, parce qu'il ramène la réflexion sur l'esprit, et les conditions qu'il impose à l'expérience. Mais le criticisme aussi interdit les spéculations faciles, sur les substances et les êtres en soi, où s'élançait le spiritualisme

cousinien, en prenant son point de départ dans la psychologie : tremplin qui permettait, semblait-il penser, de bondir jusqu'aux étoiles.

Pour se délivrer définitivement de ces ambitions trop aisément satisfaites, J. Lachelier, lorsqu'il est nommé maître de conférences à l'École, en 1861, s'offre le luxe de « kantiser » comme il dit, à cœur joie. Boutroux — qui lui-même devait faire à l'école un peu plus tard des cours approfondis sur le Kantisme — racontait malicieusement que lorsqu'il allait voir Lachelier dans son bureau, il y trouvait la *Critique de la Raison pure* ouverte toujours à la même page : celle où *je pense* est présenté comme le fondement de toutes les catégories. En tout cas, dans tous ces cours, qu'il s'agît de logique, de psychologie et même de morale, J. Lachelier trouvait toujours moyen de revenir aux catégories kantiennes et de rappeler ce que permettait, comme ce qu'interdisait leur usage : aptes à organiser l'expérience sensible, elles demeurent incapables de nous faire saisir directement l'absolu.

Longtemps à l'École on s'est passé, comme autant de lampes sacrées abritées par des mains pieuses, les notes de ces cours. Il nous est arrivé encore d'en prendre copie en 1890, pendant que nous écoutions d'une oreille — que leurs mânes nous pardonnent — tels maîtres de conférences moins prestigieux. Or la principale leçon que retenaient de ces cours ceux qui allaient avoir à enseigner la philosophie dans les lycées, c'est qu'un retour à Kant, s'il vous interdit toutes sortes de spéculations hasardeuses, vous garantit du coup des certitudes nécessaires à la pensée qui veut comprendre le monde et agir sur lui.

Victor Cousin croit nous sauver du scepticisme en dressant l'une en face de l'autre deux substances, comme deux colonnes, l'une qui porte le monde extérieur, l'autre le monde intérieur. Au sein de celui-ci il saisit non seulement des facultés, mais des principes qui lui permettent de se prononcer sur le fond des choses et d'affirmer l'existence de Dieu, — Dieu comme une arche jetée au-dessus des deux colonnes. Mais cette conception, outre qu'elle permet difficilement le rapport entre deux substances qui constituerait l'acte de connaissance, demande à notre conscience plus que celle-ci ne peut donner : nos manières

de sentir et de penser, les formes de sensibilité, les catégories de notre entendement, bonnes pour mettre de l'ordre dans les faits d'expérience, ne nous autorisent nullement à bondir hors de leur cercle, à voler dans le vide, comme eût dit Kant. Ses réflexions ici, bien loin de nous abîmer dans le scepticisme, comme on l'a tant de fois répété, nous en garantissent de la plus sûre façon. C'est parce que les formes de la pensée s'imposent à l'univers, qu'est possible le déterminisme, qui est lui-même la condition de toute science. Un monde où les mêmes causes ne produiraient pas les mêmes effets, où les phénomènes ne formeraient pas des séries s'étalant dans l'espace et se déroulant dans le temps, selon des lois intelligibles, ne serait qu'une immense incohérence qui dissoudrait la pensée elle-même. Descartes avait dit « je pense, donc je suis » et, s'isolant dans sa pensée, il ne revenait au monde extérieur qu'après un dangereux détour. Kant lie plus strictement les deux termes. Il dirait volontiers : « Je pense, donc le monde existe, » ou du moins, parce que je pense, il existe. Et inversement, il faut qu'il existe pour que je pense. En commentant ces réflexions, Lachelier en arrivait aux formules de la première partie du *Fondement de l'Industrie* : formules brillantes et denses que nous ne nous lassions pas de méditer.

« Par cela seul que les objets existent pour nous, ils doivent posséder une matière qui rende possible l'exercice de la pensée. » — « Si les conditions de l'existence du phénomène sont les conditions mêmes de la possiblité de la pensée... nous pouvons déterminer ces conditions *a priori*, puisqu'elles résultent de la nature même de notre esprit; et nous ne pouvons pas douter d'autre part qu'elles ne s'appliquent aux objets de l'expérience, puisque, en dehors de ces conditions, il n'y a pour nous ni expérience ni objet. » — « Tous les phénomènes sont donc soumis à la loi des causes efficientes, parce que cette loi est le seul fondement que nous puissions assigner à l'unité de l'univers et que cette unité est à son tour la condition suprême de la possibilité de la pensée. » — « L'intelligibilité des phénomènes est précisément la même chose que leur existence objective. Nous ne savons ni ce que peut être l'existence d'une chose en soi, ni quelle conscience nous pourrons avoir de nous-même dans une autre vie; mais dans ce monde de phénomènes, dont nous occupons le centre, la pensée et l'existence ne sont que deux noms de l'universelle et éternelle nécessité. »

Doctrine idéaliste, donc, puisqu'en dernière analyse, toute réalité est dans la pensée, mais c'est un idéalisme que Lache-

lier aime à appeler objectif : il suppose l'existence d'une vérité qui soude étroitement l'un à l'autre le sujet et l'objet.

***

La pensée de Lachelier s'en tiendra-t-elle là? Ce n'est qu'une première phase dans son développement. Du plan de l'*idéalisme* il s'élèvera au plan de ce qu'il nomme lui-même un *réalisme spiritualiste*. C'est dire qu'il nous montrera partout dans la nature — et non pas seulement dans un esprit contemplateur — de la spontanéité, de la finalité, des tendances qui aspirent à la conscience et sont capables en conséquence d'organiser la vie.

Déjà la réflexion sur la science et ses conditions devait à elle seule nous en avertir. Si les mêmes causes sont données, les mêmes effets se produisent — tel est, nous l'avons remarqué, le postulat déterministe aussi indispensable au psychologue et au biologiste qu'au physicien et au chimiste. Mais qui nous dit que les mêmes causes réapparaîtront? que les genres et espèces subsisteront? que nous nous trouverons en présence de composés stables et non pas seulement d'une pluie d'atomes qui s'entrechoquent? Pour comprendre les harmonies de la nature, sans lesquelles la pensée comme perdue ne saurait où se poser, force nous est donc de supposer l'existence de centres organisateurs, de touts dont l'idée commande l'ordre des parties. Bref, sous le déterminisme, une finalité est à l'œuvre. Et comme la finalité, coordonnant les composants, donne aux composés une harmonie qui satisfait notre sensibilité supérieure, nous sommes amenés à dire que, sous la science, un art est en action dans les choses, et encore que « la seule vérité solide et digne de ce nom c'est la beauté ».

En s'élevant à ce nouveau point de vue, qui dépasse la *Critique de la raison pure*, Lachelier demeure-t-il dans la ligne de la pensée kantienne? On pourrait le soutenir, car Kant a écrit aussi la *Critique du jugement*, et insisté du moins sur la valeur régulatrice de l'idée de finalité, sans laquelle harmonie et beauté sont inexplicables. Et son plus récent commentateur, M. Lachièze Rey, dans sa thèse sur l'*Idéalisme kantien*, cherchait le noyau du kantisme dans « une doctrine

de finalité interne, où l'idée du tout détermine nécessairement l'organisation des parties ».

Mais une autre influence est ici plus sensible, celle de Félix Ravaisson. Lorsque Lachelier revint à l'École Normale après avoir été reçu à l'agrégation des lettres, on lui donna comme directeur d'études, comme tuteur, Félix Ravaisson. Et ce fut l'origine du commerce d'idées le plus intime, le plus fécond. Universitaire qui sort bientôt des cadres ordinaires, conservateur du Musée du Louvre et peintre lui-même, étendant une curiosité toujours en éveil d'Aristote à Léonard de Vinci, Ravaisson était un des mieux préparés à réconcilier vérité et beauté d'une part, d'autre part nature et esprit. Dans sa thèse sur *l'Habitude*, — thèse menue que M. Baruzi a bien fait de rééditer : un monde d'idées en est sorti — Ravaisson élargit le sentier ouvert par Maine de Biran. Les réflexions de celui-ci sur l'effort, le dispensant de poser des principes *a priori* et d'affirmer l'existence de substances séparées, lui permettent de saisir directement, par une observation interne qui est en même temps une expérimentation, une activité du type de la volonté, à la fois motrice et organisatrice. Ravaisson s'empare de ce butin et l'exploite. L'analyse de l'habitude et des effets qu'elle exerce sur l'activité, créant des tendances qui continuent à poursuivre leur fin dans l'ombre de l'inconscient, lui révèle, à mi-chemin entre la fatalité mécanique et la liberté réflexive, l'existence d'une spontanéité qui tend vers la pensée. Ainsi l'esprit serait la nature qui s'éveille et prend conscience de soi. La matière serait encore de l'esprit engourdi. De ces conceptions antidualistes — où l'on retrouve du Maine de Biran sous le Ravaisson et sans doute du Leibnitz sous l'un et l'autre — ne subsiste-t-il pas beaucoup dans l'esprit de Lachelier, lorsqu'il affirme par exemple, que « tout phénomène est le produit d'une spontanéité se dirigeant vers une fin » et encore que « tout être est une force, toute force une pensée qui tend à la conscience d'elle-même »?

Il était beau de recueillir le fruit de ces méditations de Lachelier au milieu des arbres ses amis, j'allais dire ses modèles. On le voyait se carrer devant eux, penchant la tête, les toisant de ses yeux bleux, non pas seulement pour les admirer, mais pour les pénétrer, pour s'identifier avec leur être.

M. Léon Brunschvicg a cité déjà à ce propos, à l'Institut, une bien curieuse page :

« Il me semble, quand je suis à Fontainebleau, que je sympathise de toutes mes forces avec la vitalité puissante des arbres qui m'entourent. Quant à reproduire jusqu'à leur forme, je suis sans doute trop encroûté dans la mienne pour cela; mais, en y réfléchissant bien, il ne me paraît pas déraisonnable de supposer que toutes les formes de l'existence dorment plus ou moins profondément ensevelies au fond de chaque être; car sous les traits bien arrêtés de la forme humaine dont je suis revêtu, un œil un peu perçant doit reconnaître sans peine le contour plus vague de l'animalité, qui voile à son tour la forme encore plus flottante et plus indécise de la simple organisat tion : or l'une des déterminations possibles de l'organisation es- l'arboréité, qui engendre à son tour la chênéité. Donc la chênéité est cachée quelque part dans mon fond, et peut être quelquefois tentée d'en sortir et de paraître à son tour *dias in luminis oras*, bien que l'humanité, qui a pris les devants sur elle, le lui défende, et lui barre le chemin. »

Je ne puis relire ces lignes sans évoquer un souvenir personnel. Les hasards d'une villégiature avaient amené M. Lachelier dans un petit pays que je connais bien, non loin de Saint-Brieuc où il était venu inspecter ma classe. Il m'avait fait l'honneur de me prendre pour guide en quelques promenades. Je le vois encore m'arrêtant devant un chêne pour m'expliquer sa doctrine : « La beauté est signe de vérité. Voyez cet arbre, sa beauté et sa raison d'être sont inséparables : c'est qu'il accomplit la loi de son genre. » Le philosophe ajoutait que la structure même de l'arbre ne pouvait s'expliquer sans la présence d'une sorte de vouloir-vivre tendant à réaliser une idée.

Était-ce donc à un naturalisme nouveau qu'il aboutissait? Du moins allait-il incliner son intellectualisme devant ces philosophies de la volonté et de l'inconscient que le succès de Schopenhauer et de Hartmann avait remis à la mode? Par mes questions indiscrètes — quand nous arpentions les grèves, le long de la mouvante frange si merveilleusement décrite dans *Eupalinos* — je m'efforçais de l'acculer à cet aveu. Mais lui s'évadait avec aisance, faisant observer que le vouloir n'est jamais déterminant que si on lui suppose un but, c'est-à-dire une idée et ajoutant d'ailleurs qu'en un sens supérieur la pensée est antérieure à tout :

« Je distingue trois stades dans l'être : la pensée, le vouloir-vivre, le mécanisme. Qui est-ce qui est le premier? La pensée, il n'y a pas de doute, non dans l'ordre de l'apparition chronologique, mais dans l'ordre de la dignité ontologique... Au fond ce qu'il importe de comprendre pour philosopher, c'est toujours que la réalité est raison. »

L'argumentation, justificatrice de ces hiérarchies, à laquelle le « père Lachelier », comme nous disions, faisait allusion dans ces promenades, nous la connaissions bien. Et nous ne la comprenions pas toujours, il faut l'avouer. C'est elle qui est ramassée en quelques pages si denses, dans la conclusion de l'article fameux *Psychologie et métaphysique*. On y assiste à une déduction ou production des formes du monde en partant des exigences de la pensée, devenue elle-même « dialectique vivante ». Pour que celle-ci puisse se développer dans l'existence, ne lui faut-il pas, non seulement des milieux homogènes et continus comme l'espace et le temps, mais des êtres concrets, à la fois divers et analogues, centres organisateurs de sensations diverses qu'elle ne se donne que pour les coordonner? De ce point de vue, l'expérience n'apparaît plus comme un donné inintelligible. Elle est en dernière analyse un produit de la raison qui ne la comprend que parce qu'elle la crée, et qui se prouve à soi-même sa propre liberté en organisant un *cosmos*.

Constructions aussi audacieuses, en leur modèle réduit, que les amples philosophies de l'esprit, de la nature, de l'histoire, chères aux philosophes post-kantiens. Lorsqu'on a ces constructions sous les yeux, on comprend que Lachelier ait pu laisser entendre que le meilleur Kant, à ses yeux, c'est ce Fichte dont Xavier Léon nous a expliqué, avec tant de sympathie lucide, la vie et la pensée. Arrivé à ce point, Lachelier dépasse Kant comme il dépasse Cousin. Et il croit nécessaire de s'élever jusqu'à ces hauteurs pour pouvoir justifier enfin, comme il le désire, les positions du spiritualisme classique. « Spiritualité et liberté en nous, raison en nous et hors de nous », c'étaient les thèses que défendaient Victor Cousin et ce sont celles aussi que J. Lachelier veut maintenir contre ceux qui, égarés par une science mal comprise, ne voient plus dans le monde « ni raison, ni liberté, ni esprit ». Mais les conclusions spiritualistes, justes en elles-mêmes, Cousin les démontrait par une méthode inopérante; il accordait trop, en pareille matière, à l'observa-

tion, à l'induction, à l'empirisme encore. Au fond on ne comprend la réalité de l'esprit que par une analyse réflexive, analogue à celle dont Kant a usé dans la critique de nos connaissances. Seulement il importe de compléter cette analyse par une synthèse productrice. On saisit alors la lumière à sa source, et on s'aperçoit que, bien loin qu'elle vienne plaquer ses rayons sur des objets préexistants, ces objets eux-mêmes ne sont que ses projections.

***

Quelle attitude un spiritualisme, ainsi épuré et comme régénéré, nous dicterait-il vis-à-vis des problèmes pratiques? et d'abord vis-à-vis de ces croyances religieuses qui continuent à faire le pont, pour beaucoup d'esprits, entre consignes et connaissances, entre pratiques et théories?

C'est ici surtout que le commentateur s'embarrasse. Car la pensée de Lachelier, quelque effort qu'il se soit imposé pour la porter à la parfaite clarté du cristal, s'obscurcit pour nous aux moments décisifs, lorsqu'elle aborde les plus hauts problèmes, lorsqu'il s'agit de savoir si la croyance religieuse est, elle aussi, affaire de raison, ou s'il y faut l'intervention d'autres puissances. Lachelier distingue soigneusement — rappelant en ceci encore Maine de Biran — entre les trois étages de la vie : vie animale qui n'est qu'un *continuum* d'affections confuses, — vie humaine, qui donne leur réalité, par l'effort organisateur de la pensée, à la fois au monde extérieur et à la personnalité — vie divine enfin qui, nous libérant de ce qu'il y a en nous de particulier et d'individuel, nous met en communication avec la réalité pure qui est l'Esprit dans sa liberté. Mais encore une fois, qui commande ici? Sur ces sommets, qui a le dernier mot? Est-ce encore la raison, la même raison qui nous a obligés à affirmer le mécanisme d'abord, la finalité ensuite? Nous voyons bien que Lachelier se sert de ses exigences pour ruiner les arguments classiques par lesquels on pensait démontrer l'existence de Dieu : preuve par l'idée du parfait, ou par l'ordre du monde. Nous voyons aussi qu'une fois ces arguments abattus, Lachelier cherche à en sauver le plus qu'il peut; en faisant remarquer

que dans la pensée, sans avoir besoin de poser une substance qui lui resterait extérieure, nous saisissons par l'analyse réflexive la source de toute réalité comme le principe de tout ordre. Mais de là à affirmer l'existence d'un Dieu personnel que nous pouvons espérer fléchir par nos prières et dont il est permis d'escompter l'intervention, de là à retrouver en un mot le Dieu de la tradition chrétienne, il y a un abîme. Qui nous donne des ailes pour le franchir? Peut-être, comme semble l'accorder Lachelier à la fin de ses notes sur le *Pari de Pascal*, peut-être y faut-il une sorte de coup d'état de la volonté.

« La question la plus haute de la philosophie, plus religieuse déjà peut-être que philosophique, est le passage de l'absolu formel à l'absolu réel et vivant, de l'idée de Dieu à Dieu. Si le syllogisme y échoue, que la foi en coure le risque; que l'argument ontologique cède la place au pari. »

Le même article contient une remarque grosse de conséquences :

« Il est possible que nos facultés supérieures soient destinées à trouver, dans un autre ordre d'existence, un objet adéquat à elles et qu'elles soient ici-bas dans un état d'attente et d'inutilité provisoire, comme les organes de la respiration pendant la vie intra-utérine. »

Mais alors, voici jetées bas les barrières dressées par le kantisme pour nous avertir que nos facultés, même supérieures, ne sont bonnes qu'à organiser la compréhension de l'expérience?

En tout cas, que pour saisir l'essentiel de la religion, il faille une opération tout intime et personnelle, une sorte de dialogue solitaire avec l'Absolu, c'est ce que maintient Lachelier avec fermeté. D'où une espèce d'horreur sacrée qu'il paraît éprouver à l'égard de quiconque prétend expliquer par le dehors, et notamment par l'action de la société, la formation des croyances proprement religieuses. Il s'engagea à ce propos à la *Société française de Philosophie*, entre lui et Durkheim, auteur des *Formes élémentaires de la vie religieuse*, une discussion palpitante, dramatique, dont certaines formules sont restées fameuses.

M. Durkheim : Je ne sache pas que jamais les dieux, j'entends ceux qui ont vécu d'une vie historique, soient nés dans la solitude. Toujours ils sont nés pour incarner de grands idéaux collectifs, et ils sont morts quand les groupes humains se sont tournés vers des idéaux différents.

M. Lachelier : Le dieu auquel je pense n'est pas celui qui naît et qu'on adore dans les carrefours, et la religion dont je parle ignore les cultes auxquels vous faites allusion.

M. Durkheim : Mais ces dieux des carrefours que vous écartez avec quelque dédain, ce sont des dieux pourtant; ce sont même des dieux qui ont de tout temps aidé, consolé, soutenu les hommes. Il paraît difficilement admissible que l'on puisse mettre leur culte en dehors de la religion.

M. Lachelier : Je vois bien que la société obtient de nous obéissance et assentiment, qu'elle nous persuade et nous entraîne, qu'elle soulève parfois en nous un véritable enthousiasme. Mais cela n'a rien de commun avec la religion proprement dite. La religion ignore et contredit le groupe : elle est un effort intérieur et par suite solitaire.

A insister sur le caractère « individuel et solitaire » de l'effort de l'âme dans la vie religieuse, Lachelier se rapprocherait-il donc de l'individualisme? Il est bien loin d'y songer lorsque, parlant ici avec le ton d'un De Bonald, il dénonce dans le protestantisme libéral « tout simplement une forme de l'esprit révolutionnaire, c'est-à-dire de l'esprit de négation et de destruction universelle ». Ce qui reste c'est que, comme a le droit de le remarquer M. Ed. Le Roy, on sent ici l'action d'une sorte de mysticisme, décidé à dépasser le rationalisme pour se rattacher à une tradition qu'il juge bienfaisante[1].

Que cet au-delà doive en tout cas jouer un grand rôle dans l'en-deçà, c'est ce que prouveraient les idées de J. Lachelier sur la morale elle-même. Il n'arrive pas à la dissocier de la religion. Il suspend tous les devoirs au Devoir suprême, qui est le maintien et le perfectionnement de la vie spirituelle. Or la vie spirituelle telle que nous la connaissons, n'est que préface

1. Combien d'ailleurs toute tentative d'explication historico-sociologique appliquée, non seulement aux croyances mais aux institutions, eût répugné à Lachelier, on le voit par ce curieux passage d'une lettre à E. Boutroux (1876) :

« Vous avez dû lire dans la dite Revue (la *Revue philosophique*) un très curieux article de Marion sur la « famille préhistorique ». Tout cela, comme je le lui ai dit hier soir, est effrayant, et quand cela serait réellement arrivé, il faudrait dire, plus que jamais, que *cela n'est pas arrivé*, que l'histoire est une illusion, et le passé, une projection, et qu'il n'y a de vrai que l'idéal et l'absolu; là est peut-être la solution de la question du miracle; *c'est la légende qui est vraie, et l'histoire qui est fausse*. »

et prélude pour la vie éternelle : N'écrivait-il pas à Félix Ravaisson, son tuteur et confident. « La morale, comme la religion dont je ne la sépare pas, me paraît essentiellement la science de l'immortalité »? Il y aurait sans doute ici des plans et des phases à distinguer pour le développement de la pensée de Lachelier. Gabriel Séailles y fait allusion dans l'excellent petit livre qu'il a consacré à *la Philosophie de Jules Lachelier*, en utilisant les leçons conservées à l'École Normale. Bien que le maître rappelât d'abord qu'il faut mourir pour vivre, et que le mérite essentiel c'est d'ajourner le bonheur, il admettait une sorte de symbolique du devoir, qui nous autorisait à nous inspirer du modèle éternel, pour organiser harmonieusement notre vie personnelle et la vie des hommes en société. Et dans cette symbolique, l'esthétique trouvait sa place. Dans un des cours de l'École Normale — que nous avons entre les mains, au milieu d'une leçon sur les Déductions morales rédigée par E. Rabier — nous relevons nous-même la note suivante : « La beauté est en définitive le dernier mot de la moralité. » Mot d'ordre que Séailles ne devait pas oublier, et qui permettait à beaucoup de ne pas réduire toute la moralité humaine au respect du supra-sensible. Mais, en ce qui concerne Lachelier lui-même, il semble bien que tous les événements dont il était témoin conspiraient pour l'inciter à se retirer dans son sanctuaire, à se détacher du monde. Faut-il aller jusqu'à dire qu'il l'abandonnait volontiers à son malheureux sort? Il écrit à L. Liard en 1873 : « Je suis bien d'avis qu'il faut toujours faire son devoir, voter et monter sa garde au besoin, mais je crois que le moment est venu, pour tous ceux qui sont capables de penser, de se tirer de cette cohue et de s'enfermer plus étroitement que jamais dans la double enceinte de la vie privée et de la philosophie. » Il est vrai qu'il ajoute : « Hors de là, nous n'empêcherons pas le mal, tandis que là, nous pouvons faire beaucoup de bien, et un bien qui tournera toujours, en définitive, au profit de notre pays. » Et c'est tout de même une manière de justifier l'effort du travail sur la terre et de rouvrir l'espérance au progrès.

En tout cas, ce qu'on avait coutume d'appeler progrès, répugnait profondément à Lachelier, et non pas seulement les triomphes de l'industrie, mais les conquêtes de la démo-

cratie. Il s'en est expliqué avec la plus grande netteté dans une autre séance fameuse de la *Société française de philosophie*, celle où il discute la thèse de M. Victor Basch sur la Démocratie. Son idéal à lui est aristocratique, précisément parce qu'il veut une société orientée vers la plus haute culture, et gouvernée par les représentants de cette culture. Or à cette culture, indispensable au gouvernement, impliquant en même temps la compréhension du bien public et la capacité de s'y dévouer, il est impossible que la masse atteigne : elle n'en a ni le temps,ni les moyens. Impossible, selon la formule qu'employait naguère M. Paul Bourget, que l'arbre tout entier devienne fleur. Reste donc à souhaiter que selon le vœu suprême de la charité, l'aristocratie se dévoue au peuple, comme le peuple se dévoue à l'aristocratie.

A cette conception pessimiste, faut-il dire que les faits ont donné raison en tout et pour tout? Il y a du moins une grande expérience qui aurait pu adoucir les sévérités d'aristocrate intellectuel dont Jules Lachelier, plus platonicien ce jour-là que chrétien, avait fait preuve en traitant de la démocratie : c'est l'expérience même de la grande guerre. Jules Lachelier y a perdu son petit-fils bien-aimé François, sur la tête de qui il avait placé tant d'espérances. Or François Lachelier écrivait dans une dernière lettre à sa mère ces lignes qui, faisant écho aux préoccupations de l'aïeul, apportaient en même temps de quoi en limiter le scepticisme.

« C'est la gloire de l'époque moderne d'avoir pu amener librement tant de millions de gens à se sacrifier complètement à une idée, et, pour elle, à se soumettre à l'esclavage le plus rude et le plus exclusif qui soit. Mais la vraie liberté consiste à se soumettre et à se résigner à ce que l'on a jugé inévitable, à consentir qu'on n'est qu'une pièce du mécanisme dont on aurait pu être l'ingénieur. Autrefois, on menait les gens au feu à coup de fouet ou de pique, comme sous Louis XIV; seule une petite élite aristocratique avait le monopole du courage; le reste, racolé de force, se battait sans souci d'un idéal supérieur, par amour du pillage et crainte de châtiments terribles. Maintenant tous participent à ce monopole aristocratique et toute l'armée est une aristocratie. »

***

Bien peu, parmi ceux qui ont pu, directement ou indirectement recevoir l'enseignement de Jules Lachelier, se sont

arrêtés à ce pessimisme social qui, les détournant assez logiquement de la vie, eût paralysé en eux l'espoir d'améliorer ici-bas, la condition des hommes. M. Gabriel Séailles, développant les *Affirmations de la conscience moderne*, rappelle qu'elle exige, non seulement plus de liberté, mais plus d'égalité. Frédéric Rauh, s'appuyant sur l'*Expérience morale* et répudiant tout appel au transcendant, donne son adhésion au mouvement d'idées qui prépare l'avènement de la justice sociale. Gustave Belot retient le rationalisme moral, mais pour l'adapter à l'utilitarisme, et oppose au culte du for intérieur, le souci des obligations professionnelles. Espinas et Durkheim se réclament aussi de la raison, mais pour qu'elle puisse prononcer sur la pratique, ils la veulent informée, non par la métaphysique chère à Lachelier, mais par la science positive : et celui-là, dans les *Sociétés animales* demande à la biologie ses directions, celui-ci dans la *Division du travail* ou l'*Éducation morale* les demande à une sociologie qui remplirait, en usant de méthodes plus précises, le vœu d'Auguste Comte.

Mais nous retournons-nous vers les purs philosophes, vers ceux qui continuent à s'interroger sur les rapports de la pensée avec l'Être, alors il est évident que pour beaucoup d'entre eux Lachelier est l'initiateur, il reste le maître. Peu, à vrai dire, osent le suivre dans son effort suprême pour construire le monde en partant de la pensée. Son véritable continuateur sur ce terrain de la dialectique productrice, ce serait O. Hamelin, l'auteur des *Éléments principaux de la représentation*, qui subit d'abord l'ascendant de Renouvier. E. Boutroux, en raison même de la place plus large qu'il accordait à la *Contingence des lois de la nature*, eût difficilement admis de pareilles déductions; mais il aimait, lui aussi, à rapprocher la raison de la vie, et nous montrait dans le monde une pensée organisatrice à l'œuvre. M. Léon Brunschvicg, s'il croit encore moins que la métaphysique puisse construire les lois des choses, et s'il rappelle le philosophe à la modestie intellectuelle en l'invitant à suivre avant tout le mouvement des sciences mathématiques et positives (V. les *Étapes de la philosophie mathématique*, et *l'Expérience humaine et la causalité physique*), loue et remercie Jules Lachelier d'avoir

démontré le prix de l'analyse réflexive qui nous permet de saisir, au-dessus comme au-dessous de tout, l'action de la conscience, dont le progrès est, suivant lui, la principale conquête de la philosophie occidentale.

M. D. Parodi, défenseur encore plus net des positions du rationalisme, s'efforce de prouver que la philosophie contemporaine, dont il est l'observateur le plus attentif, retrouve à travers les tentations du positivisme, les thèses chères à l'idéalisme (*Du Positivisme à l'idéalisme : philosophes d'hier et d'aujourd'hui*) ce qui est encore une façon de nous avertir que la doctrine kantienne, revue et complétée par Lachelier est toujours vivante. Est-il besoin enfin de rappeler que Jules Lagneau suspend, à la manière de Lachelier, la réalité à la pensée et la pensée à la liberté? Or la philosophie de Lagneau (V. *Écrits de Jules Lagneau et Souvenirs*) c'est, comme celui-ci se plaît à le proclamer, le plus solide noyau des divers essais et propos d'Alain, qui attirent si vivement une bonne partie de la jeunesse philosophique.

Mais d'autres voix, en même temps, n'appellent-elles pas cette jeunesse vers des perspectives toutes différentes? M. H. Bergson a rendu à Jules Lachelier un magnifique hommage. Il voit dans *le Fondement de l'Induction* la meilleure introduction à la philosophie pure.

« Si notre philosophie s'est dégagée de la rhétorique, si elle s'est mise à l'étude serrée et approfondie des philosophes anciens et modernes, si elle est redevenue, en France, recherche vivante et active créatrice, c'est à Lachelier en grande partie que nous le devons. »

Mais l'appel à l'intuition révélatrice, la négation de tout déterminisme appliqué aux choses de l'esprit, la marge laissée au pragmatisme dénoncé par M. René Berthelot, eussent peut-être inquiété aussi Jules Lachelier. Devant les assauts que tels bergsoniens menaient contre la raison, comme devant toute théorie tendant à donner le primat à la volonté (voir sa lettre à M. Maurice Blondel, rénovateur de l'apologétique chrétienne par ses réflexions sur l'*Action*), Lachelier se proclamait volontiers un vieil intellectualiste obstiné.

Mais voici une autre équipe de croyants qui ne lui reprochera pas son intellectualisme, ou du moins son rationalisme.

Les néo-thomistes prétendent concilier foi et raison : c'est un catholicisme rationaliste qu'ils veulent restaurer. Mais justement ce qu'ils reprochent à Lachelier, c'est d'être encore resté prisonnier de Kant, ce qui lui interdirait le retour à Saint-Thomas. Pour eux la raison doit pouvoir saisir directement des essences, poser des substances, sinon même démontrer l'existence des anges.

Autre tendance encore, qui serait plus directement contraire à la tradition de Lachelier, celle des néo-réalistes. Impatients de voir on ne sait quel rideau de concepts s'interposer entre eux et les formes du réel, ils prétendent les saisir et comme les toucher directement. Les promoteurs des *Recherches philosophiques*, par exemple, ont soif d'expériences immédiates et de présences sensibles. *Vers le Concret*, c'est le mot d'ordre que leur donne M. Wahl. Et dans la mesure où il est permis d'apprécier les tendances d'une philosophie qui n'a pas encore atteint sa forme systématique, il semble bien qu'elle jetterait par-dessus bord, en premier lieu, l'idéalisme critique cher à Lachelier.

De quelle fécondité ces doctrines ou ces méthodes sont-elles capables? L'avenir le dira, et peut-être ramènera-t-il à Lachelier les philosophes qui garderaient le goût des démonstrations rigoureuses. En tout cas, pendant un long laps de temps, la philosophie de Jules Lachelier aura dominé la pensée universitaire française. La sève dût-elle manquer désormais à telle ou telle de ses branches, le vieux chêne reste debout sur notre horizon.

C. BOUGLÉ

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

M. Boschot, qui assemble chez Garnier une édition de Théophile Gautier, donne sur le même écrivain, chez Desclée de Brouwer, une étude écrite avec amour. L'auteur d'*Émaux et Camées* a ce privilège que son génie est vivement, tendrement, j'allais dire fraternellement ressenti, ou pas du tout. C'est là, si je ne me trompe, une aventure posthume des romantiques. C'est celle de Musset, qui pour les étudiants du second Empire était un des leurs, et que les esthètes de 1890 ne supportaient pas. Dans cette vie ralentie qu'est la gloire, de tels hommes connaissent, comme naguère, tour à tour l'enthousiasme et l'injustice. Gautier a eu son heure il y a quarante ans. Il est aujourd'hui un peu oublié, un peu impopulaire, un peu décrié. Mais ses fidèles continuent à l'adorer. Il y a un tintement, un rythme, un timbre du vers qui sont à lui. Quel plus bel éloge peut-on faire d'un poète?

Tout passe : l'art robuste
Seul a l'éternité;
Le buste
Survit à la cité

Et la médaille austère
Que trouve un laboureur
Sous terre
Révèle un empereur.

On dit que ce sont là des vers ciselés. C'est trop peu. C'est un hymne, et un acte de foi. C'est un chant de tout l'orchestre. Et pour qui n'est point sourd, c'est infiniment émouvant. Cette émotion, M. Boschot l'a ressentie pour la première fois dans le jardin du Carrousel en lisant, à l'endroit même où

Gautier avait une mansarde, l'article qu'il a écrit sur la mort de Heine. L'article est vieux de près de quatre-vingts ans. Écoutez cette cloche mélancolique qui semble y tinter : « La vie emporte malgré eux les cœurs les plus fidèles : il n'y a que la mère ou l'épouse qui puissent ne pas abandonner une si persistante agonie. Les yeux humains ne sauraient, sans se détourner, contempler trop longtemps le spectacle de la douleur. Les déesses même s'en lassent et les trois mille Océanides qui vinrent consoler Prométhée sur sa croix du Caucase, s'en retournèrent le soir. »

Gautier est né en 1811. On ne peut pas expliquer, et on ne peut pas nier non plus qu'il y ait des temps élus : en deux ou trois ans, Musset, Chopin, Schumann, Liszt, Gautier paraissent. Le poète est fils d'un « employé à la direction des contributions directes ». Originaire du Comtat-Venaissin, M. Boschot gourmande Maxime du Camp pour avoir dit que Gautier, fils et petit-fils de sujets des papes en Avignon, eut toujours quelque chose d'exotique. Au surplus le poète est né à Tarbes, et, à trois ans, il vint à Paris, où son père fut nommé par la Restauration. Sa mère était la fille d'un homme de confiance, intendant ou concierge, des Montesquiou, et attaché à leur château de Maupertuis, en Brie. Cette terre avait été célèbre à la fin de l'ancien régime. Delille l'avait chantée dans son poème des *Jardins*. La Révolution avait rasé le château, mais il restait un pavillon de chasse. Au père de madame Gautier avait succédé comme intendant son beau-frère. Le poète enfant passait là ses vacances. « Parmi les peupliers, écrit M. Boschot, le flot miroitant de l'Aubetin, vivace et sinueux, clapotait sur les grosses roues de trois moulins à blé; il se divisait, formait une petite île... » — C'est un de ces mille endroits de la terre de France qui sont entrés dans la littérature. Il a passé sur le sol varié de notre pays tant de poètes, tant de peintres pour lui prendre de-ci de-là un motif qu'il est devenu tout entier une mosaïque d'œuvres d'art. Voici le paysage emprunté par Gautier aux rives de l'Aubetin. Il est dans son roman de jeunesse, *Mademoiselle de Maupin*. « Te souviens-tu de cette petite île plantée de peupliers, à cet endroit où la rivière forme un bras?... Il fallait, pour y aller, passer sur une planche assez longue, très étroite, et qui ployait

étrangement par le milieu... Il y avait de grandes pièces de toile que les femmes venaient étendre pour les blanchir à la rosée; on eût dit des carrés de neige. »

Les parents de Gautier habitaient à Paris 8, place Royale, aujourd'hui 8, place des Vosges. Peu après 1830, Victor Hugo vint habiter au 6. D'une fenêtre à l'autre, les jeunes gens pouvaient parler. A l'extrême fin de sa vie, dans l'été de 1872 (il devait mourir en octobre) le poète, accompagné de son gendre Bergerat, revint en voiture considérer son logis. Il se tut longtemps. « Le bon Théo, écroulé sous un bonheur suprême, ne pouvait plus arracher son regard de ces deux fenêtres, où lui souriait toute sa jeunesse... Quelle aurore merveilleuse et pleine d'espérances!... Alors, sans dire un seul mot, s'appuyant au bras de son gendre, il fit de pénibles efforts pour remonter en voiture, et revint dans la petite maison de Neuilly. »

Externe à Charlemagne, où il allait l'après-midi, il travaillait le matin dans l'atelier de Rioult, rue Saint-Antoine, près du temple protestant. Il fit paraître en juillet 1830 un volume de poésies, sous couverture rose. Elles se perdirent dans le fracas de la Révolution. Il les augmenta de 190 pages, les porta à 367, et les publia sous cette nouvelle forme sous le titre d'*Albertus, ou l'Ame et le péché, légende théologique*, avec une lithographie abracadabrante de Célestin Nanteuil, en octobre 1832. On dit volontiers qu'il y eut deux romantismes, le premier élégiaque, le second pittoresque. Gautier passa par l'un et par l'autre. On n'est pas médiocrement surpris de l'entendre se décrire ainsi. « L'auteur du présent livre est un jeune homme frileux et maladif, qui use sa vie en famille avec deux ou trois amis et à peu près autant de chats. Un espace de quelques pieds, où il fait moins froid qu'ailleurs, c'est pour lui l'univers. Le manteau de la cheminée est son ciel; la plaque son horizon... Il n'a vu du monde que ce que l'on en voit par la fenêtre, et n'a pas eu envie d'en voir davantage... Il fait des vers pour avoir un prétexte de ne rien faire, et ne fait rien sous prétexte qu'il fait des vers. » — C'est sous cet aspect souffreteux, paresseux et sédentaire que se voyait Gautier, lequel avait d'ailleurs des épaules herculéennes, le goût des voyages, et qui sera un des écrivains les plus labo-

rieux de son siècle. Deux ans plus tard, il déclarera que le temps des littérateurs phtisiques est passé. Bientôt il dira de lui :

> Je suis jeune ; la pourpre de mes veines abonde ;
> Mes cheveux sont de jais et mes regards de feu.

Ce n'est point la seule surprise qu'il nous réserve. Après avoir traversé la poésie poitrinaire et la poésie flamboyante, voici qu'en 1833 nous le voyons tourné vers la poésie intime. Reflète-t-il les tendances de Sainte-Beuve, le Sainte-Beuve de *Joseph Delorme*? Mais il est las des truculences romantiques. Il les raille dans les *Jeune-France*. Il est las de la couleur orientale. « La poésie n'est pas plus ici que là, écrit-il, elle est en nous... La poésie, toute fille du ciel qu'elle est, n'est pas dédaigneuse des choses les plus humbles; elle quitte volontiers le ciel bleu de l'Orient... La poésie est partout; c'est dans ces murs que s'est passée la meilleure partie de ton existence; tu as eu là tes plus beaux rêves, tes visions les plus dorées... La maison est un corps dont tu es l'âme et à qui tu donnes la vie : tu es le centre de ce microcosme. Pourquoi donc vouloir te déplacer et devenir accessoire, lorsqu'on peut être principal? O Rodolphe, crois-moi, jette au feu toutes tes enluminures espagnoles ou italiennes... » — Il n'est rien de plus sage. Mais ce langage étonne un peu chez le prochain auteur du *Voyage en Espagne*.

A l'automne de 1834, notre poète de vingt-trois ans, quittant le toit familial (ses parents venaient de s'installer à Passy), se loge dans une mansarde de l'Impasse du Doyenné, et ce quartier, remplacé par les jardins du Carrousel, était pittoresque à souhait. « Chantiers de démolitions, murs ébréchés, portes branlantes, palissades de mousse, arbres poussant au hasard parmi les ruines, semblaient une oasis de liberté aux fantasques bousingots qui voulaient jeter leur gourme... Soupers, bals masqués, punchs, sérénades, aubades, pantalonnades et autres charivaris, faisaient retentir les vieilles masures agonisantes. » — Gautier, entraîné là par Gérard de Nerval, y retrouve Célestin Nanteuil, Ourliac, Houssaye et cet Auguste Maquet, qui signait Augustus Mac Keat.

C'est de 1833 à 1835 que Gautier publie coup sur coup les

Jeune-France, *Mademoiselle de Maupin* (dont M. Boschot fait une très curieuse étude) et les *Grotesques*. Mais *Mademoiselle de Maupin*, sur quoi Renduel avait beaucoup compté, mais qui, au lieu d'une vie romancée, est une confession fiévreuse, ne se vend pas. L'éditeur, dégoûté, ne voudra plus rien éditer de Gautier, et Gautier lui-même, entraîné par Balzac, va s'orienter vers le journalisme. En 1836, il écrit soixante-quinze articles; en 1837, quatre-vingt-seize. En voilà pour la vie. Son labeur ne sera plus coupé que par des congés.

Un critique est bien contraint, souvent sans s'en douter, d'avoir une philosophie. De toutes ces analyses que son métier l'oblige à faire, il se dégage en fin de compte une idée générale. Celle qui domine l'œuvre de Gautier, nous venons de l'entendre : c'est la théorie du *microcosme*. Chaque être est un monde. Voici ce qu'il dit, par exemple, de la mort de Baudelaire : « Et quoi, cet esprit si fin, si ingénieux, si plein de curiosité et de recherche, soufflé comme une bougie par la froide haleine qui nous éteindra tous! Cette sphère, brillant de toutes les couleurs; ce monde d'idées, d'images, de rêves, crevé comme ces bulles qui montent du fond de l'eau! De tout cela plus rien, du moins plus rien de perceptible pour nous, car ce globule, en s'évanouissant à la surface du sombre océan des choses, produit peut-être des ondulations jusqu'aux limites de notre univers... » Dans chacun de ces microcosmes, le vaste univers se réfracte, comme dans un prisme : la couleur du style n'est que la lumière étalée. « Un style, dit Gautier, est un prisme magique où la création se réfléchit en tous ses sens. » Et ailleurs : « Soyons traversés comme des prismes, par les rayons des soleils et les effluves des univers. » — Rayons et effluves, l'artiste les organise, selon un plan qui lui est propre, et cette harmonie, cette unité qu'il leur donne, fait la beauté. Gautier écrit de Delacroix : « Il existe, il vit par lui-même; en un mot, il porte en lui le microcosme, c'est-à-dire un petit monde complet. Cette précieuse faculté d'une création intérieure n'appartient qu'aux organisations d'élite, et c'est le secret de leur puissance. » — Au surplus cette bulle, si l'artiste coordonne un reflet de l'univers, est parfaitement indifférente au grand Tout. « Un fétu de paille est tombé sur une fourmi et lui a cassé la troisième patte à la deuxième arti-

culation; un rocher est tombé sur un village et l'a écrasé : je ne crois pas que l'un de ces malheurs arrache plus de larmes que l'autre aux yeux d'or des étoiles. » — Pareillement, dans *Mademoiselle de Maupin* : « La création se moque impitoyablement de la créature... Tout est indifférent à tout, et chaque chose vit... par sa propre loi. » Oubli et néant, c'est tout l'homme. Dans ce néant, faire de la beauté est la seule raison de vivre.

Il faut remercier M. Boschot de cette lumineuse analyse d'un génie et d'un cœur méconnus. Il cite des pages émouvantes de beauté; il cite des traits qui montrent sensible, bon, généreux jusqu'au dévouement ce prétendu impassible. Il décompose, et replace dans des conditions qui les rendent intelligibles *Mademoiselle de Maupin* et *le Capitaine Fracasse*. Enfin dans deux chapitres sur le critique dramatique et le critique d'art, il rend la vie à ces feuilletons, dont la loi est d'être oubliés sitôt que lus.

***

Dans le livre de M. Boschot, on voit apparaître la silhouette redoutable du directeur de journal à qui Gautier, pendant vingt ans, devra son pain : Émile de Girardin, « froid, défiant et homme d'affaires », qui conserve, pour s'en faire des armes au besoin, les lettres par lesquelles Théo demande des avances. « Directeur rogue et méprisant », dit encore M. Boschot. Et enfin ce terrible portrait : « A *la Presse*, la situation de Théophile Gautier n'était vraiment pas celle qu'il méritait... On le traitait comme un tâcheron... Mal payé, donc méprisé... Son directeur, Émile de Girardin, ne comprenait pas que le pauvre Théo restât honnête. Avec une telle situation littéraire, pensait ce pratique directeur, comment Théo... ne se fait-il pas payer en sous main par les auteurs, les libraires, les actrices, les théâtres, les peintres et les marchands de tableaux?... Quel niais! pensait Émile de Girardin. Et en 1847, publiquement, par un cinglant article contre son fidèle collaborateur, le patron lui avait bien fait sentir son mépris. »

Assurément le directeur de *la Presse* n'a pas laissé une mémoire virginale. Pour les connaître, il faut lire le livre vivant que M. Maurice Reclus vient de lui consacrer dans la

collection des *Figures du passé*[1]. Cette biographie est traitée avec autant d'indulgence que l'histoire en tolère.

Le 21 juin 1806, une jolie femme, dont le mari est depuis deux ans aux colonies, madame Dupuy, met au monde un fils. Nous connaissons fort bien madame Dupuy : c'est elle que Greuze a peinte dans la *Jeune Fille à la Colombe*. Quant à l'amant, c'était un très brillant chef d'escadrons de hussards, le fils de ce marquis de Girardin qui donna à Rousseau un asile et un tombeau. A Austerlitz, Alexandre de Girardin, avec dix hommes, avait pris quatre pièces de canon et fait quatre cents prisonniers.

Naissance clandestine, chez un accoucheur de la rue Chabanais, nommé Bigot. L'enfant est déclaré sous le nom d'Émile, fils de mademoiselle Sophie Delamothe, demeurant ordinairement au Mans, âgée de vingt-deux ans, fille de Pierre Delamothe et de Sophie Perrier, son épouse, tous deux décédés. Le père d'Émile n'est point nommé.

L'enfant fut dans les premiers temps élevé avec tendresse. Placé chez les époux Choisel, boulevard des Invalides, au coin de la rue de Sèvres (la maison a été abattue avec le pan coupé). Les Choisel étaient de braves gens qui élevaient huit ou dix enfants, dont ceux de madame Tallien et d'Ouvrard. Les parents ne se cachaient guère. Madame Choisel conduisait Émile chez sa mère, qui habitait Chaussée d'Antin. Tout changea à la fin de l'Empire. Le général de Girardin s'était marié en 1811. D'autre part M. Dupuy était revenu en France; il avait été nommé juge suppléant à la Seine, le 25 janvier 1813. La présence du petit bâtard devenait dangereuse. On résolut de le perdre. Il fut envoyé en 1814 en Normandie, près d'Argentan, au hameau du Pin où est encore aujourd'hui le haras. On le mit en pension chez un palefrenier de ce haras. Cet homme était le père d'un officier de dragons, qui avait servi sous les ordres d'Alexandre de Girardin. On a l'impression que le père et la mère d'Émile Delamothe ont voulu, en coupant les ponts entre eux et lui, l'empêcher de les retrouver jamais, mais se réserver à eux-mêmes la possibilité de le surveiller de loin.

Au Pin, s'il y avait la maison du palefrenier, il y avait aussi le château, qui appartenait au baron du Bourg. Et mademoi-

1. Hachette.

selle du Bourg, bientôt madame de Varaignes, était la confidente de Mme Dupuy. Émile, d'abord élève du curé, et sans doute du collège d'Argentan, trouva au château une immense bibliothèque : dix à vingt mille volumes, histoire et romans. « Il lut tout cela pêle-mêle, avec avidité; il avait d'abord, dit-il, des goûts romanesques; ce ne fut qu'ensuite et par nécessité qu'il fut positif. Il tua le René en lui, mais il en avait le germe. » Ainsi parle Sainte-Beuve. Déclassé de naissance, à demi paysan par l'éducation, bourré de lecture, Émile risquait de devenir un Julien Sorel. Une rencontre décida de sa vie. Une amie de madame de Varaignes vint au Bourg en 1823 et s'intéressa à lui : son mari était secrétaire général de la Maison du Roi; il attacha Émile Delamothe à son cabinet. Les traits de cette jeune femme sont connus de tout le monde par un portrait qui est un des plus célèbres ouvrages d'Ingres. Elle s'appelait madame de Senonnes.

A Paris, Émile chercha aussitôt à être avoué de ses parents. Sa mère tremblait. « Il résulte d'un témoignage sûr, dit M. Reclus, qu'Émile est parvenu au moins une fois à se rapprocher d'elle et qu'elle ne lui a pas pardonné cette première tentative. » Quant au père, qui était devenu grand veneur, une tradition orale dit qu'il voyait son fils une heure par mois, dans le pavillon du concierge, à la Vallée aux Loups où il avait une demeure. Que va devenir le jeune homme? Il quitte promptement le ministère, tente en vain de s'engager, vit dans une chambre au rez-de-chaussée, avenue des Champs-Élysées, et compose un roman autobiographique, qui s'appelle *Émile*. Devenu majeur, le 21 juin 1827, il a pris hardiment le nom de son père, et s'est appelé Émile de Girardin. Le grand veneur ne bougea pas. C'était le parti le plus sage. « Une tradition, dit encore M. Reclus, veut qu'après le succès d'*Émile* le comte ait eu une entrevue avec madame Dupuy et qu'il ait été convenu entre les parents de l'enfant terrible que le comte l'autoriserait facilement à porter le nom de Girardin. »

Connu, non sans scandale, à vingt et un ans, Émile de Girardin sera devenu à trente un des plus puissants seigneurs de Paris. C'est ce que M. Reclus appelle les étapes d'un publiciste. Elles sont plus compliquées que je ne vais le dire. Mais voici du moins les principales. Le 5 avril 1828, Émile de

Girardin et son ami de collège Lautour-Mézeray font paraître le premier numéro du *Voleur* dont ils sont propriétaires, fondateurs et rédacteurs. Le titre dit ce qu'il veut dire. Le journal, qui paraît tous les huit jours, puis tous les cinq jours, est un choix des meilleurs articles parus dans les quotidiens. Avantage pour le lecteur, qui dispose ainsi d'une revue de presse; avantage pour le journal, qui n'a pas de frais de rédaction. Moralité du procédé : douteuse. Succès : immense. Après six mois, *le Voleur* rapporte net à ses fondateurs 50 000 francs par an, qui en feraient 500 000 aujourd'hui.

Du premier coup, Émile de Girardin fait preuve des qualités qui feront son succès. L'une est le sens de l'opportunité, la divination de ce qu'il faut. L'autre... l'autre est le sens de la publicité.

Le 1er octobre 1829, Girardin publie le premier numéro de *la Mode*. C'est un recueil hebdomadaire, élégant et bon marché à la fois, destiné à devenir le journal de la société aristocratique, la gazette de la vie parisienne. Ici un nouveau don apparaît : l'art de choisir ses collaborateurs. Alexandre Dumas, Alphonse Karr, le docteur Véron sont parmi les rédacteurs habituels. C'est à *la Mode* que George Sand, Balzac et Eugène Sue font leurs véritables débuts. Les illustrations sont confiées à une femme du monde qui a un talent célèbre d'amateur, madame Delessert, celle qui sera l'amie de Mérimée. Excellente réclame. Elle a un salon à Passy. Son mari est un bailleur de fonds du journal.

Troisième étape : Girardin épouse la fille de Sophie Gay, Delphine, qui a deux ans de plus que lui. Elle n'a aucune fortune, mais une notoriété immense. Sa mère écrit des romans; elle-même compose des vers. En 1825, elle écrit un poème inspiré par le sacre de Charles X.

> Les François, me pleurant comme une sœur chérie,
> M'appelleront un jour muse de la Patrie.

Le roi lui donne audience et lui fait une pension de 500 écus. L'année suivante, elle commence un voyage triomphal en Italie. Elle est couronnée au Capitole. Elle connaît Lamartine, qui a décrit l'entresol habité rue Gaillon par les deux femmes. « On y rencontre depuis madame Récamier jusqu'aux Montmorency et aux Chateaubriand. » M. Reclus réserve la part de sentiment dans le mariage de Delphine avec Girardin. Mais il

ne nie pas que les fiancés aient pu songer aux avantages de leur établissement. « Émile aurait apprécié en Delphine la femme en vue qui l'aiderait à se mettre lui-même en vue le plus possible, qui lui donnerait, par le moyen d'un salon à la mode, le maximum d'action sur Paris; Delphine de son côté, aurait ... deviné en Émile le grand publiciste animé du génie de la réclame, qui populariserait sa gloire..., l'un et l'autre possédés de la manie publicitaire et d'un amour immodéré de l'argent... » Ce n'est pas encore la fortune : tous frais payés, il reste au nouveau ménage 50 000 francs. Mais c'est un hôtel rue Saint-Georges, la grande célébrité, le moyen de parvenir. Il s'est écoulé trois ans à peine depuis le temps où Émile, inconnu, avait 600 francs de rente.

Quatrième étape et nouvelle idée. Girardin est hanté par l'idée que la presse est trop chère. En octobre 1831, il fonde le *Journal des connaissances utiles* « enseignant à chacun ses devoirs, ses droits, ses intérêts », pour le prix invraisemblablement modique de 4 francs par an. A la fin de 1832, après un an, le journal a 132 000 abonnés. Girardin a compris qu'il fallait populariser les connaissances. Versez l'instruction sur la tête du peuple, dit-il. Et il publie *l'Almanach de France*, qui est tiré à 1 300 000 exemplaires. Viennent alors une série de publications, dont l'illustre *Musée des familles*, pour le lancement duquel il pratique pour la première fois l'affiche-monstre et l'homme-annonce.

Cette fureur d'entreprises s'étend au bien public : Girardin s'engage à fournir 200 francs aux 360 premières caisses d'épargne qui s'établiront en France. Mais pour satisfaire à ce goût de l'intérêt social, il lui faut être député. Il est candidat ministériel à Bourganeuf en 1834, et élu. Pour cette élection, comme pour son mariage, il a hardiment faussé son état civil, et obtenu des jugements fondés sur des mensonges. Enfin, en 1836, il fonde *la Presse*. Le nouveau journal repose sur deux principes : l'abonnement sera de 40 francs, au lieu de 80. On cria, puis on fit comme lui. Les *Débats* seuls maintiennent l'ancien prix. Mais comment subsistera le journal, avec un prix aussi réduit? Par la publicité. Les annonces couvriront les frais. Le journalisme moderne était fondé.

HENRY BIDOU

LE THÉÂTRE

Théâtre de l'Atelier : *Les coqs*, par M. Jacques Klein. — *Dommage qu'elle soit une prostituée*, par John Ford, traduction de M. Georges Pillement. — Comédie des Champs-Élysées : *La machine infernale*, par M. Jean Cocteau. — Théâtre de l'Odéon : *Troïlus et Cressida*, par Shakespeare, traduction par M. Émile Vedel. — *Le pauvre d'Assise*, par Georges Rivollet. — Théâtre Saint-Georges : *Liberté provisoire*, par M. Michel Duran. — Théâtre Michel : *Oh! Parle-m'en!* revue, par M. Rip.

L'auteur des *Coqs*, M. Jacques Klein, est un jeune, dont c'est là, je crois bien, la première œuvre représentée.

Pendant la guerre, une classe dans un collège de province, transformé pour partie en hôpital. Une jeune fille diplômée, mais sans aucune expérience pédagogique, supplée un professeur absent. La matière de l' « observation » consiste dans les réactions dues à l'intrusion de ce bacille nouveau parmi ceux ordinaires au milieu.

Le roman me paraît plus favorable que la scène à une étude de ce genre. Au théâtre, comment donner de la vie scolaire une représentation exacte? L'optique dramatique l'interdit, puisque ses perspectives ramassées excluent des éléments essentiels, tels que longueur du temps, routine journalière, ennui. Bien entendu, l'enseignement même, qui constitue, pourtant, avec son rythme, le fond des heures au lycée, est banni du tableau. Pour remplir celui-ci, l'auteur est conduit à multiplier les accidents, les incidents. Dès lors, tout est faussé.

Il n'y en a pas moins dans *les Coqs* beaucoup de détails justes, mais ce sont seulement les traits qui caractérisent chaque « coq ». De sorte que l'on peut dire que chaque élève pris individuellement est vrai, et que la classe est fausse. L'image de celle-ci n'est plus qu'une peinture grimaçante.

Au surplus, les sentiments de la jeune fille-professeur manquent de clarté (j'entends de clarté pour nous, spectateurs, qui exigeons, au théâtre, que les sentiments même obscurs nous soient présentés clairement dans leur obscurité). Que s'est-il exactement passé entre « Elle » et l'élève Monnereau, dit « Bonheur des dames »? Nous l'ignorons.

Enfin, la satire du « bourrage de crâne », laquelle se développe à l'arrière-plan a perdu tout intérêt aujourd'hui. Des témoignages autrement virulents, ceux du « *Crapouillot* » entre autres, ont depuis longtemps épuisé ce triste et grotesque débat.

L'interprétation tout entière est excellente, par sa jeunesse réelle, une certaine crudité acide et dure. Il faut louer M. W. Sokoloff, le metteur en scène, qui a su introduire le mouvement jusqu'en des groupes assis. Le décor de M. André Barsacq exhale toutes les odeurs requises : encre, sciure de bois, poêle éteint, linge sale — et le reste.

***

T'is a pity she's a whore, pudiquement et inexactement traduit par *Dommage qu'elle soit une prostituée*, passe pour le chef-d'œuvre de John Ford, et John Ford, lui-même, pour l'un des plus brillants représentants, après Shakespeare, du théâtre élizabéthain. Ce théâtre compterait, autour d'un dieu, toute une pléiade de demi-dieux. La « divinité » de Shakespeare ne peut être contestée. Mais la moitié de divinité que l'on accorde aujourd'hui si généreusement à nombre d'auteurs qui furent ses contemporains ou ses successeurs immédiats, me paraît plus discutable [1].

C'est la mise en scène surtout qui fait le charme de la soirée. On y retrouve la fertilité d'invention de Charles Dullin, le talent qu'il a d'organiser une action en un déroulement

1. Une revue de fondation récente, éditée à Marseille, qui s'est tout de suite classée parmi les meilleures de ce temps : *les Cahiers du Sud*, a consacré naguère (juin-juillet 1933) au théâtre élizabéthain un numéro spécial, où sont réunis des articles d'une qualité exceptionnelle (en particulier celui, signé Edmond Jaloux, qui a pour titre : *L'esprit élizabéthain*). Mais ici l'enthousiasme a des causes plus cachées que l'admiration naïve. Ce sont moins les réalisations du théâtre élizabéthain en elles-mêmes qui sont célébrées par Jaloux que l'exemple que ce théâtre a donné d'un art (et d'une vie) sans modération, sans frein, où tous les tons, tous les sentiments sont juxtaposés, mêlés, portés à l'extrême.

Il va sans dire que le triomphe de *Volpone*, dans l'adaptation de Jules Romains et Stefan Zweig, ne fut pas étranger à cette mode littéraire.

rapide d'images frappantes. Les costumes peints sur toile (ceux-là mêmes que M. Jean Hugo avait dessinés il y a quelques années pour l'adaptation de *Roméo et Juliette* de M. Jean Cocteau) ont sous la lumière un éclat, une grâce florale, que riches tissus et précieuses dentelles n'atteindraient jamais. L'interprétation, dans l'ensemble, est bonne, en dépit de quelques insuffisances.

Donc, je ne cessai d'être constamment amusé, captivé, mais, à aucun moment, la pièce elle-même ne m'a fortement pris. Ce n'est pourtant pas la violence qui lui manque. Cet art, pour empoigner, se démène tant qu'il peut. Les passions les plus effrénées y poussent les hauts cris. Le frère y possède la sœur. Une amante délaissée, trahie par un valet, y boit la coupe empoisonnée qu'elle-même avait fait préparer pour l'infidèle. On s'y égorge au coin des rues. Les cardinaux y donnent asile aux assassins. La sœur, grosse de son frère, consent à un mariage, pour cacher sa honte. Le mari outragé découvre son déshonneur et traîne l'épouse coupable par les cheveux. L'amant incestueux, menacé de mort par son beau-frère, poignarde sa sœur, lui arrache le cœur de la poitrine et le jette à la face de son ennemi. Tout s'achève par une effroyable tuerie. « Eh! mais dira-t-on, comme dans Shakespeare, souvent. Voyez la fin d'*Hamlet!* » Sans doute, mais là se borne la ressemblance. Chez Ford, la frénésie demeure froide. Et froide même est la plaisanterie (La froideur dont je parle n'étant point la froideur voulue, le flegme artistique de l'humour, quand celui-ci est bon.) Les glossateurs ont fait grand cas de l'audace avec laquelle les tons les plus opposés, la bouffonnerie et le tragique, étaient ici rapprochés. Je n'ai surpris, quant à moi, de l'un à l'autre, aucune différence essentielle, aucun de ces heurts admirables d'où les étincelles jaillissent. Les deux tons se fondent dans une étrange uniformité, à savoir la glace. Notez que je ne reproche nullement à ce mélodrame (car ce n'est que cela) le caractère forcené de sa donnée, ni la complication de son intrigue. Le thème de l'inceste, de l'inceste, non puni comme dans *Œdipe*, mais célébré, pourrait être beau, sinon moralement, du moins lyriquement. De même l'imbroglio dramatique serait acceptable, s'il n'était que le cadre où s'agitent et s'enchevêtrent des sentiments profonds. Mais, par « profonds » entendez exprimés

profondément. L'expression, tout est là. Et c'est un grand mystère. Des morceaux lyriques, en effet, il y en a beaucoup chez Ford. D'où vient qu'on n'est pas emporté? Une envolée de paon, qui s'élève bruyamment à hauteur des balustres et retombe sur la terrasse! Quant au style, nous y reconnaissons la préciosité des métaphores, le mélange brutal et quintessencié, qui sont les marques de l'époque, mais sans rien de ce qui les magnifie dans Shakespeare. Bref, c'est l'âme de l'auteur qui, toujours, dans une œuvre d'art, est la grande affaire. Il y a, d'un côté, le sujet, et c'est si peu de chose! de l'autre, la façon dont il est traité, ou plutôt, ce que l'auteur, à son propos, est parvenu à tirer de soi, ce qu'il avait à dire. C'est cette dernière part qui, dans *T'is a pity she's a whore*, semble assez réduite. L'épisode se développe avec une précipitation habile, mais cette animation reste purement théâtrale. Elle est la parodie de la véhémence intérieure; elle en fait, comme on dit, la blague. Un homme du métier s'y révèle. Un grand auteur, point.

La traduction de M. Pillement m'a paru un peu guindée çà et là, mais elle ne trahit nullement l'original. Ford seul est ici en cause.

***

Que l'on goûte ou non l'art de M. Jean Cocteau, il est difficile d'en parler avec mesure. L'homme a des détracteurs et des amis également passionnés. Lui-même, je crois, ne déteste pas cette atmosphère de bataille, dont il est entendu que doit s'entourer une œuvre qui a toujours fui le repos, l'emménagement, le domicile fixe. M. Cocteau nous a souvent invités à des pendaisons de crémaillère, mais, lorsque nous nous rendions à son appel, c'était pour apprendre de lui-même, par quelque message marqué d'un signe étoilé, qu'il campait ailleurs déjà. Certains esprits rassis, de ceux que l'inquiétude de leur prochain fait sortir de leurs gonds, ne cessent de rappeler véhémentement à M. Cocteau les vers de sa prime jeunesse, en lui reprochant, comme à un parjure qui aurait violé ses serments, de ne s'être point tenu à l'esthétique de sa dix-huitième année. D'autres, qui se jugent plus larges, parce qu'ils eussent admis une évolution lente, selon la règle traditionnelle, s'effarent au rythme saccadé des changements, et se croient mystifiés.

Pourtant, si l'on met à part, précisément, les ouvrages de l'adolescence, où ne brille du vrai Cocteau que la surprenante habileté, j'ai souvent dit et je répète que, dans la série de ses avatars, le poète garde une personnalité éminente et constamment reconnaissable. Ses ennemis prétendent qu'il a beaucoup imité. Possible qu'il lui faille, pour fructifier, la fécondation de quelque graine errante qu'il capte dans le vent; mais ses fruits sont à lui, de même que tout enfant est surtout l'enfant de sa mère. Encore cette image n'a-t-elle de valeur que pour quelques ouvrages déjà anciens. Dans les plus récents, le père est plus difficile à identifier. Peut-être s'agit-il d'Apollon — ou de ses envoyés, qu'ils aient noms Shakespeare ou Sophocle.

Pour l'instant, M. Cocteau est en coquetterie avec les dieux de la Grèce. Il les raille comme personnes présentes, ce qui prouve qu'il les craint. Dans *la Machine infernale*, il nous dépeint le mythe d'Œdipe comme une mécanique extraordinairement bien réglée pour happer un mortel et le hacher plus menu que chair à pâté, une roue à supplice auprès de laquelle les raffinements de la torture chinoise paraissent enfantins. Et en même temps, c'est l'enrayage, le ratage complet du système, puisque la savante et sanglante horlogerie n'aboutit qu'à porter au sommet rayonnant de la renommée le malheureux que les divinités terribles promettaient à la nuit. Cependant, l'assomption ne commence qu'à l'extrême fin du drame, lorsque les ressources de la douleur et de l'épouvante sont épuisées. Du réveil dans la gloire nous ne savons rien d'autre que l'annonce que le poète en fait à la chute du rideau. Le spectacle lui-même se développe à l'intérieur du cauchemar. Mais d'un cauchemar grec, vécu en pleine lumière. Quel talent ne fallait-il pas pour restituer, ainsi que M. Cocteau a su le faire plusieurs fois au cours de la soirée, l'atmosphère ensoleillée de l'horreur hellénique, l'indicible attente du pire dans la plus radieuse des clartés, les éblouissements de l'âme volant en éclats sous les coups répétés du Destin!

Considérée, selon le gabarit commun aux productions habituelles du théâtre, *la Machine infernale* est une œuvre tout ensemble prestigieuse et inégale. Ces hauts et ces bas, qui n'existent, peut-être, que par rapport à nous, spectateurs, ont une raison profonde, que je vais tâcher d'expliquer.

Cocteau, poète, a transformé le monde à son usage, de sorte

qu'il a fini par respirer dans un univers qui lui est propre, une suite de chambres mystérieuses, dont il tient les clés. Parisien aux exquises manières (car le prophète est resté cela), il nous introduit courtoisement (non sans un rire bizarre, qui craque comme bois sec au feu) dans son domaine particulier. Le plus souvent, nous sommes ravis quoique éberlués, d'autant plus que l'hôte aimable se dépense à nous rassurer : « Tournez à droite! à gauche! Attention! ici il y a un pas! » multipliant les allusions, les approximations, les guide-ânes, qui nous aident à comprendre, allant jusqu'à nous donner d'avance, comme un examinateur narquois et bienveillant — et comme son Sphinx en personne — le mot de l'énigme qu'il va bientôt nous proposer. Mais, parfois, il advient que, distraction ou malice, le maître de céans nous plaque au milieu des miroirs, dans l'enfilade des pièces claires aux angles inquiétants. Alors, nous perdons pied au bord d'une marche, nous donnons du nez contre une glace, et, le long de la trompeuse paroi lisse et dure, cherchons en vain la sortie.

Dans *la Machine infernale*, les scènes que nous appelons les bonnes scènes sont probablement celles où Cocteau consent à nous conduire par la main; les moins bonnes, celles où, brusquement, il nous lâche, s'éclipse, nous laisse seuls à déchiffrer les perspectives de sa maison, les cubes de l'air, l'espace enclos, l'écho sonore et le silence.

C'est pour Cocteau la même chose que pour Chirico, ce peintre qu'il a naguère exalté. Il est des toiles de Chirico qui, avec un temple grec posé sur une table comme une soupière, parviennent à nous donner une impression indéfinissable, mais aiguë, quasi angoissante, d'un mystère en suspens, d'un miracle pressenti à la seconde même qui précède l'instant où il va s'accomplir. Mais il en est d'autres qui, faute de je ne sais quel charme, ou bien parce que le courant magnétique est soudain coupé entre l'artiste et nous, ne nous paraissent plus que la représentation absurde d'un capharnaüm vulgaire, d'une chambre de débarras quelconque, où un buste de plâtre voisine avec un plumeau.

Soit. Admettons qu'une interruption de courant ait pu me rendre obtus à certaines minutes. Sous cette réserve, et sans réticence, car, si je me trompe, après tout, Cocteau aura toujours avec lui la postérité pour me confondre, je dirai ce

qui, dans *la Machine infernale*, me plaît le moins, avant de dire ce qui me plaît tout à fait.

La scène du chef et des soldats, au premier acte, est d'une parodie un peu trop facile, d'un style trop proche de l'opérette. Cela rappelle *la Belle Hélène* plus que *Troïlus et Cressida*.

Le rôle de Tirésias est bien ennuyeux. Sitôt qu'on voit poindre le personnage, on pense : « Allons! bon! encore lui! » Il est vrai que c'est l'état de raisonneur, de prêcheur qui veut ça. La prédiction des catastrophes n'est frappante que fulgurante. Si elle coule de source et tourne au sermon, elle endort.

Le second acte, celui du Sphinx, est d'une composition décousue — comme certains « extérieurs » de film, dont les effets se perdent dans les courants d'air. Ici la mise en scène (je ne parle pas du décor, mais de la plantation) est peut-être fautive et c'est le seul dispositif contestable dans un ensemble d'une réussite merveilleuse. Trop d'espace : les acteurs flottent.

La scène épisodique de la Matrone et du Sphinx, charmante en soi et remarquablement jouée par madame Jane Lory, est trop longue et fait morceau.

L'entrée de Tirésias, au troisième acte, rompt le charme maléfique de la chambre nuptiale. Le nouvel élément de trouble que Tirésias apporte (peut-être cela est-il dû au texte du débat entre Œdipe et le devin) n'est pas suffisant pour qu'il n'y ait pas là une légère déclivité qu'il faut ensuite remonter.

Le dernier acte rassemble dans un temps trop court trop d'événements tous insolites et tous monstrueux. D'où il résulte que la précipitation de leur déroulement communique au dialogue un caractère schématique.

Enfin, on a beaucoup loué l'idée du fantôme de Jocaste, remontant du royaume des Ombres, pour diriger les pas du fils aveugle. Je conviens que cela fait scéniquement ce qu'on appelle « une fin ». Mais l'invention ne m'en paraît pas moins fâcheuse. Outre que l'expression, à cet endroit, frôle une sentimentalité que je crois assez éloignée de l'esprit grec, cette prétention de Jocaste morte à guider la marche d'Œdipe offre l'inconvénient d'usurper à Antigone son rôle, de la laisser, si j'ose dire, « en carafe », situation pénible pour l'une des plus pures figures de la fable antique.

En dépit de ces imperfections le spectacle garde une magie

dont on demeure enchanté. J'avoue avoir un faible (admiration de littérateur, peut-être, devant un tour de force littéraire) pour la tirade du Sphinx dévidant ses secrets. Jeu verbal sans doute, analogue au jeu de l'acrobate couché sur le dos, qui jongle avec un ballon du bout de ses sandales blanches. Mais l'amplification est si bien filée, si jolie, l'arabesque de la phrase si sûre, et chaque mot, si précis![1]

Pourtant, il y a mieux encore, dans cette pièce, que de la virtuosité, voire supérieure, il y a des personnages entiers qui vivent d'une vie intense, deux surtout : Jocaste, Œdipe. Dans le rôle de Jocaste, le mystère charnel, où plonge et prend racine, et ne cesse de croître, même après l'enfantement, l'amour maternel, est analysé, traduit avec une maîtrise, une justesse, une émotion, un tact qui requièrent les plus grands éloges. De même, le caractère du jeune Œdipe, cet élan vers la gloire, uni à la chaleur du sang dans la vingtième année, au bouillonnement printanier de la sève, cette violence naïve, cette brutalité ingénue, cet orgueil candide, tout cela est superbement pensé et superbement dit.

Les colloques entre le Sphinx et Anubis sont moins profonds parce que c'est justement à la profondeur qu'ils visent. On dira : « C'est à l'audition qu'ils paraissent tels. » — Mais nous sommes au théâtre, et c'est à l'audition qu'il convient de les juger. D'ailleurs, la lecture d'une pièce de théâtre corrige rarement (en bien) l'impression qu'on en reçoit à la représentation. Dans ce dialogue des dieux, le poète multiplie à l'excès les symboles, et, l'Olympe ne lui suffisant pas, appelle à la rescousse les animaux sacrés de l'Égypte, comme étant plus près, je suppose, de l'instinct primitif. On se perd dans ces mythologies.

Combien mieux rendu, quoique aussi obscur (mais l'obscurité ici est l'objet même de la peinture), le sourd travail des rêves dans le sommeil des humains! Les visions qui hantent Œdipe et Jocaste, la nuit de leurs noces, leurs réveils en sursaut, toute cette horreur qui s'échappe d'eux, qui s'exhale, comme une fumée sulfureuse, de la chaleur de leur lit, quel tableau magnifique! A cet endroit encore, la force de la situation (entièrement neuve) et la force de l'expression, toujours contenue,

1. Sauf un : « Obscure comme l'œuf. » L'œuf est clos, mais translucide, si peu obscur qu'on dit : « Mirer un œuf. »

artistement modérée, concourent à créer une « ambiance » de malheur que le spectateur sensible ne pourra plus oublier.

L'interprétation est de choix. Madame Marthe Régnier est une Jocaste bonne, tendre, espiègle, fantasque, touchante. Elle témoigne d'une justesse étonnante et comme infaillible dans le registre moyen. Il ne lui manque qu'un peu d'ampleur tragique. Mademoiselle Bogaert réussit à avoir l'air féroce avec mélancolie, sous la plus fragile et gracieuse apparence. Je me demande seulement comment elle a pu si bien piger la diction de Sarah Bernhardt, elle qui ne l'a pas connue? Est-ce d'après un disque? Ou d'après Cocteau? M. Le Vigan, bondissant comme un chacal, sous le masque poilu d'Anubis, m'a fait sincèrement peur. M. Pierre Renoir est Tirésias : ce n'est pas sa faute. Je voudrais citer tous les autres. Mais entre tous les interprètes, sans exception, je donnerai la palme au jeune comédien qui a créé le rôle d'Œdipe, et y brûle comme une flamme : M. Jean-Pierre Aumont.

J'ai dit que la mise en scène m'avait émerveillé. L'honneur en revient à M. Louis Jouvet et à un artiste qui a ce rare mérite qu'il joint la hardiesse à un goût délicieux, et crée des harmonies avec des couleurs vives : M. Christian Bérard. Il a dessiné les costumes et les décors. Sauf le décor de la chambre de Jocaste, lequel est l'œuvre de M. Jean-Michel Franck, et ne le cède en rien aux autres en vigueur expressive.

***

J'ai passé à l'Odéon une soirée que je ne donnerai pas pour beaucoup d'autres, un jour qu'on y représentait *Troïlus et Cressida.* C'est miracle de voir un vieux sujet comme celui de la guerre de Troie ainsi empoigné, désossé, remis dans la poêle, et salé, poivré, recuit, paré, servi avec cet inégalable brio. La parodie est évidente, éclatante, d'une audace extrême pour l'époque, si l'on songe que ce sont les chevaliers de son temps que l'auteur, à travers les héros grecs, crible de ses traits. La chevalerie, alors, traversait une crise (la crise de la fin), puisque cet âge est aussi celui du Don Quichotte, Cervantès étant mort, comme on sait, la même année que Shakespeare. Cependant, bien que chaque guerrier, dans *Troïlus et Cressida,* en prenne pour son grade, comment se fait-il que le vieux poème ainsi bafoué conserve sa splendeur épique,

indestructiblement? Est-ce le sublime homérique, ici, qui résiste à la cuisine shakespearienne? Est-ce le nouveau cuisinier qui a l'art de lier les sauces, de ménager l'antique saveur, tout en la masquant d'épices insolentes? Ma foi, je n'en sais rien. Que les génies se débrouillent entre eux!

Entrelacée à la satire « antibelliciste » (comme eût dit Paul Souday), l'intrigue amoureuse de Troïlus et Cressida est ravissante, le personnage de l'oncle entremetteur, bien amusant. Interprétation nombreuse et très honorable. Une mention particulière à mademoiselle J. Crispin, en Cressida, pleine de fraîcheur dans la ruse, d'innocence dans la friponnerie.

L'adaptateur, M. Émile Vedel, est, paraît-il, un amiral. Il a très bien navigué entre les écueils.

***

C'est à l'Odéon encore que nous avons, un autre soir, rendu un pieux hommage à la mémoire de Georges Rivollet. On y donnait *le Pauvre d'Assise*, ce mystère en cinq tableaux, en vers, que le regretté poète composa quelque cinq ou six ans avant sa mort, pour le septième centenaire de saint François en 1926.

L'auteur, en homme de goût, n'a pas cherché à dramatiser une vie où la légende et l'histoire confondent leurs apports comme deux courants d'eau pure en un fleuve limpide. Il s'est seulement attaché à suivre les étapes de l'ascension vers la sainteté, depuis le renoncement à la vie mondaine et l'union mystique avec Dame Pauvreté, jusqu'aux stigmates glorieux et à l'extase dernière. Grâce à un adroit assemblage de rythmes divers, il a su prêter à la métrique une souplesse familière, en parfait accord avec l'esprit franciscain, lequel se garde de toute emphase et met sa dilection dans l'humilité.

L'interprétation de M. Roger Weber, physiquement trop grand et trop replet, affadit le rôle qu'elle a le tort d'incliner vers une onction benoîte et mélancolique. François était tout allégresse. Ses ravissements portaient à la danse son frêle petit corps consumé.

***

Le Théâtre Saint-Georges, familier du succès, rencontre une fois de plus la chance avec *Liberté provisoire* de M. Michel Duran.

Un beau garçon, déserteur et libertaire, traqué, la nuit,

par la police, cherche un refuge dans l'appartement d'une dame seule, l'oblige, sous la menace du revolver, à lui donner asile, puis, car elle est jeune et jolie, la fascine, l'émeut, la conquiert, tant et si bien qu'il s'installe clandestinement chez elle pendant des semaines, aussi longtemps que dure la surveillance de la police autour de la maison. Ne discutez pas le point de départ. Avalez sans mâcher. L'auteur possède toute la dextérité requise pour nous faire accepter cette entrée en matière, d'autant mieux qu'elle a déjà quelque peu servi, et que les hors-la-loi, depuis Hernani, nous sont très sympathiques. En vérité, pour plaire, ils n'ont qu'à paraître. Nous savons, dès le premier moment, que, sous leurs manières brusques, se cachent de généreux dégoûts. D'ailleurs, M. Michel Duran a trop de malice pour n'être pas discret : il n'insiste pas sur le couplet vengeur, l'indique seulement, le place, si je puis dire, en nous clignant de l'œil (« C'est ici!... Je glisse! »), et prête à son héros tout juste assez de rancune contre la société, pour que le personnage demeure dans la tradition bourgeoise. Un communiste, c'est entendu, mais qui ne risque point d'effaroucher le public de l'orchestre, un militant qui le rassurerait plutôt, en le berçant, l'espace d'une soirée, de l'illusion que les gars de Pantin et de Saint-Denis ont tous le charme et la voix prenante de M. Pierre Blanchar, ou la cordialité de M. Carette, lequel joue au naturel le zingueur conventionnel, ami inséparable et « loyal serviteur » du noble chevalier marxiste. N'approfondissons pas, n'approfondissons pas. Voici des lustres et des lustres que les bonnes comédies du Boulevard réussissent le prodige de greffer des dialogues justes sur des situations fausses. C'est même à ce triomphe de l'illogisme qu'on reconnaît les bonnes comédies du Boulevard. Dans les mauvaises, tout est faux : situation et dialogue. Pour nous gagner, il importait donc uniquement que M. Michel Duran fît preuve de justesse et d'esprit dans l'absurde. Il n'y a point manqué — du moins pendant deux actes sur quatre. Mais il a bien d'autres dons encore : il sait enchaîner des scènes, les trousser prestement, renouveler l'intérêt par de menus coups de théâtre, par des entrées inopinées, des sonneries de téléphone inattendues. Une pointe d'émotion, des larmes vite essuyées, des nostalgies de trois minutes (le temps que met un disque à tourner : c'est la

mesure arithmétique du sentiment aujourd'hui, et tout ce que notre époque en peut tolérer). Ne croyez pas que ces dons soient communs. S'ils l'étaient, beaucoup de salles seraient pleines, chaque soir, qui sont à moitié vides. Non, M. Michel Duran n'est pas un auteur ordinaire. Il doit faire, il fera une heureuse carrière. Avec tout cela, nous avons laissé la belle dame tête-à-tête avec son chenapan. Soyez sûrs qu'ils n'ont pas perdu leur temps. Mais, attention! pas de méprise! Vous n'avez pas l'inconvenance de supposer, j'espère, qu'ils dorment dans le même lit? Je vous dis que Bayard (informez-vous auprès de M. Franc-Nohain, son biographe) n'a pas traité avec plus de courtoise réserve les demoiselles de Brescia que n'en a usé ce gentilhomme réfractaire avec mademoiselle Madeleine Lambert, son hôtesse adorable. Pourtant, il y a une limite à tout, et on n'est pas de bois. Les voilà enfin dans les bras l'un de l'autre, leurs lèvres unies en aspirateurs, selon la mode américaine. Maintenant, comment sortir de là, car la maison est toujours cernée? Par bonheur, M. Michel Duran nous tient en réserve un vieil industriel passionné, qui (je le signale par parenthèse à la Commission Stavisky) a dans sa poche la S. G. et aussi le Parquet sans doute. Pour complaire à la dame élue, le roquentin, la rage au cœur (c'est M. Mauloy qui bout et fume!) favorise la fuite du galant. — Et la dame, demandez-vous, le rejoindra-t-elle? — L'auteur vous laisse le loisir d'en décider. On n'est pas plus aimable.

***

Beaucoup d'entre mes lecteurs n'auront pas attendu que je les y engage pour aller, au Théâtre Michel, applaudir *Oh! Parle-m'en!* la nouvelle revue de Rip. M. Rip, dans le genre, demeure inimitable. Pourquoi? Parce qu'il n'a de méchanceté que ce qu'il en faut pour maintenir en bonne forme un esprit endiablé. Il est féroce autant qu'on peut l'être, et pourtant sans venin. Je le soupçonne d'avoir du cœur... Mais quelle verve! Quelle cocasserie! quelle âpre et saine gaieté!

Allez applaudir Moréno, Parysis, Gabaroche, Mauricet, Jean Wall, et l'auteur lui-même, impayable en garçon de café moralisant et ficelle.

FRANÇOIS PORCHÉ

PARMI LES LIVRES

Voyageurs et écrivains français en Égypte, par **J.-M. Carré** (*Imprimerie de l'Institut français d'Archéologie du Caire*).

Sans remonter jusqu'à saint Louis et la bataille de Damiette et sans aller jusqu'à la présente année et à Francis Carco, c'est un bien beau sujet que celui qui comprend l'expédition d'Égypte, Méhémet-Ali, le voyage de Flaubert et l'inauguration du canal de Suez. Chose singulière, il n'avait pas encore été traité; il s'est ainsi trouvé comme réservé à M. J.-M. Carré, professeur à la Faculté de lettres de Lyon détaché à l'Université du Caire. M. Carré était assurément le mieux préparé à le mettre en valeur, étant professionnellement entraîné à entreprendre de longues recherches et des lectures considérables et à en dégager l'essentiel, et d'autre part, ayant la connaissance directe et l'expérience des choses égyptiennes. Il en a tiré deux gros volumes abondants et nourris, de lecture facile et agréable, remarquablement édités par les soins de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire.

Ils s'ouvrent par le voyage, en 1512, du frère Jehan Thenaud, gardien du couvent des Cordeliers d'Angoulême (car, dit l'auteur, il est inutile de parler des siècles antérieurs, « même après les croisades le Moyen âge n'ayant eu aucune curiosité pour les choses d'Orient »). Ils se terminent par les fêtes grandioses de 1869. « L'Égypte cesse (alors) d'être méditerranéenne, elle devient internationale. Jusqu'en 1869 elle était pour les voyageurs le terme logique... d'un voyage au Levant... A partir de 1869, l'Égypte s'échappe, sort du cycle... » Plusieurs chapitres apportent une contribution précieuse à l'histoire littéraire, notamment ceux qui concernent Chateaubriand, Flaubert et Maxime Du Camp, Théophile Gautier qui écrivit le *Roman de la Momie* en 1857 et n'alla en Égypte qu'au moment de l'inauguration du Canal.

De nombreuses illustrations, une excellente bibliographie, et un index très pratique ajoutent encore à l'intérêt de ce bel ouvrage.

Correspondance entre Marie-Thérèse et Marie-Antoinette, présentée et annotée par **Georges Girard** (*Grasset*).

Voici la première édition intégrale de la correspondance entre l'impératrice Marie-Thérèse et sa fille Marie-Antoinette, dauphine, puis reine de France. Elle avait été publiée d'abord en 1864 par le chevalier d'Arneth, directeur des archives impériales de Vienne, rééditée par lui en 1866, puis complétée en 1874. C'est alors qu'avait

été dévoilée l'organisation matérielle de cette correspondance : chaque mois, un courrier partait de Vienne, emportant les lettres de l'impératrice ; en dix jours, par les Pays-Bas autrichiens, il atteignait Paris. Le courrier de retour rapportait à Marie-Thérèse une lettre de sa fille, mais aussi deux rapports de son ambassadeur à Paris, le comte Mercy-Argenteau, l'un « ostensible », l'autre strictement secret, et tous deux consacrés à la relation minutieuse des faits et gestes de Marie-Antoinette : de sorte que les réponses de Marie-Thérèse s'inspiraient autant de ces rapports que des lettres de sa fille.

Après la révolution de 1918, et lorsque les archives de la Hofburg devinrent accessibles au public, l'écrivain Stefan Zweig, qui préparait une biographie de Marie-Antoinette, compara les lettres publiées par d'Arneth avec les manuscrits originaux, et il constata de graves lacunes. Les passages inédits n'étaient pas considérables, mais ils étaient tous d'une importance capitale ; d'Arneth les avait laissés dans l'ombre, les uns par scrupule monarchique, les autres par décence.

Dans une de ces lettres, celle du 30 juillet 1775, Marie-Thérèse s'emporte avec une véhémence tragique contre l'incorrigible légèreté de sa fille, contre « les courses de plaisir en plaisir sans le roi », ses intrigues, son persiflage, va jusqu'à la comparer à « une Dubarry, à une Pompadour », et, prophétisant pour elle les plus grands malheurs, « prie Dieu de trancher au plus tôt » ses propres jours ; Marie-Thérèse usant envers sa fille presque des mêmes expressions que l'on devait entendre au tribunal révolutionnaire vingt ans après, on conçoit qu'un fonctionnaire autrichien ait eu scrupule à le révéler.

L'autre groupe de passages censurés, c'est celui qui concerne la consommation du mariage de la dauphine, qu'il fallut attendre sept ans. Et Stefan Zweig n'aurait été ni de son temps, ni surtout de son pays, s'il n'avait donné à ces passages une importance démesurée, s'il n'avait bâti sur eux toute sa psychologie de la reine de France. Fidèle lecteur — comme tant d'Austro-Allemands — de Krafft-Ebbing et de sa *Psychopathia Sexualis*, averti certainement des travaux de Magnus Hirschfeld et de son *Institut de Sexologie*, et enfin compatriote de Freud, Stefan Zweig explique tout le caractère de Marie-Antoinette, sa légèreté folle, sa soif de plaisir « par la déception sexuelle, que, du fait de la disgrâce de son mari, elle eut à subir dans la fleur de sa jeunesse ».

M. Stefan Zweig a mis à la disposition de M. Georges Girard le texte des passages censurés qu'il n'avait pas tous cités intégralement dans son livre. Aussi cette édition n'est-elle, comme le déclare loyalement, mais avec trop de modestie, l'historien français, que « le complément naturel de cette magistrale biographie de Marie-Antoinette, quelque chose comme ce que les érudits appellent un recueil de pièces justificatives ». Recueil, devons-nous ajouter, éclairci par une riche et substantielle préface, des notes peu nombreuses

mais excellentes, une table des matières commode, où tous les textes encore inédits sont signalés.

Les lettres sont d'une lecture captivante, mais, en toute vérité, on a peine à y trouver ce que M. Stefan Zweig y a vu. Marie-Thérèse, qui, en unissant la maison de Habsbourg et la maison de France, a voulu renforcer son système politique fort sage, s'impatiente et se désespère de la stérilité persistante de cette union. Marie-Antoinette, qui sait les soucis de sa mère, la renseigne sur toutes les raisons d'espérer; et comme le XVIIIe siècle était fort éloigné encore de la pudibonderie victorienne, — qu'on lise les mémoires du temps et même les correspondances ecclésiastiques, — sa mère et, elle-même, appelèrent les choses par leurs noms, ou n'employaient que des périphrases transparentes : « Le roi n'a pas de goût à coucher à deux. Je l'entretiens à ne pas faire séparation totale sur cet article. » Ou bien : « Le roi vient trois ou quatre nuits par semaine coucher chez moi, et il se conduit à me donner grande espérance. »

Rien dans tout cela qui indique un prurit de sexualité, mais simplement le désir de se montrer vraiment reine et continuatrice de la lignée royale, de ne plus s'exposer aux pamphlets outrageants, et de devancer sa belle-sœur la comtesse de Provence.

Quant à sa folle légèreté, ses caprices, ce goût du cheval, du jeu, des liaisons particulières, sa nonchalance, sa négligence, il semble bien qu'ils aient été des défauts fonciers et primitifs. De là et dès le début ces préoccupations maternelles, cet espionnage permanent et ces remontrances pleines de sagacité et de raison, ces véritables lettres de direction où tout est pesé, l'avenir entrevu, les conséquences des actes envisagées, le poids des habitudes mauvaises signalé, — et qui commencent par un *règlement à lire tous les mois*, et une *instruction particulière*, rédigés le 21 avril 1770, jour du départ de Marie-Antoinette pour la France. De là ces conseils : être prudente, ne pas être l'instrument de coteries, adopter les usages français, rester Allemande de cœur; servir les intérêts de son royaume, mais aussi ceux de sa maison. C'est ainsi que la reine de France dut avoir des entretiens réguliers et secrets avec l'ambassadeur autrichien, et qu'elle reçut de sa mère et de lui-même des instructions pour intervenir auprès du roi toutes les fois que la politique de Marie-Thérèse était en jeu, dans l'affaire de la succession de Bavière, par exemple, où la guerre fut si près d'éclater.

Les lettres les plus intéressantes sont, et de beaucoup, celles de Marie-Thérèse, qui se montre vraiment femme supérieure.

JEAN POIRIER

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

La hausse des Rentes est, pour la Bourse, et même aussi pour le pays, l'événement du mois, événement que l'on peut qualifier de sensationnel. Au lent et impitoyable déclin des cours de nos Fonds publics auquel nous assistions, sans que rien parût pouvoir l'arrêter, depuis la Conversion de 1932, a succédé, en avril, un redressement dont le tableau ci-dessous trace l'amplitude.

	Cours de compensation du 3 avril.	Cours de compensation du 16 avril.	Cours du 20 avril.
	—	—	—
3 p. 100 Perpétuel	66,15	69,95	73,65
4 p. 100 1917	71,90	78,20	80,05
4 p. 100 1918	71,90	78,15	79,80
4 1/2 p. 100 1932 A. . . .	79	84	86
Bons du Trésor 4 1/2 1933,	916	948	962
Caisse autonome 1929. . .	801	840	835

Ce vigoureux redressement des cours de nos Fonds publics est la conséquence directe des diverses mesures prises par le Gouvernement en vue de rétablir l'équilibre budgétaire.

Il a progressivement entraîné tout le marché. Après les Rentes, les obligations, puis aussi les actions des grandes entreprises industrielles se sont mises en mouvement. Presque partout les cours ont progressé, parfois dans une mesure fort appréciable.

Jusqu'ici cependant, il convient de noter que cette hausse quasiment générale a présenté un caractère spéculatif. Ce sont surtout les professionnels de la Bourse accompagnés de quelques capitalistes riches et très allants jouant eux-mêmes la hausse, qui ont déterminé ce revirement de la tendance du marché des valeurs. Ils ont, en un mot, mis la confiance en marché. Reste à savoir si celle-ci s'affirmera et s'étendra jusqu'à déterminer les capitaux d'épargne à sortir de leur réserve et de leurs refuges. Pour ma part, je le crois. Si les mouvements d'agitation populaire que l'on redoutait ne se produisent pas dans les tout prochains jours, il ne me paraît pas douteux que la reprise du marché des valeurs ne tardera plus à s'élargir.

Toutefois, il conviendra que les capitaux, en revenant vers la Bourse, ne se départissent pas d'une certaine prudence. La crise économique, bien que paraissant s'atténuer, n'est point encore parvenue à son terme. Nos grandes entreprises industrielles n'ont point encore, pour la plupart, une activité soutenue et bien productive.

Les résultats de l'exercice écoulé qu'elles commencent à communiquer à leurs actionnaires au cours des assemblées annuelles sont en général du même ordre que ceux des années précédentes, c'est-à-dire du temps de pleine crise. Les dividendes restent en conséquence modestes et ils ne paraissent avoir que d'assez maigres possibilités de se relever pendant les prochaines années. La rentabilité aux cours actuels reste ainsi modeste et elle le serait encore davantage à des cours sensiblement supérieurs. C'est une considération qu'il convient de ne pas perdre de vue. Elle me paraît à souligner; ce qui indique qu'il convient de procéder à d'attentives discriminations pour ne s'engager qu'à bon escient dans le mouvement de hausse du marché qui se dessine.

Pour l'instant, il n'y a guère, je le répète, que le compartiment des Mines d'or qui continue de fournir, parmi les valeurs industrielles, la conjonction du revenu fructueux et des perspectives de progression du capital. C'est dire qu'elles conservent encore tout leur puissant attrait pour les invertissements de capitaux.

Certains de mes lecteurs me critiquent, très aimablement d'ailleurs, au sujet de mes conseils d'achat renouvelés en mines d'or, estimant qu'elles sont trop chères et me reprochent en outre de ne donner aucun avis direct. Qu'ils soient bien persuadés que c'est vers des mines plus jeunes qu'il faut s'orienter et que le Cap n'en détient pas le monopole; qu'ils veuillent bien admettre en outre, que je ne puis entrer dans des détails au cours de mes chroniques mais que je ne me dérobe jamais à une question précise.

A Londres la Bourse conserve toujours une activité saine qui paraît se renforcer de mois en mois. Là aussi les Mines d'or, malgré la hausse des autres groupes, ne voient pas faiblir leur prestige.

ANDRÉ PLY

de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 5, rue de Vienne, Paris (8e).